Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_108-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGI**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 28
**Pour : 25**
**Contre : 4**
**Abstentions : 3**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**M. Julien MERLE, Président**

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, M. LOUIS DRIEY, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. PATRICK PICHON, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENTS EXCUSES** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-108**
**Transfert partiel de la compétence petite enfance / APPROBATION**

**Rapporteur** : M. Julien MERLE

Le rapporteur expose :
Vu l'article L. 5211-17 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 *relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale*, dite loi 3DS, notamment son article 17 transposé à l'article L. 5211-17-2 du Code général des collectivités territoriales,
Considérant que plusieurs études portant sur le transfert de la compétence petite enfance, jointes à la note de synthèse, ont été réalisées et notamment :

- *Etude sur le transfert de la compétence petite enfance* (KPMG, mars 2022),
- *Etat des lieux des structures petite enfance* (KPMG, juin 2022),
- *Etude des possibilités d'intervention de la Communauté de communes dans le champ de la petite enfance* (Cabinet LANDOT, décembre 2022),
- *Etude et état des lieux actualisés* (KPMG, septembre 2023),
- *Actualisation de l'étude financière prospective et incidences budgétaires du transfert de la compétence petite enfance* (KPMG, novembre 2023),

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_108-DE

**Délibération n°2023-108 Transfert partiel de la compétence petite enfance / APPROBATION**

Considérant qu'après avoir pris connaissance de ces études, les membres du bureau ont décidé, à la majorité, de mettre en œuvre la procédure de transfert partiel de cette compétence,

Considérant que ce transfert partiel prend en compte les structures suivantes :
- Crèche municipale de Camaret-sur-Aygues,
- Crèche associative de Sainte-Cécile-les-Vignes,
- Crèche associative de Sérignan-du-Comtat,
- Relais petite enfance (ex. RAM) intercommunal de Camaret-sur-Aygues,

Considérant que ce transfert partiel ne prend pas en compte les structures existantes de la Commune de Piolenc,

Considérant que ce transfert partiel ouvre la voie à la création de nouvelles structures dédiées à la petite enfance sur tout le territoire intercommunal, à l'exclusion de la Commune de Piolenc,

Vu la fiche d'impact jointe à la note de synthèse qui se traduit notamment d'un point de vue financier par :
- Un déficit structurel des trois structures évalué à 382 157 € qui, après une évaluation plus affinée issue des travaux de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), devra être déduit des attributions de compensation des trois communes concernées,
- Des charges nouvelles estimées à environ 180 000 € par an pour la période 2024-2027 qui devront être financées par le budget principal.

Le conseil communautaire est appelé à approuver le transfert partiel de la compétence petite enfance dans les conditions déterminées ci-dessus, étant précisé que ce transfert, même partiel, doit être approuvé selon les règles de la majorité qualifiée.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve le transfert partiel de la compétence petite enfance sur la partie du territoire intercommunal concernant les seules communes de Camaret-sur-Aygues, Lagarde-Paréol, Sainte-Cécile-les-Vignes, Sérignan-du-Comtat, Travaillan, Uchaux et Violès,

Précise que ce transfert partiel concerne les structures existantes suivantes :
- Crèche municipale de Camaret-sur-Aygues,
- Crèche associative de Sainte-Cécile-les-Vignes,
- Crèche associative de Sérignan-du-Comtat,
- Relais petite enfance (ex. RAM) intercommunal de Camaret-sur-Aygues,

Ainsi que les éventuels services futurs,

Précise que les charges transférées, évaluées aujourd'hui à 382 157 €, devront être confirmées à l'issue des travaux de la CLECT, puis déduites des attributions de compensation des trois communes concernées,

Ajoute que le transfert des personnels affectés dans les structures existantes se fera après avis du Comité social territorial,

Rappelle enfin que ce transfert, même partiel, doit être approuvé selon les règles de la majorité qualifiée.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_108-DE

**Délibération n°2023-108 Transfert partiel de la compétence petite enfance / APPROBATION**

Ainsi, à réception de la notification de la présente délibération, les maires disposent d'un délai de trois mois pour faire approuver ce transfert par leur assemblée délibérante.

Le transfert sera entériné s'il est approuvé par la moitié des conseils municipaux représentant au moins les deux tiers de la population totale de la Communauté de communes, ou par les deux tiers des conseils municipaux représentant au moins la moitié de cette même population, et y compris le conseil municipal de la commune qui, à elle seule, représente plus du quart de la population intercommunale.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AYGUES OUVÈZE EN PROVENCE

Le Président

**Julien MERLE**

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_108-DE

Communauté de communes
CAMARET-SUR-AYGUES
LAGARDE-PARÉOL
PIOLENC
SAINTE-CÉCILE-LES-VIGNES
SÉRIGNAN-DU-COMTAT
TRAVAILLAN
UCHAUX
VIOLÈS

# Fiche d'impact transfert compétence petite enfance

**Structures existantes concernées**
Camaret-sur-Aygues : crèche municipale *Les Bout'Chous* : 35 places
Sainte-Cécile-les-Vignes : crèche associative *Les Cigalous* : 30 places
Sérignan-du-Comtat : crèche associative *Les Canaillous* : 20 places

**Personnel devant être transféré**
Crèche de Camaret : 15 agents
Crèche de Sainte-Cécile : /
Crèche de Sérignan : 1 agent (directrice EJE, agent communal mis à disposition de l'association)

**Déficit structurel de ces structures** (moyenne des années 2018, 2019, 2021, 2022)
Crèche de Camaret : 172 842 €
Crèche de Sainte-Cécile : 146 616 €
Crèche de Sérignan :62 700 €
**Total : 382 157 €**

***Ces déficits structurels devraient, après approbation de la CLECT, être déduits des attributions de compensation versées aux trois communes***

**Charges nouvelles induites par le transfert de compétences**
Evolution masse salariale : + 2,5 % par an
Charges de personnel (1 coordinatrice = 2 agents "flottants") : 116 000 € la 1ère année, puis + 2,5 % / an
Annuités d'emprunt : environ 108 000 € / an à partir de 2026

**Le coût cumulé des charges nouvelles serait de l'ordre de 750 000 € à l'horizon 2027**

***Ces estimations ne tiennent pas compte des charges de fonctionnement qui découleraient de la construction de nouvelles structures ou de l'extension ou réhabilitation des structures existantes***

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_109-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE[illegible]**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 28
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, M. LOUIS DRIEY, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. PATRICK PICHON, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENTS EXCUSES :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Rapporteur** : Mme Marie-José AUNAVE

**Délibération n°2023-109**
**Fixation du taux de marge de la Maison des vins et des produits du terroir / APPROBATION**

Le rapporteur expose :

La régie de recettes de la Maison des vins et des produits du terroir, créée le 13 juillet 2021, encaisse les produits provenant de la vente de bouteilles et de produits locaux exposés.
La Communauté de communes prend à sa charge l'achat des produits qu'elle met en vente à la Maison des vins.
Il a été décidé d'appliquer les mêmes tarifs de vente que ceux pratiqués par les producteurs.

Un taux de marge de 25 % est appliqué sur le prix d'achat, déterminé en fonction du prix de vente public producteur.

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver la fixation du taux de marge qui est de 25 %.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_109-DE

**Délibération n°2023-109**
**Fixation du taux de marge de la Maison des vins et des produits du terroir**
**/ APPROBATION**

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve le taux de marge appliqué aux produits vendus à la Maison des vins et des produits du terroir, fixé à 25 %,

Précise que la recette provenant de ces ventes est inscrite chaque année au budget, à l'article 7078 des recettes de fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,
Le Président

Julien MERLE
Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le 08/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REG**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 28
**Pour : 31**
**Contre : 0**
**Abstention : 1**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, M. LOUIS DRIEY, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. PATRICK PICHON, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENTS EXCUSES :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-110**
**Décision modificative n°3 du budget principal / APPROBATION**

**Rapporteur :** Mme Marie-José AUNAVE

Le rapporteur expose :

Le conseil communautaire est appelé à approuver la décision modificative n°3 du budget principal qui vise à procéder à plusieurs réajustements de crédits dans les sections de fonctionnement et d'investissement.

**1. Section de fonctionnement / dépenses**
Augmentation de crédits aux articles suivants :
- ✓ Personnel titulaire / rémunération principale (article 64111) : + 100 000 €,
- ✓ Personnel non titulaire / rémunérations (article 64131) : + 52 000 €,
- ✓ Dotation aux amortissements (article 62875) : + 24 695 €,

**Total dépenses de fonctionnement : + 176 695 €**

**2. Section de fonctionnement / recettes**
Augmentation de crédits aux articles suivants :

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le 08/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



- ✓ Mise à disposition de personnel facturé aux budgets annexes (article 70841) : + 70 000 €,
- ✓ Fraction compensatoire de la CVAE (article 7352) : + 78 169,05 €,
- ✓ Moins-value sur cession (article 7761) : + 23 900 €,
- ✓ Recette et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat (article 777) : + 4 625,95 €

**Total recettes de fonctionnement : + 176 695 €**

**3. Section d'investissement / dépenses**

Ajout de crédits aux articles suivants :

- ✓ Moins-value sur cession (article 192) : + 23 900 €,
- ✓ Reprise sur FCTVA (article 102292) : + 4625,95 €
- ✓ Immobilisations en cours – Constructions (article 2313-fonction 70) : + 1 700 000 €

**Sous-total : + 1 728 525,95 €**

Diminution de crédits aux articles suivants :

- ✓ Remboursement d'emprunts (article 1641) : - 26 000 €,
- ✓ Immobilisations corporelles - Terrains nus (article 2111) : - 1 000 000 €,
- ✓ Immobilisations en cours – Constructions (article 2313- fonction 020) : - 697 217,47 €,
- ✓ Immobilisations en cours – Constructions (article 2313- fonction 76) : - 1700 000 €,

**Sous-total : - 3 423 217,47 €**

**Total dépenses d'investissement : - 1 694 691,52 €**

**4. Section d'investissement / recettes**

Ajout de crédits aux articles suivants :

- ✓ Produits de cessions des immobilisations (article 024) : + 42 300 €,
- ✓ Amortissement frais d'études (article 28031) : + 4 887,70 €,
- ✓ Amortissement- subvention d'équipements versée (article 28041582) : + 1 087,75 €,
- ✓ Amortissement constructions et installations générales (article 281351) : + 3 307,50 €,
- ✓ Amortissement matériel technique (article 281578) : + 566,62 €,
- ✓ Amortissement autres matériels de transport (article 281828) : + 7 483,48 €,
- ✓ Amortissement matériel bureau et informatique (article 281838) : + 3 042,01 €,
- ✓ Amortissement mobilier (article 281848) : + 1 861,80 €,
- ✓ Amortissement matériel téléphonie (article 28185) : + 1 870,80 €,
- ✓ Amortissement autres immobilisations corporelles (article 28188) : + 587,34 €,
- ✓ Fonds de compensation de la TVA (article 10222) : + 229 300 €,
- ✓ Subventions d'investissement reçues (article 1312) : + 9 013,48 €,

**Sous-total : + 305 308,48 €**

Diminution de crédits à l'article suivant :

- ✓ Emprunts (article 1641) : - 2 000 000 €,

**Sous-total : - 2 000 000,00 €**

**Total recettes d'investissement : - 1 694 691,52 €**

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le 08/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

**Délibération n°2023-110 Décision modificative n°3 du budget principal / APPROBATION**

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,
Approuve la décision modificative n°3 du budget principal 2023 qui vise à procéder à divers réajustements dans les dépenses et les recettes des sections de fonctionnement et d'investissement, tels que détaillés ci-dessus,

Dit que ces écritures seront retranscrites au budget principal 2023 et transmises au Service de gestion comptable de Vaison-la-Romaine, après visa du contrôle de légalité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Le Président

**Julien MERLE**

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 08/12/2023
Et publié
Le : 08/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## Communauté de commune à FPU : CC AYGUES OUVEZE EN PROVENCE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24840016000094

POSTE COMPTABLE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES VAISON

**M. 57**

## Décision modificative 3 (3)
## Voté par nature

BUDGET : Budget principal (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# Sommaire


## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 40

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 43
A1.01 - Opérations non ventilables 45
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 46
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 49
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 50
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 51
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 54
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 57
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 60
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 61
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 64
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 66
A1.908 - Fonction 8 - Transports 69
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 73
A2.01 - Opérations non ventilables 75
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 76
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 79
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 80
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 81
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 84
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 87
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 90
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 91
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 92
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 95
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 97
A2.938 - Fonction 8 - Transports 100

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 104
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 105
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 109
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 110

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 113
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 114
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 115
B3.1 - Etat des provisions constituées 116
B3.2 - Etalement des provisions 118
B4 - Etat des charges transférées 119
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 120
B6 - Prêts 121
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 122
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 123
B7.3 - Etat des emprunts garantis 124
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 125
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 126
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 127
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 128
B7.8 - Autres engagements donnés 129
B7.9 - Autres engagements reçus 130
B8 - Subventions versées 131
B9 - Etat du personnel 132
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 135
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 136
B11.2 - Liste des établissements publics créés 137
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 138

**C - Annexes budgétaires**

C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses 139
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes 140

**D - Autres éléments d'information**

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 142
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 143
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 144
D3 - Décisions en matière de taux 146
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 147
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 148
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 150
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 151

**V - Arrêté et signatures**

A - Arrêté et signatures 152

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# I – INFORMATIONS GENERALES

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

**A**

| Informations statistiques | |
|---|---|
| | **Valeurs** |
| Population totale | 20 358 |

| Informations fiscales (N-2) | |
|---|---|
| | **Collectivité** |
| Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1) | 0,00 |

| | Informations financières – ratios | Valeurs |
|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement / population | 536,49 |
| 2 | Recettes réelles de fonctionnement / population | 552,30 |
| 3 | Dépenses d'équipement brut / population | 262,10 |
| 4 | Encours de dette / population (2) (3) | 81,44 |
| 5 | DGF / population | 57,07 |
| 6 | Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4) | 23,20 % |
| 7 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4) | 99,60 % |
| 8 | Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement | 47,46 % |
| 9 | Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4) | 14,74 % |
| 10 | Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4) | 2,86 % |

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# I – INFORMATIONS GENERALES

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 0.00%
- Investissement : 0.00%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires Délibération du 30/04/2014 00:00:00 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …
(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# I – INFORMATIONS GENERALES

## EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

**G1**

| | RESULTAT DE L'EXERCICE N-1 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | Solde d'exécution ou résultat reporté | Résultat ou solde (A) (2) |
| **TOTAL DU BUDGET** | 12 913 429,70 | 12 896 567,87 | 1 996 217,21 | A1 1 979 355,38 |
| **Investissement** | 1 750 263,34 | 1 314 299,91 | (3) 908 695,62 | A2 472 732,19 |
| **Fonctionnement** | 11 163 166,36 | 11 582 267,96 | (4) 1 087 521,59 | A3 1 506 623,19 |

| | RESTES A REALISER N-1 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | | Recettes | | Solde (B) |
| **TOTAL des RAR** | I + II | 2 847 000,00 | III + IV | 0,00 | B1 -2 847 000,00 |
| **Investissement** | I | 2 847 000,00 | III | 0,00 | B2 -2 847 000,00 |
| **Fonctionnement** | II | 0,00 | IV | 0,00 | B3 0,00 |

| | | RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5) |
|---|---|---|
| **TOTAL** | **A1 + B1** | -867 644,62 |
| **Investissement** | **A2 + B2** | -2 374 267,81 |
| **Fonctionnement** | **A3 + B3** | 1 506 623,19 |

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# I – INFORMATIONS GENERALES

## EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES — CZ

### DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|---|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL | (I) | 2 847 000,00 |
| 018 | RSA | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (3) | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | 50 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) | 590 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | 1 370 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | 800 000,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 37 000,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 0,00 |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL | (II) | 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général (4) | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (4) | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 0,00 |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# I – INFORMATIONS GENERALES

## EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES

## DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre | |
|---|---|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL | | (III) | 0,00 |
| 018 | RSA | | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (3) | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) | | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | | 0,00 |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL | | (IV) | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges (4) | | 0,00 |
| 016 | APA | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | | 0,00 |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## VUE D'ENSEMBLE

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) | -1 694 691,52 | -1 694 691,52 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section d'investissement (2) | -1 694 691,52 | -1 694 691,52 |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget | 176 695,00 | 176 695,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 Résultat de fonctionnement reporté (1) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section de fonctionnement (3) | 176 695,00 | 176 695,00 |

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (4) | -1 517 996,52 | -1 517 996,52 |

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## PRESENTATION DES AP VOTEES

B1

| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) | | Chapitre(s) | Montant |
|---|---|---|---|
| Numéro | Libellé | | |
| | | | |
| **TOTAL** | | | **0,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **« AP de dépenses imprévues » (2)** | 020 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| **TOTAL GENERAL** | **0,00** |

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## PRESENTATION DES AE VOTEES

**B2**

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) | | Chapitre(s) | Montant |
|---|---|---|---|
| **Numéro** | **Libellé** | | |
| | | | |
| **TOTAL** | | | **0,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **« AE de dépenses imprévues » (2)** | 022 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| **TOTAL GENERAL** | **0,00** |

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4) | 299 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 299 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9) | 1 152 055,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 152 055,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4) | 2 824 914,69 | 0,00 | -1 000 000,00 | -1 000 000,00 | 1 824 914,69 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4) | 3 909 200,00 | 0,00 | -697 217,47 | -697 217,47 | 3 211 982,53 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **8 185 169,69** | **0,00** | **-1 697 217,47** | **-1 697 217,47** | **6 487 952,22** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 303 316,00 | 0,00 | -26 000,00 | -26 000,00 | 277 316,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 37 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 000,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **340 316,00** | **0,00** | **-26 000,00** | **-26 000,00** | **314 316,00** |
| 45… | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **8 525 485,69** | **0,00** | **-1 723 217,47** | **-1 723 217,47** | **6 802 268,22** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (8)* | *124 514,31* | | *28 525,95* | *28 525,95* | *153 040,26* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (8)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***124 514,31*** | | ***28 525,95*** | ***28 525,95*** | ***153 040,26*** |
| **TOTAL** | | **8 650 000,00** | **0,00** | **-1 694 691,52** | **-1 694 691,52** | **6 955 308,48** |
| | | | | | | **+** |
| | | | | | **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |
| | | | | | | **=** |
| | | | | | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **6 955 308,48** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

*(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.*

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4) | 40 000,00 | 0,00 | 9 013,48 | 9 013,48 | 49 013,48 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (5) | 6 000 000,00 | 0,00 | -2 000 000,00 | -2 000 000,00 | 4 000 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (4) (13) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **6 040 000,00** | **0,00** | **-1 990 986,52** | **-1 990 986,52** | **4 049 013,48** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 180 523,13 | 0,00 | 229 300,00 | 229 300,00 | 409 823,13 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 506 623,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 506 623,19 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 42 300,00 | 42 300,00 | 42 300,00 |
| **Total des recettes financières** | | **687 146,32** | **0,00** | **271 600,00** | **271 600,00** | **958 746,32** |
| 45… | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **6 727 146,32** | **0,00** | **-1 719 386,52** | **-1 719 386,52** | **5 007 759,80** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement (10)* | *150 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *150 000,00* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)* | *1 300 121,49* | | *24 695,00* | *24 695,00* | *1 324 816,49* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (10)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***1 450 121,49*** | | ***24 695,00*** | ***24 695,00*** | ***1 474 816,49*** |
| **TOTAL** | | **8 177 267,81** | **0,00** | **-1 694 691,52** | **-1 694 691,52** | **6 482 576,29** |

**+**

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **472 732,19** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **6 955 308,48** |

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)** | **1 321 776,23** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

*(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.*

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général (4) | 2 819 640,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 819 640,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 2 382 190,00 | 0,00 | 152 000,00 | 152 000,00 | 2 534 190,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 4 883 138,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 883 138,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4) | 618 591,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 618 591,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **10 703 559,00** | **0,00** | **152 000,00** | **152 000,00** | **10 855 559,00** |
| 66 | Charges financières | 57 115,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 57 115,06 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 8 904,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 904,45 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 300,00 | | 0,00 | 0,00 | 300,00 |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **10 769 878,51** | **0,00** | **152 000,00** | **152 000,00** | **10 921 878,51** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (5)* | *150 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *150 000,00* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)* | *1 300 121,49* | | *24 695,00* | *24 695,00* | *1 324 816,49* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***1 450 121,49*** | | ***24 695,00*** | ***24 695,00*** | ***1 474 816,49*** |
| **TOTAL** | | **12 220 000,00** | **0,00** | **176 695,00** | **176 695,00** | **12 396 695,00** |

**+**

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **12 396 695,00** |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT | C2 |

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges (4) | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 281 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 351 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 3 189 120,00 | 0,00 | 78 169,05 | 78 169,05 | 3 267 289,05 |
| 731 | Fiscalité locale | 5 729 932,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 729 932,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 1 660 130,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 660 130,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 220 003,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 220 003,69 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **11 095 185,69** | **0,00** | **148 169,05** | **148 169,05** | **11 243 354,74** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 300,00 | | 0,00 | 0,00 | 300,00 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **11 095 485,69** | **0,00** | **148 169,05** | **148 169,05** | **11 243 654,74** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)* | *124 514,31* | | *28 525,95* | *28 525,95* | *153 040,26* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***124 514,31*** | | ***28 525,95*** | ***28 525,95*** | ***153 040,26*** |
| **TOTAL** | | **11 220 000,00** | **0,00** | **176 695,00** | **176 695,00** | **11 396 695,00** |
| | | | | | | **+** |
| | | | | | **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **1 000 000,00** |
| | | | | | | **=** |
| | | | | | **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **12 396 695,00** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)** | **1 321 776,23** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## BALANCE GENERALE – DEPENSES

D1

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| | INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | 0,00 | *4 625,95* | 4 625,95 |
| 13 | Subventions d'investissement (3) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | | -26 000,00 | *0,00* | -26 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (7) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) (10) | | 0,00 | *0,00* | *0,00* |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) (5) | | -1 000 000,00 | *0,00* | -1 000 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5) | (8) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5) | | -697 217,47 | *0,00* | *-697 217,47* |
| 018 | RSA | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciations des immobilisations (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciation des stocks et en-cours (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *3…* | *Stocks et en-cours* | | | *0,00* | 0,00 |
| *198* | *Neutralisation des amortissements* | | | *0,00* | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Dépréciation des comptes de tiers (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Dépréciation des comptes financiers (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| | **Dépenses d'investissement – Total** | | **-1 723 217,47** | ***28 525,95*** | **-1 694 691,52** |

**+**

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **-1 694 691,52** |

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général (9) | 0,00 | | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (9) | 152 000,00 | | 152 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (9) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions (9) | 0,00 | *24 695,00* | 24 695,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *0,00* | 0,00 |
| | **Dépenses de fonctionnement – Total** | **152 000,00** | ***24 695,00*** | **176 695,00** |

**+**

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **176 695,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## BALANCE GENERALE – RECETTES

D2

## RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| | INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | | 229 300,00 | *0,00* | 229 300,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (3) | | 9 013,48 | *0,00* | 9 013,48 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | | -2 000 000,00 | *0,00* | -2 000 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (6) | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (9) | | 0,00 | *0,00* | *0,00* |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | | 0,00 | *0,00* | *0,00* |
| 018 | RSA | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | | *24 695,00* | 24 695,00 |
| *29* | *Dépréciations des immobilisations (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciation des stocks et en-cours (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *3…* | *Stocks et en-cours* | | | *0,00* | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Dépréciation des comptes de tiers (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Dépréciation des comptes financiers (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | | | *0,00* | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | 42 300,00 | | 42 300,00 |
| | **Recettes d'investissement – Total** | | **-1 719 386,52** | ***24 695,00*** | **-1 694 691,52** |

**+**

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

**+**

| | |
|---|---|
| **R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT** | **0,00** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **-1 694 691,52** |

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges (8) | 0,00 | | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 70 000,00 | | 70 000,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 78 169,05 | | 78 169,05 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (8) | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (8) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (8) | 0,00 | *28 525,95* | 28 525,95 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions (8) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| | **Recettes de fonctionnement – Total** | **148 169,05** | ***28 525,95*** | **176 695,00** |

**+**

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **176 695,00** |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

### DEPENSES

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **8 650 000,00** | **0,00** | **0,00** | **-1 694 691,52** | **-1 694 691,52** | **0,00** | **-1 694 691,52** | **-1 694 691,52** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 299 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 1 152 055,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 2 824 914,69 | 0,00 | 0,00 | -1 000 000,00 | -1 000 000,00 | 0,00 | -1 000 000,00 | -1 000 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 3 909 200,00 | 0,00 | 0,00 | -697 217,47 | -697 217,47 | 0,00 | -697 217,47 | -697 217,47 |
| | Total des opérations d'équipement (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **8 185 169,69** | **0,00** | **0,00** | **-1 697 217,47** | **-1 697 217,47** | **0,00** | **-1 697 217,47** | **-1 697 217,47** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 303 316,00 | 0,00 | | -26 000,00 | -26 000,00 | | -26 000,00 | -26 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 37 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **340 316,00** | **0,00** | **0,00** | **-26 000,00** | **-26 000,00** | **0,00** | **-26 000,00** | **-26 000,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles** | | **8 525 485,69** | **0,00** | **0,00** | **-1 723 217,47** | **-1 723 217,47** | **0,00** | **-1 723 217,47** | **-1 723 217,47** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)* | *124 514,31* | | | *28 525,95* | *28 525,95* | | *28 525,95* | *28 525,95* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (8)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **124 514,31** | | | **28 525,95** | **28 525,95** | | **28 525,95** | **28 525,95** |

| | |
|---|---|
| **D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Total des dépenses d'investissement cumulées** | **-1 694 691,52** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

### RECETTES

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| **TOTAL** | | **7 670 644,62** | **0,00** | **-1 694 691,52** | **-1 694 691,52** | **-1 694 691,52** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 40 000,00 | 0,00 | 9 013,48 | 9 013,48 | 9 013,48 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire) | 6 000 000,00 | 0,00 | -2 000 000,00 | -2 000 000,00 | -2 000 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **6 040 000,00** | **0,00** | **-1 990 986,52** | **-1 990 986,52** | **-1 990 986,52** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 180 523,13 | 0,00 | 229 300,00 | 229 300,00 | 229 300,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 42 300,00 | 42 300,00 | 42 300,00 |
| **Total des recettes financières** | | **180 523,13** | **0,00** | **271 600,00** | **271 600,00** | **271 600,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles** | | **6 220 523,13** | **0,00** | **-1 719 386,52** | **-1 719 386,52** | **-1 719 386,52** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *150 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)* | *1 300 121,49* | | *24 695,00* | *24 695,00* | *24 695,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (7)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | ***1 450 121,49*** | | ***24 695,00*** | ***24 695,00*** | ***24 695,00*** |

| | |
|---|---|
| **R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)** | **0,00** |
| **Affectation au compte 1068 (9)** | **0,00** |
| **Total des recettes d'investissement cumulées** | **-1 694 691,52** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **8 650 000,00** | **0,00** | **0,00** | **-1 694 691,52** | **-1 694 691,52** | **0,00** | **-1 694 691,52** | **-1 694 691,52** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 299 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 299 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 1 152 055,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2041411 | Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel | 540 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2041412 | Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations | 550 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2041582 | Autres grpts - Bâtiments et installat° | 62 055,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 2 824 914,69 | 0,00 | 0,00 | -1 000 000,00 | -1 000 000,00 | 0,00 | -1 000 000,00 | -1 000 000,00 |
| 2111 | Terrains nus | 1 200 000,00 | 0,00 | | -1 000 000,00 | -1 000 000,00 | 0,00 | -1 000 000,00 | -1 000 000,00 |
| 21351 | Bâtiments publics | 84 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2145 | Construct° sol autrui - Installat° géné. | 58 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2152 | Installations de voirie | 15 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21534 | Réseaux d'électrification | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215731 | Matériel roulant | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21578 | Autre matériel technique | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 217534 | Réseaux d'électrification (mise à dispo) | 150 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21828 | Autres matériels de transport | 327 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 22 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 8 914,69 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2185 | Matériel de téléphonie | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 960 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 3 909 200,00 | 0,00 | 0,00 | -697 217,47 | -697 217,47 | 0,00 | -697 217,47 | -697 217,47 |
| 2313 | Constructions | 3 909 200,00 | 0,00 | | -697 217,47 | -697 217,47 | 0,00 | -697 217,47 | -697 217,47 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total des opérations d'équipement (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **8 185 169,69** | **0,00** | **0,00** | **-1 697 217,47** | **-1 697 217,47** | **0,00** | **-1 697 217,47** | **-1 697 217,47** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire) | 303 316,00 | 0,00 | | -26 000,00 | -26 000,00 | | -26 000,00 | -26 000,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 303 316,00 | 0,00 | | -26 000,00 | -26 000,00 | | -26 000,00 | -26 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 37 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 261 | Titres de participation | 37 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **340 316,00** | **0,00** | **0,00** | **-26 000,00** | **-26 000,00** | **0,00** | **-26 000,00** | **-26 000,00** |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles** | | **8 525 485,69** | **0,00** | **0,00** | **-1 723 217,47** | **-1 723 217,47** | **0,00** | **-1 723 217,47** | **-1 723 217,47** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (7)* | *124 514,31* | | | *28 525,95* | *28 525,95* | | *28 525,95* | *28 525,95* |
| | *Reprise sur autofinancement antérieur* | *124 514,31* | | | *28 525,95* | *28 525,95* | | *28 525,95* | *28 525,95* |
| *102292* | *Reprise sur FCTVA* | *0,00* | | | *4 625,95* | *4 625,95* | | *4 625,95* | *4 625,95* |
| *13911* | *Subv. transf. Etat et établ. nationaux* | *39 993,34* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *13912* | *Subv. transf. Régions* | *40 737,12* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *13913* | *Subv. transf. Départements* | *29 134,52* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *13918* | *Autres subventions d'équipement transf.* | *14 649,33* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *192* | *Plus ou moins-values sur cession immo.* | *0,00* | | | *23 900,00* | *23 900,00* | | *23 900,00* | *23 900,00* |
| | *Charges transférées (8)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (9)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | **124 514,31** | | | **28 525,95** | **28 525,95** | | **28 525,95** | **28 525,95** |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT – AE/AP

### Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

| N° Opération | Libellé de l'opération | N° AP (1) | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

## III – VOTE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

## III – VOTE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **7 670 644,62** | **0,00** | **-1 694 691,52** | **-1 694 691,52** | **-1 694 691,52** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 40 000,00 | 0,00 | 9 013,48 | 9 013,48 | 9 013,48 |
| 1312 | Subv. transf. Régions | 40 000,00 | 0,00 | 9 013,48 | 9 013,48 | 9 013,48 |
| 1313 | Subv. transf. Départements | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4) | 6 000 000,00 | 0,00 | -2 000 000,00 | -2 000 000,00 | -2 000 000,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 6 000 000,00 | 0,00 | -2 000 000,00 | -2 000 000,00 | -2 000 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (5) (11) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **6 040 000,00** | **0,00** | **-1 990 986,52** | **-1 990 986,52** | **-1 990 986,52** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 180 523,13 | 0,00 | 229 300,00 | 229 300,00 | 229 300,00 |
| 10222 | FCTVA | 180 523,13 | 0,00 | 229 300,00 | 229 300,00 | 229 300,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 42 300,00 | 42 300,00 | 42 300,00 |
| **Total des recettes financières** | | **180 523,13** | **0,00** | **271 600,00** | **271 600,00** | **271 600,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles** | | **6 220 523,13** | **0,00** | **-1 719 386,52** | **-1 719 386,52** | **-1 719 386,52** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *150 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)* | *1 300 121,49* | | *24 695,00* | *24 695,00* | *24 695,00* |
| *2111* | *Terrains nus* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *215731* | *Matériel roulant* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28031* | *Frais d'études* | *41 723,59* | | *4 887,70* | *4 887,70* | *4 887,70* |
| *2804133* | *Subv. Dpt : Projet infrastructure* | *62 161,60* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28041411* | *Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel* | *49 569,90* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28041412* | *Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations* | *28 490,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28041582* | *Autres grpts - Bâtiments et installat°* | *75 341,23* | | *1 087,75* | *1 087,75* | *1 087,75* |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *1 944,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28128* | *Autres aménagements de terrains* | *66 325,95* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| *281351* | *Bâtiments publics* | *47 830,36* | | *3 307,50* | *3 307,50* | *3 307,50* |
| *28138* | *Autres constructions* | *99 456,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28145* | *Construct° sol autrui - Installat° géné.* | *69 220,50* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28152* | *Installations de voirie* | *42 710,06* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281533* | *Réseaux câblés* | *7 057,18* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281534* | *Réseaux d'électrification* | *13 026,36* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281568* | *Autre matériel, outillage incendie* | *3 960,13* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281571* | *Matériel ferroviaire* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2815731* | *Matériel roulant* | *123 638,92* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2815738* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *3 866,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281578* | *Autre matériel technique* | *0,00* | | *566,62* | *566,62* | *566,62* |
| *28158* | *Autres inst.,matériel,outil. techniques* | *9 787,60* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *24 361,18* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281828* | *Autres matériels de transport* | *16 770,84* | | *7 483,48* | *7 483,48* | *7 483,48* |
| *281838* | *Autre matériel informatique* | *5 229,19* | | *3 042,01* | *3 042,01* | *3 042,01* |
| *281848* | *Autres matériels de bureau et mobiliers* | *1 866,75* | | *1 861,80* | *1 861,80* | *1 861,80* |
| *28185* | *Matériel de téléphonie* | *0,00* | | *1 870,80* | *1 870,80* | *1 870,80* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *432 119,32* | | *587,34* | *587,34* | *587,34* |
| *4815* | *Charges liées à crise sanitaire Covid-19* | *73 664,83* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (10)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | ***1 450 121,49*** | | ***24 695,00*** | ***24 695,00*** | ***24 695,00*** |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III B

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **12 220 000,00** | **0,00** | **0,00** | **176 695,00** | **176 695,00** | **0,00** | **176 695,00** | **176 695,00** |
| 011 | Charges à caractère général (4) | 2 819 640,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 2 382 190,00 | 0,00 | | 152 000,00 | 152 000,00 | | 152 000,00 | 152 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 4 883 138,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4) | 618 591,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **10 703 559,00** | **0,00** | **0,00** | **152 000,00** | **152 000,00** | **0,00** | **152 000,00** | **152 000,00** |
| 66 | Charges financières | 57 115,06 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 8 904,45 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 300,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **66 319,51** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **10 769 878,51** | **0,00** | **0,00** | **152 000,00** | **152 000,00** | **0,00** | **152 000,00** | **152 000,00** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *150 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5)* | *1 300 121,49* | | | *24 695,00* | *24 695,00* | | *24 695,00* | *24 695,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **1 450 121,49** | | | **24 695,00** | **24 695,00** | | **24 695,00** | **24 695,00** |

| | |
|---|---|
| **D002 Résultat reporté ou anticipé (6)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Total des dépenses de fonctionnement cumulées** | **176 695,00** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III
B

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **11 220 000,00** | **0,00** | **176 695,00** | **176 695,00** | **176 695,00** |
| 013 | Atténuations de charges (3) | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 281 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 3 189 120,00 | 0,00 | 78 169,05 | 78 169,05 | 78 169,05 |
| 731 | Fiscalité locale | 5 729 932,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (3) | 1 660 130,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (3) | 220 003,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **11 095 185,69** | **0,00** | **148 169,05** | **148 169,05** | **148 169,05** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 300,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **300,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles** | | **11 095 485,69** | **0,00** | **148 169,05** | **148 169,05** | **148 169,05** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)* | *124 514,31* | | *28 525,95* | *28 525,95* | *28 525,95* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (7)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | **124 514,31** | | **28 525,95** | **28 525,95** | **28 525,95** |

| | |
|---|---|
| **R002 Résultat reporté ou anticipé (8)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Total des recettes de fonctionnement cumulées** | **176 695,00** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE



| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **12 220 000,00** | **0,00** | **0,00** | **176 695,00** | **176 695,00** | **0,00** | **176 695,00** | **176 695,00** |
| 011 | Charges à caractère général (5) | 2 819 640,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60611 | Eau et assainissement | 5 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 32 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60622 | Carburants | 222 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60623 | Alimentation | 15 700,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 21 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 30 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Habillement et vêtements de travail | 12 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 4 100,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 24 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 1 552 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6132 | Locations immobilières | 46 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61351 | Matériel roulant | 449 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61358 | Autres | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 8 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615231 | Entretien, réparations voiries | 2 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615232 | Entretien, réparations réseaux | 60 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 49 100,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 18 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6156 | Maintenance | 10 400,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6161 | Multirisques | 53 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 57 600,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 21 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 1 700,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62268 | Autres honoraires, conseils | 18 600,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 10 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 16 740,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 13 900,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6238 | Divers | 11 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6241 | Transports de biens | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages, déplacements et missions | 17 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (BP/DM + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6261 | Frais d'affranchissement | 2 900,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 12 700,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 4 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6284 | Redevances pour services rendus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62875 | Remb. frais aux communes membres du GFP | 14 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63512 | Taxes foncières | 1 600,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6353 | Impôts indirects | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (5) (6) | 2 382 190,00 | 0,00 | | 152 000,00 | 152 000,00 | | 152 000,00 | 152 000,00 |
| 6217 | Personnel affecté par la commune du GFP | 39 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | 1 320,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6336 | Cotisations CNFPT et CDGFPT | 22 470,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6338 | Autres impôts, taxes sur rémunérations | 4 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 818 300,00 | 0,00 | | 100 000,00 | 100 000,00 | | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 64112 | SFT, indemnité de résidence | 23 030,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 402 370,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64131 | Rémunérations | 421 000,00 | 0,00 | | 52 000,00 | 52 000,00 | | 52 000,00 | 52 000,00 |
| 64138 | Primes et autres indemnités | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6417 | Rémunérations des apprentis | 6 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 250 600,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 278 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 17 100,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 50 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6457 | Cotis. sociales liées à l'apprentissage | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 3 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 4 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | 5 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6488 | Autres | 35 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 4 883 138,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7391118 | Autres restit. dégrèv./contrib. directes | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 739118 | Autres revers, restit. contrib. directes | 10 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 73913 | Revers. taxes urbanisation et environ. | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 739211 | Attribution de compensation | 4 728 138,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (BP/DM + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7392221 | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 130 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 73928 | Autres prélèv. pour revers. de fiscalité | 15 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7398 | Revers., restitutions et prél. divers | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5) | 618 591,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65311 | Indemnités de fonction | 100 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65313 | Cotisations de retraite | 5 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65314 | Cotis. sécurité sociale - part patronale | 15 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65315 | Formation | 4 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 653172 | Cotis.fonds financ.allocation fin mandat | 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65568 | Autres contributions | 103 710,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65733 | Subv. fonct. départements | 2 100,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657381 | Subv. fonct. autres EPL | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657382 | Subv. fonct. organismes publics divers | 382 441,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65748 | Subv.fonct.autres personnes droit privé | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65811 | Droits d''utilisat° - informatique nuage | 6 140,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65888 | Autres | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **10 703 559,00** | **0,00** | **0,00** | **152 000,00** | **152 000,00** | **0,00** | **152 000,00** | **152 000,00** |
| 66 | Charges financières | 57 115,06 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 58 710,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | -1 594,94 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (5) | 8 904,45 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 8 904,45 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5) | 300,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6817 | Dot. prov. dépréc. actifs circulants | 300,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des charges financières et spécifiques** | | **66 319,51** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **10 769 878,51** | **0,00** | **0,00** | **152 000,00** | **152 000,00** | **0,00** | **152 000,00** | **152 000,00** |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *150 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)* | *1 300 121,49* | | | *24 695,00* | *24 695,00* | | *24 695,00* | *24 695,00* |
| *675* | *Valeurs comptables immobilisations cédée* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *6811* | *Dot. amort. immos incorporelles* | *1 226 456,66* | | | *24 695,00* | *24 695,00* | | *24 695,00* | *24 695,00* |
| *68128* | *Dot. Amort. charges exception. différées* | *73 664,83* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **1 450 121,49** | | | **24 695,00** | **24 695,00** | | **24 695,00** | **24 695,00** |

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | -7 751,58 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 6 156,64 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | -1 594,94 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **11 220 000,00** | **0,00** | **176 695,00** | **176 695,00** | **176 695,00** |
| 013 | Atténuations de charges (4) | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6479 | Rembourst sur autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 281 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| 7015 | Ventes de terrains aménagés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70688 | Autres prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706888 | Autres | 31 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7078 | Autres marchandises | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70841 | Mise à dispo personnel BA,régie | 250 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 3 189 120,00 | 0,00 | 78 169,05 | 78 169,05 | 78 169,05 |
| 73221 | FNGIR | 176 312,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7351 | Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi. | 3 012 808,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7352 | Fraction compensatoire de la CVAE | 0,00 | 0,00 | 78 169,05 | 78 169,05 | 78 169,05 |
| 738 | Autres impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 5 729 932,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73111 | Impôts directs locaux | 2 355 628,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73112 | Cotisation sur la VAE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73113 | Taxe sur les surfaces commerciales | 32 745,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73114 | Imposition forf. sur entrep. réseaux | 163 074,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73118 | Autres contributions directes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73133 | Taxe enlèvement ordures ménagères et ass | 2 628 485,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73136 | Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond | 450 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731721 | Taxe de séjour | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7318 | Autres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 1 660 130,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 741124 | Dotation d'intercommunalité des EPCI | 211 991,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 741126 | Dotation de compensation des EPCI | 949 887,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 744 | FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74718 | Autres participations Etat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7472 | Participation régions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74741 | Participation communes membres du GFP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| 748312 | D.C.R.T.P. | 88 792,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74832 | Etat - Compensation CET (CVAE et CFE) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74833 | Etat-Compens.exonération taxes foncières | 409 460,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74835 | D.T.C. exonération fiscalité directe | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 220 003,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75888 | Autres | 220 003,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **11 095 185,69** | **0,00** | **148 169,05** | **148 169,05** | **148 169,05** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 300,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7817 | Rep. prov. dépréc. actifs circulants | 300,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles** | | **11 095 485,69** | **0,00** | **148 169,05** | **148 169,05** | **148 169,05** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)* | *124 514,31* | | *28 525,95* | *28 525,95* | *28 525,95* |
| *7761* | *Différences sur réalisations (négatives)* | *0,00* | | *23 900,00* | *23 900,00* | *23 900,00* |
| *777* | *Rec... subv inv transférées cpte résult* | *124 514,31* | | *4 625,95* | *4 625,95* | *4 625,95* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | **124 514,31** | | **28 525,95** | **28 525,95** | **28 525,95** |

## Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

| | |
|---|---|
| Montant brut | 0,00 |
| Compensation | 0,00 |
| Montant net | 0,00 |

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof.,apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors RSA) | 4-4 RSA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **367 316,00** | **1 393 782,53** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 277 316,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 1 090 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | -1 000 000,00 | 1 089 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 154 782,53 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **4 916 446,32** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 916 446,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 4 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV
A1

| Chapitre nature | Libellé | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **465 114,69** | **4 576 055,00** | **0,00** | | **6 802 268,22** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 277 316,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 24 000,00 | 125 000,00 | 0,00 | | 299 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 62 055,00 | 0,00 | | 1 152 055,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 213 914,69 | 1 522 000,00 | 0,00 | | 1 824 914,69 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 227 200,00 | 2 830 000,00 | 0,00 | | 3 211 982,53 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 37 000,00 | 0,00 | | 37 000,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **40 000,00** | **51 313,48** | **0,00** | | **5 007 759,80** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 42 300,00 | 0,00 | | 42 300,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 916 446,32 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 40 000,00 | 9 013,48 | 0,00 | | 49 013,48 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 4 000 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

| Article / compte nature (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables |
|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **367 316,00** |
| 164 | Emprunts auprès des éts financiers | 277 316,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 1 090 000,00 |
| 211 | Terrains | -1 000 000,00 |
| **RECETTES** | | **4 916 446,32** |
| 102 | Dotations et fonds d'investissement | 409 823,13 |
| 106 | Réserves | 506 623,19 |
| 164 | Emprunts auprès des éts financiers | 4 000 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 0 – Services généraux

| Article / compte nature (1) | Libellé | 02 Administration générale | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 020 Admin. générale de la collectivité | 021 Personnel non ventilé | 022 Information, communication, publicité | 023 Fêtes et cérémonies | 024 Aide aux associations | 025 Cimetières et pompes funèbres | 026 Administration générale de l'Etat | 028 Autres moyens généraux |
| **DEPENSES** | | **1 393 782,53** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 211 | Terrains | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 26 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 63 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 154 782,53 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | 0,00 | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.900

### FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 03 Conseils | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 031 Assemblée délibérante | 032 Conseil éco.,social région./Conseil dév. | 033 Conseil cult., éduc., env. | 034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. | | 035 Conseil de territoire | 038 Autres instances |
| | | | | | 0341 Section éco., sociale et environnem. | 0342 Section culture, éducation et sports | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 211 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

### FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern. | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 041 Action relevant de la subvention globale | 042 Actions interrégionales | 043 Actions européennes | 044 Aide publique au développement | 048 Autres actions | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 393 782,53** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 |
| 211 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 000,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 63 000,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 154 782,53 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.900-5

### FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

| Article / compte nature (1) | Libellé | 051 FSE | 052 FEDER | 058 Autres | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 0580 FEADER | 0581 FEAMP | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.901

### FONCTION 1 – Sécurité

| Article / compte nature (1) | Libellé | 10 Services communs | 11 Police, sécurité, justice | 12 Incendie et secours | 13 Hygiène et salubrité publique | 18 Autres interv. protect. personnes, biens | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.902

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 20 Services communs | 21 Enseignement du premier degré | | | 22 Enseignement du second degré | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 211 Ecoles maternelles | 212 Ecoles primaires | 213 Classes regroupées | 221 Collèges | 222 Lycées publics | 223 Lycées privés |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.902 |

**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 23 Enseignement supérieur | 24 Cités scolaires | 25 Formation professionnelle | | | | | | 26 Apprentissage | 27 Formation sanitaire et sociale |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 251 Insertion sociale et professionnelle | 252 Formation professionnalisante personnes | 253 Formation certifiante des personnes | 254 Formation des actifs occupés | 255 Rémunération des stagiaires | 256 Autres | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

### FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 28 Autres services périscolaires et annexes | | | | | 29 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 281 Hébergement et restauration scolaires | 282 Sport scolaire | 283 Médecine scolaire | 284 Classes de découverte | 288 Autre service annexe de l'enseignement | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Culture | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 311 Activités artist.,actions et manif.cult. | 312 Patrimoine | 313 Bibliothèques, médiathèques | 314 Musées | 315 Services d'archives | 316 Théâtres et spectacles vivants | 317 Cinémas et autres salles de spectacles | 318 Archéologie préventive |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.903 |

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 32 Sports (autres que scolaires) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 321 Salles de sport, gymnases | 322 Stades | 323 Piscines | 324 Centres de formation sportifs | 325 Autres équipements sportifs ou loisirs | 326 Manifestations sportives |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.903 |

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs | | | 34 Vie sociale et citoyenne | | 39 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 331 Centres de loisirs | 332 Colonies de vacances | 338 Autres activités pour les jeunes | 341 Egalité entre les femmes et les hommes | 348 Autres | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 41 Santé | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 410 Services communs | 411 PMI et planification familiale | 412 Prévention et éducation pour la santé | 413 Sécurité alimentaire | 414 Dispensaires et autres éts sanitaires | 418 Autres actions |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904 |

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 420 Services communs | 421 Famille et enfance | | | | 422 Petite enfance | | |
| | | | 4211 Actions en faveur de la maternité | 4212 Aides à la famille | 4213 Aides sociales à l'enfance | 4214 Adolescence | 4221 Crèches et garderies | 4222 Multi accueil | 4228 Autres actions pour la petite enfance |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904 |

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 423 Personnes âgées | | | 424 Personnes en difficulté | 425 Personnes handicapées | 428 Autres interventions sociales | |
| | | 4231 Forfait autonomie | 4232 Autres actions de prévention | 4238 Autres actions pour les personnes âgées | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.904-4

### FONCTION 4-4 – RSA

| Article / compte nature (1) | Libellé | 441 Insertion sociale | 442 Santé | 443 Logement | 444 Insertion professionnelle | 445 Evaluation des dépenses engagées | 446 Dépenses de structure | 447 RSA allocations | 448 Autres dépenses au titre du RSA | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 50 Services communs | 51 Aménagement et services urbains | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 510 Services communs | 511 Espaces verts urbains | 512 Eclairage public | 513 Art public | 514 Electrification | 515 Opérations d'aménagement | 518 Autres actions d'aménagement urbain |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.905 |

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 52 Politique de la ville | 53 Agglomérations et villes moyennes | 54 Espace rural et autres espaces de dév. | 55 Habitat (Logement) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 551 Parc privé de la collectivité | 552 Aide au secteur locatif | 553 Aide à l'accession à la propriété | 554 Aire d'accueil des gens du voyage | 555 Logement social |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.905 |

**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 56 Actions en faveur du littoral | 57 Techno. de l'information et de la comm. | 58 Autres actions | | 59 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 581 Réserves Foncières | 588 Autres actions d'aménagement | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 6 – Action économique

| Article / compte nature (1) | Libellé | 60 Services communs | 61 Interventions économiques transversales | 62 Structure d'animation et de dév. éco. | 63 Actions sectorielles | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire | | 632 Industrie, commerce et artisanat | 633 Développement touristique |
| | | | | | 6311 Laboratoire | 6312 Autres | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **220 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **245 114,69** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 24 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 31 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 217 | Immobilisations reçues mises à dispo. | 0,00 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 914,69 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 227 200,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **40 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.906

### FONCTION 6 – Action économique (suite)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 64 Rayonnement, attractivité du territoire | 65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire | 66 Maintien et dév. des services publics | 67 Recherche et innovation | 68 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **465 114,69** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 000,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 41 000,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 |
| 217 | Immobilisations reçues mises à dispo. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 914,69 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 227 200,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **40 000,00** |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 7 – Environnement

| Article / compte nature (1) | Libellé | 70 Services communs | 71 Actions transversales | 72 Actions déchets et propreté urbaine | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 720 Services communs collecte et propreté | 721 Collecte et traitement des déchets | | | 722 Propreté urbaine | |
| | | | | | 7211 Actions prévention et sensibilisation | 7212 Collecte des déchets | 7213 Tri, valorisation, traitement déchets | 7221 Actions prévention et sensibilisation | 7222 Action propreté urbaine et nettoiement |
| **DEPENSES** | | **1 887 055,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 489 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 62 055,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 211 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 58 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 247 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 1 800 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 930 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 261 | Titres de participation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **51 313,48** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 42 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 013,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

**IV**

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

**A1.907**

### FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 73 Actions en matière de gestion des eaux | | | | | 74 Politique de l'air |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 731 Politique de l'eau | 732 Eau potable | 733 Assainissement | 734 Eaux pluviales | 735 Lutte contre les inondations | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 211 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 261 | Titres de participation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.907

### FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 75 Politique de l'énergie | | | | | 76 Préserv. patrim. naturel,risques techno. | 77 Environnement infrastructures transports | 78 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 751 Réseaux de chaleur et de froid | 752 Energie photovoltaïque | 753 Energie éolienne | 754 Energie hydraulique | 758 Autres actions | | | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **200 000,00** | **0,00** | **0,00** | **4 576 055,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 125 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 62 055,00 |
| 211 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17 000,00 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 58 000,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 247 000,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 830 000,00 |
| 261 | Titres de participation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **51 313,48** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 42 300,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 013,48 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 8 – Transports

| Article / compte nature (1) | Libellé | 80 Services communs | 81 Transports scolaires | 82 Transports publics de voyageurs | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 820 Services communs | 821 Transport sur route | 822 Transport ferroviaire | 823 Transport fluvial | 824 Transport maritime | 825 Transport aérien | 828 Autres transports |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.908 |

**FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 83 Transports de marchandises | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 830 Services communs | 831 Fret routier | 832 Fret ferroviaire | 833 Fret fluvial | 834 Fret maritime | 835 Fret aérien | 838 Autres transports |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.908

### FONCTION 8 – Transports (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 84 Voirie | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 841 Voirie nationale | 842 Voirie régionale | 843 Voirie départementale | 844 Voirie métropolitaine | 845 Voirie communale | 846 Viabilité hivernale et aléas climatiques | 847 Equipements de voirie | 849 Sécurité routière |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.908

### FONCTION 8 – Transports (suite 3)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 85 Infrastructures | | | | | 86 Liaisons multimodales | 87 Circulations douces | 89 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 851 Gares, autres infrastructures routières | 852 Gares et autres infrastructures ferrov. | 853 Haltes, autres infrastructures fluviales | 854 Ports, autres infrastructures portuaires | 855 Aéroports et autres infrastructures | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A2

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof.,apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI) | 4-3 APA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **4 964 757,51** | **1 758 695,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **600,00** | **73 850,00** | **0,00** |
| 011 | Charges à caractère général | 4 000,00 | 445 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 700,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 11 300,00 | 1 179 955,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 42 150,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 4 883 138,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 133 440,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 24 000,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 57 115,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 8 904,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **7 479 166,05** | **15 003,69** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 3 267 289,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 2 551 447,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 1 660 130,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 3,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES — IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

| Chapitre nature | Libellé | 4-4 RSA / Régularisation de RMI | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **84 400,00** | **410 460,00** | **3 629 116,00** | **0,00** | | **10 921 878,51** |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 4 400,00 | 110 290,00 | 2 247 950,00 | 0,00 | | 2 819 640,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | 39 000,00 | 151 060,00 | 1 110 725,00 | 0,00 | | 2 534 190,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 4 883 138,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 41 000,00 | 149 110,00 | 270 441,00 | 0,00 | | 618 591,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 57 115,06 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 8 904,45 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 300,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **108 000,00** | **3 641 485,00** | **0,00** | | **11 243 654,74** |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 15 000,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 | 343 000,00 | 0,00 | | 351 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 3 267 289,05 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 3 078 485,00 | 0,00 | | 5 729 932,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 1 660 130,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 220 000,00 | 0,00 | | 220 003,69 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 300,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

| Article / compte nature (1) | Libellé | 01<br>Opérations non ventilables |
|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **4 964 757,51** |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 4 000,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 11 300,00 |
| 661 | Charges d'intérêts | 57 115,06 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 8 904,45 |
| 681 | Dot. amort. et prov. Charges de fonct. | 300,00 |
| 739 | Reverst. et restit. sur impôts et taxes | 4 883 138,00 |
| **RECETTES** | | **7 479 166,05** |
| 731 | Fiscalité locale | 2 551 447,00 |
| 732 | Fiscalité reversée | 176 312,00 |
| 735 | Fraction de TVA | 3 090 977,05 |
| 741 | D.G.F. | 1 161 878,00 |
| 748 | Autres attributions et participations | 498 252,00 |
| 781 | Rep. amort. et prov. produits fonct. cou | 300,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 0 – Services généraux

| Article / compte nature (1) | Libellé | 02 Administration générale | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 020 Admin. générale de la collectivité | 021 Personnel non ventilé | 022 Information, communication, publicité | 023 Fêtes et cérémonies | 024 Aide aux associations | 025 Cimetières et pompes funèbres | 026 Administration générale de l'Etat | 028 Autres moyens généraux |
| **DEPENSES** | | **1 739 555,00** | **0,00** | **19 140,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 84 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 95 000,00 | 0,00 | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 81 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 22 900,00 | 0,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 24 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 20 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 15 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 16 300,00 | 0,00 | 11 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 16 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 8 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 10 675,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 884 380,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 269 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 6 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 8 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 653 | Indemnités | 124 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 2 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 3 000,00 | 0,00 | 140,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **15 003,69** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 641 | Rémunérations du personnel | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 3,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930

### FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 03 Conseils | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 031 Assemblée délibérante | 032 Conseil éco.,social région./Conseil dév. | 033 Conseil cult., éduc., env. | 034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. | | 035 Conseil de territoire | 038 Autres instances |
| | | | | | 0341 Section éco., sociale et environnem. | 0342 Section culture, éducation et sports | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 653 | Indemnités | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

### FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern. | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 041 Action relevant de la subvention globale | 042 Actions interrégionales | 043 Actions européennes | 044 Aide publique au développement | 048 Autres actions | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 758 695,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 84 700,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 102 000,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 81 000,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 23 300,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 900,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 200,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 600,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 900,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 500,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 900,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 675,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 884 380,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 269 700,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 900,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 300,00 |
| 653 | Indemnités | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 124 200,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 000,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 100,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 140,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **15 003,69** |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3,69 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930-5

### FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

| Article / compte nature (1) | Libellé | 051 FSE | 052 FEDER | 058 Autres | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 0580 FEADER | 0581 FEAMP | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.931

### FONCTION 1 – Sécurité

| Article / compte nature (1) | Libellé | 10 Services communs | 11 Police, sécurité, justice | 12 Incendie et secours | 13 Hygiène et salubrité publique | 18 Autres interv. protect. personnes, biens | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

| Article / compte nature (1) | Libellé | 20 Services communs | 20 Services communs | 21 Enseignement du premier degré | | | 22 Enseignement du second degré | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 211 Ecoles maternelles | 212 Ecoles primaires | 213 Classes regroupées | 221 Collèges | 222 Lycées publics | 223 Lycées privés |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.932

### FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 23 Enseignement supérieur | 24 Cités scolaires | 25 Formation professionnelle | | | | | | 26 Apprentissage | 27 Formation sanitaire et sociale |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 251 Insertion sociale et professionnelle | 252 Formation professionnalisante personnes | 253 Formation certifiante des personnes | 254 Formation des actifs occupés | 255 Rémunération des stagiaires | 256 Autres | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.932

### FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 28 Autres services périscolaires et annexes | | | | | 29 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 281 Hébergement et restauration scolaires | 282 Sport scolaire | 283 Médecine scolaire | 284 Classes de découverte | 288 Autre service annexe de l'enseignement | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

### FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

| Article / compte nature (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Culture | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 311 Activités artist.,actions et manif.cult. | 312 Patrimoine | 313 Bibliothèques, médiathèques | 314 Musées | 315 Services d'archives | 316 Théâtres et spectacles vivants | 317 Cinémas et autres salles de spectacles | 318 Archéologie préventive |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **600,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

**IV**

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

**A2.933**

### FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 32 Sports (autres que scolaires) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 321 Salles de sport, gymnases | 322 Stades | 323 Piscines | 324 Centres de formation sportifs | 325 Autres équipements sportifs ou loisirs | 326 Manifestations sportives |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

### FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs | | | 34 Vie sociale et citoyenne | | 39 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 331 Centres de loisirs | 332 Colonies de vacances | 338 Autres activités pour les jeunes | 341 Egalité entre les femmes et les hommes | 348 Autres | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **600,00** |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 41 Santé | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 410 Services communs | 411 PMI et planification familiale | 412 Prévention et éducation pour la santé | 413 Sécurité alimentaire | 414 Dispensaires et autres éts sanitaires | 418 Autres actions |
| **DEPENSES** | | **73 850,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 2 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 1 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 1 050,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 27 450,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 13 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 550,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 24 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

### FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 420 Services communs | 421 Famille et enfance | | | | 422 Petite enfance | | |
| | | | 4211 Actions en faveur de la maternité | 4212 Aides à la famille | 4213 Aides sociales à l'enfance | 4214 Adolescence | 4221 Crèches et garderies | 4222 Multi accueil | 4228 Autres actions pour la petite enfance |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

### FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 423 Personnes âgées | | | 424 Personnes en difficulté | 425 Personnes handicapées | 428 Autres interventions sociales | |
| | | 4231 Forfait autonomie | 4232 Autres actions de prévention | 4238 Autres actions pour les personnes âgées | | | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **73 850,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 700,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 400,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 600,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 050,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 450,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 100,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 550,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-3

### FONCTION 4-3 – APA

| Article / compte nature (1) | Libellé | 430 Services communs | 431 APA à domicile | 432 APA versée aux bénéf. en établissement | 433 APA versée à l'établissement | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-4

### FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

| Article / compte nature (1) | Libellé | 441 Insertion sociale | 442 Santé | 443 Logement | 444 Insertion professionnelle | 445 Evaluation des dépenses engagées | 446 Dépenses de structure | 447 RSA allocations | 448 Autres dépenses au titre du RSA | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

| Article / compte nature (1) | Libellé | 50 Services communs | 51 Aménagement et services urbains | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 510 Services communs | 511 Espaces verts urbains | 512 Eclairage public | 513 Art public | 514 Electrification | 515 Opérations d'aménagement | 518 Autres actions d'aménagement urbain |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **84 400,00** |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 000,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 900,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 41 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.935

### FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 52 Politique de la ville | 53 Agglomérations et villes moyennes | 54 Espace rural et autres espaces de dév. | 55 Habitat (Logement) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 551 Parc privé de la collectivité | 552 Aide au secteur locatif | 553 Aide à l'accession à la propriété | 554 Aire d'accueil des gens du voyage | 555 Logement social |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.935

### FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 56 Actions en faveur du littoral | 57 Techno. de l'information et de la comm. | 58 Autres actions | | 59 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 581 Réserves Foncières | 588 Autres actions d'aménagement | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **84 400,00** |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 000,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 900,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 41 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 6 – Action économique

| Article / compte nature (1) | Libellé | 60 Services communs | 61 Interventions économiques transversales | 62 Structure d'animation et de dév. éco. | 63 Actions sectorielles | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire | | 632 Industrie, commerce et artisanat | 633 Développement touristique |
| | | | | | 6311 Laboratoire | 6312 Autres | | |
| | **DEPENSES** | **0,00** | **174 550,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **15 000,00** | **220 910,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 15 250,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 23 800,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 3 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 5 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 22 700,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 800,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 740,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 700,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 870,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 110 240,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 650,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 800,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 58 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 110,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 73 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | **RECETTES** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **108 000,00** |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.936

### FONCTION 6 – Action économique (suite)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 64 Rayonnement, attractivité du territoire | 65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire | 66 Maintien et dév. des services publics | 67 Recherche et innovation | 68 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **410 460,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 050,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 500,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 500,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 700,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 800,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 740,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 700,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 000,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 870,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 110 240,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 650,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 800,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 58 110,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 88 000,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **108 000,00** |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE



### FONCTION 7 – Environnement

| Article / compte nature (1) | Libellé | 70 Services communs | 71 Actions transversales | 72 Actions déchets et propreté urbaine | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 720 Services communs collecte et propreté | 721 Collecte et traitement des déchets | | | 722 Propreté urbaine | |
| | | | | | 7211 Actions prévention et sensibilisation | 7212 Collecte des déchets | 7213 Tri, valorisation, traitement déchets | 7221 Actions prévention et sensibilisation | 7222 Action propreté urbaine et nettoiement |
| **DEPENSES** | | **389 441,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **3 004 625,00** | **0,00** | **0,00** | **143 000,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 205 400,00 | 0,00 | 0,00 | 35 000,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 420 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 46 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 260 000,00 | 0,00 | 0,00 | 108 000,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 905,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 737 720,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 262 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 269 441,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **450 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 868 485,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 450 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 628 485,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 220 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.937

### FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 73 Actions en matière de gestion des eaux | | | | | 74 Politique de l'air |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 731 Politique de l'eau | 732 Eau potable | 733 Assainissement | 734 Eaux pluviales | 735 Lutte contre les inondations | |
| **DEPENSES** | | **82 700,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 1 290,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 62 910,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 17 750,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 450,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **320 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 320 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.937

### FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 75 Politique de l'énergie | | | | | 76 Préserv. patrim. naturel,risques techno. | 77 Environnement infrastructures transports | 78 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 751 Réseaux de chaleur et de froid | 752 Energie photovoltaïque | 753 Energie éolienne | 754 Energie hydraulique | 758 Autres actions | | | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **9 350,00** | **0,00** | **0,00** | **3 629 116,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 250,00 | 0,00 | 0,00 | 241 650,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 438 000,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 414 000,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 115 700,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 000,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 600,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 2 500,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 195,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800 630,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 280 250,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 600,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 050,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 270 441,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **3 000,00** | **0,00** | **0,00** | **3 641 485,00** |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 23 000,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 320 000,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 078 485,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 220 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.958

### FONCTION 8 – Transports

| Article / compte nature (1) | Libellé | 80 Services communs | 81 Transports scolaires | 82 Transports publics de voyageurs | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 820 Services communs | 821 Transport sur route | 822 Transport ferroviaire | 823 Transport fluvial | 824 Transport maritime | 825 Transport aérien | 828 Autres transports |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

### FONCTION 8 – Transports (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 83 Transports de marchandises | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 830 Services communs | 831 Fret routier | 832 Fret ferroviaire | 833 Fret fluvial | 834 Fret maritime | 835 Fret aérien | 838 Autres transports |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.938

### FONCTION 8 – Transports (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 84 Voirie | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 841 Voirie nationale | 842 Voirie régionale | 843 Voirie départementale | 844 Voirie métropolitaine | 845 Voirie communale | 846 Viabilité hivernale et aléas climatiques | 847 Equipements de voirie | 849 Sécurité routière |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.938

### FONCTION 8 – Transports (suite 3)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 85 Infrastructures | | | | | 86 Liaisons multimodales | 87 Circulations douces | 89 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 851 Gares, autres infrastructures routières | 852 Gares et autres infrastructures ferrov. | 853 Haltes, autres infrastructures fluviales | 854 Ports, autres infrastructures portuaires | 855 Aéroports et autres infrastructures | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV
B1.1

### B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/N | Montant des tirages N-1 | Montant des remboursements N-1 | | Encours restant dû au 01/01/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Remboursement du tirage | |
| 5191 Avances du Trésor | | | | | | |
| 5192 Avances de trésorerie | | | | | | |
| 51931 Lignes de trésorerie | | | | | | |
| 51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt | | | | | | |
| 5194 Billets de trésorerie | | | | | | |
| 5198 Autres crédits de trésorerie | | | | | | |
| 519 Crédits de trésorerie (Total) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



## B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Périodicité des remboursements (6) | Profil d'amortissement (7) | Possibilité de remboursement anticipé O/N | Catégorie d'emprunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | | | | **5 845 299,28** | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | | 5 845 299,28 | | | | | | | | | |
| 142362 | Etablissement CAISSE DE DEPOTS ET CONSIGNATI | 08/12/2022 | | 01/07/2023 | 2 000 000,00 | F | | 3,230 | 3,234 | | T | X Echéance constante | | A-1 |
| 18305 001 | SA SOCIETE GENERALE FACTORING | 26/06/2010 | | 13/01/2011 | 1 400 000,00 | F | | 0,000 | 0,000 | | S | X Echéance constante | | A-1 |
| LR2815 | SCOP Caisse régionale du Crédit agricole mutuel Alpes Provence | 03/04/2019 | | 15/09/2020 | 1 500 000,00 | F | | 1,400 | 1,407 | | A | X Echéance constante | | A-1 |
| MON221130 | SA CREDIT LOCAL DE FRANCE | 03/06/2004 | | 01/11/2004 | 562 646,36 | F | | 5,090 | 5,090 | | A | X Echéance constante | | A-1 |
| MON531487EUR/001 | SA Caisse française de financement local | 03/10/2019 | | 01/11/2019 | 382 652,92 | F | | 2,370 | 2,931 | | A | X Echéance constante | | A-1 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Périodi-cité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Catégo-rie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1681 Autres emprunts (total) (9) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| 1687 Autres dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| **Total général** | | | | | **5 845 299,28** | | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
B1.2

## B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (11) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (13) | Index (14) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15) | Capital | Charges d'intérêt (16) | Intérêts perçus (le cas échéant) (17) | ICNE de l'exercice |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | **0,00** | | **1 657 870,82** | | | | | **276 777,82** | **58 709,65** | **0,00** | **21 696,39** |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | 0,00 | | 1 657 870,82 | | | | | 276 777,82 | 58 709,65 | 0,00 | 21 696,39 |
| 142362 | | 0,00 | A-1 | 0,00 | 14,33 | F | | 3,234 | 52 445,96 | 31 708,04 | 0,00 | 15 539,75 |
| 18305 001 | | 0,00 | A-1 | 151 428,46 | 1,58 | F | | 0,000 | 50 476,20 | 2 042,21 | 0,00 | 698,29 |
| LR2815 | | 0,00 | A-1 | 1 224 489,39 | 10,75 | F | | 1,407 | 94 420,22 | 17 142,85 | 0,00 | 4 658,40 |
| MON221130 | | 0,00 | A-1 | 41 701,15 | 0,00 | F | | 5,090 | 41 701,15 | 2 122,58 | 0,00 | 0,00 |
| MON531487EUR/001 | | 0,00 | A-1 | 240 251,82 | 4,92 | F | | 2,931 | 37 734,29 | 5 693,97 | 0,00 | 799,95 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1681 Autres emprunts (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (11) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (13) | Index (14) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15) | Capital | Charges d'intérêt (16) | Intérêts perçus (le cas échéant) (17) | ICNE de l'exercice |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 Autres dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total général** | | **0,00** | | **1 657 870,82** | | | | | **276 777,82** | **58 709,65** | **0,00** | **21 696,39** |

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



## B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 01/01/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8) | Niveau du taux à la date de vote du budget (9) | Intérêts à payer au cours de l'exercice (10) | Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (A) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Barrière simple (B) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (B) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Option d'échange (C) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (C) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (D) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Multiplicateur jusqu'à 5 (E) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (E) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres types de structures (F) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (F) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



## B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

| Structure | Indices sous-jacents | (1) Indices zone euro | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecarts d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5) Ecarts d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)** | Nombre de produits | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 1 657 870,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(C) Option d'échange (*swaption*)** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(E) Multiplicateur jusqu'à 5** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(F) Autres types de structures** | Nombre de produits | | | | | | 0 |
| | % de l'encours | | | | | | 0,00 |
| | Montant en euros | | | | | | 0,00 |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
B1.5

## B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunt couvert | | | Instrument de couverture | | | | | | | | Primes éventuelles | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Capital restant dû au 01/01/N | Date de fin du contrat | Organisme co-contractant | Type de couverture (3) | Nature de la couverture (change ou taux) | Notionnel de l'instrument de couverture | Date de début du contrat | Date de fin du contrat | Périodicité de règlement des intérêts (4) | Montant des commissions diverses | Primes payées pour l'achat d'option | Primes reçues pour la vente d'option |
| Taux fixe (total) | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taux variable simple (total) | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taux complexe (total) (2) | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
B1.5

## B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Effet de l'instrument de couverture | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Taux payé | | Taux reçu (7) | | Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat | | Catégorie d'emprunt (8) | |
| | | Index (5) | Niveau de taux (6) | Index | Niveau de taux | Charges c/668 | Produits c/768 | Avant opération de couverture | Après opération de couverture |
| **Taux fixe (total)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Taux variable simple (total)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Taux complexe (total) (2)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Total** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

IV
B1.6

## B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

| REPARTITION PAR PRÊTEUR | Dette en capital à l'origine (2) | Dette en capital au 01/01/N | Annuité à payer au cours de l'exercice | Dont | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Capital |
| TOTAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Auprès des organismes de droit privé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Auprès des organismes de droit public | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



## B1.7 – AUTRES DETTES

**(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)**

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

IV
B2

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DE L'ASSEMBLEE | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| | **Biens de faible valeur**- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 € | | 03-12-2020 |
| | **Catégories de biens amortis** | **Durée (en années)** | |
| L | Agencements divers | 15 | 03/12/2020 |
| L | Autres constructions | 30 | 03/12/2020 |
| L | Autres immos égal ou sup à 5000 ? HT | 20 | 03/12/2020 |
| L | Autres immos inf à 5000 ? HT | 10 | 03/12/2020 |
| L | Autres réseaux | 15 | 03/12/2020 |
| L | Constructions sur sol d'autrui | 20 | 03/12/2020 |
| L | Informatique | 5 | 03/12/2020 |
| L | Install générales égal ou sup à 5000 ? HT | 20 | 03/12/2020 |
| L | Install générales inf à 5000 ? HT | 10 | 03/12/2020 |
| L | Logiciels | 2 | 03/12/2020 |
| L | Mobilier | 10 | 03/12/2020 |
| L | Outillage technique | 5 | 03/12/2020 |
| L | Plantations | 20 | 03/12/2020 |
| L | Recherche et développement | 5 | 03/12/2020 |
| L | Réseaux câblés | 15 | 03/12/2020 |
| L | Réseaux électrification | 15 | 03/12/2020 |
| L | VEHICULES | 10 | 03/12/2020 |
| L | Véhicules | 8 | 03/12/2020 |
| L | Voirie | 20 | 03/12/2020 |
| L | 2031 Frais d'études | 5 | 03/12/2020 |
| L | 2032 Frais de recherche et de développement | 5 | 03/12/2020 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

IV

DM1

### PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

| Nature de la provision | Montant de la provision de l'exercice (1) A | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N B | Montant total des provisions constituées C = A + B | Montant des reprises de l'exercice D | SOLDE E = C - D |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)** | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour litiges | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour pertes de change | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour garanties d'emprunt | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres provisions pour risques | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépréciations (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des immobilisations | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des stocks et encours | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des comptes de tiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des comptes financiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des provisions semi-budgétaires | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **PROVISIONS BUDGETAIRES (2)** | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour litiges | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour pertes de change | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour garanties d'emprunt | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres provisions pour risques | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépréciations (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des immobilisations | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des stocks et encours | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des comptes de tiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des comptes financiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des provisions budgétaires | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| Nature de la provision | Montant de la provision de l'exercice (1) A | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N B | Montant total des provisions constituées C = A + B | Mo... reprises de l'exercice D | SOLDE E = C - D |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL PROVISIONS** | **0,00** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



## B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

### ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement (en mois) | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III) | Solde (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | | | **368 324,14** | **220 994,49** | **73 664,83** | **73 664,82** |
| 2020 | Charges Covid-19 | 60 | 03/12/2020 | 368 324,14 | 220 994,49 | 73 664,83 | 73 664,82 |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement (en mois) | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III) | Solde (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

IV
B6

### CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(7) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS

IV

### Prêts (compte 274)

| Bénéficiaires | Date de la délibération | Encours restant dû au 01/01/N | Montant de l'annuité à recouvrer | | ICNE de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Capital | Intérêts | |
| **Assortis d'intérêts (total)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Non assortis d'intérêts (total)** | | **0,00** | **0,00** | | |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
DM1

### ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

| Article | | Dette en capital à l'origine | Dette en capital au 01/01/N | Annuité à verser au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|
| **8015** | **Emprunts garantis (1)** | 0,00 | 0,00 | |
| **8016** | **Contrats de crédit-bail (2)** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8017** | **Subvention à verser en annuité (3)** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8018** | **Autres engagements donnés** | | | |
| | Marchés de partenariat (4) | | 0,00 | 0,00 |
| | Au profit d'organismes publics (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Au profit d'organismes privés (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Dans le cadre d'une délégation de service public (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.2

### ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

| Article | | Créance en capital à l'origine | Créance en capital au 01/01/N | Annuité à recevoir au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|
| **8026** | **Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8027** | **Subvention à recevoir par annuité** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8028** | **Autres engagements reçus** | | | |
| | Recette grevée d'affectation spéciale (2) | | 9 705,85 | |
| | Engagements reçus des entreprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | A l'exception de ceux reçus des entreprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.3

## ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN



### CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

| Calcul du ratio (1) | Valeur en euros | |
|---|---|---|
| Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2) | A | 0,00 |
| Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2) | B | 0,00 |
| Annuité nette de la dette de l'exercice (3) | C | 303 316,00 |
| Provisions pour garanties d'emprunts | D | 0,00 |
| **Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice** | **I = A + B + C - D** | **303 316,00** |
| **Recettes réelles de fonctionnement** | **II** | **11 243 654,74** |

| | | |
|---|---|---|
| **Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)** | **I / II** | **2,70** |

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

DM

### ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

| Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat | Exer- cice d'ori- gine du con- trat | Désignation du crédit bailleur | Durée du contrat (en mois) | Montant de la redevance de l'exercice | Montant de la redevance sur la totalité du contrat | Montant des redevances restant à courir | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | N+1 | N+2 | N+3 | N+4 | Cumul restant (exercice N+5 et suivants) | Total (1) |
| Crédits-bails mobiliers | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Crédits-bails immobiliers | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

### ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

| Libellé du contrat | Année de signature du marché | Organismes cocontractants | Nature des prestations prévues par le marché | Durée du marché (en mois) | Date fin de marché | Date mise en service équipement | Montant total prévu au titre du marché (TTC) | Annuité versée sur l'exercice | Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (1) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | Part investissement | | Part fonctionnement II | Part financement III | TOTAL I + II + III |
| | | | | | | | | | Part totale (2) | Dont part nette (3) I | | | |
| TOTAL | | | | 0 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N.

(2) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N.

(3) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

### ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

**Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale**

| Libellé (1) | Restes à employer au 01/01/N | Montant recettes | Montant dépenses | Restes à employer au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|
| Taxe de séjour | 9 705,85 | 0,00 | 0,00 | 9 705,85 |
| **Total** | **9 705,85** | **0,00** | **0,00** | **9 705,85** |

**Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de séjour**

| | |
|---|---|
| **Reste à employer au 01/01/N** | **9 705,85** |

**Recettes**

| Article | Libellé article | Montant |
|---|---|---|
| | **Total** | **0,00** |

**Dépenses**

| Article | Libellé article | Montant |
|---|---|---|
| | **Total** | **0,00** |
| | **Reste à employer au 31/12/N (3)** | **9 705,85** |

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

### ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dette en capital à l'origine | Dette en capital au 1/1/N | Annuité à verser au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8017 Subventions à verser en annuités | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8018 Autres engagements donnés | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes publics | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes privés (1) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements liés à des délégations de service public | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.9

### ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme émetteur | Durée en années | Périodicité | Créance en capital à l'origine | Créance en capital au 01/01/N | Annuité à recevoir au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8028 Autres engagements reçus | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A l'exception de ceux reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES

IV
DE

### SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

| Article (1) | Subventions (2) | Objet (3) | Nom de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de la subvention |
|---|---|---|---|---|---|
| INVESTISSEMENT (total) | | | | | 0,00 |
| FONCTIONNEMENT (total) | | | | | 0,00 |

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

B9

### B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **EMPLOIS FONCTIONNELS (a)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Directeur général des services | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur général adjoint des services | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur général des services techniques | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur départemental - SDIS | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur départemental adjoint - SDIS | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE ADMINISTRATIVE (b)** | | **12,00** | **0,00** | **12,00** | **12,00** | **5,00** | **17,00** |
| Adjoint administratif | C | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 5,00 | 3,00 | 8,00 |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | C | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Adjoint administratif principal 2ème classe | C | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| Attaché hors classe | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Chargée de mission tourisme | C | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 |
| Chargée de mission éco circulaire | C | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 |
| Rédacteur principal 1ère classe | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Rédacteur principal 2ème classe | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Rédacteur territorial | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| **FILIERE TECHNIQUE (c)** | | **22,00** | **0,00** | **22,00** | **21,60** | **9,00** | **30,60** |
| Adjoint technique | C | 12,00 | 0,00 | 12,00 | 12,00 | 8,00 | 20,00 |
| Adjoint technique principal 1ère classe | C | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | C | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 4,60 | 0,00 | 4,60 |
| Agent de maîtrise | C | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Ingénieur principal | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| RST | B | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 |
| **FILIERE SOCIALE (d)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SPORTIVE (g)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE CULTURELLE (h)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **FILIERE ANIMATION (i)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE POLICE (j)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **EMPLOIS NON CITES (l) (5)** | | **2,00** | **0,00** | **2,00** | **2,00** | **0,00** | **2,00** |
| DGS 20 à 40000 hab | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| DGST 20 à 40000 hab | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| **TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)** | | **36,00** | **0,00** | **36,00** | **35,60** | **14,00** | **49,60** |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N — B9

### D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION (3) | | CONTRAT | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Indice (8) | Euros | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| **Agents occupant un emploi permanent (6)** | | | | **0,00** | | |
| Adjoint administratif | C | ADM | 352 | 0,00 | A | CDI |
| Adjoint administratif | C | ADM | 352 | 0,00 | A | CDD |
| Adjoint technique | C | TECH | 354 | 0,00 | A | CDI |
| Adjoint technique | C | TECH | 352 | 0,00 | A | CDD |
| Adjoint technique | C | TECH | 352 | 0,00 | A | CDI |
| Chargée de mission tourisme | C | ADM | 352 | 0,00 | A | CDD |
| Chargée de mission éco circulaire | C | ADM | 382 | 0,00 | A | CDD |
| RST | B | TECH | 534 | 0,00 | A | CDI |
| **Agents occupant un emploi non permanent (7)** | | | | **0,00** | | |
| **TOTAL GENERAL** | | | | **0,00** | | |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326-352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1-343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1-333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES

## LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

IV

B10

## LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| **Délégation de service public (3) (4)** | | | | |
| **Détention d'une part du capital** | | | | |
| **Garantie ou cautionnement d'un emprunt** | | | | |
| **Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme** | | | | |
| **Autres** | | | | |

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

IV
B11.1

### LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

| DESIGNATION DES ORGANISMES | Date d'adhésion | Mode de participation (1) | Montant du financement |
|---|---|---|---|
| **Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)** | | | |
| Syndicat mixte bassin de vie d'Avignon | 08/12/2016 | SFP | 41 000,00 |
| Syndicat mixte d'Eygues en Aygues | 01/01/2018 | SFP | 90 353,00 |
| Syndicat mixte du Rieu Foyro | 01/01/2018 | SFP | 170 000,00 |
| Syndicat mixte de l'Ouvèze Provençale | 01/01/2018 | SFP | 9 088,00 |
| **EPCI** | | | |
| **Autres organismes de regroupement** | | | |
| Association des maires de France (AMF) | 01/01/1993 | SFP | 956,82 |
| Fondation du Patrimoine | 11/10/2006 | SFP | 600,00 |
| Initiative Seuil de Provence | 01/01/2010 | SFP | 15 300,00 |
| Association des communautés de France (ADCF) | 01/01/2012 | SFP | 2 239,38 |
| Union Populaire Ventoux | 09/03/2017 | SFP | 70 000,00 |
| Vaucluse Provence Attractivité | 01/01/2019 | SFP | 18 400,00 |
| CEDER | 01/01/2021 | SFP | 15 000,00 |
| SAFER | 27/05/2021 | SFP | 4 300,00 |
| AURAV | 27/05/2021 | SFP | 20 000,00 |
| Mission locale | 07/12/2021 | SFP | 24 000,00 |

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



## LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV
B11.3

### LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

| Catégorie de services (1) | Intitulé / objet du service | Date de création | Date de délibération | N° SIRET | Nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui / non) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SPIC | Assainissement | 01/01/2011 | | 24840016000052 | SPIC | non |
| SPA | ZA Garrigue du Rameyron II Sérignan du Comtat | 24/03/2022 | | 24840016000102 | SPA | oui |

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES BUDGETAIRES
## EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

**C1.1**

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B** | | **I 427 830,31** | **-21 374,05** | **II -21 374,05** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **303 316,00** | **-26 000,00** | **-26 000,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 303 316,00 | -26 000,00 | -26 000,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **124 514,31** | **4 625,95** | **4 625,95** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| *102292* | *Reprise sur FCTVA* | *0,00* | *4 625,95* | *4 625,95* |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *124 514,31* | *0,00* | *0,00* |

| | Op. de l'exercice III = I + II | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution D001 (3) | TOTAL IV |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | **406 456,26** | **2 847 000,00** | **0,00** | **3 253 456,26** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES BUDGETAIRES
## EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

**C1.2**

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **V 1 630 644,62** | **296 295,00** | **VI 296 295,00** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **180 523,13** | **229 300,00** | **229 300,00** |
| 10221 | TLE | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10222 | FCTVA | 180 523,13 | 229 300,00 | 229 300,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13146 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13156 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13246 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13256 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26… | Participations et créances rattachées | | | |
| 27… | Autres immobilisations financières | | | |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (4)** | | **1 450 121,49** | **66 995,00** | **66 995,00** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *28031* | *Frais d'études* | *41 723,59* | *4 887,70* | *4 887,70* |
| *2804133* | *Subv. Dpt : Projet infrastructure* | *62 161,60* | *0,00* | *0,00* |
| *28041411* | *Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel* | *49 569,90* | *0,00* | *0,00* |
| *28041412* | *Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations* | *28 490,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28041582* | *Autres grpts - Bâtiments et installat°* | *75 341,23* | *1 087,75* | *1 087,75* |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *1 944,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28128* | *Autres aménagements de terrains* | *66 325,95* | *0,00* | *0,00* |
| *281351* | *Bâtiments publics* | *47 830,36* | *3 307,50* | *3 307,50* |
| *28138* | *Autres constructions* | *99 456,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28145* | *Construct° sol autrui - Installat° géné.* | *69 220,50* | *0,00* | *0,00* |
| *28152* | *Installations de voirie* | *42 710,06* | *0,00* | *0,00* |
| *281533* | *Réseaux câblés* | *7 057,18* | *0,00* | *0,00* |
| *281534* | *Réseaux d'électrification* | *13 026,36* | *0,00* | *0,00* |
| *281568* | *Autre matériel, outillage incendie* | *3 960,13* | *0,00* | *0,00* |
| *281571* | *Matériel ferroviaire* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2815731* | *Matériel roulant* | *123 638,92* | *0,00* | *0,00* |
| *2815738* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *3 866,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281578* | *Autre matériel technique* | *0,00* | *566,62* | *566,62* |
| *28158* | *Autres inst.,matériel,outil. techniques* | *9 787,60* | *0,00* | *0,00* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *24 361,18* | *0,00* | *0,00* |
| *281828* | *Autres matériels de transport* | *16 770,84* | *7 483,48* | *7 483,48* |
| *281838* | *Autre matériel informatique* | *5 229,19* | *3 042,01* | *3 042,01* |
| *281848* | *Autres matériels de bureau et mobiliers* | *1 866,75* | *1 861,80* | *1 861,80* |
| *28185* | *Matériel de téléphonie* | *0,00* | *1 870,80* | *1 870,80* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *432 119,32* | *587,34* | *587,34* |
| *29…* | *Dépréciations des immobilisations* | | | |
| *31…* | *Matières premières (et fournitures) (5)* | | | |
| *33…* | *En-cours de production de biens (5)* | | | |
| *35…* | *Stocks de produits (5)* | | | |
| *39…* | *Dépréciation des stocks et en-cours* | | | |
| *481…* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | |
| *4815* | *Charges liées à crise sanitaire Covid-19* | *73 664,83* | *0,00* | *0,00* |
| *49…* | *Dépréciation des comptes de tiers* | | | |
| *59…* | *Dépréciation des comptes financiers* | | | |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 42 300,00 | 42 300,00 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *150 000,00* | *0,00* | *0,00* |

| | Opérations de l'exercice VII = V + VI | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) | Solde d'exécution R001 (6) | Affectation R1068 (6) | TOTAL VIII |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total ressources propres disponibles** | **1 926 939,62** | **0,00** | **472 732,19** | **506 623,19** | **2 906 295,00** |

| | | Montant |
|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | IV | **3 253 456,26** |
| **Ressources propres disponibles** | VIII | **2 906 295,00** |
| **Solde** | IX = VIII – IV (7) | **-347 161,26** |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.
(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



## LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

## SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET

**D2.1**

### VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

| DEPENSES | | | RECETTES | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | **Chapitre** | **Montant** | **FONCTIONNEMENT** | **Chapitre** | **Montant** |
| Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC | | 0,00 | Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation | | 0,00 |
| Autres | | 0,00 | Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat | | 0,00 |
| | | | Matériel | | 0,00 |
| **Sous-total Fonctionnement** | | **0,00** | **Sous-total Fonctionnement** | (B) | **0,00** |

| INVESTISSEMENT | Chapitre | Montant | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Matériel | | 0,00 | | | |
| Autres | | 0,00 | | | |
| **Sous-total Investissement** | | **0,00** | **Effort propre de la Région (A – B)** | (C) | **0,00** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **TOTAL DEPENSES** | (A) | **0,00** | **TOTAL RECETTES (B + C)** | **0,00** |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



## Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

| | |
|---|---|
| **Produits d'exploitation courante :** | |
| Produits du trafic | 0,00 |
| Produits annexes au trafic | 0,00 |
| Compensations des réductions tarifaires | 0,00 |
| Travaux pour Tiers | 0,00 |
| Produits hors trafic | 0,00 |
| **Total chiffre d'affaires** | **0,00** |
| Versements des Collectivités | 0,00 |
| Production immobilisée et stockée | 0,00 |
| **Total produits d'exploitation courante** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Charges d'exploitation courante :** | |
| Personnel – Masse salariale | 0,00 |
| Consommations intermédiaires | 0,00 |
| Péage RFF | 0,00 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 0,00 |
| **Total charges d'exploitation courante** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Facturations majeures :** | |
| Achats stockés | 0,00 |
| Impôts et taxes hors FAP | 0,00 |
| Maintenance matériel roulant | 0,00 |
| Traction trains, conduite et logistique | 0,00 |
| Echange de locomotives entre Activités | 0,00 |
| Energie de traction électrique | 0,00 |
| Energie de traction diesel | 0,00 |
| Entretien/maintenance des installations fixes | 0,00 |
| Prestations télécoms | 0,00 |
| Echange de matériel roulant entre Activités | 0,00 |
| Prestations trains | 0,00 |
| Contribution de service Activité Gare | 0,00 |
| Transport en service | 0,00 |
| **Total facturations majeures** | **0,00** |
| **Prestations de main d'œuvre inter-domaines :** | 0,00 |
| - Dont Etablissements autres que EEX | 0,00 |
| - Dont Etablissements EEX | 0,00 |
| Autres facturations | 0,00 |
| **Total facturations internes** | **0,00** |
| **TOTAL CHARGES (2)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| Contributions aux ECE | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| | |
|---|---|
| **EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| Dotations aux amortissements | 0,00 |
| Reprise de subvention et écart de réévaluation | 0,00 |
| Variation des provisions/transfert de charges | 0,00 |
| Autres produits et charges de gestion courante | 0,00 |
| **Total dotations, reprises, transferts et autres** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT D'EXPLOITATION (4)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| Résultat financier | 0,00 |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT COURANT (5)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| Résultat spécifique | 0,00 |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT NET (6)** | **0,00** |

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

| Libellés | | Base notifiée (si connue à la date de vote) | Variation de la base / (N-1) (%) | Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €) | Variation du taux / N-1 (%) | Produit voté par l'assemblée délibérante | Variation du produit / N-1 (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Part régionale des ressources** | | | | | | | |
| TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes) | SP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Gazole | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes) | SP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Gazole | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les permis de conduire | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur le transport public aérien et maritime (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe relative à l'octroi de mer (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Part départementale des ressources** | | | | | | | |
| Taxe d'aménagement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur la consommation finale d'électricité | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Part communale des ressources** | | | | | | | |
| TFPB | | 25 979 000,00 | 8,75 | 1,50 | 0,00 | 389 685,00 | 8,75 |
| TFPNB | | 1 604 000,00 | 7,72 | 2,59 | 0,00 | 41 544,00 | 7,72 |
| CFE | | 5 340 000,00 | 20,27 | 31,01 | 0,00 | 1 655 934,00 | 20,27 |
| Taxe d'habitation sur les résidences secondaires | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | | **32 923 000,00** | **10,42** | | | **2 087 163,00** | **17,67** |

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM



**(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)**

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

| DEPENSES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **Remboursement d'emprunts et dettes assimilées** | | **0,00** |
| **Acquisitions d'immobilisations** | | **0,00** |
| **Opérations d'équipement (1 ligne par opération)** | | **0,00** |
| **Autres dépenses éventuelles** | | **0,00** |
| **Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)** | | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérations ordre transf. entre sections*** | ***28 525,95*** |
| *102292* | *Reprise sur FCTVA* | *4 625,95* |
| *192* | *Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations* | *23 900,00* |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | ***28 525,95*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **28 525,95** |

## SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

| RECETTES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **Souscription d'emprunts et dettes assimilées** | | **0,00** |
| **Dotations et subventions reçues** | | **9 013,48** |
| 1312 | Subv. transf. Régions | 9 013,48 |
| **Autres recettes éventuelles** | | **0,00** |
| **Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)** | | **0,00** |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | **42 300,00** |
| **Total des recettes réelles** | | **51 313,48** |
| ***040*** | ***Opérations ordre transf. entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***021*** | ***Virement de la section de fonctionnement (3)*** | ***0,00*** |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **51 313,48** |

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

IV
D4.2

**(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)**

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

| DEPENSES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **011** | **Charges à caractère général** | **0,00** |
| **012** | **Charges de personnel et frais assimilés** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières** | **0,00** |
| **67** | **Charges spécifiques** | **0,00** |
| **68** | **Dotations aux provisions, dépréciations (3)** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **0,00** |
| ***042*** | ***Opérations ordre transf. entre sections*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérations ordre intérieur de la section*** | ***0,00*** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement (4)*** | ***0,00*** |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **0,00** |

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

| RECETTES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **Recettes issues de la TEOM** | | **0,00** |
| **Dotations et participations reçues** | | **0,00** |
| | | |
| **Autres recettes de fonctionnement éventuelles** | | **0,00** |
| **70** | **Prod. services, domaine, ventes diverses** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers** | **0,00** |
| **77** | **Produits spécifiques** | **0,00** |
| **78** | **Reprises amort., dépréciations, prov. (3)** | **0,00** |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles** | | **0,00** |
| ***042*** | ***Opérations ordre transf. entre sections*** | ***28 525,95*** |
| *7761* | *Différences sur réal. (négatives) reprises au compte de résultat* | *23 900,00* |
| *777* | *Recettes et quote-part subv. invest. transférées au cpte résult* | *4 625,95* |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

| RECETTES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | |
| ***043*** | ***Opérations ordre intérieur de la section*** | ***0,00*** |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | ***28 525,95*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **28 525,95** |

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT

**D5.1**

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

**D5.2**

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

# V – ARRETE ET SIGNATURES

## ARRETE ET SIGNATURES

V
A

Nombre de membres en exercice : 33
Nombre de membres présents : 32
Nombre de suffrages exprimés : 32
VOTES :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 1

Date de convocation : 30/11/2023

Présenté par Le Président, Julien MERLE (1),
A Camaret-sur-Aigues, le 07/12/2023

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire
A Camaret-sur-Aigues, le 07/12/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

| | |
|---|---|
| André GUIGUE | |
| Anne-Joëlle ROBERT-VACHEY | |
| Brigitte MACHARD | |
| Christine LANTHELME | |
| Christine WINKELMANN | |
| Christophe CANO | |
| Dominique FICTY | |
| Fabrice LEAUNE | |
| Florence GOURLOT | |
| Françoise CARRERE | |
| Françoise VIRLOUVET | |
| Georges BOUTINOT | |
| Géraldine ORTEGA | |
| Hervé AURIACH | |
| Isabelle DALADIER-MARTIN | |
| Jacqueline JOURDAIN | |
| Jean-Michel MARLOT | |
| Jean-Pierre TRUCHOT | |
| Julien MERLE | |
| Liliane DIAZ | |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

## V – ARRETE ET SIGNATURES

### ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| Louis DRIEY | |
| Lydie CATALON | |
| Marc GABRIEL | |
| Marie-France ESTIVAL | |
| Marie-José AUNAVE | |
| Michel VIDAL | |
| Pascal CROZET | |
| Patricia LISPAL-GONDRAN | |
| Patrick PICHON | |
| Philippe de BEAUREGARD | |
| Roland ROTICCI | |
| Sylvette GILL | |
| Vincent FAURE | |

Certifié exécutoire par Le Président, Julien MERLE (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 11/12/2023, et de la publication le 11/12/2023

A Camaret-sur-Aigues, le 11/12/2023

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



# ARRETE ET SIGNATURES

Présenté par le Président, Julien MERLE,
A Camaret-sur-Aigues, le 07/12/2023
Le Président, Julien MERLE,

Délibéré par le Conseil Communautaire, réuni en session Ordinaire.
A Camaret-sur-Aigues, le 07/12/2023

Les membres du Conseil Communautaire,

| | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : | 33 |
| Nombre de membres présents : | 0 |
| Nombre de suffrages exprimés : | 0 |
| VOTES : Pour : | 0 |
| Contre : | 0 |
| Abstention : | 0 |

Date de convocation : 30/11/2023

| | |
|---|---|
| Philippe de BEAUREGARD | |
| Liliane DIAZ | |
| Hervé AURIACH | |
| Sylvette GILL | |
| Jean-Michel MARLOT | |
| Christine WINKELMANN | |
| Françoise VIRLOUVET | F. Virlouvet |
| Fabrice LEAUNE | |
| Louis DRIEY | |
| Brigitte MACHARD | |
| Michel VIDAL | |
| Françoise CARRERE | |
| Roland ROTICCI | |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



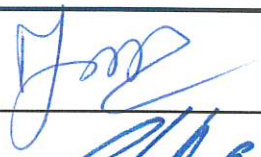
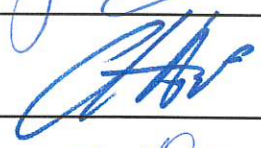
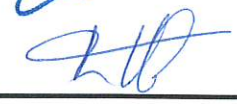
# ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| Géraldine ORTEGA | |
| Patrick PICHON | |
| Georges BOUTINOT | |
| Vincent FAURE | |
| Dominique FICTY | |
| Pascal CROZET | |
| Anne-Joëlle ROBERT-VACHEY | |
| Julien MERLE | |
| Lydie CATALON | |
| Marc GABRIEL | |
| Marie-France ESTIVAL | |
| Jean-Pierre TRUCHOT | |
| Isabelle DALADIER-MARTIN | |
| Patricia LISPAL-GONDRAN | |
| Christine LANTHELME | |
| André GUIGUE | |
| Jacqueline JOURDAIN | |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE



## ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| Marie-José AUNAVE |  |
| Christophe CANO |  |
| Florence GOURLOT |  |

Certifié exécutoire par le Président, Julien MERLE, compte tenu de la transmission en sous préfecture, le 11/12/2023 et de la publication le 11/12/2023.

A Camaret-sur-Aigues, le 11/12/2023

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_110-DE

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le 08/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 28
**Pour : 31**
**Contre : 0**
**Abstention : 1**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, M. LOUIS DRIEY, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. PATRICK PICHON, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENTS EXCUSES** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL
**Rapporteur** : Mme Marie-José AUNAVE

**Délibération n°2023-111**
**Décision modificative n°2 du budget annexe assainissement / APPROBATION**

Le rapporteur expose :
Le conseil communautaire est appelé à approuver la décision modificative n°2 du budget annexe assainissement qui vise à procéder à plusieurs réajustements de crédits dans les sections d'exploitation et d'investissement.

**1. Section d'exploitation / dépenses**
Augmentation de crédits aux articles suivants :
- ✓ Personnel affecté par la collectivité de rattachement (article 6215) : + 70 000 €,
- ✓ Dotations aux amortissements (article 6811) : + 6966,65 €,
- ✓ Créances admises en non-valeur (article 6541) : + 1022 €,
- ✓ Dotation de dépréciation des actifs circulants (article 6817) : + 1345 €,

**Sous-total : + 79 333,65 €**

Diminution de crédits à l'article suivant :
- ✓ Honoraires (article 6226) : - 9333,65 €,

**Sous-total : - 9333,65 €**

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le 08/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

**Délibération n°2023-111 Décision modificative n°2 du budget annexe assainissement / APPROBATION**

**Total dépenses d'exploitation : + 70 000 €**

**2. Section d'exploitation / recettes**

Augmentation de crédits à l'article suivant :

- ✓ Participations au financement de l'assainissement collectif (article 70613) : + 70 000 €,

**Total recettes d'exploitation : + 70 000 €**

**3. Section d'investissement / dépenses**

Augmentation de crédits aux articles suivants :

- ✓ Travaux réseau Violès (article 2315 / opération 17) : + 30 000 €,
- ✓ Travaux STEP Farjons (article 2313 / opération 26) : + 430 000 €,
- ✓ Travaux STEP Piolenc (article 2317 / opération 20) : + 100 000 €,
- ✓ Travaux STEP Camaret (article 2317/ opération 21) : + 100 000 €,

**Sous-total : + 660 000 €**

Diminution de crédits aux articles suivants :

- ✓ Travaux réseau Sérignan (article 2315 / opération 14) : - 30 000 €,
- ✓ Travaux STEP Farjons (article 2315 / opération 26) : - 430 000 €,
- ✓ Travaux STEP Piolenc (article 2315 / opération 20) : - 100 000 €,
- ✓ Travaux STEP Camaret (article 2315/ opération 21) : - 100 000 €,

**Sous-total : - 660 000 €**

**Total dépenses d'investissement : 0 €**

**4. Section d'investissement / recettes**

Augmentation de crédits aux articles suivants :

- ✓ Amortissements des immobilisations corporelles – Constructions Bâtiment (article 28131) : + 1 038,87 €,
- ✓ Amortissements des immobilisations corporelles – Installations à caractère spécifique (article 28153) : + 5 927,78 €,

**Sous-total : + 6 966,65 €**

Diminution de crédits à l'article suivant :

- ✓ FCTVA (article 10222) : - 6 966,65 €,

**Sous-total : - 6 966,65 €**

**Total recettes d'investissement : 0 €**

Le rapporteur entendu, le conseil délibère,

Approuve la décision modificative n°2 du budget annexe assainissement 2023 qui vise à procéder à divers réajustements dans les dépenses et les recettes des sections d'exploitation et d'investissement, tels que détaillés ci-dessus,

Dit que ces écritures seront retranscrites au budget annexe assainissement 2023 et transmises au Service de gestion comptable de Vaison-la-Romaine, après visa du contrôle de légalité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Le Président

Julien MERLE

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture
Le : 08/12/2023
Et publié
Le : 08/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

| Numéro SIRET 24840016000052 | COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC AYGUES OUVEZE EN PROVENCE |
|---|---|

POSTE COMPTABLE DE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES VAISON

## SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

## Décision modificative 2 (3)

BUDGET : Assainissement (3)

**ANNEE 2023**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# Sommaire


## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 27
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 28
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 32
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 33
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 34
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 36
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 37
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 38
A3.2 - Etalement des provisions 39
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 40
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 41
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 42
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 43
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 44
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 46
A6 - Etat des charges transférées 48
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 49

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 50
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 51
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 52
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 53
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé 54
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 55
B1.7 - Etat des engagements reçus 56
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 57
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 58

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 59
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 61
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 62
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 63

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 64


(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# I – INFORMATIONS GENERALES

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) Délibération n° 1 du 30/04/2014 00:00:00.

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## VUE D'ENSEMBLE

A1

### EXPLOITATION

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION | RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 70 000,00 | 70 000,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3) | 70 000,00 | 70 000,00 |

### INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068) | 0,00 | 0,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 0,00 | 0,00 |

### TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 70 000,00 | 70 000,00 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

### DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 937 850,00 | 0,00 | -9 333,65 | -9 333,65 | 928 516,35 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 250 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 320 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 45 000,00 | 0,00 | 1 022,00 | 1 022,00 | 46 022,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **1 232 850,00** | **0,00** | **61 688,35** | **61 688,35** | **1 294 538,35** |
| 66 | Charges financières | 170 727,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 170 727,77 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 8 216,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 216,00 |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciat° (4) | 2 514,98 | | 1 345,00 | 1 345,00 | 3 859,98 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 100 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **1 514 308,75** | **0,00** | **63 033,35** | **63 033,35** | **1 577 342,10** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (6)* | *180 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *180 000,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6)* | *1 205 691,25* | | *6 966,65* | *6 966,65* | *1 212 657,90* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***1 385 691,25*** | | ***6 966,65*** | ***6 966,65*** | ***1 392 657,90*** |
| **TOTAL** | | **2 900 000,00** | **0,00** | **70 000,00** | **70 000,00** | **2 970 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **2 970 000,00** |

### RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 2 502 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 2 572 000,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 27 530,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 530,31 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **2 529 530,31** | **0,00** | **70 000,00** | **70 000,00** | **2 599 530,31** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 2 514,98 | | 0,00 | 0,00 | 2 514,98 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **2 532 045,29** | **0,00** | **70 000,00** | **70 000,00** | **2 602 045,29** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6)* | *273 937,00* | | *0,00* | *0,00* | *273 937,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***273 937,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***273 937,00*** |
| **TOTAL** | | **2 805 982,29** | **0,00** | **70 000,00** | **70 000,00** | **2 875 982,29** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **94 017,71** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **2 970 000,00** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)** | **1 118 720,90** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

*(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 756 317,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 756 317,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 2 138 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 138 200,00 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **3 044 517,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **3 044 517,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 681 546,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 681 546,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses financières** | **681 546,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **681 546,00** |
| **45…** | **Total des opérations pour compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **3 726 063,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **3 726 063,00** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *273 937,00* | | *0,00* | *0,00* | *273 937,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***273 937,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***273 937,00*** |
| **TOTAL** | | **4 000 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **4 000 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **4 000 000,00** |

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | Subventions d'investissement | 78 910,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 78 910,60 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes d'équipement** | **78 910,60** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **78 910,60** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 190 000,00 | 0,00 | -6 966,65 | -6 966,65 | 183 033,35 |
| 106 | Réserves (7) | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 600 000,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes financières** | **790 000,00** | **0,00** | **-6 966,65** | **-6 966,65** | **783 033,35** |
| **45…** | **Total des opérations pour le compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **868 910,60** | **0,00** | **-6 966,65** | **-6 966,65** | **861 943,95** |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation (4)* | *180 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *180 000,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *1 205 691,25* | | *6 966,65* | *6 966,65* | *1 212 657,90* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***1 385 691,25*** | | ***6 966,65*** | ***6 966,65*** | ***1 392 657,90*** |
| **TOTAL** | | **2 254 601,85** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 254 601,85** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **1 745 398,15** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **4 000 000,00** |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)** | **1 118 720,90** |

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | -9 333,65 | | -9 333,65 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 70 000,00 | | 70 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 1 022,00 | | 1 022,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions | 1 345,00 | *6 966,65* | 8 311,65 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (4) | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *0,00* | 0,00 |
| | **Dépenses d'exploitation – Total** | **63 033,35** | ***6 966,65*** | **70 000,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **70 000,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| | **Dépenses d'investissement – Total** | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 70 000,00 | | 70 000,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (6) | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise amort., dépreciat° et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes d'exploitation – Total** | | **70 000,00** | ***0,00*** | **70 000,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **70 000,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106) | -6 966,65 | *0,00* | -6 966,65 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Comptes liaison : affectat° BA, régies | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *6 966,65* | 6 966,65 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *491* | *Dépréciations des comptes de clients* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **-6 966,65** | ***6 966,65*** | **0,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AUX COMPTES 106** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

A1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général (5) (6)** | **937 850,00** | **-9 333,65** | **-9 333,65** |
| 6064 | Fournitures administratives | 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Sous-traitance générale | 877 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6161 | Multirisques | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6226 | Honoraires | 50 000,00 | -9 333,65 | -9 333,65 |
| 6231 | Annonces et insertions | 3 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages et déplacements | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 450,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63512 | Taxes foncières | 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **250 000,00** | **70 000,00** | **70 000,00** |
| 6215 | Personnel affecté par CL de rattachement | 250 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| **014** | **Atténuations de produits (7)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **45 000,00** | **1 022,00** | **1 022,00** |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 0,00 | 1 022,00 | 1 022,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)** | **1 232 850,00** | **61 688,35** | **61 688,35** |
| **66** | **Charges financières (b) (8)** | **170 727,77** | **0,00** | **0,00** |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 178 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | -7 272,23 | 0,00 | 0,00 |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **8 216,00** | **0,00** | **0,00** |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 8 216,00 | 0,00 | 0,00 |
| **68** | **Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)** | **2 514,98** | **1 345,00** | **1 345,00** |
| 6817 | Dot. dépréc. actifs circulants | 2 514,98 | 1 345,00 | 1 345,00 |
| **69** | **Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (f)** | **100 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f** | **1 514 308,75** | **63 033,35** | **63 033,35** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***180 000,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)*** | ***1 205 691,25*** | ***6 966,65*** | ***6 966,65*** |
| *6811* | *Dot. amort. Immos incorp. et corporelles* | *1 205 691,25* | *6 966,65* | *6 966,65* |
| | ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | ***1 385 691,25*** | ***6 966,65*** | ***6 966,65*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | ***1 385 691,25*** | ***6 966,65*** | ***6 966,65*** |
| | **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | **2 900 000,00** | **70 000,00** | **70 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (13)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **70 000,00** |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | -49 905,38 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 42 633,15 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | -7 272,23 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **013** | **Atténuations de charges (5)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Ventes produits fabriqués, prestations** | **2 502 000,00** | **70 000,00** | **70 000,00** |
| 70128 | Autres taxes et redevances | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 704 | Travaux | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70611 | Redevance d'assainissement collectif | 1 940 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70613 | Participations assainissement collectif | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| 7062 | Redevances assainissement non collectif | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **73** | **Produits issus de la fiscalité (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Subventions d'exploitation** | **27 530,31** | **0,00** | **0,00** |
| 741 | Primes d'épuration | 27 530,31 | 0,00 | 0,00 |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75** | **2 529 530,31** | **70 000,00** | **70 000,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **78** | **Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)** | **2 514,98** | **0,00** | **0,00** |
| 7817 | Rep. dépréciat°. actifs circulants | 2 514,98 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d** | **2 532 045,29** | **70 000,00** | **70 000,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)*** | ***273 937,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *777* | *Quote-part subv invest transf cpte résul* | *273 937,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | ***273 937,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | **2 805 982,29** | **70 000,00** | **70 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **70 000,00** |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **20** | **Immobilisations incorporelles (hors opérations)** | **150 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2031 | Frais d'études | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles (hors opérations)** | **756 317,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2111 | Terrains nus | 6 317,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21311 | Bâtiments d'exploitation | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21532 | Réseaux d'assainissement | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 217311 | Bâtiments d'exploitation (mise à dispo) | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **11** | **Opération d'équipement n° 11 (5)** | **25 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| **12** | **Opération d'équipement n° 12 (5)** | **750 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Opération d'équipement n° 13 (5)** | **23 200,00** | **0,00** | **0,00** |
| **14** | **Opération d'équipement n° 14 (5)** | **360 000,00** | **-30 000,00** | **-30 000,00** |
| **17** | **Opération d'équipement n° 17 (5)** | **150 000,00** | **30 000,00** | **30 000,00** |
| **18** | **Opération d'équipement n° 18 (5)** | **200 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Opération d'équipement n° 20 (5)** | **100 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Opération d'équipement n° 21 (5)** | **100 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Opération d'équipement n° 26 (5)** | **430 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **3 044 517,00** | **0,00** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **681 546,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | 681 546,00 | 0,00 | 0,00 |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **020** | **Dépenses imprévues** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses financières** | **681 546,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DEPENSES REELLES** | **3 726 063,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*** | ***273 937,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***Reprises sur autofinancement antérieur*** | ***273 937,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *139111* | *Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau* | *104 074,00* | *0,00* | *0,00* |
| *13912* | *Sub. équipt cpte résult. Régions* | *29 779,00* | *0,00* | *0,00* |
| *13913* | *Sub. équipt cpte résult. Départements* | *66 821,00* | *0,00* | *0,00* |
| *13914* | *Sub. équipt cpte résult. Communes* | *15 700,00* | *0,00* | *0,00* |
| *13918* | *Autres subventions d'équipement* | *54 869,00* | *0,00* | *0,00* |
| *13933* | *Sub. transf cpte résult. P.A.E.* | *2 694,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***Charges transférées*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DEPENSES D'ORDRE*** | ***273 937,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)** | **4 000 000,00** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des ré

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **13** | **Subventions d'investissement** | **78 910,60** | **0,00** | **0,00** |
| 13111 | Subv. équipt Agence de l'eau | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1313 | Subv. équipt Départements | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1315 | Subv. équipt Groupement de collectivités | 18 910,60 | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées (hors 165)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'équipement** | **78 910,60** | **0,00** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **790 000,00** | **-6 966,65** | **-6 966,65** |
| 10222 | FCTVA | 190 000,00 | -6 966,65 | -6 966,65 |
| 1068 | Autres réserves | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **165** | **Dépôts et cautionnements reçus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes financières** | **790 000,00** | **-6 966,65** | **-6 966,65** |
| | **Total des recettes d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL RECETTES REELLES** | **868 910,60** | **-6 966,65** | **-6 966,65** |
| ***021*** | ***Virement de la section d'exploitation*** | ***180 000,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*** | ***1 205 691,25*** | ***6 966,65*** | ***6 966,65*** |
| *28031* | *Frais d'études* | *53 106,72* | *0,00* | *0,00* |
| *28131* | *Bâtiments* | *108 557,00* | *1 038,87* | *1 038,87* |
| *28151* | *Installations complexes spécialisées* | *14 774,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28153* | *Installations à caractère spécifique* | *661 608,48* | *5 927,78* | *5 927,78* |
| *28173* | *Constructions (mise à disposition)* | *126 991,05* | *0,00* | *0,00* |
| *28175* | *Matériel et outillage technique (mad)* | *240 654,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION*** | ***1 385 691,25*** | ***6 966,65*** | ***6 966,65*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL RECETTES D'ORDRE*** | ***1 385 691,25*** | ***6 966,65*** | ***6 966,65*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)** | **2 254 601,85** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (9)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

### OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 11 (1)
### LIBELLE : Réseau Camaret

**Pour vote**

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **1 920 292,32** | **a 0,00** | **0,00** | **b 0,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **709,50** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2033 | Frais d'insertion | 709,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **17 873,60** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 21532 | Réseaux d'assainissement | 1 249,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 217532 | Réseaux d'assainissement (mise à dispo) | 16 624,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **1 901 709,22** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 1 812 636,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2318 | Autres immo. corporelles en cours | 89 072,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES** | | **c 0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT = (c+d) – (a+b)**<br>**Excédent de financement si positif**<br>**Besoin de financement si négatif** | **0,00** |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

### OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 12 (1)
### LIBELLE : Réseau Piolenc

### Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **2 144 273,07** | **a 0,00** | **0,00** | **b 0,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **2 144 273,07** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 2 135 987,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2318 | Autres immo. corporelles en cours | 8 285,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES** | | **c 0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** |
| 13111 | Subv. équipt Agence de l'eau | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT = (c+d) – (a+b)**<br>**Excédent de financement si positif**<br>**Besoin de financement si négatif** | **0,00** |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

### OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 13 (1)
### LIBELLE : Réseau Ste Cécile

### Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **829 650,07** | **a 0,00** | **0,00** | **b 0,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **829 650,07** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 829 650,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES** | | **c 0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT = (c+d) – (a+b)**<br>**Excédent de financement si positif**<br>**Besoin de financement si négatif** | **0,00** |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

### OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 14 (1)
### LIBELLE : Réseau Sérignan

### Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **3 094 873,46** | **a 0,00** | **-30 000,00** | **b -30 000,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **930,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 21532 | Réseaux d'assainissement | 930,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **3 093 943,46** | **0,00** | **-30 000,00** | **-30 000,00** | **0,00** |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 3 093 943,46 | 0,00 | -30 000,00 | -30 000,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES** | | **c 0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT = (c+d) – (a+b)**<br>**Excédent de financement si positif**<br>**Besoin de financement si négatif** | **30 000,00** |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

### OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 17 (1)
### LIBELLE : Réseau Violès

### Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **1 110 576,89** | **a 0,00** | **30 000,00** | **b 30 000,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **1 110 576,89** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** | **0,00** |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 1 108 856,37 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 0,00 |
| 2318 | Autres immo. corporelles en cours | 1 720,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES** | | **c 0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** |
| 13111 | Subv. équipt Agence de l'eau | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT = (c+d) – (a+b)**<br>**Excédent de financement si positif**<br>**Besoin de financement si négatif** | **-30 000,00** |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

### OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 18 (1)
### LIBELLE : Réseau Lagarde Paréol

### Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | 113 038,72 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 113 038,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 113 038,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|---|---|---|---|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| RESULTAT = (c+d) – (a+b)<br>Excédent de financement si positif<br>Besoin de financement si négatif | 0,00 |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

### OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20 (1)
### LIBELLE : Station épuration Piolenc

### Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **127 393,24** | **a 0,00** | **0,00** | **b 0,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **127 393,24** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 13 139,26 | 0,00 | -100 000,00 | -100 000,00 | 0,00 |
| 2317 | Immo. corporelles reçues mise à dispo. | 10 668,27 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 |
| 2318 | Autres immo. corporelles en cours | 103 585,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES** | | **c 0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT = (c+d) – (a+b)**<br>**Excédent de financement si positif**<br>**Besoin de financement si négatif** | **0,00** |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

### OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21 (1)
### LIBELLE : Station épuration Camaret

### Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **a 0,00** | **0,00** | **b 0,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 0,00 | 0,00 | -100 000,00 | -100 000,00 | 0,00 |
| 2317 | Immo. corporelles reçues mise à dispo. | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES** | | **c 0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT = (c+d) – (a+b)**<br>**Excédent de financement si positif**<br>**Besoin de financement si négatif** | **0,00** |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

### OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 26 (1)
### LIBELLE : Station épuration Uchaux Farjons

### Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **387 059,21** | **a 0,00** | **0,00** | **b 0,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **1 203,41** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2033 | Frais d'insertion | 1 203,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **20 667,32** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2111 | Terrains nus | 20 667,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **365 188,48** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2313 | Constructions | 365 188,48 | 0,00 | 430 000,00 | 430 000,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 0,00 | 0,00 | -430 000,00 | -430 000,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES** | | **c 0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** |
| 1313 | Subv. équipt Départements | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **RESULTAT = (c+d) – (a+b)**<br>**Excédent de financement si positif**<br>**Besoin de financement si négatif** | **0,00** |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV
A1.1

## A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/N | Montant des tirages N-1 | Montant des remboursements N-1 | | Encours restant dû au 01/01/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Remboursement du tirage | |
| **51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement** | | | | | | |
| **51928 Autres avances de trésorerie** | | | | | | |
| **51931 Lignes de trésorerie** | | | | | | |
| **51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt** | | | | | | |
| **5194 Billets de trésorerie** | | | | | | |
| **5198 Autres crédits de trésorerie** | | | | | | |
| **519 Crédits de trésorerie (Total)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Pério-dicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)** | | | | | **10 782 156,04** | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | | 10 782 156,04 | | | | | | | | | |
| 10278008510 | SA Caisse régionale Crédit Mutuel Méditerranéen | 02/05/2012 | | 31/07/2012 | 1 000 000,00 | F | | 5,150 | 5,268 | | T | X Echéance constante | | A-1 |
| 1220267 | Etablissement CAISSE DE DEPOTS ET CONSIGNATI | 12/04/2012 | | 01/05/2013 | 1 000 000,00 | F | | 4,510 | 4,512 | | A | X Echéance constante | | A-1 |
| 18304/001 | SA SOCIETE GENERALE FACTORING | 29/06/2010 | | 13/01/2011 | 1 250 000,00 | F | | 2,880 | 2,305 | | S | C | | A-1 |
| 18534/007/001 | SA SOCIETE GENERALE FACTORING | 19/10/2012 | | 01/03/2013 | 1 000 000,00 | R | | 3,990 | 2,946 | | T | C | | A-1 |
| 45 1370266 92 J | SA CREDIT FONCIER DE FRANCE | 01/01/2009 | | 30/03/2009 | 336 592,03 | F | | 4,850 | 4,850 | | A | X Echéance constante | | A-1 |
| A29110W8 | SA CAISSE D'EPARGNE Provence Alpes Corse | 21/12/2011 | | 25/03/2012 | 850 000,00 | F | | 4,880 | 4,880 | | T | X Echéance constante | | A-1 |
| A29151LO | SA CAISSE D'EPARGNE Provence Alpes Corse | 04/12/2015 | | 16/03/2016 | 2 000 000,00 | F | | 2,160 | 2,181 | | T | X Echéance constante | | A-1 |
| C2HBDW017PR | SA CRCA ALPES PROVENCE | 01/06/2010 | | 01/06/2011 | 1 321 666,28 | F | | 3,950 | 3,996 | | A | X Echéance constante | | A-1 |
| MON264673 | SA DEXIA CLF Banque | 01/01/2009 | | 01/04/2009 | 125 664,41 | F | | 4,340 | 4,340 | | A | X Echéance constante | | A-1 |
| MON268257 | SA DEXIA CLF Banque | 01/01/2009 | | 01/04/2010 | 698 233,32 | F | | 4,830 | 4,830 | | S | X Echéance constante | | A-1 |
| MON269491 | SA DEXIA CLF Banque | 12/05/2010 | | 01/11/2010 | 143 750,00 | F | | 3,120 | 3,120 | | T | X Echéance constante | | A-1 |
| MON269492 | SA DEXIA CLF Banque | 12/05/2010 | | 01/11/2010 | 431 250,00 | F | | 3,970 | 3,970 | | T | X Echéance constante | | A-1 |
| MON269493 | SA DEXIA CLF Banque | 12/05/2010 | | 01/11/2010 | 156 250,00 | F | | 3,120 | 3,120 | | T | X Echéance constante | | A-1 |
| MON269494 | SA DEXIA CLF Banque | 12/05/2010 | | 01/11/2010 | 468 750,00 | F | | 3,970 | 3,970 | | T | X Echéance constante | | A-1 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Périodi-cité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Catégo-rie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1681 Autres emprunts (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1687 Autres dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **Total général** | | | | | **10 782 156,04** | | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | ICNE de l'exercice |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)** | | **0,00** | | **4 755 998,17** | | | | | **681 545,45** | **170 889,41** | **0,00** | **42 633,15** |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | 0,00 | | 4 755 998,17 | | | | | 681 545,45 | 170 889,41 | 0,00 | 42 633,15 |
| 10278008510 | | 0,00 | A-1 | 383 834,51 | 3,33 | F | | 5,268 | 77 826,69 | 18 280,47 | 0,00 | 2 670,34 |
| 1220267 | | 0,00 | A-1 | 408 934,61 | 3,42 | F | | 4,512 | 74 734,88 | 18 442,95 | 0,00 | 10 048,27 |
| 18304/001 | | 0,00 | A-1 | 249 999,92 | 1,58 | F | | 2,305 | 83 333,34 | 3 371,59 | 0,00 | 1 152,83 |
| 18534/007/001 | | 0,00 | A-1 | 333 333,20 | 4,00 | R | | 2,946 | 66 666,68 | 14 973,64 | 0,00 | 913,71 |
| 45 1370266 92 J | | 0,00 | A-1 | 229 307,77 | 13,25 | F | | 4,850 | 10 747,21 | 11 136,40 | 0,00 | 8 012,22 |
| A29110W8 | | 0,00 | A-1 | 484 212,57 | 8,00 | F | | 4,880 | 43 967,47 | 22 833,09 | 0,00 | 358,07 |
| A29151LO | | 0,00 | A-1 | 1 146 628,27 | 7,00 | F | | 2,181 | 132 757,58 | 23 696,66 | 0,00 | 912,48 |
| C2HBDW017PR | | 0,00 | A-1 | 653 215,28 | 6,50 | F | | 3,996 | 71 018,43 | 25 802,00 | 0,00 | 13 414,79 |
| MON264673 | | 0,00 | A-1 | 20 752,84 | 0,33 | F | | 4,340 | 10 156,09 | 900,67 | 0,00 | 345,01 |
| MON268257 | | 0,00 | A-1 | 96 585,36 | 0,33 | F | | 4,830 | 63 618,98 | 3 906,04 | 0,00 | 398,07 |
| MON269491 | | 0,00 | A-1 | 87 060,00 | 11,67 | F | | 3,120 | 5 651,82 | 2 650,58 | 0,00 | 423,32 |
| MON269492 | | 0,00 | A-1 | 271 928,63 | 11,67 | F | | 3,970 | 16 733,95 | 10 548,49 | 0,00 | 1 688,54 |
| MON269493 | | 0,00 | A-1 | 94 630,21 | 11,67 | F | | 3,120 | 6 143,30 | 2 881,06 | 0,00 | 460,13 |
| MON269494 | | 0,00 | A-1 | 295 575,00 | 11,67 | F | | 3,970 | 18 189,03 | 11 465,77 | 0,00 | 1 835,37 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | ICNE de l'exercice |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1681 Autres emprunts (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 Autres dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total général** | | **0,00** | | **4 755 998,17** | | | | | **681 545,45** | **170 889,41** | **0,00** | **42 633,15** |

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

### A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 01/01/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8) | Niveau du taux à la date de vote du budget (9) | Intérêts à payer au cours de l'exercice (10) | Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (A) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Barrière simple (B) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (B) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Option d'échange (C) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (C) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (D) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Multiplicateur jusqu'à 5 (E) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (E) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres types de structures (F) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (F) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.
(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

| Structure | Indices sous-jacents | (1) Indices zone euro | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecarts d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5) Ecarts d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)** | Nombre de produits | 14 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 4 755 998,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(C) Option d'échange (*swaption*)** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(E) Multiplicateur jusqu'à 5** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(F) Autres types de structures** | Nombre de produits | | | | | | 0 |
| | % de l'encours | | | | | | 0,00 |
| | Montant en euros | | | | | | 0,00 |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

## A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunt couvert | | | Instrument de couverture | | | | | | | | Primes éventuelles | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Capital restant dû au 01/01/N | Date de fin du contrat | Organisme co-contractant | Type de couverture (3) | Nature de la couverture (change ou taux) | Notionnel de l'instrument de couverture | Date de début du contrat | Date de fin du contrat | Périodicité de règlement des intérêts (4) | Montant des commissions diverses | Primes payées pour l'achat d'option | Primes reçues pour la vente d'option |
| **Taux fixe (total)** | | **0,00** | | | | | **0,00** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Taux variable simple (total)** | | **0,00** | | | | | **0,00** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Taux complexe (total) (2)** | | **0,00** | | | | | **0,00** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total** | | **0,00** | | | | | **0,00** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE | A1.5 |

## A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Effet de l'instrument de couverture | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Taux payé | | Taux reçu (7) | | Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat | | Catégorie d'emprunt (8) | |
| | | Index (5) | Niveau de taux (6) | Index | Niveau de taux | Charges c/668 | Produits c/768 | Avant opération de couverture | Après opération de couverture |
| **Taux fixe (total)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Taux variable simple (total)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Taux complexe (total) (2)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Total** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## A1.6 – AUTRES DETTES

**(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)**

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

| IV – ANNEXES | |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS | A2 |

## A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

| CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE | Délibération du |
|---|---|
| **Biens de faible valeur**<br>Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 € | 03-12-2020 |

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | Catégories de biens amortis | Durée (en années) | |
|---|---|---|---|
| L | Bât exploit egal ou sup à 10 000 ? HT | 20 | 03/12/2020 |
| L | Bât exploit inf à 10 000 ? HT | 10 | 03/12/2020 |
| L | Branchements | 15 | 03/12/2020 |
| L | Réseaux | 20 | 03/12/2020 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN
## ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

**A3.1**

## A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

| Nature de la provision ou de la dépréciation | Dotations inscrites au budget de l'exercice (1) | Date de constitution | Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N | Montant total des prov. et dépréciations constituées | Reprises inscrites au budget de l'exercice | SOLDE prévisionnel au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES** | | | | | | |
| Provisions réglementées et amortissements dérogatoires | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépréciations (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES** | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépréciations (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL SEMI-BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

**A4.1**

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **I 955 483,00** | **0,00** | **II 0,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **681 546,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 681 546,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **273 937,00** | **0,00** | **0,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *273 937,00* | *0,00* | *0,00* |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | Op. de l'exercice III = I + II | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution D001 (3) | TOTAL IV |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | **955 483,00** | **593 200,00** | **0,00** | **1 548 683,00** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

**A4.2**

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **V 1 575 691,25** | **0,00** | **VI 0,00** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **190 000,00** | **-6 966,65** | **-6 966,65** |
| 10222 | FCTVA | 190 000,00 | -6 966,65 | -6 966,65 |
| 10228 | Autres fonds globalisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26… | *Participations et créances rattachées* | | | |
| 27… | *Autres immobilisations financières* | | | |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (3)** | | **1 385 691,25** | **6 966,65** | **6 966,65** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *28031* | *Frais d'études* | *53 106,72* | *0,00* | *0,00* |
| *28131* | *Bâtiments* | *108 557,00* | *1 038,87* | *1 038,87* |
| *28151* | *Installations complexes spécialisées* | *14 774,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28153* | *Installations à caractère spécifique* | *661 608,48* | *5 927,78* | *5 927,78* |
| *28173* | *Constructions (mise à disposition)* | *126 991,05* | *0,00* | *0,00* |
| *28175* | *Matériel et outillage technique (mad)* | *240 654,00* | *0,00* | *0,00* |
| *29…* | *Dépréciation des immobilisations* | | | |
| *39…* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | | |
| *481…* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | | |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | *180 000,00* | *0,00* | *0,00* |

| | Opérations de l'exercice VII = V + VI | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) | Solde d'exécution R001 (4) | Affectation R106 (4) | TOTAL VIII |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total ressources propres disponibles** | **1 575 691,25** | **0,00** | **1 745 398,15** | **600 000,00** | **3 921 089,40** |

| | | Montant |
|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | IV | **1 548 683,00** |
| **Ressources propres disponibles** | VIII | **3 921 089,40** |
| **Solde** | IX = VIII – IV (5) | **2 372 406,40** |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION

**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN
## ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION

**A5.2.1**

### Assainissement collectif (1)
### (En application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

### A5.2.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES

| DEPENSES | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant (3)** |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciat° (4) | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles** | | 0,00 |
| *042* | Opérat° ordre transfert entre sections | *0,00* |
| *043* | Opérat° ordre intérieur de la section | *0,00* |
| *023* | Virement à la section d'investissement | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | *0,00* |
| **D 002 (5)** | | *0,00* |
| **TOTAL GENERAL DES DEPENSES** | | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

## A5.2.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

| RECETTES | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant (3)** |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** |
| **70** | **Ventes produits fabriqués, prestations** | **0,00** |
| **74** | **Subventions d'exploitation** | **0,00** |
| | | |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels** | **0,00** |
| **78** | **Reprises sur provisions et dépréciations (4)** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles** | | **0,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section*** | ***0,00*** |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | *0,00* |
| **R 002 (5)** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL DES RECETTES** | | **0,00** |

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » si ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN
## ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT

**A5.2.2**

### Assainissement collectif (1)
### (En application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

### A5.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

| DEPENSES | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant (3)** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (hors opérations.)** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (hors opérations)** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (hors opérations)** | **0,00** |
| **Opérations d'équipement (1 ligne par opération)** | | |
| Opération d'équipement n° 14 | | -30 000,00 |
| Opération d'équipement n° 17 | | 30 000,00 |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** |
| **020** | **Dépenses imprévues** | **0,00** |
| **Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)** | | |
| **Total des dépenses réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **D 001 (4)** | | **0,00** |
| **TOTAL GENERAL DE DEPENSES** | | **0,00** |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

## A5.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

| RECETTES | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **106** | **Réserves** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** |
| **Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)** | | |
| **Total des recettes réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***021*** | ***Virement de la section d'exploitation*** | ***0,00*** |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **R 001 (4)** | | **0,00** |
| **TOTAL GENERAL DES RECETTES** | | **0,00** |

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » si ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN
## ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

**A6**

## A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'éta-lement | Date de la délibéra-tion | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III) | Solde (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(7) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
## EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

**B1.1**

## B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | | | | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

| Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT | | Valeur en euros |
|---|---|---|
| Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1) | A | 0,00 |
| Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1) | B | 0,00 |
| Annuité nette de la dette de l'exercice (2) | C | 0,00 |
| Provisions pour garanties d'emprunts | D | 0,00 |
| **Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice** | **I = A+ B + C - D** | **0,00** |
| **Recettes réelles de fonctionnement** | **II** | **2 602 045,29** |

| | | |
|---|---|---|
| **Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)** | **I / II** | **0,00** |

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dette en capital à l'origine | Dette en capital 1/1/N | Annuité à verser au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8017 Subventions à verser en annuités | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8018 Autres engagements donnés | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes publics | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes privés (1) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :
- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
## ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

**B1.7**

## B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme émetteur | Durée en années | Périodicité | Créance en capital à l'origine | Créance en capital 01/01/N | Annuité reçue au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8028 Autres engagements reçus | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A l'exception de ceux reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1.1

### C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **EMPLOIS FONCTIONNELS (a)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Directeur général des services | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur général adjoint des services | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur général des services techniques | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE ADMINISTRATIVE (b)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE TECHNIQUE (c)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SOCIALE (d)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SPORTIVE (g)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE CULTURELLE (h)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE ANIMATION (i)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE POLICE (j)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **EMPLOIS NON CITES (k) (5)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N — C1.1

### C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION (3) | | CONTRAT | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Indice (8) | Euros | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| **Agents occupant un emploi permanent (6)** | | | | 0,00 | | |
| **Agents occupant un emploi non permanent (7)** | | | | 0,00 | | |
| **TOTAL GENERAL** | | | | 0,00 | | |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
## ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE

**C1.2**

**C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)**

| AGENTS TITULAIRES OU NON | CATEGORIES | EFFECTIFS | MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215 |
|---|---|---|---|
| | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | 0 | 0,00 |

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

| La nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| **Délégation de service public (3)** | | | | |
| **Garantie ou cautionnement d'un emprunt** | | | | |
| **Autres** | | | | |

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



## C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D |

Nombre de membres en exercice : 33
Nombre de membres présents : 32
Nombre de suffrages exprimés : 32
VOTES :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 1

Date de convocation : 30/11/2023

Présenté par (1) Le Président, Julien MERLE,
A Camaret-sur-Aigues le 07/12/2023
(1) Le Président, Julien MERLE,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire
A Camaret-sur-Aigues, le 07/12/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

| | |
|---|---|
| André GUIGUE | |
| Anne-Joëlle ROBERT-VACHEY | |
| Brigitte MACHARD | |
| Christine LANTHELME | |
| Christine WINKELMANN | |
| Christophe CANO | |
| Dominique FICTY | |
| Fabrice LEAUNE | |
| Florence GOURLOT | |
| Françoise CARRERE | |
| Françoise VIRLOUVET | |
| Georges BOUTINOT | |
| Géraldine ORTEGA | |
| Hervé AURIACH | |
| Isabelle DALADIER-MARTIN | |
| Jacqueline JOURDAIN | |
| Jean-Michel MARLOT | |
| Jean-Pierre TRUCHOT | |
| Julien MERLE | |
| Liliane DIAZ | |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

# IV – ANNEXES
## ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| Louis DRIEY | |
| Lydie CATALON | |
| Marc GABRIEL | |
| Marie-France ESTIVAL | |
| Marie-José AUNAVE | |
| Michel VIDAL | |
| Pascal CROZET | |
| Patricia LISPAL-GONDRAN | |
| Patrick PICHON | |
| Philippe de BEAUREGARD | |
| Roland ROTICCI | |
| Sylvette GILL | |
| Vincent FAURE | |

Certifié exécutoire par (1) Le Président, Julien MERLE, compte tenu de la transmission en préfecture, le 11/12/2023, et de la publication le 11/12/2023

A Camaret-sur-Aigues,le 11/12/2023

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

**CC AYGUES OUVEZE EN PROVENCE - Assainissement**

# ARRETE ET SIGNATURES

Présenté par le Président, Julien MERLE,
A Camaret-sur-Aigues, le 07/12/2023
Le Président, Julien MERLE,

Nombre de membres en exercice : 33
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES : Pour : 0
Contre : 0
Abstention : 0

Délibéré par le Conseil Communautaire, réuni en session Ordinaire.

A Camaret-sur-Aigues, le 07/12/2023

Date de convocation : 30/11/2023

Les membres du Conseil Communautaire,

| | |
|---|---|
| Philippe de BEAUREGARD | |
| Liliane DIAZ | |
| Hervé AURIACH | |
| Sylvette GILL | |
| Jean-Michel MARLOT | |
| Christine WINKELMANN | |
| Françoise VIRLOUVET | F. Virlouvet |
| Fabrice LEAUNE | |
| Louis DRIEY | |
| Brigitte MACHARD | |
| Michel VIDAL | |
| Françoise CARRERE | |
| Roland ROTICCI | |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



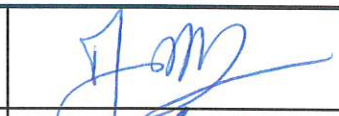
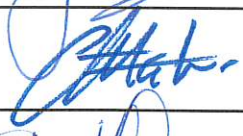
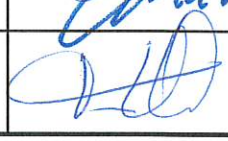
# ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| Géraldine ORTEGA | |
| Patrick PICHON | |
| Georges BOUTINOT | |
| Vincent FAURE | |
| Dominique FICTY | |
| Pascal CROZET | |
| Anne-Joëlle ROBERT-VACHEY | |
| Julien MERLE | |
| Lydie CATALON | |
| Marc GABRIEL | |
| Marie-France ESTIVAL | |
| Jean-Pierre TRUCHOT | |
| Isabelle DALADIER-MARTIN | |
| Patricia LISPAL-GONDRAN | |
| Christine LANTHELME | |
| André GUIGUE | |
| Jacqueline JOURDAIN | |

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE



# ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| Marie-José AUNAVE |  |
| Christophe CANO |  |
| Florence GOURLOT |  |

Certifié exécutoire par le Président, Julien MERLE, compte tenu de la transmission en sous préfecture, le 11/12/2023 et de la publication le 11/12/2023.

A Camaret-sur-Aigues, le 11/12/2023

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_111-DE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_112-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Rapporteur :** Mme Marie-José AUNAVE

**Délibération n°2023-112**
**Admission en non-valeur de créances irrécouvrables sur le budget assainissement / APPROBATION**

Le rapporteur expose :

Le Trésor public ayant usé sans succès de tous les moyens de recouvrement dont il dispose, le conseil communautaire est amené à approuver l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables, à hauteur de 1021,52 € sur le budget annexe assainissement.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables ci-dessus exposées,

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_112-DE

**Délibération n°2023-112 Admission en non-valeur de créances irrécouvrables sur le budget assainissement / APPROBATION**

Précise que ces opérations comptables vont être régularisées sur le budget annexe assainissement par inscription de la dépense correspondante à l'article 6541 des dépenses d'exploitation, conformément à la décision budgétaire modificative adoptée ce jour.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

**55202 - CCAOP-SERVICE ASSAINISSEMENT**

# Pièces irrécouvrables des collectivités et établissements locaux

Arrêtées à la date du 18/09/2023

**Numéro de la liste :** 5421100231

| Nature juridique | Exercice pièce | Référence de la pièce | N° ordre | Imputation budgétaire de la pièce | Code service | Nom du redevable | Objet pièce | Etab. géo | Montant restant à recouvrer | Motif de la présentation | Obs |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Particulie | 2021 | T-114 | 1 | 704-- | | AROCA Eddy Et Sophie | 89 | | 0,30 | RAR inférieur seuil poursuite | |
| Particulie | 2019 | T-56 | 1 | 704-- | | CAGNON Rachel | 89 | | 0,21 | RAR inférieur seuil poursuite | |
| Particulie | 2019 | T-280 | 1 | 704-- | | CAGNON Rachel | 89 | | 0,21 | RAR inférieur seuil poursuite | |
| Particulie | 2022 | T-244 | 1 | 7062-- | | DUBOS Patrick | 89 | | 120,00 | Poursuite sans effet | |
| Particulie | 2022 | T-360 | 1 | 704-- | | EL OUARDANI Jaoud Seh | 89 | | 0,10 | Poursuite sans effet | |
| Particulie | 2017 | T-259 | 1 | 7062-- | | FETTIH Marylin | 89 | | 90,00 | Poursuite sans effet | |
| Société | 2020 | T-163 | 1 | 7062-- | | LA PESSETTE 2 M NICOL | 89 | | 90,00 | Poursuite sans effet | |
| Société | 2020 | T-135 | 1 | 7062-- | | LES RABASSIERS | 89 | | 90,00 | Poursuite sans effet | |
| Particulie | 2018 | T-269 | 1 | 704-- | | POPINOT LEGRAND Patri | 89 | | 0,10 | RAR inférieur seuil poursuite | |
| Particulie | 2022 | T-114 | 1 | 7062-- | | ROBERT Bruno | 89 | | 90,00 | Poursuite sans effet | |
| Particulie | 2015 | T-355 | 1 | 7062-- | | SAMPSON Peter | 89 | | 90,00 | Combinaison infructueuse d actes | |
| Société | 2014 | T-285 | 1 | 7062-- | | SCI AVALLON SCI | 300 | | 60,00 | Poursuite sans effet | |
| Société | 2019 | T-439 | 1 | 7062-- | | SCIRGZ | 89 | | 90,00 | Poursuite sans effet | |
| Particulie | 2020 | T-68 | 1 | 704-- | | TARIEL Jacques Gerald | 89 | | 0,60 | RAR inférieur seuil poursuite | |
| Particulie | 2020 | T-113 | 1 | 7062-- | | TOURY Gregoire | 89 | | 90,00 | Poursuite sans effet | |
| Société | 2019 | T-338 | 1 | 7062-- | | TVAL POUR M CHRISTOPH | 89 | | 90,00 | Poursuite sans effet | |
| Particulie | 2020 | T-345 | 1 | 7062-- | | ULHMANN Jacqueline | 89 | | 120,00 | Poursuite sans effet | |
| | | | | | | TOTAL | | | 1 021,52 | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |

A VAISON-LA-ROMAINE, Le 18/09/2023

Par procuration
Maëva DUQUESNE
Inspectrice des Finances Publiques

**Le Comptable Public**

GUILLAUME CORBIN ANNE MARIE

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_113-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-113**
**Attribution d'un fonds de concours à la commune de Sérignan-du-Comtat / APPROBATION**

**Rapporteur :** Mme Marie-José AUNAVE

Le rapporteur expose :

Par délibération n°2021-055 du 8 avril 2021, le conseil communautaire a approuvé l'instauration des fonds de concours, destinés à aider les communes du territoire dans la mise en œuvre de leurs projets d'investissement, ainsi que le règlement qui fixe les conditions d'attribution de ces dotations d'investissement.

Lors de la réunion de bureau du 14 novembre dernier, conformément au même règlement, le projet de réalisation de divers travaux sur des bâtiments communaux (Centre de loisirs et parking Anthony Réal) a été présenté par la Commune de Sérignan-du-Comtat.
Le coût total du projet s'élève à 220 000 € HT. La Commune sollicite une subvention de 58 100 €, soit 26,41 % du montant total. Il est précisé que d'autres aides ont été sollicitées et obtenues.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_113-DE

**Délibération n°2023-113 Attribution d'un fonds de concours à la commune de Sérignan-du-Comtat / APPROBATION**

Après examen de ce dossier de demande de subvention, réputé complet, les membres du bureau ont émis un avis favorable à cette demande.

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver l'attribution d'un fonds de concours à la Commune de Sérignan-du-Comtat pour la réalisation de divers travaux sur des bâtiments communaux (Centre de loisirs et parking Anthony Réal), pour un montant de 58 100 €.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve l'attribution d'un fonds de concours à la Commune de Sérignan-du-Comtat pour la réalisation de divers travaux sur des bâtiments communaux (Centre de loisirs et parking Anthony Réal), pour un montant de 58 100 €.

Précise que les crédits correspondants ont été inscrits au budget primitif principal 2023, à l'article 2041412 des dépenses d'investissement.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AYGUES OUVÈZE EN PROVENCE

Le Président

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_114-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Rapporteur** : Mme Marie-José AUNAVE

**Délibération n°2023-114**
**Attribution d'un fonds de concours à la commune de Sainte-Cécile-les-Vignes / APPROBATION**

Le rapporteur expose :

Par délibération n°2021-055 du 8 avril 2021, le conseil communautaire a approuvé l'instauration des fonds de concours, destinés à aider les communes du territoire dans la mise en œuvre de leurs projets d'investissement, ainsi que le règlement qui fixe les conditions d'attribution de ces dotations d'investissement.

Lors de la réunion de bureau du 14 novembre dernier, conformément au même règlement, le projet d'acquisition d'un terrain destiné à accueillir la future caserne des pompiers, a été présenté par la Commune de Sainte-Cécile-les-Vignes.

Le coût total du projet s'élève à 90 000 € HT. La Commune sollicite une subvention de 45 000 €, soit 50 % du montant total, équivalente à la participation communale.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_114-DE

**Délibération n°2023-114 Attribution d'un fonds de concours à la commune de Sainte-Cécile-les-Vignes / APPROBATION**

Après examen de ce dossier de demande de subvention, réputé complet, les membres du bureau ont émis un avis favorable à cette demande.

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver l'attribution d'un fonds de concours à la Commune de Sainte-Cécile-les-Vignes pour l'acquisition d'un terrain destiné à accueillir la future caserne des pompiers, pour un montant de 90 000 €.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve l'attribution d'un fonds de concours à la Commune de Sainte-Cécile-les-Vignes pour l'acquisition d'un terrain destiné à accueillir la future caserne des pompiers de la Commune, pour un montant de 90 000 €,

Précise que les crédits correspondants ont été inscrits au budget primitif principal 2023, à l'article 2041412 des dépenses d'investissement.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Le Président

Julien MERLE

Julien MERLE

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_115-DE

SOCIETE GENERALE

# COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE
## Nouveau Financement Contrat à "Taux de Marché"
## Tirage à Taux Fixe de Marché de 2,000,000 €

**Phase de mobilisation : non**

**Phase de consolidation :**

| | |
|---|---|
| Montant : | 2,000,000 euros |
| Date de départ : | 03/01/2024 |
| Maturité : | 03/01/2044 (durée 20 ans) |
| Amortissement : | Linéaire (capital constant) |
| Périodicité : | Trimestrielle |
| Base de calcul : | Exact/360 |

Taux d'intérêts :
Du 03/01/2024 au 03/01/2044 : **4.15%**

**Taux Effectif Global** : Compte tenu du taux d'intérêt fixe mentionné ci-dessus, le taux effectif global ressort à 4.21 % l'an proportionnel au taux trimestriel de 1.0519 %.

Nous vous rappelons que, dans le cadre du contrat de prêt et conformément à la réglementation en vigueur qui vous est ou serait applicable, les documents et actes qui sont communiqués par Société Générale et présentant l'ensemble des caractéristiques des opérations financières utiles à la gestion de l'emprunt, tels qu'une restructuration ou un réaménagement de l'emprunt, avant et après leur mise en place, doivent être communiqués à votre Assemblée Délibérante pour assurer son information.



Dans le cadre de votre politique de gestion des risques de marché, la Société Générale vous recommande de ne conclure des opérations sur produits dérivés qu'après avoir procédé (éventuellement en vous entourant de conseils extérieurs) à votre propre analyse des risques particuliers qu'elles impliquent et des avantages qu'elles sont susceptibles de vous procurer. Afin de faciliter le suivi de vos risques, vous pourrez obtenir de la Société Générale, dans des conditions à déterminer, une évaluation de la valeur de marché des opérations que vous aurez conclues avec elle.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_115-DE

SOCIETE GENERALE

**Soulte de rupture des conditions financières**

L'Emprunteur reconnaît que des instruments financiers à terme ont été conclus ou sont réputés avoir été conclus par la Banque aux fins d'offrir à l'Emprunteur un financement portant intérêt à un taux de marché.

Sous réserve des stipulations de la confirmation, une soulte sera due par l'Emprunteur ou par la Banque le cas échéant (ci-après la « Soulte de Rupture des Conditions Financières ») en conséquence du dénouement par anticipation des instruments financiers à terme résultant (I) de l'absence de décaissement du Prêt à la date ou pendant la période prévue, (II) de l'exigibilité anticipée du Prêt, (III) du remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire du Prêt ou encore (IV) de la survenance de tout cas de résiliation du Prêt pour quelque raison que ce soit.

La Soulte de Rupture des Conditions Financières sera, en tout état de cause, déterminée par la Banque (i) à la date éventuellement stipulée dans l'article du Contrat relatif à l'événement considéré visé au paragraphe (I), (II), (III) ou (IV) ci-dessus ou (ii) en l'absence d'une telle stipulation, à la date de survenance dudit événement, et sera égale à :

(A) la somme, actualisée par application de la courbe des taux de swap en Euros publiée en continu sur la page-écran Bloomberg « World Swap Matrix » (ou tout autre page s'y substituant) (la « Courbe d'Actualisation »), des Echéances d'intérêts qui auraient été dues par l'Emprunteur entre la date de survenance de l'événement considéré et la dernière date d'Echéance de Remboursement visée dans le tableau d'amortissement en vigueur;

plus

(B) la somme, actualisée par application de la Courbe d'Actualisation, des Echéances de capital qui auraient été dues par l'Emprunteur entre la date de survenance de l'événement considéré et la dernière date d'Echéance de Remboursement visée dans le tableau d'amortissement en vigueur;

moins

(C) le montant principal du Prêt restant dû à la date de survenance de l'événement considéré.

L'Emprunteur et la Banque conviennent que, pour les besoins du calcul qui précède :

(i) lorsque le taux d'intérêts applicable au Prêt n'est pas un taux fixe, il sera réputé être égal au taux fixe de swap, constaté sur le marché par la Banque à la date de détermination de la Soulte de Rupture des Conditions Financières, d'une opération d'échange de conditions d'intérêts au titre de laquelle le taux étant échangé contre ledit taux fixe est le taux de marché du présent contrat de Prêt ;

(ii) lorsque la Soulte de Rupture des Conditions Financières est déterminée suite à la survenance de l'événement visé au paragraphe (I) ci-dessus, le Prêt sera réputé avoir été intégralement décaissé et les montants visés aux paragraphes (A), (B) et (C) seront calculés par la Banque en tenant compte de cette hypothèse ; et

(iii) lorsque la Soulte de Rupture des Conditions Financières est déterminée suite à la survenance d'un remboursement anticipé partiel, le montant principal du Prêt par référence auquel sont déterminés les montants visés aux paragraphes (A), (B) et (C) est le montant principal du Prêt faisant l'objet dudit remboursement.

Si la Soulte de Rupture des Conditions Financières est affectée d'un signe positif et constitue ainsi un coût net pour la Banque, elle sera payée par l'Emprunteur à la Banque dans les conditions prévues au Contrat de Prêt, sous réserve des stipulations de la Confirmation. Si la Soulte de Rupture des Conditions Financières est affectée d'un signe négatif et constitue ainsi un gain net pour la Banque, ledit gain sera reversé par la Banque à l'Emprunteur, sous réserve des stipulations de la Confirmation.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_115-DE

SOCIETE GENERALE

**Echéancier indicatif :**

| Date de début | Date de fin | Nominal | Amortissement | Intérêts | Echéances |
|---|---|---|---|---|---|
| 03/01/2024 | 03/04/2024 | 2,000,000.00 | 25,000.00 | 20,980.56 | 45,980.56 |
| 03/04/2024 | 03/07/2024 | 1,975,000.00 | 25,000.00 | 20,718.30 | 45,718.30 |
| 03/07/2024 | 03/10/2024 | 1,950,000.00 | 25,000.00 | 20,680.83 | 45,680.83 |
| 03/10/2024 | 03/01/2025 | 1,925,000.00 | 25,000.00 | 20,415.69 | 45,415.69 |
| 03/01/2025 | 03/04/2025 | 1,900,000.00 | 25,000.00 | 19,712.50 | 44,712.50 |
| 03/04/2025 | 03/07/2025 | 1,875,000.00 | 25,000.00 | 19,669.27 | 44,669.27 |
| 03/07/2025 | 03/10/2025 | 1,850,000.00 | 25,000.00 | 19,620.28 | 44,620.28 |
| 03/10/2025 | 03/01/2026 | 1,825,000.00 | 25,000.00 | 19,355.14 | 44,355.14 |
| 03/01/2026 | 03/04/2026 | 1,800,000.00 | 25,000.00 | 18,675.00 | 43,675.00 |
| 03/04/2026 | 03/07/2026 | 1,775,000.00 | 25,000.00 | 18,620.24 | 43,620.24 |
| 03/07/2026 | 03/10/2026 | 1,750,000.00 | 25,000.00 | 18,559.72 | 43,559.72 |
| 03/10/2026 | 03/01/2027 | 1,725,000.00 | 25,000.00 | 18,294.58 | 43,294.58 |
| 03/01/2027 | 03/04/2027 | 1,700,000.00 | 25,000.00 | 17,637.50 | 42,637.50 |
| 03/04/2027 | 03/07/2027 | 1,675,000.00 | 25,000.00 | 17,571.22 | 42,571.22 |
| 03/07/2027 | 03/10/2027 | 1,650,000.00 | 25,000.00 | 17,499.17 | 42,499.17 |
| 03/10/2027 | 03/01/2028 | 1,625,000.00 | 25,000.00 | 17,234.03 | 42,234.03 |
| 03/01/2028 | 03/04/2028 | 1,600,000.00 | 25,000.00 | 16,784.44 | 41,784.44 |
| 03/04/2028 | 03/07/2028 | 1,575,000.00 | 25,000.00 | 16,522.19 | 41,522.19 |
| 03/07/2028 | 03/10/2028 | 1,550,000.00 | 25,000.00 | 16,438.61 | 41,438.61 |
| 03/10/2028 | 03/01/2029 | 1,525,000.00 | 25,000.00 | 16,173.47 | 41,173.47 |
| 03/01/2029 | 03/04/2029 | 1,500,000.00 | 25,000.00 | 15,562.50 | 40,562.50 |
| 03/04/2029 | 03/07/2029 | 1,475,000.00 | 25,000.00 | 15,473.16 | 40,473.16 |
| 03/07/2029 | 03/10/2029 | 1,450,000.00 | 25,000.00 | 15,378.06 | 40,378.06 |
| 03/10/2029 | 03/01/2030 | 1,425,000.00 | 25,000.00 | 15,112.92 | 40,112.92 |



Dans le cadre de votre politique de gestion des risques de marché, la Société Générale vous recommande de ne conclure des opérations sur produits dérivés qu'après avoir procédé (éventuellement en vous entourant de conseils extérieurs) à votre propre analyse des risques particuliers qu'elles impliquent et des avantages qu'elles sont susceptibles de vous procurer. Afin de faciliter le suivi de vos risques, vous pourrez obtenir de la Société Générale, dans des conditions à déterminer, une évaluation de la valeur de marché des opérations que vous aurez conclues avec elle.



JM

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_115-DE

SOCIETE GENERALE

**Echéancier indicatif :**

| Date de début | Date de fin | Nominal | Amortissement | Intérêts | Echéances |
|---|---|---|---|---|---|
| 03/01/2030 | 03/04/2030 | 1,400,000.00 | 25,000.00 | 14,525.00 | 39,525.00 |
| 03/04/2030 | 03/07/2030 | 1,375,000.00 | 25,000.00 | 14,424.13 | 39,424.13 |
| 03/07/2030 | 03/10/2030 | 1,350,000.00 | 25,000.00 | 14,317.50 | 39,317.50 |
| 03/10/2030 | 03/01/2031 | 1,325,000.00 | 25,000.00 | 14,052.36 | 39,052.36 |
| 03/01/2031 | 03/04/2031 | 1,300,000.00 | 25,000.00 | 13,487.50 | 38,487.50 |
| 03/04/2031 | 03/07/2031 | 1,275,000.00 | 25,000.00 | 13,375.10 | 38,375.10 |
| 03/07/2031 | 03/10/2031 | 1,250,000.00 | 25,000.00 | 13,256.94 | 38,256.94 |
| 03/10/2031 | 03/01/2032 | 1,225,000.00 | 25,000.00 | 12,991.81 | 37,991.81 |
| 03/01/2032 | 03/04/2032 | 1,200,000.00 | 25,000.00 | 12,588.33 | 37,588.33 |
| 03/04/2032 | 03/07/2032 | 1,175,000.00 | 25,000.00 | 12,326.08 | 37,326.08 |
| 03/07/2032 | 03/10/2032 | 1,150,000.00 | 25,000.00 | 12,196.39 | 37,196.39 |
| 03/10/2032 | 03/01/2033 | 1,125,000.00 | 25,000.00 | 11,931.25 | 36,931.25 |
| 03/01/2033 | 03/04/2033 | 1,100,000.00 | 25,000.00 | 11,412.50 | 36,412.50 |
| 03/04/2033 | 03/07/2033 | 1,075,000.00 | 25,000.00 | 11,277.05 | 36,277.05 |
| 03/07/2033 | 03/10/2033 | 1,050,000.00 | 25,000.00 | 11,135.83 | 36,135.83 |
| 03/10/2033 | 03/01/2034 | 1,025,000.00 | 25,000.00 | 10,870.69 | 35,870.69 |
| 03/01/2034 | 03/04/2034 | 1,000,000.00 | 25,000.00 | 10,375.00 | 35,375.00 |
| 03/04/2034 | 03/07/2034 | 975,000.00 | 25,000.00 | 10,228.02 | 35,228.02 |
| 03/07/2034 | 03/10/2034 | 950,000.00 | 25,000.00 | 10,075.28 | 35,075.28 |
| 03/10/2034 | 03/01/2035 | 925,000.00 | 25,000.00 | 9,810.14 | 34,810.14 |
| 03/01/2035 | 03/04/2035 | 900,000.00 | 25,000.00 | 9,337.50 | 34,337.50 |
| 03/04/2035 | 03/07/2035 | 875,000.00 | 25,000.00 | 9,178.99 | 34,178.99 |
| 03/07/2035 | 03/10/2035 | 850,000.00 | 25,000.00 | 9,014.72 | 34,014.72 |
| 03/10/2035 | 03/01/2036 | 825,000.00 | 25,000.00 | 8,749.58 | 33,749.58 |



Dans le cadre de votre politique de gestion des risques de marché, la Société Générale vous recommande de ne conclure des opérations sur produits dérivés qu'après avoir procédé (éventuellement en vous entourant de conseils extérieurs) à votre propre analyse des risques particuliers qu'elles impliquent et des avantages qu'elles sont susceptibles de vous procurer. Afin de faciliter le suivi de vos risques, vous pourrez obtenir de la Société Générale, dans des conditions à déterminer, une évaluation de la valeur de marché des opérations que vous aurez conclues avec elle.



JM

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_115-DE

SOCIETE GENERALE

**Echéancier indicatif :**

| Date de début | Date de fin | Nominal | Amortissement | Intérêts | Echéances |
|---|---|---|---|---|---|
| 03/01/2036 | 03/04/2036 | 800,000.00 | 25,000.00 | 8,392.22 | 33,392.22 |
| 03/04/2036 | 03/07/2036 | 775,000.00 | 25,000.00 | 8,129.97 | 33,129.97 |
| 03/07/2036 | 03/10/2036 | 750,000.00 | 25,000.00 | 7,954.17 | 32,954.17 |
| 03/10/2036 | 03/01/2037 | 725,000.00 | 25,000.00 | 7,689.03 | 32,689.03 |
| 03/01/2037 | 03/04/2037 | 700,000.00 | 25,000.00 | 7,262.50 | 32,262.50 |
| 03/04/2037 | 03/07/2037 | 675,000.00 | 25,000.00 | 7,080.94 | 32,080.94 |
| 03/07/2037 | 03/10/2037 | 650,000.00 | 25,000.00 | 6,893.61 | 31,893.61 |
| 03/10/2037 | 03/01/2038 | 625,000.00 | 25,000.00 | 6,628.47 | 31,628.47 |
| 03/01/2038 | 03/04/2038 | 600,000.00 | 25,000.00 | 6,225.00 | 31,225.00 |
| 03/04/2038 | 03/07/2038 | 575,000.00 | 25,000.00 | 6,031.91 | 31,031.91 |
| 03/07/2038 | 03/10/2038 | 550,000.00 | 25,000.00 | 5,833.06 | 30,833.06 |
| 03/10/2038 | 03/01/2039 | 525,000.00 | 25,000.00 | 5,567.92 | 30,567.92 |
| 03/01/2039 | 03/04/2039 | 500,000.00 | 25,000.00 | 5,187.50 | 30,187.50 |
| 03/04/2039 | 03/07/2039 | 475,000.00 | 25,000.00 | 4,982.88 | 29,982.88 |
| 03/07/2039 | 03/10/2039 | 450,000.00 | 25,000.00 | 4,772.50 | 29,772.50 |
| 03/10/2039 | 03/01/2040 | 425,000.00 | 25,000.00 | 4,507.36 | 29,507.36 |
| 03/01/2040 | 03/04/2040 | 400,000.00 | 25,000.00 | 4,196.11 | 29,196.11 |
| 03/04/2040 | 03/07/2040 | 375,000.00 | 25,000.00 | 3,933.85 | 28,933.85 |
| 03/07/2040 | 03/10/2040 | 350,000.00 | 25,000.00 | 3,711.94 | 28,711.94 |
| 03/10/2040 | 03/01/2041 | 325,000.00 | 25,000.00 | 3,446.81 | 28,446.81 |
| 03/01/2041 | 03/04/2041 | 300,000.00 | 25,000.00 | 3,112.50 | 28,112.50 |
| 03/04/2041 | 03/07/2041 | 275,000.00 | 25,000.00 | 2,884.83 | 27,884.83 |
| 03/07/2041 | 03/10/2041 | 250,000.00 | 25,000.00 | 2,651.39 | 27,651.39 |
| 03/10/2041 | 03/01/2042 | 225,000.00 | 25,000.00 | 2,386.25 | 27,386.25 |



Dans le cadre de votre politique de gestion des risques de marché, la Société Générale vous recommande de ne conclure des opérations sur produits dérivés qu'après avoir procédé (éventuellement en vous entourant de conseils extérieurs) à votre propre analyse des risques particuliers qu'elles impliquent et des avantages qu'elles sont susceptibles de vous procurer. Afin de faciliter le suivi de vos risques, vous pourrez obtenir de la Société Générale, dans des conditions à déterminer, une évaluation de la valeur de marché des opérations que vous aurez conclues avec elle.



JM

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_115-DE

SOCIETE GENERALE

**Echéancier indicatif :**

| Date de début | Date de fin | Nominal | Amortissement | Intérêts | Echéances |
|---|---|---|---|---|---|
| 03/01/2042 | 03/04/2042 | 200,000.00 | 25,000.00 | 2,075.00 | 27,075.00 |
| 03/04/2042 | 03/07/2042 | 175,000.00 | 25,000.00 | 1,835.80 | 26,835.80 |
| 03/07/2042 | 03/10/2042 | 150,000.00 | 25,000.00 | 1,590.83 | 26,590.83 |
| 03/10/2042 | 03/01/2043 | 125,000.00 | 25,000.00 | 1,325.69 | 26,325.69 |
| 03/01/2043 | 03/04/2043 | 100,000.00 | 25,000.00 | 1,037.50 | 26,037.50 |
| 03/04/2043 | 03/07/2043 | 75,000.00 | 25,000.00 | 786.77 | 25,786.77 |
| 03/07/2043 | 03/10/2043 | 50,000.00 | 25,000.00 | 530.28 | 25,530.28 |
| 03/10/2043 | 03/01/2044 | 25,000.00 | 25,000.00 | 265.14 | 25,265.14 |
| **TOTAL** | | | **2,000,000.00** | **852,536.80** | **2,852,536.80** |

Bon pour accord
Le 8/12/2023

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Le Président

Julien MERLE

SOCIETE GENERALE

Dans le cadre de votre politique de gestion des risques de marché, la Société Générale vous recommande de ne conclure des opérations sur produits dérivés qu'après avoir procédé (éventuellement en vous entourant de conseils extérieurs) à votre propre analyse des risques particuliers qu'elles impliquent et des avantages qu'elles sont susceptibles de vous procurer. Afin de faciliter le suivi de vos risques, vous pourrez obtenir de la Société Générale, dans des conditions à déterminer, une évaluation de la valeur de marché des opérations que vous aurez conclues avec elle.



JM

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le 08/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_115-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORETEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL
**Rapporteur :** Mme Marie-José AUNAVE

**Délibération n°2023-115**
**Souscription d'un emprunt pour le budget principal / APPROBATION**

Le rapporteur expose :

Lors du vote du budget primitif principal 2023, il avait été prévu de recourir à l'emprunt à hauteur de 6 millions d'euros pour financer les principaux investissements prévus sur les exercices budgétaires 2023-2024.

Un premier emprunt de 2 millions d'euros a déjà été souscrit auprès de la Banque des Territoires en vue de financer les travaux de construction du nouveau siège.

Une consultation a été lancée auprès de plusieurs établissements bancaires en vue de la souscription d'un emprunt de 4 millions d'euros.

Seuls le Crédit Agricole et la Société Générale ont répondu à cette consultation, l'un comme l'autre partiellement : 1 million d'euros pour le Crédit Agricole et 2 millions d'euros pour la Société Générale.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le 08/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_115-DE

**Délibération n°2023-115 Souscription d'un emprunt pour le budget principal / APPROBATION**

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver la souscription de cet emprunt et à autoriser le Président à le contracter auprès de la Société Générale pour un montant total de 2 000 000 €, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant : 2 000 000 euros

Le prêt est consenti jusqu'au 3 janvier 2044 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 3 janvier 2024.

Phase de mobilisation : non

Phase de consolidation : d'un commun accord entre la Société Générale et la Communauté de communes, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « taux fixe du marché » sur le contrat « taux du marché » selon les conditions présentées ci-dessous :

- Montant : 2 000 000 euros
- Date de départ : 3 janvier 2024
- Maturité : 3 janvier 2044 (20 ans)
- Amortissement : linéaire (capital constant)
- Périodicité : trimestrielle
- Base de calcul : exact / 360
- Taux d'intérêt pour chaque périodicité du 3 janvier 2024 au 3 janvier 2044 : 4,15 %

Soulte de rupture : une soulte de rupture des conditions financières sera due par le client dans un certain nombre de cas et selon des modalités précises, ceux-ci étant définis dans la proposition commerciale transmise dans la proposition commerciale transmise dans le cadre de la présente consultation.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve la souscription de cet emprunt dans les conditions définies ci-dessus,

Autorise le Président à signer tout document y afférent,

Précise que la recette correspondante sera inscrite au budget principal 2023 à l'article 1641 des recettes d'investissement et que les annuités d'emprunt seront inscrites à compter de l'exercice budgétaire 2024 à l'article 1641 des dépenses d'investissement pour le capital et à l'article 66 111 pour les intérêts.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,
Le Président

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AYGUES OUVÈZE EN PROVENCE

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 08/12/2023
Et publié
Le : 08/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_116-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-116**
**Acquisition d'une parcelle à Uchaux pour l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux pluviales / AUTORISATION DE SIGNATURE DU COMPROMIS DE VENTE**

**Rapporteur** : Mme Isabelle DALADIER-MARTIN

Le rapporteur expose :

La Communauté des communes envisage d'aménager un bassin de stockage des eaux pluviales à Uchaux, quartier l'Etang de Massillan, sur une surface d'environ sept hectares.

La parcelle en question se trouve en amont du Château de Massillan, à la confluence de plusieurs mayres prenant leur source dans les montagnes de Mondragon et de Rochegude.

La création d'un bassin de rétention sur ce site permettrait de protéger tout le secteur de Massillan et limiterait les apports d'eaux de ruissellement dans le Rieu Foyro.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_116-DE

**Délibération n°2023-116 Acquisition d'une parcelle à Uchaux pour l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux pluviales / AUTORISATION DE SIGNATURE DU COMPROMIS DE VENTE**

Des pourparlers ont été engagés avec le propriétaire et un accord a pu être trouvé sur le prix de cession de cette parcelle.

La Communauté de communes se porterait ainsi acquéreur de la parcelle section AB n°100, d'une superficie totale de 73 574 m². Quant au propriétaire, M. André FAURE, il s'est dit prêt à céder sa parcelle pour un prix de 100 000 €.

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver l'acquisition de cette parcelle au prix convenu et à autoriser le Président à signer le compromis de vente, ainsi que l'acte de vente définitif, étant précisé que les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve l'acquisition de la parcelle située quartier l'Etang de Massillan à Uchaux, référencée au Cadastre section AB n°100, d'une superficie totale de 73 574 m², cédée au prix de 100 000 €, en vue de l'aménagement d'un bassin de stockage des eaux pluviales,

Précise que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2024, à l'article 2111 des dépenses d'investissement,

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président

Julien MERLE

Le Président,

**Julien MERLE**

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_117-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE[illegible]**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-117**
**Rapport d'activité 2022 du Syndicat mixte de l'Ouvèze provençale / APPROBATION**

**Rapporteur** : Mme Isabelle DALADIER

Le rapporteur expose :

Le rapport d'activité 2022 du Syndicat mixte de l'Ouvèze provençale est destiné à l'information des élus et du public. Il retrace l'ensemble des actions et décisions prises au cours de l'année par le Syndicat mixte de l'Ouvèze provençale.

L'année 2022 a été marquée par :

- L'étude d'autorisation du système d'endiguement (classe B) entre Violès et Bédarrides,
- La mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'Ouvèze provençale, avec notamment la réalisation de l'étude qui a pour but de préciser le fonctionnement hydromorphologique de l'Ouvèze (étude topographique et ortho-photographique),

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_117-DE

**Délibération n°2023-117 Rapport d'activité 2022 du Syndicat mixte de l'Ouvèze provençale / APPROBATION**

- Les travaux de confortement de la digue au niveau de Bédarrides,
- L'implantation de repères de crue à Vaison-la-Romaine, Bédarrides, Courthézon et Violès,
- L'implantation de sept stations de surveillance réparties depuis Buis-les-Baronnies jusqu'à Bédarrides,
- La réalisation d'une étude d'opportunité d'implantation de pièges à embâcles,
- La réalisation d'une étude stratégique sur la question de la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations,
- La signature d'un avenant au Contrat de rivière de l'Ouvèze provençale,
- Des opérations d'entretien et de restauration.

Le conseil communautaire est appelé à approuver le rapport d'activité 2022 du Syndicat mixte de l'Ouvèze provençale, joint en annexe.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve le rapport d'activité 2022 du Syndicat mixte de l'Ouvèze provençale, joint en annexe,

Précise qu'après son adoption, ce rapport sera consultable au siège de la Communauté et sur le site Internet de la Communauté de communes et du Syndicat mixte de l'Ouvèze provençale.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Le Président

Julien MERLE

**Julien MERLE**

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

SYNDICAT MIXTE

# OUVEZE PROVENCALE



# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

syndicat mixte
OUVEZE
PROVENÇALE

# L'OUVEZE PROVENCALE




## 7 collectivités membres

Sorgues du Comtat

PAYS D'ORANGE EN PROVENCE

CoVe ventoux

Communauté de communes Aygues Ouvèze EN PROVENCE

Vaison Ventoux COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Baronnies en drôme provençale

CCVS

# ÉDITORIAL

## CONTRAT DE RIVIERE & TERRE DE CONSTRASTES



Sur le bassin versant de l'Ouvèze, l'année 2022 aura été marquée par la signature de l'avenant au Contrat de Rivière. Cette signature qui prolonge la durée de vie de ce Contrat jusqu'en 2024, nous engage à agir pour notre patrimoine commun : l'eau.
Ainsi, plus de 24 millions d'euros seront investis sur notre vallée de 2022 à 2024, dont plus de 7 millions d'euros provenant des contributions directes de nos partenaires financiers. Qu'ils soient ici chaleureusement remerciés pour la confiance qu'ils témoignent aux projets portés par le Syndicat Mixte de l'Ouvèze  Provençale et notre territoire.

Cette bonne nouvelle contraste sévèrement avec la sécheresse inédite que nous avons vécu. Cet avenant au Contrat de Rivière nous engage car l'eau est un enjeu majeur pour le devenir de notre région. Dans un contexte de changement climatique où les pressions exercées sur la ressource en eau et les milieux aquatiques sont de plus en plus exarcerbées, où la fréquence et l'intensité des épisodes de fortes précipitations laissent augurer une accélération du risque inondation sur notre Provence déjà sensible, grand et petit cycles de l'eau s'en trouvent nécessairement pertubés.

Face à ce saisissant contraste, entre le « trop peu » et le « trop » d'eau, le Contrat de rivière de l'Ouvèze provençale permet d'apporter des réponses aux préoccupations immédiates. Et c'est tous ensemble que nous réussirons à relever les défis qui nous attendent encore.

**Jean-François PÉRILHOU**
Président du Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale

# SOMMAIRE




PROTÉGER LES POPULATIONS P.8

PRÉVENIR LES INONDATIONS P.13





GÉRER ET ENTRETENIR NOS COURS D'EAU P.18

PRÉSERVER ET VALORISER NOS ZONES HUMIDES P.24





**MENTIONS LÉGALES**

Tous droits réservés, © Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale
300 avenue des princes d'Orange 84340 ENTRECHAUX



**Direction de la publication :** Jean-François PERILHOU

**Directeur de la rédaction :** Audrey CECCALDI

**Comité de rédaction :** Audrey Ceccaldi, Clémence Bertrand-Mendez, Laurent Guerry, Audrey Scialacqua, Lucas Brout.

**Crédits photos :** SMOP // Adobe Stock et Adobe Firefly-
Diffusion par voie numérique, septembre 2023

syndicat mixte
OUVEZE PROVENÇALE

# LE SYNDICAT

## UNE STRUCTURE DE BASSIN VERSANT AU SERVICE DU TERRITOIRE

Suite à l'inondation de 1992, un premier Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale a vu le jour en avril 2000 afin de regrouper l'ensemble des collectivités du bassin de l'Ouvèze, réparties entre la Drôme provençale et le Haut-Vaucluse.

Après la fusion avec le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin de l'Ouvèze (SIABO) en 2011, la nécessité d'intervenir de manière cohérente à l'échelle du bassin versant hydrographique s'est imposée, engageant les acteurs de notre territoire à considérer que la prévention des inondations devait s'intégrer dans une logique globale de gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques.



**AUDREY CECCALDI**
**Directrice**

*Audrey a rejoint le syndicat en décembre 2020 afin d'assurer les missions de direction du SMOP. Elle assure également la coordination d'ensemble des agents, l'animation du Contrat de Rivière de l'Ouvèze et le co-pilotage du Plan de Gestion de la Ressource en eau.*

# LE SYNDICAT

## À TRAVERS SES MISSIONS ET COMPÉTENCES

Depuis 2019, les missions se sont étoffées et le Syndicat bénéficie des compétences «GEMAPI» transférées par ses membres.

**NOS MISSIONS :**

- Aménagement du bassin versant
- Entretien et aménagement des cours d'eau
- Défense contre les inondations
- Restauration des milieux aquatiques et zones humides
- Dispositifs de surveillance
- Animation et concertation autour de la prévention des inondations et protection de la ressource

## LE SMOP ANIME DES PROGRAMMES ET DES PLANS

**> LE CONTRAT DE RIVIERE DE L'OUVEZE**

**> LE PROGRAMME D'ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI) DE L'OUVEZE**

**> LE PLAN DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU (co-pilotage avec les services de l'Etat)**

# LES FINANCEURS

En 2022, les partenaires financiers ont accompagné les actions à hauteur de 420 123,84 €, à la fois sur l'investissement et le fonctionnement de la structure.

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
Liberté Égalité Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
établissement public de l'État

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

La Région Auvergne-Rhône-Alpes

Département de VAUCLUSE

- LA DRÔME -

# LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2022

## JANVIER

- Réunion publique à Courthézon : entretien des cours d'eau
- COTECH Contrat de Rivière
- Réunion annuelle SMOP - CC Ventoux-Sud
- Comité Syndical

## FÉVRIER

- Formation SST pour tous les agents du SMOP
- COTECH PAPI
- Réunion annuelle SMOP - CC Baronnies en Drôme Provençale
- Réunion annuelle SMOP - CA Sorgues du Comtat
- Comité de Rivière
- Réunion annuelle SMOP - CC Vaison-Ventoux

## MARS

- Réunion annuelle SMOP - CC Aygues Ouvèze Provence
- Réunion annuelle SMOP - POP
- COPIL Système d'endiguement de classe B
- Réunion annuelle SMOP - COVE
- COPIL étude PPRE
- COPIL érosion berges Mollans et Savoillan
- Comité Syndical
- Comité de rivière

## AVRIL

- Comité sécheresse
- Réunion publique - entretien des cours d'eau à Courthézon

## MAI

- MISEN Drôme : présentation de l'avenant au Contrat de Rivière
- Comité Syndical
- MISEN Vaucluse : présentation de l'avenant au Contrat de Rivière
- COTECH étude hydromorphologie

## JUIN

- Emménagement dans les nouveaux locaux du SMOP
- Comité Syndical
- 2ème COTECH étude hydromorphologie
- Colloque de l'Association Nationale des Elus de Bassin (ANEB) et Prévirisq à Le-Grand-Bornand (74)

## JUILLET

- COPIL étude d'opportunité des pièges à embâcles
- **Signature de l'avenant au Contrat de Rivière à Vaison-la-Romaine**

## SEPTEMBRE

- COPIL étude du bassin de la Seille
- Lancement de la campagne départementale pluie-inondation à Vaison-la-Romaine
- Inaugurations de repères de crues (Vaison-la-Romaine, Bédarrides, Courthézon)
- COPIL PAPI
- COPIL étude de vulnérabilité
- Travaux de protection en enrochement sur les quais de Bédarrides

## OCTOBRE

- Inauguration repère de crue (Violès)
- Réunion riverains de cours d'eau (Courthézon)
- Réunion SDIS 84 - SMOP
- Exercice ORSEC inondation 84

## NOVEMBRE

- Comité Syndical
- 2ème rencontre SCoT Rhône Provence Baronnies

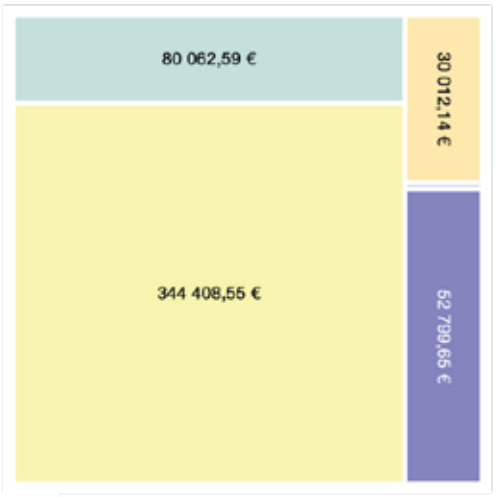
## DÉCEMBRE

- 2ème Comité de projet « Petite Ville de Demain » des Baronnies (Nyons et Buis-les-Baronnies)

# LES ÉLÉMENTS FINANCIERS

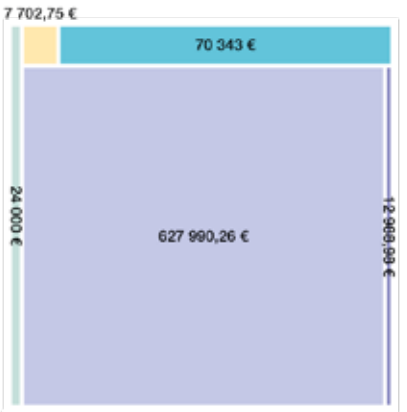
## FONCTIONNEMENT

### DÉPENSES :



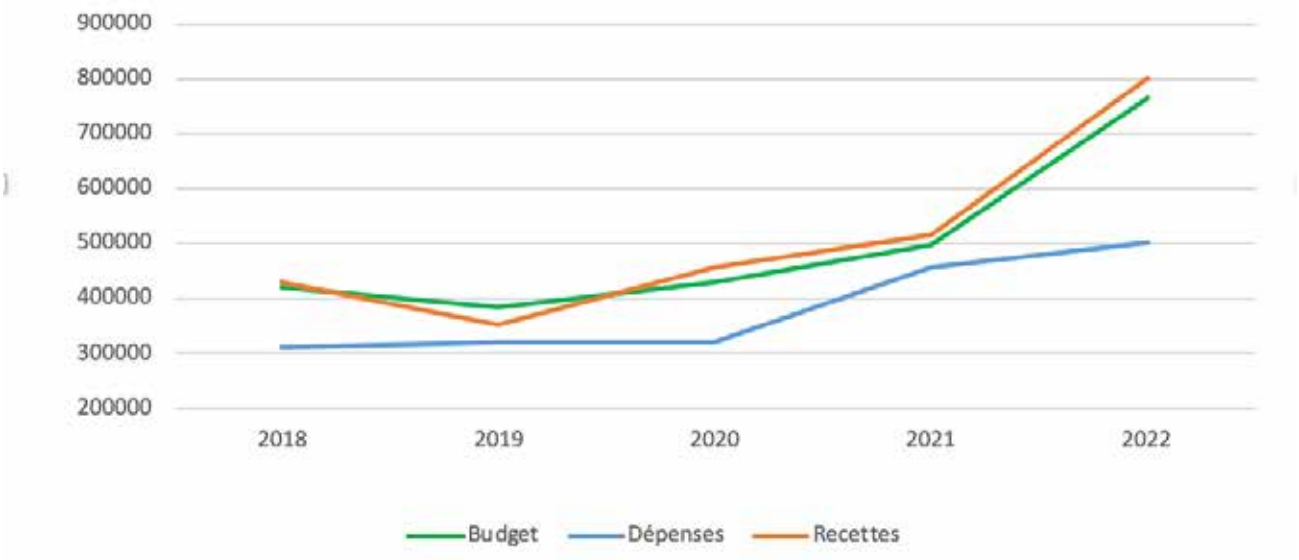

- Chapitre 011 — Charges à caractère général
- Chapitre 012 — Charges de personnel
- Chapitre 65 — Autres charges de gestion courante
- Chapitre 66 — Charges financières
- Chapitre 042 — Dotations aux amortissements et provisions

### RECETTES :



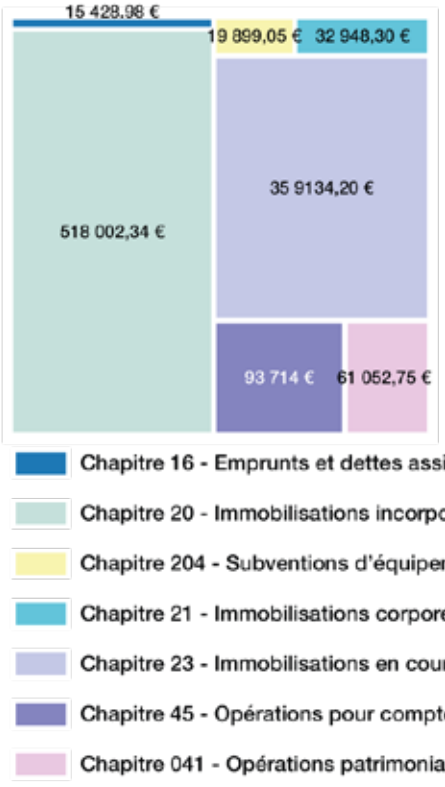

- État (emplois aidés / financement PAPI)
- Région
- Départements
- Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse
- EPCI-FP
- Autres (remboursement sur rémunération du personnel, revenu des immeubles et produits exceptionnels)

### EVOLUTION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT ENTRE 2018 ET 2022

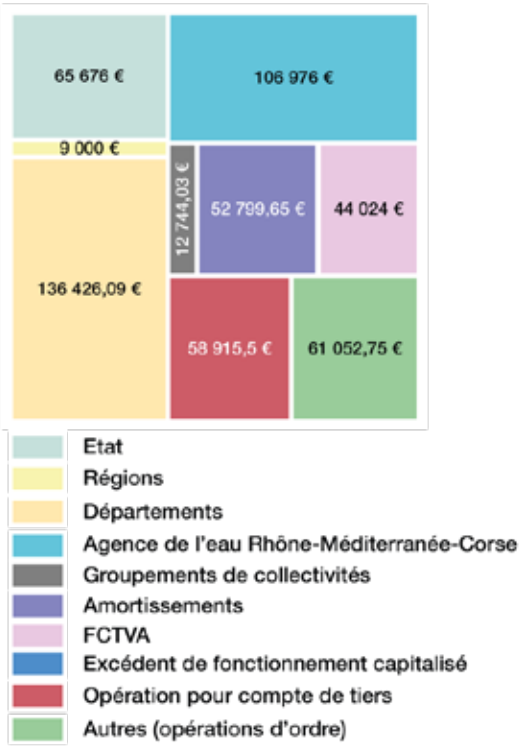


# INVESTISSEMENT

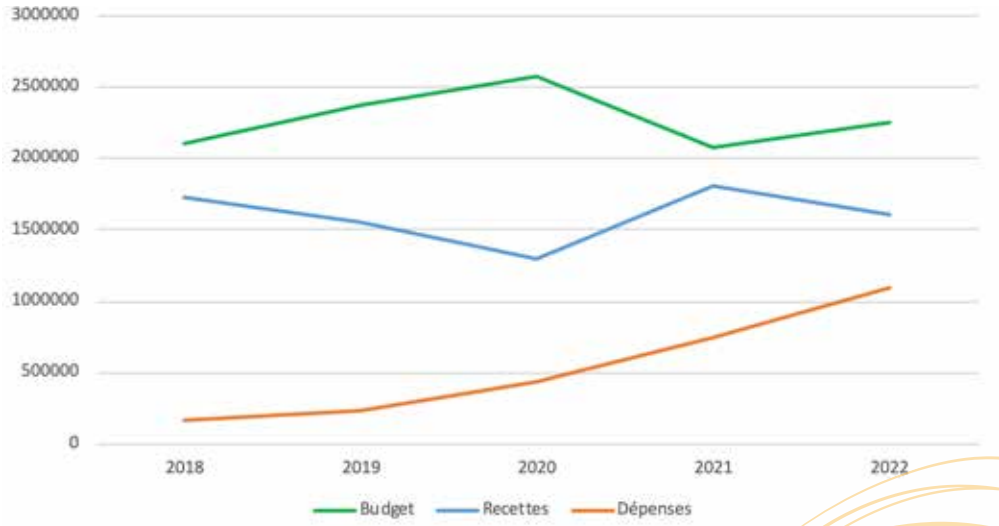
## DÉPENSES :




## RECETTES :




## EVOLUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT ENTRE 2018 ET 2022




## AUDREY SCIALACQUA

### assistante administrative et comptable



*Audrey a rejoint le SMOP en avril 2021 pour s'occuper notamment des missions administratives et de la comptabilité du syndicat. A cet effet, elle gère également les ressources humaines et suit les demandes de financements auprès de nos différents partenaires.*

# PROTÉGER LES POPULATIONS



Depuis les lois MAPTAM de 2014 et NOTR(e) de 2015, des missions de surveillance et d'entretien des digues ont été instaurées par le législateur. Elles sont devenues une compétence intercommunale, qui a été transférée en juillet 2019 au Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale.

Cet héritage hydraulique construit dans le but de protéger les populations contre les colères de l'Ouvèze nécessite un entretien dans les règles de l'art. Parce qu'on ne gère pas une digue comme on entretient une berge, il appartient dorénavant au Syndicat de porter les études réglementaires de définition des systèmes d'endiguement et d'initier les opérations d'entretien et de surveillance de ces ouvrages.

**Notre ambition commune et partagée : entretenir et surveiller les systèmes d'endiguement afin de protéger les populations contre les crues fréquentes.**

# DOSSIER D'AUTORISATION

## DU SYSTÈME D'ENDIGUEMENT DE CLASSE B

**Ouvrage de protection contre les inondations, la digue est localisée en bordure plus ou moins immédiate d'un cours d'eau. L'ouvrage protège jusqu'à un certain niveau de crue appelé « niveau de protection » des secteurs habités appelés « zone protégée ».**

En septembre 2009, les services de l'Etat (DDT) ont réalisé et diffusé un recensement et un classement des digues dans le département de Vaucluse.



Sur le bassin de l'Ouvèze, de Violès à Bédarrides, en rives droite et gauche du cours d'eau, plusieurs ouvrages ont été classés « digues de classe B ».

Faisant suite à la mise en oeuvre de diverses réglementations (loi MAPTAM, décret « digues ») et au déploiement de la gouvernance de la compétence GEMAPI sur le bassin de l'Ouvèze, la gestion des ouvrages classés entre sous la responsabilité du Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale en juillet 2019.

L'ensemble des ouvrages doit être autorisé comme « système d'endiguement », actant leur rôle dans la protection des personnes et des biens.

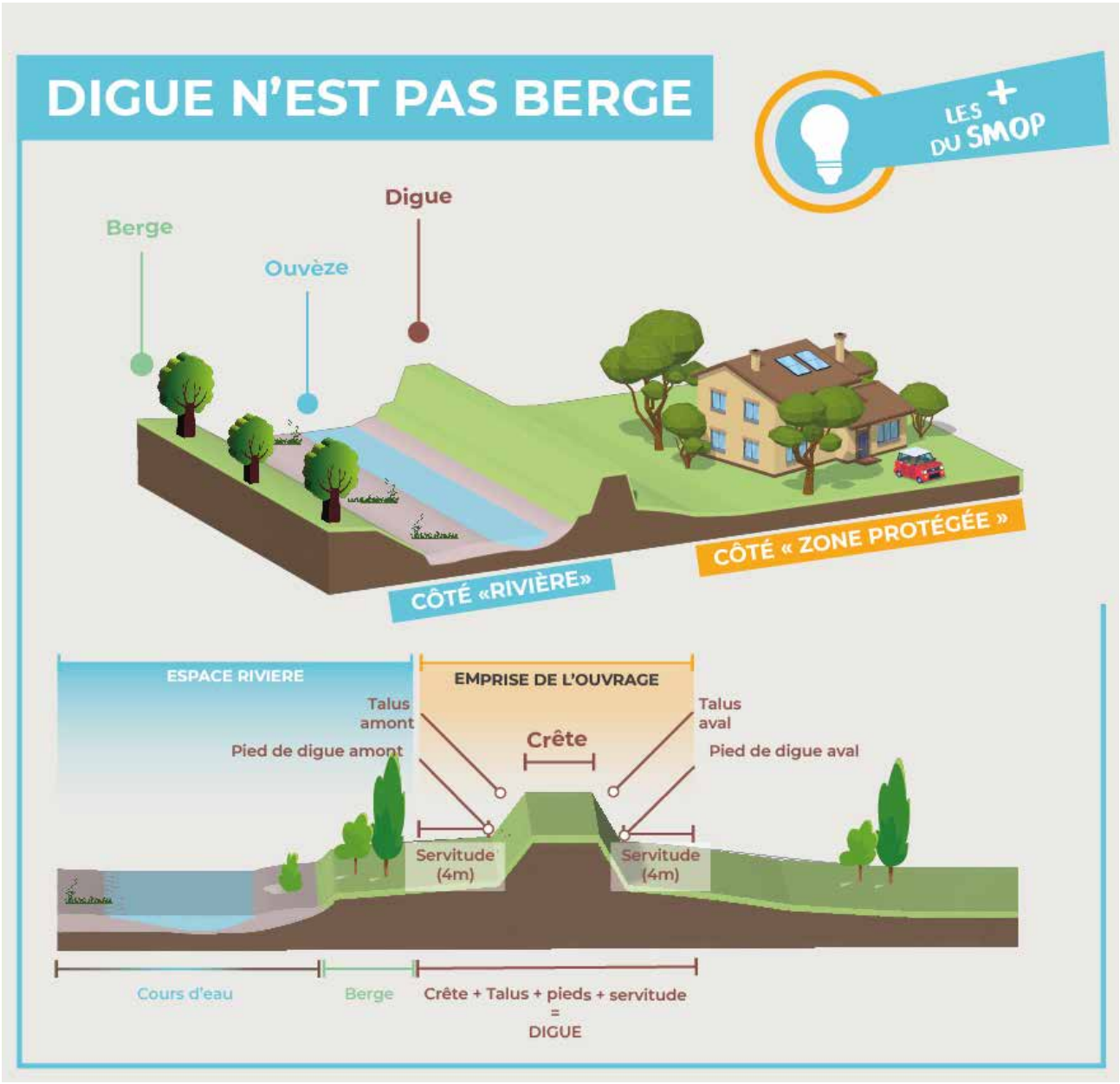
Dès 2021, le SMOP engage un processus complexe d'investigations visant le dépôt d'un dossier d'autorisation complémentaire du système d'endiguement de classe B, de Violès à Bédarrides en rives droite et gauche.

Le 13 juin 2023, les études aboutissent à la signature d'un arrêté préfectoral complémentaire autorisant le système d'endiguement de Violès à Bédarrides protégeant les communes de Violès, de Jonquières, de Courthézon et de Bédarrides et de Sarrians. Cet arrêté est disponible en téléchargement sur le site internet du Syndicat.

**Arrêté préfectoral complémentaire autorisant le système d'endiguement de classe B de Violès à Bédarrides protégeant les communes de Violès, Bédarrides et Sarrians contre les crues de l'Ouvèze**



# SYSTÈME D'ENDIGUEMENT

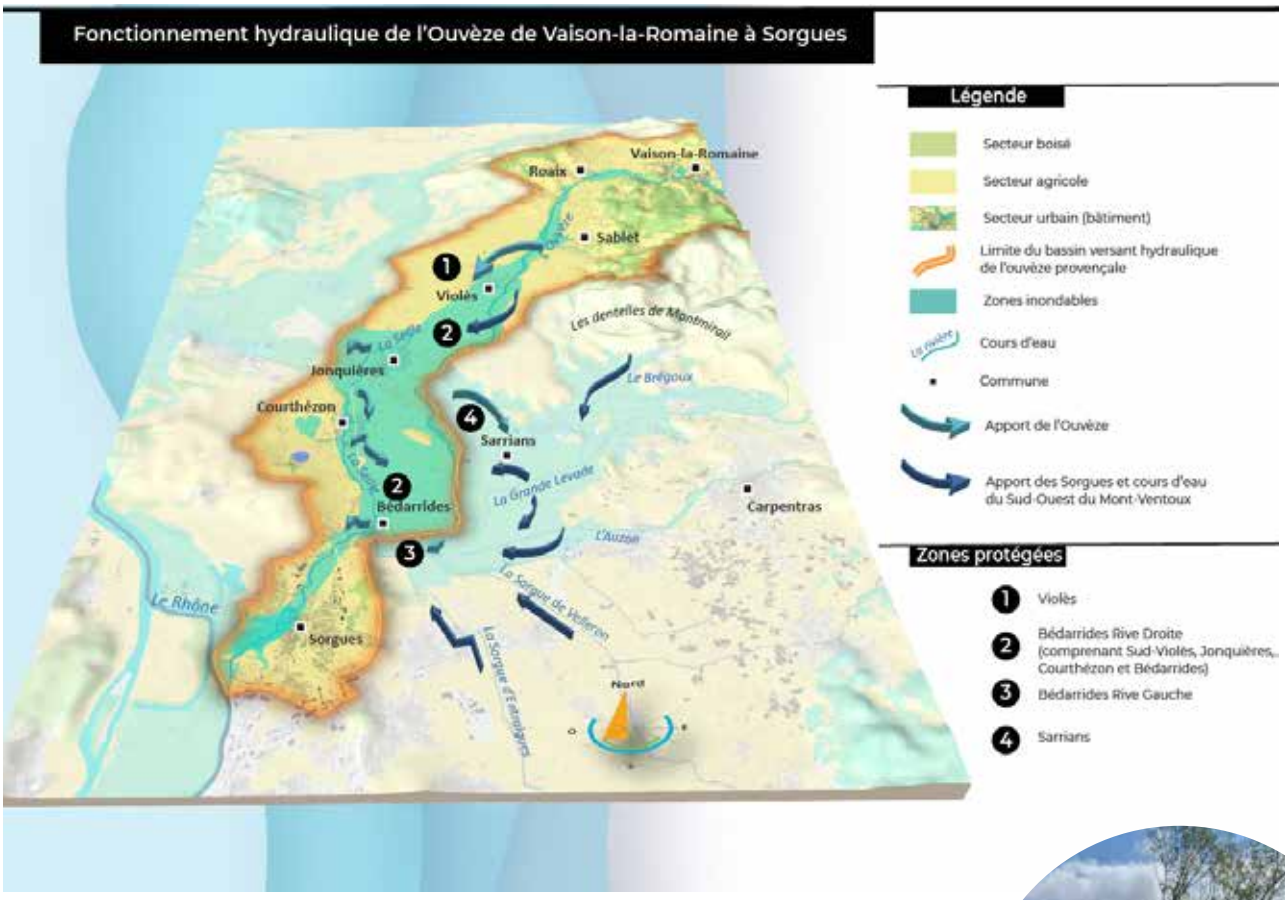





## CLÉMENCE MENDEZ

### ingénieur hydraulique en charge des systèmes d'endiguement

*Arrivée en septembre 2019, Clémence a été recrutée pour piloter les différentes études d'autorisation des systèmes d'endiguement. Ses années passées en bureaux d'études apportent ainsi au Syndicat une expertise précieuse dans les domaines de l'hydraulique ainsi que dans la maîtrise d'oeuvre de travaux (berges, digues...).*




## DÉBARDAGE À CHEVAL SUR LA DIGUE DE VIOLÈS



En septembre 2022, le Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale a réalisé un entretien de la digue sur le secteur de Violès. Pour l'occasion,le Syndicat a fait appel à des techniques de déébardages à chevale afin de ne pas endommager l'ouvrage de protection.

## A RETENIR

**1.** Le système d'endiguement de classe B de l'Ouvèze est associé à 4 zones protégées :
- Violès;
- Bédarrides rive droite;
- Bédarrides rive gauche;
- Sarrians.

**2.** La population maximale combinée des quatre zones protégées est de 4 755 personnes.

3. Les digues situées sur les parcelles communales sont mises à disposition du SMOP,

**4.** Les digues traversent plus de 600 propriétés privées :
- Une convention a été adressée à l'ensemble des propriétaires riverains identifiés sur base cadastrale en 2021,
- Une Servitude d'Utilité Publique est en cours d'instruction, visant l'entretien et l'accès du SMOP aux ouvrages de façon pérenne.

**5.** Les ouvrages qui composent le système d'endiguement sont classés « sensibles » au sens de la règlementation « anti-endommagement ». Ils sont donc déclarés au guichet unique dédié et tout projet de travaux autre que du débroussaillage doit faire l'objet de déclaration de travaux (DT-DICT).

**6.** Le SMOP surveille les ouvrages hors crue et en crue. Les agents parcourent les ouvrages en visite de surveillance périodique. En crue, le risque d'atteinte du niveau de protection est évalué grâce aux stations de mesure de l'Ouvèze situées à Violès et Bédarrides. Des agents sont dépêchés sur site pour évaluer le comportement des ouvrages.

**7.** Le SMOP est responsable de l'entretien et du maintien du niveau de protection des ouvrages qui composent le système d'endiguement. La notion d'entretien est vaste :
- Administrative : réalisation des études de danger, visite techniques approfondies, rapports de surveillance… dans le respect du calendrier règlementaire;
- Entretien de la végétation : mise en œuvre du plan de gestion de la végétation (débroussaillage, abattages);
- Travaux d'entretien courant : reprise de maçonneries;
- Travaux plus urgents : reprise localisée du corps de digue suite à constat de désordres (terriers d'animaux, arbres dangereux, érosion,brêches…).

# CONFORTEMENT

## DE PIED DE DIGUE À BÉDARRIDES - PARTIE 2

**La surveillance des ouvrages de protection réalisée par les agents du SMOP a permis de constater en mars 2021 la formation d'une érosion de berge constituant le pied du mur-digue de classe B localisé au niveau du quai de l'Ouvèze à Bédarrides.**

Après une première phase de travaux de sécurisation menée en urgence en décembre 2021, la mise en œuvre définitive de l'enrochement préconisé par le cabinet Suez Consulting a été réalisée en septembre 2022 par l'entreprise RMB.

**Rappel des objectifs de l'opération :**

- La protection des fondations et du mur-digue à moins d'1 mètre à l'arrière de cette érosion de berge ;
- La mise en sécurité des personnes habitant en centre-ville de Bédarrides derrière la digue. En effet, l'érosion de berge se situe en plein cœur du village, où la concentration de population est la plus importante.



CONSTAT MARS 2021

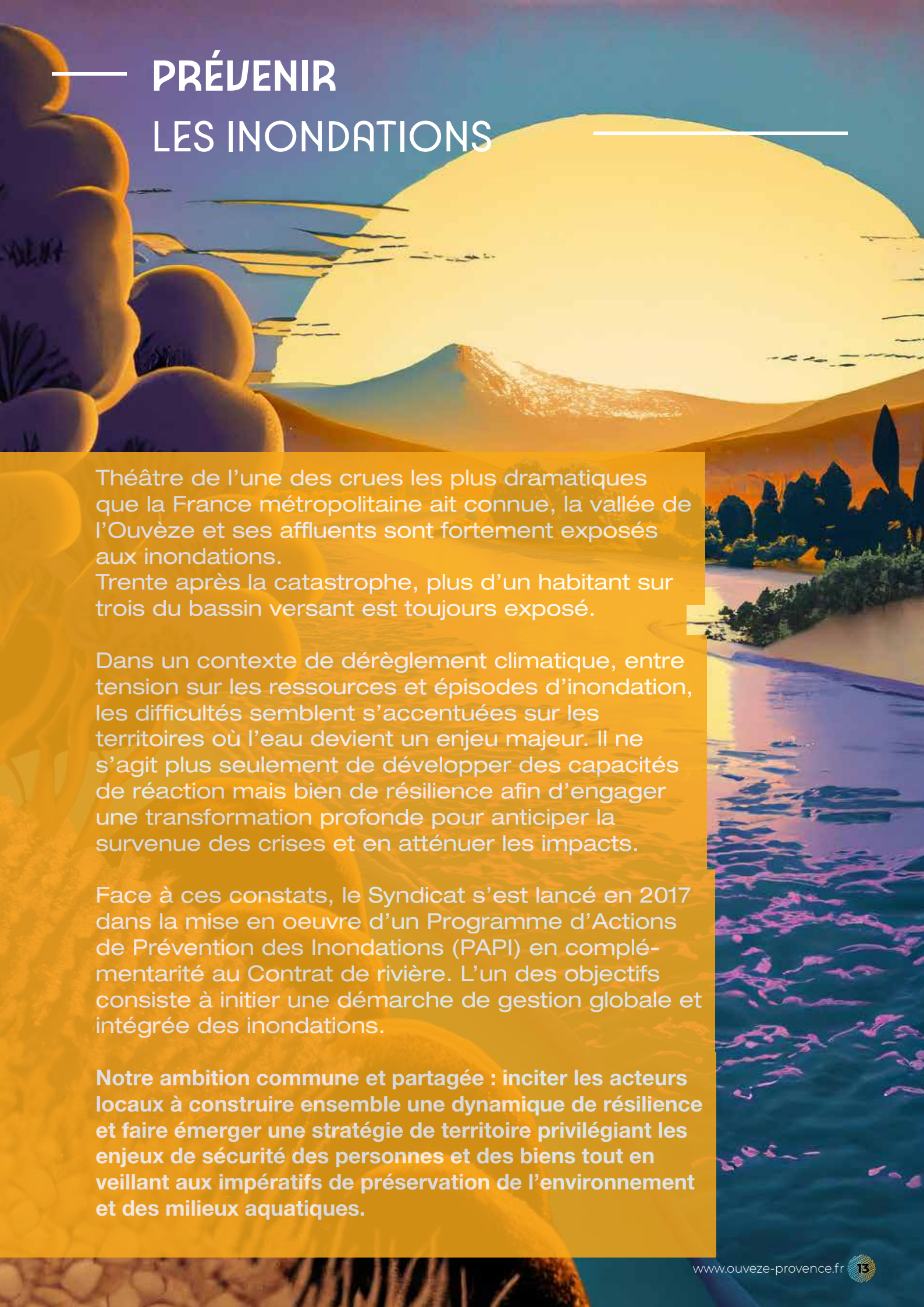


TRAVAUX 1ère PHASE



TRAVAUX 2ème PHASE

# PRÉVENIR
# LES INONDATIONS



Théâtre de l'une des crues les plus dramatiques que la France métropolitaine ait connue, la vallée de l'Ouvèze et ses affluents sont fortement exposés aux inondations.
Trente après la catastrophe, plus d'un habitant sur trois du bassin versant est toujours exposé.

Dans un contexte de dérèglement climatique, entre tension sur les ressources et épisodes d'inondation, les difficultés semblent s'accentuées sur les territoires où l'eau devient un enjeu majeur. Il ne s'agit plus seulement de développer des capacités de réaction mais bien de résilience afin d'engager une transformation profonde pour anticiper la survenue des crises et en atténuer les impacts.

Face à ces constats, le Syndicat s'est lancé en 2017 dans la mise en oeuvre d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) en complémentarité au Contrat de rivière. L'un des objectifs consiste à initier une démarche de gestion globale et intégrée des inondations.

**Notre ambition commune et partagée : inciter les acteurs locaux à construire ensemble une dynamique de résilience et faire émerger une stratégie de territoire privilégiant les enjeux de sécurité des personnes et des biens tout en veillant aux impératifs de préservation de l'environnement et des milieux aquatiques.**

# IMPLANTATION

## DES REPÈRES DE CRUE

## LES 1ERS REPÈRES DE CRUES INAUGURÉS

**Le Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale a initié une démarche afin d'investiguer, de consolider et de pérenniser la mémoire des inondations passées sur le bassin de l'Ouvèze provençale. Cette étude a été menée entre 2020 et 2021.**

**En 2022, les premiers repères de crues ont été installés et inaugurés à Vaison-la-Romaine, Bédarrides, Courthézon et Violès.**



Inauguration par Violaine Démaret, préfète de Vaucluse et Jean-François Périlhou du 1er repère de crue «SMOP» à l'occasion du lancement de la campagne départementale pluie intense et inondation à Vaison-la-Romaine, le 19 septembre 2022

Prévue au Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de l'Ouvèze, le Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale a initié en 2020 une étude dans le but de répertorier et d'investiguer les différentes marques laissées suite aux crues passées de l'Ouvèze et de ces affluents. Sur les 600 marques de crues recensées sur le bassin, le SMOP en a diagnostiqué plus d'une centaine dans le détail.

L'objectif affiché est de :

- Accompagner les communes dans leur obligation réglementaire de pose et de restauration des repères de crues ;
- Consolider la connaissance des inondations passées sur le bassin versant de l'Ouvèze provençale en disposant de données vérifiées ;
- Et d'acculturer les populations à la prévention des inondations et à la culture de la résilience en pérennisant et en rendant visible la mémoire des inondations sur le bassin versant de l'Ouvèze provençale, par l'implantation de repères de crues.

Sur la base de cette étude, une vingtaine de repères de crues vont progressivement être installés sur le bassin versant de l'Ouvèze, de Buis-les-Baronnies à Sorgues.



**LAURENT GUERRY**

**ingénieur d'études et de projet prévention des inondations**

*Laurent a été recruté en décembre 2019 pour piloter et animer le Programme d'Actions de Prévention des Inondations de l'Ouvèze provençale. Fort de ses expériences passées au service d'une dizaine de collectivités dans la prévention des inondations et la planification de crise, il a pour mission de mettre notamment en oeuvre les actions dédiées à la culture du risque, l'intégration des risques dans l'aménagement des territoires et la réduction de la vulnérabilité. Par son appétence pour le sujet, il s'affaire également à la communication du Syndicat.*

# COMMENT GÉRER LES EMBÂCLES DE L'OUVÈZE ?

## UNE ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ D'IMPLANTATION DE PIÈGES À EMBÂCLES



**Accumulation naturelle de bois et de matériaux flottants déposés lors d'une crue, les embâcles peuvent obstruer partiellement ou intégralement les flots d'un cours d'eau. Au-delà de la rehausse attendue sur la ligne d'eau qui peut générer des inondations soudaines en cas de rupture, les embâcles créent des dommages sur les ouvrages d'art, jusqu'à les déstabiliser voire les détruire, comme ce fut le cas en 1992 sur la passerelle de Vaison-la-Romaine ou le pont de Roaix. Au regard des caractéristiques de notre bassin versant, le risque d'embâcles constitue une menace réelle et s'inscrit comme une priorité de l'action du Syndicat déclinée notamment dans les opérations d'entretien des cours d'eau et des berges.**

Alors que de plus en plus de systèmes de captation des bois flottants voient le jour sur les bassins français et européens, le Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale a commandé une étude afin de juger de l'opportunité et de l'efficacité d'implanter un dispositif similaire sur l'Ouvèze.

En pratique, un piège à embâcle ressemble à une sorte de peigne avec des pieux en métal dressés vers le ciel et implantés perpendiculairement sur tout ou partie du lit de la rivière, sur des secteurs à faible enjeux et en amont des zones à protéger.

Lancée en 2021 et confiée au bureau d'études BRLi, les conclusions de cette étude ont été rendues en juillet 2022 à l'occasion du dernier Comité de Pilotage. En l'état, sur les trois secteurs d'études, deux apparaissent comme peu opportun voire contre-productif pour l'implantation de pièges à embâcles (amont de Bédarrides et amont de Vaison-la-Romaine). Quant au dernier tronçon, l'étude fait apparaître la faible quantité de bois qui serait capter au regard des enjeux et des caractéristiques de la zone (secteur Pierrelongue / Mollans-sur-Ouvèze).

***Qu'est-ce qu'un PAPI ?***

*Acronyme de Programme d'Actions de Prévention des Inondations, le PAPI est un appel à projet lancé en 2002 par le Ministère de l'Environnement dans le but de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondations. La démarche est garantie par la déclinaison d'actions sur 7 axes thématiques : la connaissance et la culture du risque, la prévision et la surveillance, l'alerte et la gestion de crise, la prise en compte du risque dans l'aménagement du territoire, la réduction de la vulnérabilité, le ralentissement des écoulements et la gestion des ouvrages de protection hydraulique.*
*Dans les faits, le PAPI se veut un outil de programmation (stratégie déclinée en actions) et financier puisqu'il permet l'accès aux financements via le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (Fonds dit «Barnier»).*

# RÉDUIRE LA VULNERABILITE

## DES ENJEUX EXPOSÉS AUX INONDATIONS

## UN IMPÉRATIF POUR LA SECURITÉ ET LA RÉSILIENCE DE NOTRE VALLÉE



**Parce qu'une démarche de prévention des inondations ne saurait se réduire à sa seule faculté à se protéger des crues, il importe également d'agir sur l'aspect vulnérabilité de nos territoire. Ainsi, agir sur la vulnérabilité, c'est agir de manière globale, intégrée, collective et transversale sur l'ensemble des dimensions inhérentes à la prévention des inondations. Si la réduction de la vulnérabillité ne fait l'objet d'aucune compétence particulière, elle repose néanmoins sur une responsabilité partagée qui ne peut être dissociée des compétences et missions réglementaires concourant à la prévention des inondations : information préventive, aménagement du territoire, gestion de crise ou bien encore GEMAPI. C'est pourquoi, en 2022, le SMOP a initié une étude stratégique sur la question de la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations.**

Confiée au bureau d'études EGIS, cette étude vise à :
1/ identifier les enjeux exposés aux inondations et caractériser les dommages potentiels;
2/ dresser un état des lieux global de la vulnérabilité du bassin versant de l'Ouvèze provençale et de faire émerger les axes d'améliorations prioritaires;
3/ Elaborer un protocole de réduction de la vulnérabilité qui, à terme, devra se décliner sur le territoire, sous la forme de diagnostics de réduction de la vulnérabilité pour les enjeux exposés aux inondations, incluant les logements, les établissements publics, les activités économiques et les enjeux agricoles.
A son terme, cette étude doit permettre de :
- Faire prendre conscience aux acteurs du territoire de la dimension vulnérable du bassin;
- Gagner en pertinence, en efficience et en efficacité sur la planification et la gestion locale de la crise;
- Alméliorer à moyen terme la résilience de nos territoires;
- Et de disposer de données chiffrées et monétarisées pour estimer l'endommagement potentiel du territoire.

***Un exercice ORSEC inondation sur l'Ouvèze***

*30 ans après les inondations de 1992, le bassin versant de l'Ouvèze provençale a été choisi par la préfecture de Vaucluse pour tester son dispositif ORSEC inondation.*
*Cette simulation de grande ampleur a également permis de tester les Plans Communaux de Sauvegarde de Vaison-la-Romaine, Entrechaux, Saint-Marcellin-lès-Vaison, de Crestet et Malaucène.*
*Et pour la 1ère fois sur le département, le dispositif FR-ALERT a été déclenché générant automatiquement une alerte sur les téléphones portables des populations se trouvant à proximité du théâtre des opérations.*
*Superviseur et acteur, le SMOP s'est également prêté au jeu en se mettant en condition réelle de suivre une crue débordante, testant ainsi les prémices de son Système d'Avertissement Localisé aux Crues (SDAL).*

# VERS UN SYSTÈME D'AVERTISSEMENT LOCAL DE CRUES POUR AMÉLIORER LA PRÉVISION ET LE SUIVI DES PHÉNOMÈNES DE CRUES



**Assurée par l'Etat (en l'occurrence le Service de Prévision des Crues « Grand Delta», basé à Nîmes), la prévision des crues de l'Ouvèze s'effectue notamment grâce à l'implantation de sept stations de surveillance réparties depuis Buis-les-Baronnies jusqu'à Bédarrides, en passant par Malaucène (sur le Toulourenc), Entrechaux, Vaison-la-Romaine et Roaix.**

Face à la rapidité des phénomènes de crues et les enjeux exposés sur le territoire, le Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale entend compléter le dispositif existant, en cohérence et complémentarité avec les stations gérées par le Service de Prévision des Crues Grand Delta.

Il est alors question de mettre en place un Système d'Avertissement Local de crues en équipant le territoire avec de nouvelles stations de mesures, notamment sur les parties de l'Ouvèze peu surveillées et ses affluents : Ayguemarse et la Seille ou en lien avec les systèmes d'endiguement dans le secteur de Violès. L'objectif est de pouvoir donner aux décideurs locaux une information précise et de permettre d'anticiper au mieux les crues. Une étude d'avant-projet avait été diligentée en ce sens en 2012 ; étude qui a été mise à jour en 2022 pour tenir compte des avancées techniques et technologiques dans le domaine.

En prévision, de nouvelles stations, seront implantées en 2023, outil qui sera complété par un système d'astreinte mise en place par le SMOP afin de suivre au mieux l'évolution des épisodes de crues et d'avertir le plus en amont possible les communes du bassin.



# GÉRER ET ENTRETENIR NOS COURS D'EAU



Nous avons la conviction que nos rivières représentent une richesse fragile mais un atout précieux pour relever les défis de demain.

Parce que les solutions fondées sur la nature contribuent à accroître la capacité de résilience de notre territoire, à faire face aux effets induits par les changements climatiques, le Syndicat déploie une ingénierie hydraulique, forestière et environnementale qui concilie les enjeux de préservation de la biodiversité, des milieux aquatiques avec le souci constant de la sécurité des personnes et des biens.

**Notre ambition commune et partagée : poursuivre les opérations de gestion et d'entretien des rivières pour préserver au mieux notre patrimoine commun.**

# EROSION DE BERGE
## ET CHENAL SECONDAIRE À MOLLANS-SUR-OUVÈZE




**En 2020, le SMOP a été alerté par la commune de Mollans-sur-Ouvèze d'une problématique d'effondrement de berge de l'Ouvèze, menaçant un réseau d'alimentation en eau potable et autres enjeux collectifs (route communale).**

L'érosion est constatée sur une vingtaine de mètre linéaire de berges et sur une hauteur supérieure à 5 mètres. L'analyse des causes de l'érosion a permis de pointer la dynamique de fermeture du lit de l'Ouvèze, en raison de la présence d'un atterrissement en rive droite dirigeant l'écoulement vers la rive gauche fragilisée.

En réponse, le SMOP et la Commune ont mené deux actions :
- La conception d'un projet d'enrochement de berge par le cabinet CEREG;
- La réalisation de chenaux secondaires dans les atterrissements identifiés, visant à favoriser leur dispersion par les crues de l'Ouvèze.


Travaux juin 2022


Après la crue de décembre 2022

**Après la crue de juin 2023 >>**



La réalisation des travaux, suivie des crues de faible intensité de décembre 2022 et juin 2023 ont permis de remobiliser les matériaux compactés dans les atterrissements. La bande active de l'Ouvèze est réouverte et la pression érosive en rive gauche est amoindrie.

Ce type d'opération, fondée sur la dynamique fonctionnelle de l'Ouvèze, présente des avantages transversaux puisqu'outre l'impact sur la préservation des berges, l'amélioration de la mobilité sédimentaire est une composante à part entière de la qualité morphologique des cours d'eau.

Les travaux de confortement par enrochement sont en cours de programmation sous convention de mandat avec la commune de Mollans-Sur-Ouvèze.

## SERGE RIPERT
### agent technique secteur amont



*Depuis 2010, Serge arpente l'Ouvèze et ses affluents et apporte une connaissance précise du fonctionnement des cours d'eau. Depuis 2021, il est spécifiquement en charge du secteur amont du bassin, de Montauban-sur-l'Ouvèze à Entrechaux et s'occupe également du Toulourenc.*

## VALENTIN RICARD
### agent technique



*Valentin a intégré l'équipe du SMOP en 2017 et s'occupe du secteur aval de Vaison-la-Romain à Sorgues.*
*Il est également l'assistant de prévention du SMOP et met annuellement à jour le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels.*

# CRÉATION D'UN CHENAL
## SECONDAIRE À BÉDARRIDES



**Le SMOP a été alerté par la commune de Bédarrides d'une problématique de dépôt sédimentaire (atterrissement) occasionnant une obstruction partielle d'une arche du pont roman.**

En réponse, et après instruction d'un dossier au titre de la loi sur l'eau, le SMOP a procédé à l'ouverture d'un chenal d'écoulement permettant la remise en fonction de l'arche située en rive gauche du pont.



Après les travaux



Efficacité des travaux lors d'une crue



**LUCAS BROUT**
**technicien de rivière**

*Lucas a rejoint le SMOP en décembre 2021 et occupe le poste de technicien de rivière. A ce titre, il élabore le 3ème Plan Pluriannuel de Restauration et d'Entretien de l'Ouvèze et de ses affluents et assiste notre ingénieure hydraulique sur les systèmes d'endiguements.*

*Normand d'origine, ce grand amateur de faunes et de flores aquatiques a été séduit par les enjeux de l'Ouvèze où la gestion des cours d'eau rejoint celle de la prévention des inondations.*

# CRÉATION
## DE CHENAUX SECONDAIRE À SABLET

**L'étude hydromorphologique du bassin de l'Ouvèze portée par le SMOP démontre entre autres la présence un fort déficit sédimentaire, particulièrement marqué en aval de Sablet, et une contraction importante de la bande active (contraction de 30 à 90% de la bande active selon le secteur considéré).**







Atterrissement en 2023

La végétalisation progressive des atterrissements combinée à la faible fréquence de crues morphogènes constatée la dernière décennie contribuent au stockage des matériaux et à la contraction du lit mineur, provoquant une modification du style fluvial de l'Ouvèze.
Alerté par la Commune de Sablet sur une importante dynamique érosive située en amont du pont de la RD 977, le SMOP a confié au cabinet SCE la réalisation d'une étude de dimensionnement de chenaux de dynamisation sédimentaire de l'Ouvèze.
De façon similaire à la problématique de Mollans-sur-Ouvèze, la présence d'un atterrissement stabilisé en rive droite tend à favoriser le déplacement du cours d'eau vers une berge facilement érodable en rive gauche.

L'année 2022 fut consacrée à la préparation de ce dossier : étude, contacts avec des propriétaires, instruction en vue d'une réalisation en 2023.



# RESTAURATION

## DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE DE L'OUVÈZE À BUIS-LES-BARONNIES

**Dans le département de la Drôme, l'Ouvèze est classée prioritaire au titre de la restauration de la continuité écologique. Ainsi, sur ce tronçon, l'obligation implique le retour de la libre circulation des poissons et des sédiments.**



La commune de Buis-les-Baronnies est propriétaire de deux ouvrages hydrauliques devant être aménagés afin d'améliorer la continuité écologique du cours d'eau.

Le Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale et la commune de Buis-les-Baronnies ayant acté leur partenariat par la signature d'une convention, l'étude de définition a été confiée par le SMOP au cabinet CEREG avec le soutien financier de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et du Conseil départemental de la Drôme.

Suite au diagnostic, la réalisation d'une expertise géotechnique complémentaire au niveau du pont des Platanes a été commandée afin de préciser les scénarios d'aménagements jusqu'au stade avant-projet.

# ETUDE

## HYDRAULIQUE, HYDROMORPHOLOGIQUE ET DÉFINITION DE L'ESPACE DE BON FONCTIONNEMENT DE L'OUVÈZE

**Retrouvez toutes les vidéos avec le modèle hydraulique sur notre site internet :**

Cette étude phare à la fois du Contrat de rivière et du PAPI de l'Ouvèze provençale a été confiée au bureau d'étude SCE.
L'année 2022 a été consacrée à l'élaboration des phases diagnostic :

- Exploitation des levés topographiques aéroportés (LIDAR)
- Réalisation de levés terrestres complémentaires
- Réalisation d'un modèle hydraulique de l'Ouvèze de Buis-les-Baronnies à la confluence avec le Rhône. Ce modèle hydraulique a été exploité en simulation de 5 débits de crue de l'Ouvèze. Il permet de visualiser les emprises inondées, vitesses et hauteurs d'eau associées.
- Réalisation d'un diagnostic hydromorphologique de l'Ouvèze et de ses affluents. Chaque cours d'eau et tronçon de l'Ouvèze ont été analysés : points de force, de faiblesse, qualité des berges, connexion avec le milieu terrestre, évolution du profil… Cette phase a également permis d'élaborer une analyse de l'évolution historique du lit de l'Ouvèze.

Les ateliers de concertation pour la définition de l'espace de bon fonctionnement sont programmés en 2023 sur la base de ces données.

A retenir :

- Le modèle hydraulique a été exploité en format vidéo à visée pédagogique, disponible sur le site internet du SMOP et la chaine Youtube
- L'analyse de l'évolution historique de l'Ouvèze démontre une dynamique forte de fermeture de la bande active depuis 1950 : le cours d'eau à perdu 30% de largeur en moyenne et jusqu'à 90% sur certains tronçons.
- Certains tronçons de l'Ouvèze se sont profondément incisés (encaissés), induisant une perte de valeur écologique ET une perte de capacité d'expansion des crues
- Le stock de matériaux sédimentaires est souvent hors d'atteinte des crues de faible et moyenne intensités. Des travaux adaptés doivent être menés pour favoriser cette reprise de matériaux.

# PRÉSERVER ET VALORISER NOS ZONES HUMIDES



Le bassin de l'Ouvèze abrite une biodiversité remarquable mais fragile. A ce titre, la zone humide des Tords et Paluds située sur la commune de Courthézon fait l'objet d'une attention particulière et accrue depuis plusieurs années.

Ce site, en cours de réhabilitation depuis 2015, constitue l'une des plus vastes et des plus remarquables zones humides du département de Vaucluse.

**Notre ambition commune et partagée : préserver et valoriser cette zone humide par la maîtrise foncière et labeliser le site au titre des Espaces Naturels Sensibles de Vaucluse.**

# ZONE HUMIDE

## DES TORDS ET DES PALUDS À COURTHÉZON

Le secteur dit des « Paluds de Courthézon » est une zone humide de près de 130 hectares, située aux lieux-dits « Tords et Paluds » sur la commune de COURTHEZON (84). Identifié lors de l'Inventaire des zones humides de Vaucluse (CEN PACA, 2013) ce site compte parmi les plus vastes et les plus remarquables zones humides du département.
Localisée dans une cuvette traversée par 3 mayres (fortement rectifiées et incisées pour leur conférer une fonction de ressuyage/drainage), la zone humide des Paluds de Courthézon assure d'importantes fonctions hydrologiques, biogéo-chimiques et biologiques malgré les altérations profondes dont elle souffre encore.
Malgré l'intérêt de cette zone humide, les Paluds de Courthézon ne bénéficient actuellement d'aucun statut de protection.

Consciente des enjeux portés par la zone humide, la commune de Courthézon a identifié le site dans son PLU (2013) et exprimé son souhait de *« redonner pour partie, à la cuvette des Tords et Paluds, sa vocation naturelle en tant qu'espace de rétention et d'expansion des crues »*.
Le site est également identifié par le contrat de rivière « Ouvèze provençale », porté et animé par le Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale (SMOP).

Conscients des enjeux portés par cette zone humide, les partenaires locaux s'investissent à l'émergence d'un projet de préservation et de restauration de la zone humide : commune de Courthézon, le POP, le CEN PACA, Agence de l'eau, Conseil départemental, DDT, SMOP...
Saisissant l'opportunité de l'appel à projet « Conjuguer renaturation des rivières et lutte contre les inondations à l'heure de la GEMAPI » émis par l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse en 2015, la commune soumet un projet visant la restauration fonctionnelle des Paluds, un premier volet d'acquisitions foncières, et l'élaboration d'un premier plan de gestion pour cet espace.

Les études engagées en 2015 ont abouti en 2021 à l'élaboration d'un plan de gestion de la zone humide, incluant des actions d'animation, de restauration et de suivi naturaliste.

2022 constitue la première année de mise en oeuvre du plan de gestion de ce secteur avec la mise en place d'une stratégie et d'une animation foncière pour une maîtrise publique progressive du site. Une convention avec des éléveurs équins à notamment permis de garantir les usages agropastoraux particulièrement adaptés à la conservation des enjeux de biodiversité du site. En outre, les premiers inventaires sur l'entomofaune et l'avifaune nicheuse ont permis de fournir un état des lieux précis des espèces présentes sur le site, ce qui devra permettre d'orienter les futures actions.



# AVENANT AU CONTRAT DE RIVIÈRE DE L'OUVÈZE PROVENÇALE



# 15 MILLIONS D'EUROS

## POUR FINANCER LES ENJEUX LIÉS À L'EAU ET AUX MILIEUX AQUATIQUES JUSQU'EN 2024

**Le 8 juillet 2022 à Vaison-la-Romaine, un avenant au Contrat de rivière de l'Ouvèze provençale a été signé entre les partenaires financiers, l'Etat et une vingtaine de porteurs de projets locaux. Portée par le Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale, la démarche doit permettre d'ici à 2024 d'engager 58 opérations contribuant à améliorer la qualité des eaux, à préserver et à restaurer les milieux aquatiques, à prévenir les inondations et à gérer collectivement la ressource en eau.**

L'avenant au Contrat a été signé en présence de Didier François et Philippe Nucho, respectivement Sous-Préfets de Carpentras et de Nyons, d'Annick Mièvre, Directrice de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, de Bénédicte Martin, Vice-présidente de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, de Marie-Pierre Mouton, Présidente du Conseil départemental de la Drôme, de Christian Mounier, Vice-président du Conseil départemental de Vaucluse et de Jean-François Périlhou, président du Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale et de la Communauté de communes Vaison-Ventoux.

### L'eau en Ouvèze : ressource, patrimoine et menace pour l'avenir

Le Contrat de rivière de l'Ouvèze Provençale permet d'apporter des réponses aux préoccupations présentes et à venir :

- **Préserver et améliorer la qualité des eaux et des milieux et maintenir un état compatible avec les fonctions et les usages des cours d'eau.** Si la qualité des eaux superficielles est jugée bonne, voire très bonne sur la partie amont du bassin, il subsiste toutefois encore quelques améliorations à apporter, notamment sur la réduction des pollutions diffuses liées aux pesticides et aux matières organiques. Les efforts doivent se poursuivre sur l'assainissement et le ruissellement des eaux pluviales urbaines.

- **Préserver et restaurer les milieux aquatiques, en tenant compte des usages locaux.** Le bassin versant de l'Ouvèze provençale dispose de milieux naturels riches et variés qu'il convient de préserver et de mettre en valeur. De nombreux inventaires, classements réglementaires et / ou démarches contractuelles (ZNIEFF, Espaces Naturels Sensibles ou Natura 2000) viennent souligner l'intérêt majeur de ces milieux. Tel est notamment le cas de l'Ouvèze sur l'ensemble de son linéaire et de ses affluents tels que le Toulourenc ou le Groseau.

- **Limiter et mieux gérer le risque inondation et ses conséquences sur le bassin versant dans le respect du fonctionnement naturel des cours d'eau.** Premier risque naturel du bassin, les inondations de l'Ouvèze et de ses affluents sont torrentielles, brutales et soudaines. Si la crue de 1992 reste gravée dans les mémoires, le bassin de l'Ouvèze continue d'être régulièrement exposé à des inondations. Ainsi, entre 1982 et 2020, 45 communes du bassin versant ont été impactées par des inondations, générant 157 arrêtés de catastrophe naturelle. Sur le bassin, les risques identifiés sont forts et localisés entre la partie médiane (Vaison-la-Romaine) et la partie aval de l'Ouvèze depuis Violès jusqu'à Sorgues en passant par Jonquières, Courthézon et Bédarrides. Le Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale porte également une démarche complémentaire au Contrat de Rivière avec un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) qui court jusqu'en 2023.

- **Mettre en place une gestion partagée de la ressource pour satisfaire les différents usages et les milieux en anticipant l'avenir.** Le régime hydrologique typiquement méditerranéen associé à la nature des sols, impriment aux cours d'eau des étiages sévères (période de basses eaux). Parallèlement, une forte demande en eau domestique et agricole avec des prélèvements dans la rivière ou dans la nappe d'accompagnement renforce les déséquilibres et rend le bassin déficitaire et totalement dépendant des ressources extérieures. Il est donc primordial de mettre en place une gestion partagée de la ressource en eau pour satisfaire les différents usages et les milieux en anticipant l'avenir (augmentation des températures moyennes de +4°C à horizon 2071, allongement des périodes de sécheresse des sols, fortes variations saisonnières des précipitations…). A cet effet, le Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale anime avec les services de l'Etat, le Plan de Gestion de la Ressource en Eau, en concertation avec l'ensemble des acteurs.

- **Assurer l'animation, la mise en œuvre et le suivi pérennes du Contrat de rivière et développer une culture commune de la rivière et des milieux.** Afin d'entretenir la dynamique locale et territoriale initiée, et avec une vingtaine de maîtres d'ouvrage identifiés, il est primordial de poursuivre les efforts concernant la communication, le partage d'informations, et la concertation entre les acteurs et les usagers de l'eau.

AVENANT AU CONTRAT DE RIVIERE DE L'OUVEZE PROVENCALE



**Qualité des eaux et des milieux**

**11 actions**

**3,7 millions €**



**Préservation des milieux aquatiques**

**13 actions**

**3,2 millions €**



**Prévention des inondations**

**12 actions**

**1,7 millions €**



**Gestion partagée de la ressource en eau**

**19 actions**

**14,7 millions €**



**Gouvernance et communication**

**3 actions**

**0,9 millions €**

@ouveze-provence

300 AVENUE DES PRINCES D'ORANGE 84340 ENTRECHAUX

04.90.46.09.43 // accueil@ouveze-provence.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_118-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Rapporteur :** Mme Isabelle DALADIER-MARTIN

**Délibération n°2023-118**
**Renouvellement de la convention avec ABO-GEO+ pour le suivi du Bassin des Bondes / APPROBATION**

Le rapporteur expose :

Le conseil communautaire est appelé à approuver le renouvellement de la convention à passer avec le bureau d'études ABO-GEO+ Environnement pour le suivi de la sécurité du bassin des Bondes à Lagarde-Paréol.

Le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le Code de l'environnement (articles R 214-112 à R 214-151 et R 213-77 à R 213-83) et l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques, modifié par le décret 2015-526 du 12 mai 2015, imposent à la Communauté de communes les contraintes réglementaires liées à la gestion de la sécurité de cet ouvrage, en classe C, ce qui implique le suivi ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_118-DE

**Délibération n°2023-118 Renouvellement de la convention avec ABO-GEO+ pour le suivi du Bassin des Bondes / APPROBATION**

- Une visite annuelle ;
- Un rapport de surveillance d'une fréquence de réalisation tous les 5 ans ;
- Un rapport d'auscultation d'une fréquence de réalisation tous les 5 ans ;
- Une visite technique approfondie (VTA) d'une fréquence de réalisation tous les 5 ans.

Une convention d'une durée de 5 ans avait été signée entre le bureau d'études GEO+ Environnement et la Communauté de communes pour la période allant du 1er octobre 2019 au 31 décembre 2023.

Le coût de la mission pour une durée de 5 ans est fixé à 15 480 €HT.

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver le renouvellement de la convention à passer avec le bureau d'études ABO-GEO+ Environnement pour la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2028, jointe en annexe, et à autoriser le Président à la signer.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve le renouvellement de la convention à passer avec le bureau d'études ABO-GEO+ Environnement pour la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2028, jointe en annexe,

Autorise le Président à la signer,

Précise que les crédits correspondants seront inscrits aux budget principal 2024 et suivants à l'article 611 des dépenses de fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,
Le Président

Julien MERLE

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_118-DE

**COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE**

252, rue Gay Lussac
ZAE Joncquier & Morelles
84850 CAMARET-SUR-AIGUES
Tél. : 04 90 29 46 10 - Fax : 04 90 29 46 11
accueil@ccayguesouveze.com

# Barrage des Bondes (84)

## Suivi de la sécurité de l'ouvrage :

- Suivi de la surveillance
- Suivi de l'auscultation
- Visite Technique Approfondie

Convention pour la période
janvier 2024 – décembre 2028

Devis N° D 2311304

J. REDON BRILLAUD

Novembre 2023

e-mail : geo.plus.environnement4@orange.fr
SARL au capital de 120 000 euros - RCS : Toulouse 435 114 129 - Code NAF : 7112B

| | | | |
|---|---|---|---|
| Siège social et Agence Sud | Le Château | 31 290 GARDOUCH | Tél : 05 34 66 43 42 / Fax : 05 61 81 62 80 |
| Agence Centre et Nord | 2 rue Joseph Leber | 45 530 VITRY AUX LOGES | Tél : 02 38 59 37 19 / Fax : 02 38 59 38 14 |
| Agence Ouest | 5 rue de la Rôme | 49 123 CHAMPTOCE SUR LOIRE | Tél : 02 41 34 35 82 / Fax : 02 41 34 37 95 |
| Agence Sud-Est | 1175 route de Margès | 26 380 PEYRINS | Tél : 04 75 72 80 00 / Fax : 04 75 72 80 05 |
| Agence Est | 7 rue du Breuil | 88 200 REMIREMONT | Tél : 03 29 22 12 68 / Fax : 09 70 06 14 23 |

**Site internet : www. .com**

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_118-DE

# 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS

## 1.1 Rappels sur l'ouvrage

L'ouvrage est situé sur la commune de Lagarde-Paréol dans le département du Vaucluse (84).

### *1.1.1 Le barrage*

Le bassin des Bondes a une fonction unique d'écrêtement de crue pour le bassin du Béal et de la Ruade, affluents rive droite de l'Aygues. Il a été construit entre 2008 et 2010 au Nord de Sérignan-du-Comtat et réceptionné définitivement en septembre 2011 après levée des réserves, en retenant une date d'effet au 4 octobre 2010.

L'ouvrage, en terre homogène, fait une hauteur maximale de 4,40 mètres pour une longueur de 250 mètres.

Il est dimensionné pour contenir la crue vingtennale du Béal et de la Ruade, dont le débit de pointe est de 24,5 $m^3/s$, pour un volume de 255 000 $m^3$ au niveau de la retenue normale (RN).

Dans cet objectif, le barrage est équipé de deux pertuis – un dalot de 800 x 800 mm sur le Béal (qui a été réduit par adjonction d'une tôle en acier) et une buse de diamètre 1600 mm sur la Ruade - laissant passer les écoulements naturels du Béal et de la Ruade jusqu'à les contraindre à des valeurs de, respectivement, 1,5 et 9,5 $m^3/s$, en charge.

Mises à part les deux conduites de régulation sur le Béal et sur la Ruade, le barrage est également traversé par une ancienne galerie d'eau potable, équipée de regards de visite. Elle passe plus de 2 m sous le terrain naturel, à la base du barrage, en rive droite du Béal.

Le barrage comporte un évacuateur de crue en enrochements bétonnés, à 2 niveaux à 92 m NGF sur 40 m et à 92,6 m NGF. La crête de la digue est située actuellement à la cote 94 m NGF.

### *1.1.2 La retenue*

La retenue est constituée de deux bassins : un bassin secondaire, à l'Ouest, se remplissant en priorité par un déversoir en rive droite du Béal, puis un bassin principal se remplissant par un déversoir en rive gauche du Béal, calé un peu plus haut que le premier, et par montée lente des eaux de la Ruade.
La liaison hydraulique entre les deux bassins est assurée par une conduite en béton de Ø 400 mm passant sous le Béal, prolongée par un fossé jusqu'à l'amont du pertuis de Ø 1600 mm sur la Ruade.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_118-DE

### 1.1.3 Dispositif d'auscultation

Le barrage est équipé d'un dispositif d'auscultation comportant :

- 9 plots topographiques (SP1 à SP9),
- 5 piézomètres (Pz1 à Pz 5),
- une sonde de pression pour le suivi et l'alerte sur le niveau d'eau dans la retenue, dont l'alimentation électrique est assurée par un panneau photovoltaïque monté sur un poteau placé à proximité de la sonde, sur la crête.

## 1.2 Cadre réglementaire

Le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le Code de l'Environnement (articles R 214-112 à R 214-151 et R 213-77 à R 213-83) et l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques, modifié par le décret 2015-526 du 12 mai 2015, imposent à la **Communauté des Communes Aygues Ouvèze en Provence** les contraintes réglementaires liées à la gestion de la sécurité de son ouvrage : le **barrage des Bondes à Lagarde-Paréol (84)**.

Conformément au décret n°2015-526 du 12 mai 2015, le **barrage des Bondes**, d'une hauteur maximale de 4,4 m et d'une capacité d'environ 250 000 m$^3$ à la retenue normale, et compte tenu du nombre d'habitants résidant dans la zone protégée, est classé :

**En catégorie C** (H ≥ 5 m et $H^2 * \sqrt{V} \geq 20$ )

*On entend par :*

*"H", la hauteur de l'ouvrage exprimée en mètres et définie comme la plus grande hauteur mesurée verticalement entre le sommet de l'ouvrage et le terrain naturel à l'aplomb de ce sommet ;*

*"V", le volume retenu exprimé en millions de mètres cubes et défini comme le volume qui est retenu par le barrage à la cote de retenue normale.*

**Le suivi de la sécurité de l'ouvrage en fonctionnement comprend donc à ce titre** :

- un rapport de surveillance :

  Périodicité : 5 ans – année du dernier rapport : 2021,

- un rapport d'auscultation :

  Périodicité : 5 ans – année du dernier rapport : 2021,

- une Visite Technique Approfondie :
  Périodicité : 5 ans – année du dernier rapport : 2020.

**Le présent devis concerne donc le suivi de la sécurité de l'ouvrage et la rédaction des différents rapports associés pour la période janvier 2024 – décembre 2028.**

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_118-DE

# 2. CADRE DE LA CONVENTION

La présente convention est signée entre :

d'une part,

**la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**,
252, rue Gay Lussac
ZAE Joncquier & Morelles
84850 CAMARET-SUR-AIGUES
Tél : 04 90 29 46 10 – Fax. : 04 90 29 46 11 – courriel : accueil@ccayguesouveze.com
propriétaire et exploitant du bassin d'écrêtement de crue des Bondes, représentée par son Président,

et d'autre part,

**ABO-GéoPlusEnvironnement,**
Le Château
31590 GARDOUCH
Tél : 05 34 66 43 42 – Fax : 05 61 81 62 80
courriel : geo.plus.environnement@orange.fr
représentée par son Directeur des Opérations, M. Julien REDON BRILLAUD.

Cette présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence confie à ABO-GéoPlusEnvironnement le suivi de la surveillance et de l'auscultation de son barrage en application des textes réglementaires.

Le tableau suivant présente un récapitulatif de la production des rapports à fournir selon les années, en fonction de ce qui a été fait les années précédentes :

| Année | Prestations | Intervenants |
|---|---|---|
| 2024 | Visite annuelle | GEO+ |
| 2025 | Rapport de VTA | GEO+ |
| 2026 | Rapport de surveillance et Rapport d'Auscultation | GEO+ |
| 2027 | Visite annuelle | GEO+ |
| 2028 | Visite annuelle | GEO+ |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_118-DE

# 3. LES PRESTATIONS DE GEO+

L'ensemble des rapports réalisés par ABO-GéoPlusEnvironnement devra être envoyé à la DREAL par la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence.

Seules, les prestations décrites ci-après sont incluses dans ce devis. Une modification de la réglementation impliquant des prestations supplémentaires pourra donner lieu à un avenant.

## 3.1 Visites annuelles

**Chaque année,** le bon fonctionnement de l'ouvrage et des dispositifs d'auscultation sera vérifié sur le terrain en compagnie du représentant de la CCAOP (*Cf.* § 3.3).

En 2025, cette visite sera remplacée par la Visite Technique Approfondie (*Cf*. § 3.4).

En 2026, cette visite permettra également de préparer les rapports de surveillance et auscultation (*Cf*. § 3.2).

## 3.2 Rapport de surveillance

Le rapport de surveillance comprendra :

- **une description de l'organisation mise en place** pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances :
  - les modalités d'entretien et de **vérification périodique** du corps de l'ouvrage et des divers organes fixes ou mobiles (manœuvre annuelle, graissage, vérin hydraulique). Elles précisent la périodicité des visites, le parcours effectué, les points principaux d'observation et le plan type des comptes-rendus de visite. Elles comprennent, le cas échéant, la périodicité, la nature et l'organisation des essais des organes mobiles.
  - le **contrôle de la végétation,**
  - les dispositions spécifiques à la **surveillance de l'ouvrage en période de crue et à son exploitation en période de crue**. Celles-ci indiquent les contraintes et les objectifs à respecter au regard de la sûreté de l'ouvrage et de la sécurité des personnes et des biens. Elles indiquent notamment les règles de gestion des organes hydrauliques et les éventuelles modalités de transmission d'informations vers les autorités compétentes.

- **la synthèse du suivi de la surveillance.** Ce dernier rend compte de l'historique des observations réalisées lors des visites effectuées depuis le précédent rapport de surveillance et comprend des renseignements synthétiques sur :
  - la surveillance, l'entretien et l'exploitation de l'ouvrage au cours de la période,
  - les incidents constatés et les incidents d'exploitation,
  - le comportement de l'ouvrage,
  - les événements particuliers survenus et les dispositions prises pendant et après l'événement,
  - les essais des organes hydrauliques et les conclusions de ces essais,
  - les travaux effectués directement par le propriétaire ou l'exploitant ou bien par une entreprise.

Le rapport de surveillance sera complété par u**ne présentation succincte annuelle** des opérations et travaux réalisés et des évènements marquants.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_118-DE

## 3.3 Rapport d'auscultation

ABO-GéoPlusEnvironnement fournira à l'exploitant **un modèle de fiche pour le report des mesures mensuelles de terrain** de chacun des dispositifs (niveau d'eau de la retenue, débits des drains, débits sur les seuils de mesure).

L'analyse de l'ensemble des résultats de mesure se fera dès réception des valeurs transmises par l'ASA. Elle sera succincte dans un premier temps pour se rendre compte rapidement de l'évolution.

**Une visite annuelle de vérification** sur place du bon fonctionnement du dispositif d'auscultation en compagnie du représentant de l'ASA est prévue.

**Un rapport de synthèse complet de suivi de l'auscultation doit être fait tous les 5 ans.** Il comprend l'analyse des corrélations, dysfonctionnements, évolution, anomalie, point particulier et un avis général sur la sécurité de l'ouvrage. Si nécessaire, il définit des mesures conservatoires et des travaux d'amélioration à réaliser.

## 3.4 Visites Techniques Approfondies ou VTA

Une Visite Techniques Approfondie (VTA) aura lieu. Elle doit être réalisée entre 2 rapports de surveillance, une fois tous les 5 ans.

ABO-GéoPlusEnvironnement procédera à une **visite détaillée de l'ouvrage** menée par une ou des personnes compétentes en hydraulique, en digues et barrages.
Le registre de l'ouvrage sera consulté.

**Le compte-rendu de VTA précisera, pour chaque partie de l'ouvrage**, de ses abords et de la retenue, les constatations, les éventuels désordres observés, leurs origines possibles et les suites à donner en matière de surveillance, d'exploitation, d'entretien, d'auscultation, de diagnostic ou de confortement.

## 3.5 Rendus

Les rendus consisteront en la remise d'**un rapport pour chaque prestation (1 rapport de surveillance, 1 rapport d'auscultation, 1 compte-rendu de VTA).**

Ils **seront soumis à validation du Maître d'Ouvrage**. Les remarques formulées par le Maître d'Ouvrage seront intégrées et les rapports finaux seront remis sous format numérique et papier (1 exemplaire).

Une attention particulière sera portée sur la **qualité rédactionnelle et graphique des documents** : ils feront l'objet d'une présentation soignée, claire, exhaustive et concise, et seront jalonnés de schémas, photos et cartes nécessaires à l'illustration du propos.

Si besoin, un exemplaire papier supplémentaire (hors du présent devis) pourra être édité pour la transmission du rapport à la DREAL.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_118-DE

# 4. A LA CHARGE DE LA CCAOP

## 4.1 Les documents

Fourniture des plans des dispositifs d'auscultation, ainsi que la coupe et plans du barrage et d'une manière générale de tous documents concernant l'ouvrage :

- documents concernant l'ouvrage initial et les travaux successifs,
- fourniture du registre du barrage (carnet de maintenance de l'ouvrage).

Notez que la plupart de ces documents sont déjà en possession d'ABO-GéoPlusEnvironnement.

## 4.2 Les mesures régulières d'auscultation et de surveillance

L'exploitant assure le débroussaillage de la crête, des parements et du fond des bassins, et la remise en état, si nécessaire, du dispositif d'auscultation.
Mesures régulières sur l'ensemble du dispositif d'auscultation : en un seule tournée et communication des résultats à ABO-GéoPlusEnvironnement dans les jours qui suivent. En cas d'anomalie, l'exploitant refait la mesure et vérifie le bon fonctionnement des appareils.
A la demande d'ABO-GéoPlusEnvironnement, la fréquence des mesures pourra être augmentée en cas d'apparition d'anomalies ou de valeurs symptomatiques de risques pour la sécurité immédiate de l'ouvrage.

# 5. MOYENS HUMAINS

Parmi le personnel de ABO-GéoPlusEnvironnement, les personnes affectées à ce dossier seront les suivantes :

*Superviseur et contrôle qualité*
***Julien REDON BRILLAUD***
Directeur des Opérations de ABO-GéoPlusEnvironnement
Ingénieur en Eau et Environnement

*Chef de projet*
***Pablo KOERICH CLAUDINO***
Ingénieur en géotechnique appliquée aux ouvrages hydrauliques

*Géomaticien*
***Hervé JAMET***
Géomaticien, cartographe, dessinateur Autocad.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_118-DE

# 6. AGREMENT ET REFERENCES

Agréments :

**ABO-GéoPlusEnvironnement est agréé par le ministère de l'Environnement** pour les études, les diagnostics et l'auscultation sur les digues et barrages de classe C depuis avril 2012.
Ces agréments consacrent une expérience de plus de 30 ans en matière de conception, de maîtrise d'œuvre et de suivi de nombreux barrages et digues dans le Sud de la France.

# 7. DUREE ET CONDITIONS FINANCIERES

## 7.1 Durée de la présente convention 2024-2028

La présente convention prend effet le **1er janvier 2024** pour une **durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2028.**

Toutefois, elle est révisable à tout moment si les 2 parties en sont d'accord.

## 7.2 Coût de la prestation et modalités de facturation

**Coût de la mission sur 5 ans :**
**15 480 € HT**
(TVA à 20%, 18 576 € TTC)

La facturation sera répartie de la manière suivante :

- une facturation à la commande de 10%.
- **une situation annuelle** sera émise chaque année après la réalisation de la prestation. Elle correspondra à 18% du coût de la totalité de la mission :

**Coût annuel :**
**2 786,40 € HT**
(TVA à 20%, 3 343,68 € TTC)

A Camaret-sur-Aigues, le
Pour la Communauté de communes
Aygues Ouvèze en Provence
Le Président

Pour ABO-GéoPlusEnvironnement
Julien REDON BRILLAUD
*Directeur des Opérations*

Pour acceptation, nous retourner un exemplaire signé – Merci
Ce devis en date du 13 novembre de 2023 est valable pour une durée de 2 mois.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Rapporteur :** M. Fabrice LEAUNE

**Délibération n°2023-119**
**Convention d'intervention foncière à passer avec la SAFER / APPROBATION**

Le rapporteur expose :

Par délibération n°2021-065 du 27 mai 2021, le Conseil communautaire avait approuvé les modalités de mise en œuvre du service que la SAFER Provence-Alpes-Côte-d'Azur pouvait apporter à la Communauté de communes et à ses communes membres, à partir de sa connaissance du marché foncier, à savoir :

- Veille foncière opérationnelle ;
- Mise en place d'un portail cartographique pour visualiser les déclarations d'intention d'aliéner (DIA) transmises (portail VIGIFONCIER) ;
- Expertise contextualisée des DIA diffusées ;
- Intervention par exercice du droit de préemption ou étude de faisabilité pour que soit mise en place une procédure d'intervention à l'amiable ;
- Bilan annuel chiffré des volumes de DIA transmises.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

**Délibération n°2023-119 Convention d'intervention foncière à passer avec la SAFER / APPROBATION**

Il est proposé au conseil communautaire de renouveler cette convention.

Le coût annuel de la veille foncière s'élève à 3405 € HT pour un double envoi à l'EPCI et aux communes.
Cette partie est facturée forfaitairement en fonction de la moyenne des notifications reçues par la SAFER au cours des trois années antérieures à la signature de la présente convention, selon le calcul suivant : nombre moyen annuel des DIA reçues sur le territoire X coût unitaire.
Le coût unitaire s'élèvera à 20 € HT pour un envoi simple (commune seule) et à 22 € HT pour un double envoi (EPCI + commune).
Le conseil communautaire est donc appelé à approuver les termes de cette convention et à autoriser le Président à la signer.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve les termes de la convention à passer avec la SAFER,

Autorise le Président à la signer,

Dit que la convention entrera en vigueur le 1er janvier 2024 et prendra fin le 31 décembre 2026.

Précise que la dépense sera inscrite au budget primitif principal 2024, à l'article 65568 des dépenses de fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Le Président

Julien MERLE

Julien MERLE

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

# CONVENTION D'INTERVENTION FONCIÈRE (CIF)

Projet

Entre

**La COMMUNAUTE DE COMMUNES D'AYGUES OUVEZE EN PROVENCE** dénommée ci-après l'EPCI et représentée par Monsieur le Président Julien MERLE, dûment habilité par délibération du Conseil .....
en date du .....

D'une part,

Et

**La Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural Provence Alpes Côte-d'Azur**, Société Anonyme au capital de 2 380 302,00 €, inscrite au Registre du Commerce de MANOSQUE sous le numéro 707 350 112 B. représentée par son Directeur Général Délégué, Laurent VINCIGUERRA, et désignée ci-après par le sigle "**SAFER**",

D'autre part,

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

# PRÉAMBULE

## Considérant que :

**Les SAFER** ont été investies, dès leur constitution, en 1960, d'une véritable mission d'intérêt général qui s'apparente à la gestion d'un service public.

Les SAFER ont, en effet, été reconnues par le Conseil d'État comme un organisme chargé, sous le contrôle de l'administration, de la « gestion d'un service public » administratif en vue de l'amélioration des structures agricoles (V. parmi d'autres : 20 novembre 1995, Borel, n° 147026, aux Tables p. 795) et par la Cour de cassation comme un organisme à qui l'État a confié une « mission d'intérêt public » (V. notamment : 21 novembre 1985, n° 84-93133, Bull. 1985, n° 370) ou « une mission d'intérêt général » (V. Cass. 3° Civ., 3 avril 2014, n°14-40006, à publier au bulletin).

Les SAFER sont des organismes d'intervention sur le marché foncier rural dont les missions sont d'œuvrer à la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers, de favoriser l'installation, le maintien et la consolidation d'exploitations agricoles ou forestières ; de concourir à la diversité des paysages, à la protection des ressources naturelles et au maintien de la diversité biologique ; de contribuer au développement durable des territoires ruraux ; d'assurer la transparence du marché foncier rural et de communiquer aux services de l'État les informations qu'elles détiennent sur l'évolution des prix et l'ampleur des changements de destination des terres agricoles (V. art. L. 141-1 du Code rural et de la pêche maritime).

La SAFER est titulaire d'un droit de préemption sur les ventes de fonds agricoles ou de terrains à vocation agricole, ainsi que sur les espaces présentant un enjeu pour la protection de l'environnement et des paysages. À ce titre, elle reçoit l'ensemble des DIA (déclarations d'intention d'aliéner) lors de la mise en vente de biens fonciers et elle est en mesure de transmettre, à la collectivité dès réception, des éléments de ces DIA, éventuellement d'intervenir par exercice de son droit de préemption, au prix ou avec contre-proposition de prix et de procéder à une analyse détaillée du marché foncier. Elle réalise aussi et surtout, dans le cadre de ces activités classiques des opérations à l'amiable.

La SAFER transmet par ailleurs trimestriellement aux communes les DIA (Code Rural art. L 143-7-2 et article L. 141-5, circulaire DGFAR/SDEA/C2007-5008 du 13 février 2007). Cette transmission à posteriori favorise la connaissance par la commune de l'activité foncière sur son territoire, mais ne lui permet pas de solliciter l'intervention de la SAFER en vue de l'exercice de son droit de préemption.

L'article D.141-2 du Code Rural stipule que les SAFER peuvent être chargées par les collectivités territoriales ou les établissements publics qui leur sont rattachés et pour leur compte notamment des missions :

- de négociation de transactions immobilières portant sur les immeubles mentionnés à l'article L.141-1 (biens ruraux, terres, exploitations agricoles ou forestières) ;
- de gestion du patrimoine foncier agricole de ces personnes morales ;
- de recherche et la communication d'informations relatives au marché foncier ;
- d'aide à la mise en œuvre et au suivi des politiques foncières en zone rurale.

Ainsi, la SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur, opérateur foncier de l'espace rural et périurbain, intervient pour le compte de collectivités territoriales par le biais de conventions, avec pour objectif d'aider les collectivités à concrétiser leurs projets de développement par la maîtrise foncière des terrains concernés par des problématiques : agricoles, d'installations, de transmission, de restructuration, d'aménagements.

Ses missions de service public l'amènent à privilégier la concertation et la négociation avec les acteurs du territoire, de manière à prendre en considération les intérêts parfois contradictoires et à compenser autant que possible les préjudices subis. Ainsi, les prélèvements fonciers occasionnés sur l'espace productif agricole par des projets de développement urbain, quels qu'ils soient (économie, habitat, infrastructure), nécessitent une juste compensation, qu'elle soit financière ou sous forme d'échange de terrains. L'État, au travers de la tutelle qu'il exerce sur les SAFER, mais également dans l'application des lois, est vigilant sur ces principes.

La SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur, opérateur foncier de l'espace rural et périurbain, dispose ainsi de compétences, d'outils et de moyens aptes à accompagner la politique foncière des communes :

- Dans le cadre de son activité courante de transmission de biens immobiliers ruraux au profit de porteurs de projets publics ou privés. Les rétrocessions mises en œuvre par la SAFER pourront ainsi être assorties

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

d'un cahier des charges élaboré par la SAFER, précisant les conditions particulières à respecter, en cohérence avec la politique foncière et de développement des territoires communaux et intercommunaux ;

- Par la mise en œuvre d'actions foncières réalisées à la demande et pour le compte des communes et/ou EPCI ;
- Par la surveillance du marché foncier et la mise en mise place d'un dispositif de veille foncière opérationnelle.

**Considérant que :**

L'EPCI a le souci de maintenir et de conforter l'agriculture sur son territoire et de protéger son environnement et les paysages ruraux et de maintenir un prix de vente compatible avec une activité agricole et forestière.

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention constitue un cadre général entre l' EPCI et la SAFER. Elle a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du service que la SAFER peut apporter, à partir de sa connaissance du marché foncier :

- Veille foncière opérationnelle ;
- Mise en place d'un portail cartographique pour visualiser les DIA transmises (VIGIFONCIER) ;
- Expertise contextualisée des DIA diffusées ;
- Intervention par exercice du droit de préemption, ou étude de faisabilité pour que soit mise en place une procédure d'intervention à l'amiable ;
- Bilan annuel chiffré des volumes de DIA transmises.

Les sources de données dont dispose la SAFER permettent d'avoir une lecture d'une partie des enjeux fonciers à l'œuvre sur les territoires et d'orienter les politiques foncières, leurs stratégies plus ou moins volontaristes.

Ce sont ces aspects d'ingénierie, de méthode et de diffusion des sources de données, ainsi que leur condition d'accès et d'utilisation, que nous allons détailler dans la présente convention.

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

## ARTICLE 2 – PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

L'intervention de la SAFER s'exercera sur l'ensemble du territoire de l'EPCI*, sur lequel la SAFER dispose du droit de préemption.

La SAFER peut également intervenir, dans l'assistance et la mise en œuvre d'un droit de préemption dont les communes membres sont titulaires : le Droit de Préemption Urbain issu des Articles L.210-1, L. 211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, comme par exemple sur les périmètres rapprochés de protection de captage.

**Liste des communes détaillée en Annexe 3.*

## ARTICLE 3 – LES MOYENS ET LES OUTILS DE LA SAFER MIS À DISPOSITION

Le présent ARTICLE a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du service que la SAFER peut apporter à la collectivité :

- Le premier niveau de mise en œuvre d'une stratégie foncière est la connaissance des transactions ou projets de transactions qui s'opèrent sur un territoire. L'utilisation du portail cartographique VIGIFONCIER ;
- La mise en place d'une procédure d'intervention à l'amiable ou par exercice du droit de préemption de la SAFER.

### ARTICLE 3.1 : La veille foncière opérationnelle (suivi et surveillance du marché foncier)

La SAFER est destinataire de toutes les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) de biens ayant, au moment de la vente, en tout ou partie, une vocation agricole, potentielle ou réelle. L'obligation de notification s'exerce dès le premier mètre carré en zones A et N des PLU, à partir de 2 500 m² en zones U et AU. La SAFER adressera quotidiennement ces DIA par mail aux communes et à l'EPCI.

Au même titre que les DIA urbaines reçues par les collectivités ayant instauré un droit de préemption urbain, les DIA transmises par la SAFER peuvent faire l'objet d'une demande de préemption dans les conditions définies à l'article L.143-1 du Code Rural (Cf. Article 3.2 : Modalités d'acquisition par préemption, page 6).

**3.1.1 Surveillance**

Pour la mise en œuvre du droit de préemption de la SAFER, l'EPCI (ou une commune membre) pourra demander à la SAFER que soit mise en place :

- Une surveillance classique ***(Type 1)*** et globale à l'échelle du périmètre intercommunal ;
- Une surveillance spécifique ***(Type 2)*** d'un certain nombre de parcelles présentant soit un enjeu agricole, soit un enjeu environnemental. Ce périmètre devra être fourni par la collectivité au format SIG.

Les 2 dispositifs d'alerte sont envisageables, en même temps. Et la SAFER peut même orienter les alertes vers des personnes ressources différentes.

**3.1.2 Information de l'EPCI**

La SAFER informe l'EPCI et les communes membres de toutes les transactions dont elle est notifiée, par voie postale ou électronique, dès qu'elle en a connaissance.

***Il est rappelé que ces notifications ne doivent pas être affichées en mairie car elles contiennent des données confidentielles.***

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

La veille foncière inclut également les appels de candidature correspondant aux biens que la SAFER maîtrise à l'amiable. La collectivité peut donc se porter candidate auprès de la SAFER, soit sur la totalité du bien, soit sur partie (Cf. Article 3.2 : Modalités d'acquisition pages 6).

### 3.1.3 Délai de réponse de l'EPCI

L'EPCI (et les communes membres) s'engage dans un délai maximum de 7 jours, à alerter la SAFER sur toute transaction entrant dans le cadre des objectifs fixés dans le préambule de la présente convention et ce par simple appel téléphonique doublé d'un fax, courrier postal ou électronique en ses bureaux départementaux.

### 3.1.4 Personnes ressources

Des personnes ressources doivent être désignées par l'EPCI. La liste des référents Administratifs et Élus pourra être enrichie en annexe 2, notamment lorsque l'envoi des DIA sera effectué pour l'ensemble des communes membres.

**Surveillance Type 1 :**

| *Référent Administratif* | *Référent Élu* |
|---|---|
| Nom : | Nom : |
| Tél. : | Tél. : |
| Email : | Email : |

### 3.1.5 Le portail VIGIFONCIER

La veille foncière devient réellement opérationnelle dès lors qu'une spatialisation des parcelles est réalisée pour visualiser rapidement leur intérêt (par rapport à un zonage environnemental, un zonage PLU …).

La SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur a donc développé le site internet « VIGIFONCIER + » (**https://geo-paca.VIGIFONCIER.fr/VIGIFONCIER** ) comportant une interface cartographique qui permet de visualiser en même temps la composition du bien et sa localisation à l'échelle cadastrale.

La SAFER peut intégrer dans cet outil, à la demande de la collectivité, les couches d'informations dont elle dispose sous forme numérique (zonages POS/PLU notamment) et les périmètres qu'elle souhaite suivre au travers de cette veille foncière.

***Une note détaillant les modalités techniques d'accès au portail VIGIFONCIER est annexée en fin de document.***

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

## ARTICLE 3.2 : Les modalités d'acquisition

### 3.2.1 L'acquisition par préemption

La SAFER informe l'EPCI de toutes les transactions dont elle est notifiée, par voie postale ou électronique, dès qu'elle en a connaissance.

Il est rappelé que ces notifications ne doivent pas être affichées en mairie car elles contiennent des données confidentielles.

L'EPCI s'engage dans un délai maximum de 7 jours, à alerter la SAFER sur toute transaction entrant dans le cadre des objectifs fixés dans le préambule de la CIF et ce par simple appel téléphonique doublé d'un courrier postal ou électronique en ses bureaux départementaux.

La collectivité peut ainsi saisir la SAFER afin que cette dernière réalise l'enquête d'usage.

L'EPCI, ou une des communes membres, pourra demander l'intervention de la SAFER dans le but d'acquérir le bien concerné pour un motif agricole ou environnemental, et/ou de réviser le prix.

La SAFER interviendra par exercice de son droit de préemption, dans le respect des dispositions de l'article L 143-1 et suivants du Code Rural et, le cas échéant, par exercice du droit de préemption avec contre-proposition de prix. Dans ce cas, et pour couvrir le risque des conséquences d'un éventuel contentieux, la collectivité, s'engagera à acquérir au prix qui sera fixé éventuellement par le Tribunal, augmenté des frais SAFER. Mais dans le cadre d'une CIF ce risque est couvert par le Conseil Régional.

La préemption avec contre-proposition de prix représentant un risque financier pour la commune, l'EPCI, et/ou une des communes membres, un accord sur la mise en œuvre du dispositif d'aide financière peut être sollicité auprès du Conseil Régional dans le cadre de la Convention entre la SAFER et la Région Provence Alpes Côte d'Azur (**Délibération n°16-832**).

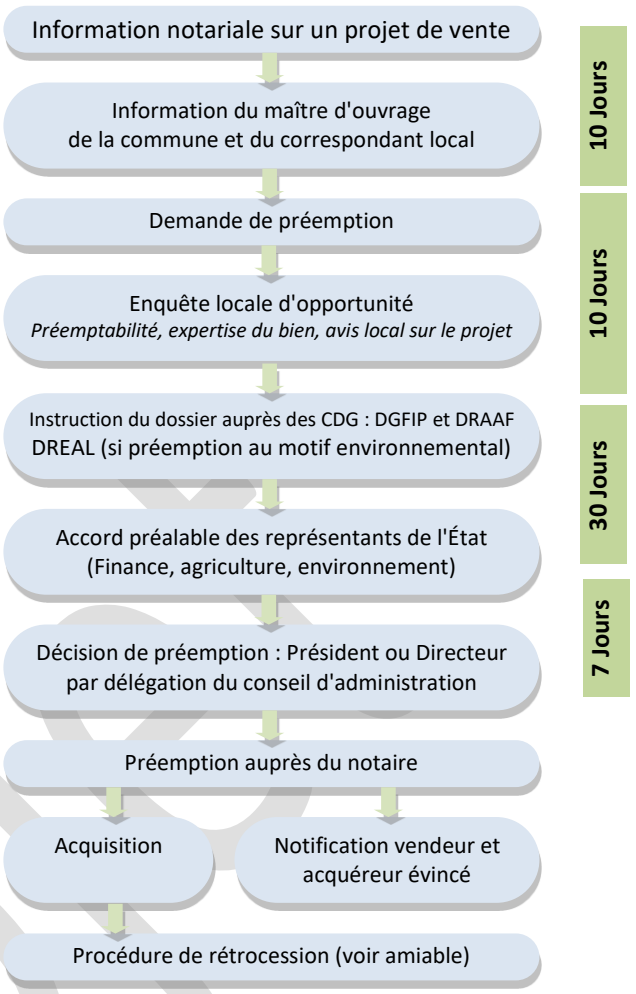
Une concertation entre la commune, l'EPCI, la SAFER et le « délégué local structures » sera assurée pour chaque opération.

L'EPCI confirmera ensuite, par voie postale ou électronique, sa volonté de voir intervenir la SAFER et fournira, in fine, une délibération du Conseil Municipal ou du Conseil Communautaire.

La SAFER, avant d'exercer son droit de préemption, adressera à l'EPCI, pour validation de son intervention, une fiche navette décrivant le bien et les conditions de sa vente. Elle proposera à l'EPCI et/ou à la commune membre, la signature d'un « protocole de candidature effective et de garantie financière » ou d'une « promesse unilatérale d'achat » ou a minima d'une lettre d'intention signée du président de l'EPCI définissant les conditions de l'acquisition projetée.

Il est précisé que les interventions de la SAFER, tant en ce qui concerne les acquisitions par préemption que les rétrocessions qui en découlent, sont soumises à l'avis préalable et favorable des Commissaires du Gouvernement.

**La procédure :**



Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

### 3.2.2 L'acquisition par voie amiable

l'EPCI (ou une commune membre) pourra solliciter la SAFER afin d'acquérir à l'amiable un ou des immeubles dans un objectif de préservation de l'espace agricole, naturel et forestier, de protection de l'environnement ou de développement durable du territoire rural (conformément aux dispositions de l'article L141-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime) selon les modalités tarifaires décrétées à l'Article 5.

Celles-ci peuvent intervenir soit ponctuellement relayant l'information d'un bien à la vente que la SAFER pourrait maîtriser dans le cadre de son activité courante, soit à l'issue d'une prospection plus systématique demandée par la commune, l'EPCI, et/ou une des communes membres.

Les acquisitions amiables d'un montant supérieur à 180 000 € ainsi que les rétrocessions qui en découlent, sont soumises à l'avis préalable et favorable des Commissaires du Gouvernement.

### 3.2.3 Les modalités de rétrocession

Après exercice du droit de préemption d'un bien par la SAFER ou dans le cadre d'une procédure d'acquisition amiable, celle-ci réalisera la publicité légale d'appel de candidature.

L'ensemble des candidatures à la rétrocession sera présenté au Comité Technique Départemental de la SAFER pour avis.

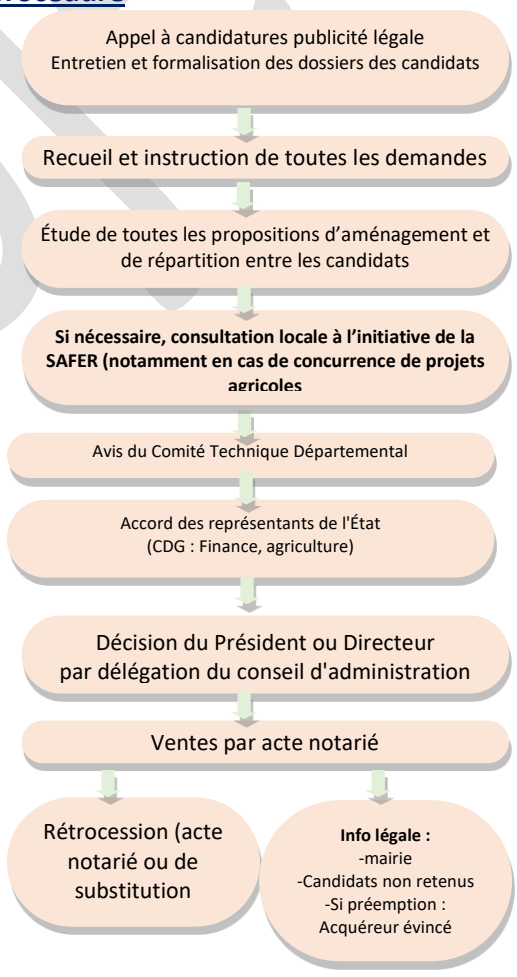
Les parcelles acquises par la SAFER, à la demande expresse de la commune, de l'EPCI, et/ou d'une des communes membres, pourront être rétrocédées au bénéfice d'agriculteurs exploitants avec le concours éventuel d'un apporteur de capitaux bailleur ou à la collectivité dans le cadre d'un objectif agricole ou environnemental, si le bien a été acquis suite à une préemption. Dans le cadre d'une acquisition amiable, l'objectif peut être étendu à des projets de développement local (Article L.111-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

L'EPCI s'engage à racheter les parcelles et à concéder, dans le cadre d'un cahier des charges, des baux conformes aux dispositions légales aux exploitants agréés par la SAFER dans un délai maximum d'un an. À cet effet, la SAFER proposera un modèle de bail à L'EPCI. Dans le cas d'une préemption environnementale, la SAFER proposera à l'EPCI et aux communes membres , un cahier des charges spécifiques en vue d'une protection à mettre en œuvre.

**La procédure**




**La procédure**



Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

## ARTICLE 4 – BILAN DU MARCHE

*Analyse de Niveau 1*

La SAFER fournira à l'EPCI et aux communes membres) un accès à une plateforme d'observation foncière. Cet observatoire sera alimenté par la base de données des DIA et des opérations SAFER. Il permettra de suivre l'activité du marché sur 5 ans révolus et l'année en cours.

*Analyse de Niveau 2*

Un bilan plus complet pourra être produit sur commande. Ce bilan présente dans le détail la ventilation des opérations qui composent le marché foncier rural, il permet de distinguer les volumes de DIA (Nombre, Surface et valeurs), les interventions de la SAFER (Nombre, Surface et valeurs), la nature de ces interventions (Amiables, Préemptions, Préemption en révision de prix), le positionnement des acteurs sur les marchés (Agriculteurs, non-agriculteurs, collectivités…) etc.

*Analyse de Niveau 3*

Sur commande également, l'EPCI (et les communes membres) pourra demander une analyse détaillée de ces éléments de marché. La SAFER travaille avec la Chambre d'Agriculture pour réaliser des diagnostics agricoles et fonciers complets, qui sont des porter-à-connaissance essentiels et préalables aux études d'impact, aux réflexions accompagnant les révisions de PLU, aux pré-études d'aménagement, …

L'envoi trimestriel des DIA effectué par la SAFER a chaque commune, rappelé en préambule de la présente convention (conformément aux articles L 143-7-2 et L 141-5 du Code Rural, et en application de la circulaire DGFAR/SDEA/C2007-5008 du 13 février 2007 précisant les modalités de transmission par les SAFER aux mairies de déclarations d'intention d'aliéner portant sur des biens situés sur le territoire de leur commune) ne doit pas être confondu avec l'envoi quasiment simultané des DIA à la Commune et/ou l'EPCI qui est l'une des conditions sine qua non de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

## ARTICLE 5 – ÉLÉMENTS FINANCIERS

### ARTICLE 5.1 : La veille foncière opérationnelle

Le coût annuel de la veille foncière sera de **3 405 € HT.**

Cette partie est facturée forfaitairement en fonction de la moyenne des notifications reçues par la SAFER au cours des trois années antérieures à la signature de la présente convention selon le calcul suivant :

Nombre moyen annuel des DIA reçues sur le territoire X coût unitaire.

Le coût unitaire s'élèvera à 20 € HT pour un envoi simple (commune seule) et à 22 € HT pour un double envoi (EPCI + commune).

Afin d'évaluer la base du forfait de la veille foncière la SAFER considère, **dans le calcul des volumes de marché transmis**, qu'il convient de soustraire

- Pour la/les communes dotées d'un PLU : Les DIA dont la totalité du parcellaire rattaché avec bâti est en zone U, ou AU ;
- Pour la/les communes dotées d'une carte communale : Les DIA dont la totalité du parcellaire rattaché est en zone constructible ;
    - La SAFER pourra effectuer ce travail de « soustraction » dès lors qu'elle disposera des PLU ou des Cartes Communales des communes membres de l'EPCI.
- Pour la/les Communes soumises au RNU, ou lorsqu'elles ne disposent pas de PLU numérisés : Les opérations bâties vendues avec moins de 25 ares.
    - Ces opérations sont typiques du marché immobilier et non représentatives des opérations qui constituent le cœur d'intervention de la SAFER.

Ce principe de tarification sera appliqué pour la surveillance classique de Type 1, qui couvre l'ensemble du périmètre administratif de la collectivité. Si la collectivité opte uniquement pour une surveillance spécifique de

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

Type 2, alors le forfait sera déterminé en fonction du volume de notifications enregistrées à l'intérieur du périmètre et selon les conditions précisées ci-dessus.

Si la collectivité opte pour un niveau de surveillance ciblé, spécifique de Type 2, en plus de la surveillance de Type 1, alors la SAFER facturera un forfait annuel supplémentaire de 300 €HT.

L'accès à VIGIFONCIER est gratuit. La délivrance de cet accès comprend :

- Création des comptes d'accès et fourniture des modalités de connexion au site Internet cartographique VIGIFONCIER (chemin d'accès – identifiant – mot de passe) ;
- Réalisation d'une formation à l'utilisation de VIGIFONCIER dans les locaux de la Commune et/ou de l'EPCI ;
- Abonnement au site pendant toute la durée de la CIF.

La première année, la somme due est calculée sur la période allant du premier jour du mois suivant la signature de cette convention au 31 décembre de l'année considérée, chaque mois correspondant à 1/12ème de la base forfaitaire annuelle.

Au cours du premier trimestre de chaque année, la SAFER adresse à la Collectivité une facture pour l'année en cours.

## ARTICLE 5.2 : La rémunération sur les opérations réalisées

*5.2.1 Rémunération de la SAFER en cas de retrait de vente suite à une préemption avec contre-proposition de prix*

Lorsque le propriétaire vendeur optera pour un retrait de vente, la collectivité qui a demandé l'enquête prendra à sa charge les frais de dossier de 500 € HT.

*5.2.2 Prix de rétrocession correspondant aux acquisitions à l'amiable ou par exercice du droit de préemption*

**Prix de rétrocession hors taxe incluant la rémunération de la SAFER :**

| | |
|---|---|
| Pour les acquisitions par la SAFER inférieures à 250 000 € | Prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 8%*/12%** du prix d'acquisition **avec un minimum de 500 € + frais de portage éventuels** |
| Pour les acquisitions par la SAFER de 250 000 € à 500 000 € | Prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 7%*/9%** du prix d'acquisition + frais de portage éventuels |
| Pour les acquisitions par la SAFER de 500 000 € à 750 000 € | Prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 6%*/8%** du prix d'acquisition + frais de portage éventuels |
| Pour les acquisitions par la SAFER de 750 000 € à 1 000 000 € | Prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 5%*/7%** du prix d'acquisition + frais de portage éventuels |
| > 1 000 000 € | Prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 4%*/6%* du prix d'acquisition + frais de portage éventuels |

* dans le cas d'acquisitions amiables / ** dans le cas d'acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption

À l'amiable, la SAFER se laisse la possibilité de réaliser, chaque fois que les délais le permettront, la vente sous forme d'acte de substitution afin de diminuer les frais d'actes.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

**Frais de portage :**

Les frais de portage s'appliquent sur le prix d'acquisition. Ils comprennent :

- Les frais financiers au taux que la SAFER a négocié avec sa banque, soit le taux EURIBOR 3 mois + 0.5% l'an HT ;
- Les frais de gestion évalués à 1.5 % l'an HT (impôts fonciers, cotisations diverses : eau, MSA, écoulement).

Les frais de portage sont calculés pour la période allant du jour du paiement des acquisitions par la SAFER des biens mis en réserve au titre de la présente convention jusqu'au jour des paiements effectifs, soit lors de la rétrocession. Ils seront décomptés en jours calendaires. Une convention de portage par opération devra intervenir entre la SAFER la commune, ou l'EPCI, et/ou la commune membre concernée.

Il est expressément convenu que la commune ou l'EPCI, et/ou la commune membre mettra en place, pour le paiement du prix de rétrocession, la procédure dite rapide, sur certificat du notaire, et conforme aux décrets n° 55-604 du 20/05/1955 et n° 88-74 du 21/01/1988.

### ARTICLE 5.3 : Les bilans de marché

Analyse de Niveau 1. Elle est transmise annuellement et gratuitement.

Analyse de Niveau 2. Elle est transmise sur commande et elle est payante : 300 € HT.

Analyse de Niveau 3. Elle est produite dans le cadre d'une réflexion plus large que la veille foncière, son coût est à évaluer en fonction notamment du périmètre étudié : zonage particulier, commune, EPCI…

## ARTICLE 6 – DISPOSITION DIVERSES

### ARTICLE 6.1 : Durée de la convention

**La présente convention prendra effet le 1er janvier 2024 et aura une date de fin au 31 décembre 2026.**

### ARTICLE 6.2 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant en cas de changement des conditions techniques ou administratives de réalisation de ses missions par l'un des partenaires. L'avenant doit être signé des deux parties.

### ARTICLE 6.3 : Résiliation

**Résiliation sans faute :**

Les parties se réservent le droit de mettre fin de plein droit à la présente convention à tout moment pour un motif légitime sans que cette résiliation n'ouvre droit à l'indemnisation de l'autre partenaire.

La présente convention prendra fin dans un délai minimum d'un mois calendaire à compter de la date d'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception notifiant la date de résiliation et son motif.

**Résiliation pour faute :**

En cas de manquement par l'une des parties à ses obligations en vertu de la présente convention, non réparé dans un délai de huit jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception notifiant le manquement en cause, l'autre partie pourra prononcer de plein droit la résiliation de la convention, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels il pourra prétendre au regard de ce manquement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

## ARTICLE 6.4 : Règlements et litiges

La présente convention est régie par la loi française.

En cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'engagent à se rencontrer en vue de rechercher une solution amiable.

À cet effet, la partie demanderesse adresse à l'autre partie, par lettre recommandée avec avis de réception, une notification précisant :

- la référence de la convention (titre et date de signature) ;
- l'objet de la contestation ;
- la proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le litige.

À défaut d'accord à l'issue d'un délai de deux mois à compter de la notification susvisée, chacune des parties peut saisir la juridiction compétente en vue du règlement judiciaire.

## ARTICLE 6.5 : Facturation Chorus

La facture dématérialisée sera déposée sur le portail CHORUS PRO - https://portail.chorus-pro.gouv.fr/

*Renseignement sur le destinataire de la facture :*

SIRET ( mention obligatoire) :.....
Raison sociale : .....
Code Service : .....
N° Engagement : .....
Numéro de marché : .....

*Coordonnées de la personne en charge de la comptabilité :*

Nom :.....
Téléphone : .....
Email : .....

## ARTICLE 6.6 : Mode de paiement

Les règlements seront effectués par virement au compte bancaire de la SAFER :

PROVENCE COTE D AZUR 29/09/2011
**C.A. MANOSQUE ENTREPRISE** 00538
**Tel.** 0811010550 **Fax.** 0492709498

**Intitulé du Compte :**SAFER PROVENCE ALPES
COTE AZUR
ROUTE DE LA DURANCE
BP 116
04100 MANOSQUE

**DOMICILIATION**

| Code établissement | Code guichet | Numéro de compte | Clé RIB |
|---|---|---|---|
| **19106** | **00841** | **03491889000** | **67** |

**IBAN** (International Bank Account Number)
**FR76 1910 6008 4103 4918 8900 067**

**Code BIC** (Bank Identification Code) - Code **swift**:
**AGRIFRPP891**

Fait à ..... le .....

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

| Pour l'EPCI | Pour la SAFER |
|---|---|
| Julien MERLE<br>Le Président | Laurent VINCIGUERRA<br>Le Directeur |

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

# Annexes

## Annexe 1 : ACCÈS A VIGIFONCIER MODALITÉS TECHNIQUES ET CONDITIONS D'UTILISATION

**COMPTE SUR LE SITE INTERNET VIGIFONCIER [https://paca.VIGIFONCIER.fr]**

La SAFER procède dès l'entrée en vigueur de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) à l'activation d'un ou de plusieurs compte(s) sur le site Internet https://geo-paca.VIGIFONCIER.fr/VIGIFONCIER, permettant à la collectivité et/ou l'EPCI d'accéder aux informations de veille foncière sur le territoire correspondant à l'entité administrative de la collectivité contractante.

L'accès à ce site Internet est sécurisé par un identifiant nominatif (adresse mail) et un mot de passe personnalisés qui ne doivent être en aucun cas diffusés à des tiers sauf autorisation expresse de la SAFER.

Les DIA et appels de candidature sont publiés sur VIGIFONCIER au fur et à mesure de leur saisie, avec un délai d'affichage de moins de 24 h correspondant à la synchronisation entre les serveurs informatiques (synchronisation réalisée la nuit).

Un courriel d'alerte est envoyé automatiquement pour avertir la ou les personnes titulaire(s) d'un compte dès lors qu'une ou plusieurs nouvelles informations sont parvenues à la SAFER.

**INFORMATIONS DIFFUSÉES**

Les comptes VIGIFONCIER permettent d'accéder au module « Veille foncière » qui retranscrit, sous la forme de tableaux et d'une cartographie, les informations suivantes :

- Rubrique « Notifications » : notifications des projets de vente, issues des déclarations d'intention d'aliéner (DIA) adressées à la SAFER par les notaires ou les administrations ;
- Rubrique « Appels à candidature » : appels à candidature émis par la SAFER.

Outre ces données, le site VIGIFONCIER comprend diverses couches d'informations spatiales : unités administratives, fonds IGN Scan 25© et BD Ortho©, parcellaire (IGN BD parcellaires ou DGFiP PCI vecteur).

Les collectivités et/ou les EPCI peuvent fournir à la SAFER les données spatiales dont elles souhaiteraient disposer sur le site (PLU numérisé, ZAC/ZAD, périmètres de surveillance, périmètres de captage…). L'intégration de ces données est soumise à l'accord préalable de la SAFER afin de ne pas remettre en cause les performances de l'outil pour l'ensemble de ses utilisateurs. Les modalités techniques de transmission de ces données seront définies en accord avec la SAFER.

**Accès aux Données de DVF (Demande de Valeurs Foncières)**

Depuis le mois de juillet 2011, la direction générale des Finances publiques (DGFiP) propose aux collectivités et établissements publics locaux un nouveau service, dénommé "demande de valeurs foncières". Ce service permet aux collectivités intéressées d'obtenir, à leur demande, des données foncières relevant de leur périmètre géographique pour conduire leur politique foncière et d'aménagement.

Les fichiers fournis par la DGFiP récapitulent, sur le périmètre concerné, les ventes immobilières publiées dans les conservations des hypothèques, complétées du descriptif des biens en provenance du cadastre, sur une période maximale de cinq ans. Pour chaque vente enregistrée, sont délivrées la nature des biens, leur adresse et leur superficie, la date de mutation, les références de publication au fichier immobilier ainsi que la valeur foncière déclarée.

Ce nouveau service est accessible à partir du portail de la Gestion publique de la DGFiP, selon un mode opératoire proche de celui retenu pour accéder à la consultation des données de l'application Hélios.

Après inscription auprès de la direction départementale des Finances publiques (DDFiP) dont il dépend, une connexion sécurisée permet à l'utilisateur d'accéder directement au service et de renseigner son formulaire de demande. Une fois la demande validée par la DDFiP (délai de traitement : 10 jours), l'utilisateur reçoit un courriel l'informant de la disponibilité du fichier contenant les informations demandées, fichier qu'il récupère par voie dématérialisée en se connectant, de la même manière, au portail de la Gestion publique.

Les SAFER ont également accès à ce service depuis la loi ALUR (Art. 142 de la Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 modifiant l'Art. L135 B du livre des procédures fiscales).

Compte tenu de la nature et de la sensibilité des données contenues dans la base de données DVF, leur exploitation est soumise à des conditions d'utilisation très strictes.

Si la collectivité a rempli auprès de la DDFIP référente de son territoire les conditions d'accès à la donnée, la SAFER pourra libérer l'accès à la donnée sur la plateforme VIGIFONCIER.

La SAFER s'emploie à mettre à jour régulièrement ces informations et à les documenter (sources, millésimes, etc.)

Le site permet d'éditer à tout moment des documents contenant ces informations et d'effectuer des requêtes sur certaines bases de données (recherches de termes de comparaison sur DIA SAFER ou DVF).

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

**DÉCHARGE DE RESPONSABILITÉ**

Les DIA ou Appels de candidatures diffusées sur le site VIGIFONCIER, module « Veille foncière » ne sauraient être considérées comme une proposition de vente ou d'achat. Les informations du site Internet VIGIFONCIER Provence-Alpes-Côte-D'azur sont non contractuelles et peuvent contenir des inexactitudes techniques, omissions ou des erreurs typographiques que la SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur s'engage à régulariser dans les meilleurs délais dès qu'elle en aura connaissance.

La SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur ne peut encourir aucune responsabilité du fait d'erreurs, d'inexactitudes ou d'omissions, sur les résultats qui pourraient être obtenus de l'usage de ces informations par la Collectivité.

**PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, DROITS SUR LES DONNÉES ET ÉLÉMENTS DU SITE VIGIFONCIER PACA**

***PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE VIGIFONCIER PACA***

Le site Internet https://paca.VIGIFONCIER.fr/VIGIFONCIER est la propriété de la SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur.

Tous les éléments de ce site restent la propriété exclusive de la SAFER conformément au Code de la propriété intellectuelle ou sont soumises à une licence d'utilisation ou d'exploitation qui n'est valable que pour la SAFER.

***DONNÉES CARTOGRAPHIQUES DE L'IGN***

Les données cartographiques portant la mention © IGN intégrées dans VIGIFONCIER sont la propriété exclusive de l'Institut Géographique National.

La licence concédée à la SAFER n'entraîne à son profit aucun transfert de propriété de ces données. L'utilisation de ces données est strictement limitée à l'usage de la Collectivité dans le respect de la présente convention. Toute communication, même partielle, des données à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, sous toute forme, par tout moyen et pour quelque motif que ce soit est soumise à l'accord exprès préalable de l'IGN. Les données IGN ne doivent pas être extraites du produit ou utilisées sur un autre logiciel. La reproduction pour diffusion à des tiers ou la commercialisation des sorties graphiques est interdite, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit.

***DROIT D'USAGE, DE DIFFUSION ET DE REPRODUCTION DES DONNÉES VIGIFONCIER***

Toute représentation, reproduction ou exploitation intégrale ou partielle des informations diffusées par le site VIGIFONCIER Provence-Alpes-Côte-D'azur, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, faite sans le consentement de la SAFER est interdite.

Conformément aux dispositions de la loi n° 98-536 du 1er juillet 1998 portant transposition dans le Code de la propriété intellectuelle de la directive 96/9 CE du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, la SAFER est productrice et propriétaire de tout ou partie des bases de données composant le site Internet VIGIFONCIER.

En ce qui concerne les droits vis-à-vis de ces informations, la Commune et/ou l'EPCI s'engage :

- à ne pas commercialiser ces données ;
- à ne pas diffuser gratuitement ces données ;
- à citer les sources sur l'ensemble des analyses se référant à ces données.

**DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL (INFORMATIQUE ET LIBERTÉS)**

En application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les sites du domaine VIGIFONCIER.fr font l'objet d'une inscription au registre CNIL tenu par la Fédération Nationale des SAFER pour le compte des SAFER.

Le site Internet cartographique VIGIFONCIER comporte des données à caractère personnel. En tant que destinataire des données, la Collectivité s'engage à :

- ne pas utiliser les documents, informations, fichiers informatiques et de manière générale toutes données à caractère personnel confiés par la SAFER à des fins autres que celles prévues pour les besoins de l'exécution de la prestation objet du contrat ;
- ne pas communiquer et céder les données à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle pour assurer la conservation et la confidentialité des données à caractère personnel transmises ;
- effectuer toutes les démarches auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) afin de se garantir le droit de collecter, d'utiliser et d'exploiter les données à caractère personnel transmises par la SAFER (voir formulaire CNIL à l'adresse suivante : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_13809.do).

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

# Annexes

## Annexe 2 : LISTE DES RÉFÉRENTS COMMUNES

**Surveillance Type 1 :**

### *COMMUNAUTE DE COMMUNES D'AYGUES OUVEZE EN PROVENCE*

| ***Référent Administratif*** | ***Référent Élu*** |
|---|---|
| Nom : Brigitte LANÇON<br>Tél. : 04 90 29 46 10<br>Email : assainissement@ccayguesouveze.com | Nom : Julien MERLE<br>Tél. : 04 90 29 46 10<br>Email : merlejulien@yahoo.fr |

### *COMMUNE DE CAMARET-SUR-AYGUES*

| ***Référent Administratif*** | ***Référent Élu*** |
|---|---|
| Nom : Lydie MARTIN<br>Tél. : 04 90 37 22 60<br>Email : urbanisme@camaret.org | Nom : Christine WINKELMAN<br>Tél. : 04 90 37 22 60<br>Email : cwurbanisme@gmail.com |

### *COMMUNE DE LAGARDE PAREOL*

| ***Référent Administratif*** | ***Référent Élu*** |
|---|---|
| Nom : Virginie SOCKEEL<br>Tél. : 04 90 30 81 91<br>Email : mairie.lagardepareol@orange.fr | Nom : Jean-Marc PRADINAS<br>Tél. : 06 22 19 36 61<br>Email : jmp@colombesdesvignes.fr |

### *COMMUNE DE PIOLENC*

| ***Référent Administratif*** | ***Référent Élu*** |
|---|---|
| Nom : Johanna BUTLER-QUIJOUX<br>Tél. : 04 90 29 43 77<br>Email : j.quijoux@mairie-piolenc.fr | Nom : Louis DRIEY<br>Tél. : 04 90 29 63 66<br>Email : : l.driey@mairie-piolenc.fr |

### *COMMUNE DE SAINTE-CECILE-LES-VIGNES*

| ***Référent Administratif*** | ***Référent Élu*** |
|---|---|
| Nom : Sonia JOUVE<br>Tél. : 04.90.30.79.17<br>Email : urbanisme@sainte-cecile.org | Nom : Pascal CROZET<br>Tél. : 06.80.94.09.18<br>Email : p.crozet@sainte-cecile.org |

### *COMMUNE DE SERIGNAN-DU-COMTAT*

| ***Référent Administratif*** | ***Référent Élu*** |
|---|---|
| Prénom / Nom : Gisèle CLEMENT<br>Tél. : 04 90 70 16 21<br>Email : urbanisme@serignanducomtat.com | Prénom / Nom : Marc GABRIEL<br>Tél. : 06 89 93 37 12<br>Email : marcgabriel@orange.fr |

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

## COMMUNE DE TRAVAILLAN

***Référent Administratif***

Nom : Isabelle ORGEAS
Tél. : 04.90.37.24.01
Email : direction@travaillan.fr

***Référent Élu***

Nom : Isabelle DALADIER
Tél. : 04.90.37.24.01
Email : mairie@travaillan.fr

## COMMUNE D'UCHAUX

***Référent Administratif***

Nom : Mauricette GAUTIER
Tél. : 06.79.04.57.59
Email : m.gautier@uchaux.fr

***Référent Élu***

Nom : Christine LANTHELME
Tél. : 06.49.92.95.00
Email : c.lanthelme@uchaux.fr

## COMMUNE DE VIOLES

***Référent Administratif***

Nom : Charlotte PACINI
Tél. : 04 90 70 98 55
Email : urbanisme@violes.fr

***Référent Élu***

Nom : Florence GOURLOT
Tél. : 06 84 80 99 80
Email : florence.huninik@orange.fr

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_119-DE

# Annexes

*Annexe 3 : PÉRIMÈTRE*

Le périmètre concerne les communes de :

- CAMARET-SUR-AIGUES
- LAGARDE-PAREOL
- PIOLENC
- SAINTE-CECILE-LES-VIGNES
- SERIGNAN-DU-COMTAT
- TRAVAILLAN
- UCHAUX
- VIOLES

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_120-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 31**
**Contre : 0**
**Abstention : 1**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-120**
**Acquisition de parcelles en vue de l'aménagement de la zone agro-alimentaire de Camaret-sur-Aygues / APPROBATION**

**Rapporteur :** M. Vincent FAURE

Le rapporteur expose :

Depuis plus de deux ans, la Communauté de communes élabore avec ses partenaires le projet d'aménagement d'une nouvelle zone agroalimentaire à Camaret-sur-Aygues, afin notamment d'y relocaliser l'usine Le Cabanon (SAS Conserveries Provençales).

Cette nouvelle zone d'activité sera située à l 'ouest de la RD 43, entre la station d'épuration et la déchetterie intercommunales.

Par délibération n°2023-075 du 28 septembre 2023, le conseil communautaire a approuvé la constitution d'une réserve foncière sur l'emprise des parcelles situées quartier *Joncquier et Morelles*, référencées au Cadastre section A n° 0198, 0199, 0200, 0201, 205, 206, 207, 1864 et 1866, d'une superficie totale de 40 334 m².

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_120-DE

**Délibération n°2023-120 Acquisition de parcelles en vue de l'aménagement de la zone agro-alimentaire de Camaret-sur-Aygues / APPROBATION**

Ces parcelles appartiennent respectivement à :
Section A n°198 : M. Jacky DUPEYRE (surface : 7570 m²)
Section A n°199 : M. Jérôme MATHIEU (surface : 6785 m²)
Section A n°0200 : M. Alain DALADIER (surface : 3880 m²)
Section A n° 0201 : M. Alain DALADIER (surface : 2900 m²)
Section A n°0205 : M. Henri IMPERAIRE (surface : 1105 m²)
Section A n° 0206 : M. Henri IMPERAIRE (surface : 30 m²)
Section A n° 0207 : M. Henri IMPERAIRE (surface : 6400 m²)
Section A n° 1864 : M. François MORICELLY (surface : 5474 m²)
Section A n°1866 : M. Alain DALADIER (surface : 6190 m²)
Le prix de cession, conclu d'un commun accord entre les parties, a été fixé à 35 € le m², soit un total de 1 411 690 €, les frais annexes étant à la charge de l'acquéreur.

Le conseil communautaire est donc appelé à autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette transaction, notamment les compromis de vente avec les propriétaires de ces parcelles.

Le rapporteur entendu, le conseil délibère,

Vu l'avis du Domaine sur la valeur vénale de ces parcelles en date du 5 décembre 2023,

Approuve l'acquisition des parcelles situées quartier Joncquier et Morelles à Camaret-sur-Aygues, référencées au Cadastre section A n° 0198, 0199, 0200, 0201, 205, 206, 207, 1864 et 1866, d'une superficie totale de 40 334 m², au prix de 35 € le m², en vue de l'aménagement d'une zone agro-alimentaire,
Autorise le Président à signer les compromis de vente avec les propriétaires susmentionnés,
Précise que cette nouvelle zone agro-alimentaire est principalement destinée à la relocalisation de l'entreprise Le Cabanon (SAS Conserveries Provençales),
Dit que les crédits seront inscrits au budget principal 2024 à l'article 2111 des dépenses d'investissement,

Précise que les actes de vente définitifs ne pourront intervenir que lorsque les autorisations d'urbanisme requises auront été obtenues et sous réserve que la direction de l'entreprise Le Cabanon (SAS Conserveries Provençales) accepte la prise en charge financière de l'aménagement de cette nouvelle zone, acquisitions foncières et viabilisation comprises.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président Le Président,

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Julien MERLE
**Julien MERLE**

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-121**
**Renouvellement du contrat avec la société Nouveaux Territoires pour la plateforme de la taxe de séjour / APPROBATION**

**Rapporteur** : M. Vincent FAURE

Le rapporteur expose :
La Communauté de communes est dotée d'une solution d'optimisation et de sécurisation de la collecte de la taxe de séjour fournie par la société *Nouveaux Territoires*, dont le contrat est arrivé à échéance le 30 septembre 2023.

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver le nouveau contrat proposé par ce même prestataire, pour une durée de 36 mois.
Ce contrat de prestation de service est conclu pour un montant annuel de 2280 € TTC (au-delà de 220 000 € de produit de la taxe de séjour, les frais d'exploitation seront majorés de 20 € HT mensuels par tranche de 10 000 €).

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**Délibération n°2023-121 Renouvellement du contrat avec la société Nouveaux Territoires pour la plateforme de la taxe de séjour / APPROBATION**

Approuve le nouveau contrat de prestation de service avec la société *Nouveaux Territoires* pour une durée de trois ans, autorise le Président à le signer,

Dit que la dépense correspondante sera inscrite au budget primitif principal 2024 à l'article 611 des dépenses de fonctionnement

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Le Président

Julien MERLE

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

# CONDITIONS PARTICULIERES
# DE LA SOLUTION GLOBALE « TAXE DE SEJOUR »

## Entre

La Société **NOUVEAUX TERRITOIRES**, SAS au capital de 30.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE sous le numéro B 448 137 091, dont le siège social est sis 36 rue Antoine Maille – 13005 MARSEILLE, représentée par son Président en exercice, Monsieur **Jérôme PAYANY.**

Ci-après dénommée « **N>T** »
D'une part,

## Et

La Communauté de Communes **AYGUES OUVÈZE EN PROVENCE** numéro SIREN 248400160 dont le siège est sis 252, rue Gay Lussac 84 850 CAMARET-SUR-AIGUES représentée par son Président Monsieur **Julien MERLE**

Ci-après dénommée le « **Client** »
D'autre part,

N>T et le Client étant ci-après ensemble dénommées ensemble les « Parties » et individuellement la ou une « Partie ».

**Préambule**

N>T a développé le Service « Taxe de séjour » qui est une Solution globale d'optimisation et de sécurisation de la collecte des taxes de séjour, accessible sur internet en mode Saas, permettant aux collectivités locales de gérer la collecte, d'orienter le contrôle et permettre le recouvrement des taxes de séjour et aux structures d'hébergement d'effectuer en ligne les déclarations et leurs reversements.

Par contrat en date du 1/10/2019 le Client a déjà souscrit au Service « Taxe de Séjour » de N>T.

Le Client a été informé et conseillé par N>T, notamment au travers de démonstrations ou de réunions de présentation, afin d'évaluer l'intérêt de cette Solution, et déclare que ladite Solution est en adéquation avec ses besoins.

Il a souhaité reconduire le Contrat relatif à la Solution Taxe de Séjour .

A cet effet, les Parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit.

### 1. Définition

Les termes débutant par une majuscule ou écrit en majuscule, utilisés au singulier ou au pluriel ont le sens qui leur est attribué dans les Conditions Générales à l'exception des termes suivants qui ont le sens suivant :

**Hébergeurs** : désigne les personnes physiques ou morales propriétaires ou gestionnaires d'une ou plusieurs structures d'hébergement situées dans le territoire du Client (telles que notamment hôtels, gites, meublés de tourisme, campings…), susceptibles d'utiliser le Logiciel pour la déclaration et le paiement de leurs taxes de séjour

**Utilisateurs** : désigne les utilisateurs du Service et Logiciel qu'il s'agisse du personnel du Client, de tout tiers en relation contractuelle avec le Client (OT) ou des Hébergeurs.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

## 2. Objet

Le présent Contrat s'inscrit dans le cadre des Conditions Générales annexées au présent document (Annexe 2), qui s'appliquent en tout point, sauf dispositions contraires dans les présentes Conditions Particulières.

Les présentes Conditions Particulières ont pour objet de préciser le détail des Prestations fournies par N>T au Client, la durée du Contrat, les interlocuteurs privilégiés désignés par les Parties ainsi que tout complément ou toute dérogation aux Conditions Générales.

La description des coûts et Prestations de la Solution globale ainsi que les tarifs sont décrits en Annexe 1.

## 3. Hiérarchie contractuelle

Le Contrat est formé des documents contractuels suivants présentés par ordre hiérarchique de valeur juridique décroissante :

1. les présentes Conditions Particulières
2. les Conditions Générales ;
3. les autres Annexes.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Les Annexes aux présentes Conditions Particulières, qui font partie intégrante du Contrat, sont les suivantes :

- Annexe 1 : Description des coûts et tarifs
- Annexe 2 : Conditions Générales
- Annexe 3 : Niveaux de service, support et maintenance
- Annexe 4 : Convention de sous-traitance de Données à caractère personnel.

## 4. Prestations

Le détail des Prestations et des options éventuelles relatif à la mise en œuvre et/ou à l'exploitation du Service ainsi que leur prix figurent en Annexe 1.

### 4.1. Prestation d'accompagnement

En sus des droits et obligations visés à l'article 3 des Conditions Générales :

N>T prodigue au Client un accompagnement, des conseils et des formations ciblés en matière de collecte des taxes de séjour, notamment :

- des conseils d'ordre méthodologique, organisationnel et opérationnel,
- la tenue de réunions avec élus et techniciens,
- l'édition de documents, tels que, à titre d'exemples, des sites web d'information, des modèles de courrier, des affichettes et des guides à destination du public.
- l'accès à la Base de connaissance, sur lequel N>T met à disposition des Clients :
    - des notes, des FAQ, des tutoriels de fonctionnalités,

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

- des vidéos conférences enregistrées ou en direct,
- un programme permanent de formation à distance du personnel.

### 4.2. Prestation logicielle

En sus des droits et obligations visés à l'article 4 des Conditions Générales, le Client a déjà bénéficié de la mise en œuvre du Service et il est rappelé que :

- Le Service est accessible sur une url propre : https://ayguesouveze.taxesejour.fr/

  Le Client reconnait que l'utilisation de la Plateforme est soumise aux Conditions Générales d'Utilisation de son site de télédéclaration : https://ayguesouveze.taxesejour.fr/qu'il accepte et qui s'appliquent sans préjudice des dispositions du Contrat.

- Le Client dispose déjà d'une adresse email propre au Service ayguesouveze@taxesejour.fr qui lui permettra d'échanger avec les Hébergeurs. Tous les mails envoyés depuis la Plateforme pour le compte du Client seront envoyés avec cette adresse email.

- Le Client dispose déjà des codes d'accès personnels des responsables (identifiant) pour se connecter au Service depuis la Plateforme.

- Dans le cadre de l'exploitation du Service, pour tout nouvel Hébergeur, le Client devra créer lui-même les comptes depuis la Plateforme ou grâce à un rapprochement DECLALOC CERFA. Il pourra transmettre les codes d'activation aux Hébergeurs soit par email, soit par courrier selon le modèle fourni par N>T.

## 5. Assistance et maintenance

En complément de l'Annexe 3, il est précisé que l'assistance fournie par N>T dans le cadre de ce Contrat comprend le Support niveau 1 et 2.

## 6. Durée

La Période initiale du Contrat telle que définie à l'article 15.1 des Conditions Générales est de trente-six (36) mois qui débute à la date de signature du contrat. A l'issue de cette Période initiale et à défaut de résiliation dans les conditions prévues à l'article 15.1 des Conditions Générales, le Contrat est tacitement renouvelé à chaque Date anniversaire dans des termes identiques pour des périodes successives de douze (12) mois.

## 7. Facturation et règlement

En complément de l'article 6.2 des Conditions Générales, le Client communique les informations suivantes afin que la facture puisse lui être envoyée par le portail Chorus Pro :

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**INFORMATION CHORUS PRO :**

**SIRET :24840016000094**

**Numéro d'engagement :**

**Autre information :**

Les conditions de règlement de la mise en œuvre de la Solution globale puis de l'exploitation de la Solution globale et de l'accompagnement sont précisées en Annexe 1.

## 8. Interlocuteurs privilégiés

L'interlocuteur privilégié désigné par N>T est :
**Jérôme PAYANY**, Président de N>T
Mail : jps@nouveauxterritoires.fr
Numéro de téléphone : 04 84 25 56 55

L'interlocuteur privilégié désigné par le Client est :
**(Prénom NOM)** , (fonction)
Mail :
Numéro de téléphone :

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

**Pour LE CLIENT**,
à le
Son président
Monsieur **Julien MERLE**

**Pour N>T**,
à MARSEILLE le 01/10/23
Son Président
Monsieur **Jérôme PAYANY**

Nouveaux Territoires
36, rue Antoine Maille
13005 Marseille
Tél : 04 84 25 56 55 - www.nouveauxterritoires.fr
SIREN : 448 137 091 - APE : 6202A

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**ANNEXE N° 1**
**DESCRIPTION DES COUTS ET SERVICES**

# Préambule

Le présent document a pour objet de décrire et fixer les redevances applicables à la Solution globale d'optimisation de la Taxe de Séjour éditée par Nouveaux Territoires, à savoir l'exploitation (1) de la Solution, ainsi que leurs conditions de règlement (2).

## 1.Exploitation de la Solution

Nous mettons à votre disposition notre plateforme de gestion et de télédéclaration de la taxe de séjour sous la forme d'un service web (Software As A Service) c'est-à-dire que nous nous occupons de son hébergement de sa sauvegarde, de sa maintenance, de son évolution fonctionnelle en fonctions de vos besoins et cela 24h/24 7j/7.

En mode SaaS, vous bénéficiez toujours de la dernière version disponible, les mises à jour étant effectuées par notre équipe sans le moindre surcoût.

Nous accompagnons également au quotidien les personnels en charge de la gestion de la taxe pour répondre à toutes leurs questions sur la taxe et sur la plateforme et les aider dans l'optimisation de sa perception.

Declaloc CERFA pour l'ensemble des communes de votre territoire est intégré pour permettre aux déclarations effectuées en mairie d'être automatiquement intégrées à votre dispositif de perception de la taxe de séjour.

| **Postes** | **Nb** | **PU HT** | **PT HT** |
|---|---|---|---|
| **< 200 hébergeurs pour < 92 000 € de TS**<br>Mise à disposition en SaaS de la solution gestion de la taxe de séjour<br>Mode de déclaration : papier, web, smartphone. | 1 | 110,00 € | 110,00 € |
| Mise à disposition et maintenance du module Tiers analyse de contrôle des opérateurs numérique | 1 | 20,00 € | 20,00 € |
| Accompagnement au pilotage du process,<br>Mise à jour de la communication,<br>Accès à la base de connaissance sur la taxe de séjour<br>Formation permanente des utilisateurs<br>**support.nouveauxterritoires.fr**<br>Assistance utilisateur téléphonique et Mail, Gestionnaire de tickets. | 1 | 70,00 € | 70,00 € |
| **Frais mensuels HT** | | | **200,00 €** |
| **Total annuel HT** | | | **2400,00 €** |
| **Total annuel TTC** | | | **2 880,00 €** |

***Au-delà de 220 000 € de perception de taxe, les frais d'exploitation seront majorés de 20 € HT Mensuels par tranche de 10 000€***

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

## Options de mise en œuvre

| Postes | Nb | PU HT | PT HT |
|---|---|---|---|
| Réunion Publique * | 0 | 900,00 € | 0,00 € |
| Conduite de projet (à la journée) | 0 | 1000,00 € | 0,00 € |
| Passerelle logicile ASAP-ORMC | 0 | 600,00 € | 0,00 € |
| Salle de réunion Virtuelle, jusqu'à 1000 personnes | 0 | 290,00 € | 0,00 € |
| Accompagnement déploiement Déclaloc Cerfa pour toutes les communes de l'EPCI | 0 | 1200,00 € | 0,00 € |
| Déclaloc » Procédure d'Enregistrement » | 0 | 2600,00 € | 0,00 € |
| Déclaloc » Changement d'usage Standard » ** | 0 | 2000,00 € | 0,00 € |
| Déclaloc » Changement d'usage Premium »** | 0 | 4500,00 € | 0,00 € |
| Declaloc « statistiques » | 0 | 850,00 € | 0,00 € |
| Moduke LocElan | 0 | 1200,00 € | 0,00 € |
| Module Taxanalyse | 0 | 1000,00 € | 0,00 € |
| Portail Personnalisé | 0 | 600,00 € | 0,00 € |
| **Total options HT** | | | **0,00 €** |
| **Total options TTC** | | | **0,00 €** |

## Options d'exploitation

| Maintenance annuelle | Nb | PU HT | PT HT |
|---|---|---|---|
| Assistance Technique aux hébergeurs (<200 héb.) | 0 | 900,00 € | 0,00 € |
| Déclaloc » Procédure d'Enregistrement » | 0 | 7 50,00 € | 0,00 € |
| Déclaloc » Changement d'usage Standard ***» par commune ** | 0 | 300,00 € | 0,00 € |
| Déclaloc » Changement d'usage Premium ***» par commune »** | 0 | 900,00 € | 0,00 € |
| Declaloc « statistiques » | 0 | 0,00 € | 0,00 € |
| Taxanalyse | 0 | 300,00 € | 0,00 € |
| Airdna Market EPCI Minder Annuel | 0 | 2 640,00 € | 0,00 € |
| Délégation à la gestion, à partir de 4500,00 €HT | 0 | 4 500,00 € | 0,00 € |
| Module LocElan (Tarif annuel pour 1 commune) | 0 | 1 200,00 € | 0,00 € |
| Portail Personnalisé (tarif annuel) | 0 | 150,00 € | 0,00 € |
| **Total options HT** | | | **0,00 €** |
| **Total options TTC** | | | **0,00 €** |

*Les frais de déplacements ne seront pas systématiques. Le cas échéant ils seront facturés en fonction du cout réel du déplacement (billet de train)

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**Possible que si la collectivité utilise la procédure de changement d'usage standard élaborée par le cabinet d'avocats « Affaires Publiques »

**Formation à distance**

| Thèmes | Nb | PU HT | PT HT |
|---|---|---|---|
| Institution de la taxe de séjour / 7 heures (1 jour) | 0 | 450,00 € | 0,00 € |
| Taxe de séjour- Fondamentaux et réforme 2022 / 7 heures (1jour) | 0 | 450,00 € | 0,00 € |
| Tax– de séjour - De l'information à la perception / 7 heures (1jour) | 0 | 450,00 € | 0,00 € |
| Définition et classement des hébergements touristiques au regard de la taxe de séjour / 7 heures (1jour) | 0 | 450,00 € | 0,00 € |
| Fondamentaux et bonnes pratiques de l'exercice du métier de gestionnaire de la taxe de séjour en 2022 / 7 heures (1jour) | 0 | 450,00 € | 0,00 € |
| Taxe de séjour – Recouvrement, contrôle, taxation d'office et amendes / 7 heures (1jour) | 0 | 450,00 € | 0,00 € |
| **Total options HT** | | | **0,00 €** |
| **Total options TTC** | | | **0,00 €** |

## 2. Conditions de règlement

L'exploitation et l'accompagnement de la Solution sont réglés annuellement par avance à la Date anniversaire du Contrat.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

# ANNEXE N° 2 :
# CONDITIONS GENERALES DES SERVICES SAAS
# ET LICENCE D'UTILISATION DE LOGICIEL EN MODE SAAS

La Société **NOUVEAUX TERRITOIRES**, SAS au capital de 30.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE sous le numéro 448 137 091, dont le siège social est sis 36 rue Antoine Maille – 13005 MARSEILLE (ci-après « **N>T** »), est spécialisée notamment dans la conception de solutions répondant aux spécificités liées aux territoires et au secteur du tourisme. Elle dispose d'un savoir-faire et de compétences techniques qui lui permettent, d'une part, de développer, d'héberger ou de mettre à disposition des plateformes Saas et, d'autre part, de mettre en place des fonctionnalités innovantes au sein de ces plateformes Saas.

## Article 1 - Définitions

Sauf indication contraire, les termes suivants qu'ils soient utilisés dans les Conditions Générales, les Conditions Particulières ou les Annexes, qui débutent par une majuscule ou écrit en majuscule, utilisés au singulier ou au pluriel, auront le sens qui leur est attribué ci-après :

**Conditions Générales** : désigne le présent document.

**Conditions Particulières** : désigne le document à valeur contractuelle par lequel le Client commande à N>T une Solution globale, document qui vient compléter et préciser les présentes Conditions Générales.

**Annexe** : désigne l'un des documents annexés aux Conditions Particulières. Les annexes, qui ont toutes valeur contractuelle, sont énumérées et hiérarchisées aux Conditions Particulières.

**Contrat** : désigne les Conditions Particulières et ses Annexes, dont les présentes Conditions Générales font partie intégrante.

**Client** : désigne le signataire des Conditions Particulières qui commande à N>T une Solution globale.

**Partie(s)** : désigne indifféremment N>T et/ou le Client.

**Solution globale ou Solution** : désigne la solution globale proposée par N>T telle que décrite dans les Conditions Particulières. La solution globale est composée d'une Prestation d'accompagnement et d'une Prestation logicielle.

**Prestations** : désignent, dans le cadre de la Solution globale, la Prestation d'accompagnement et la Prestation logicielle.

**Prestation d'accompagnement** : désigne, dans le cadre de la Solution globale, la prestation d'accompagnement du Client par N>T en vue notamment d'une utilisation optimale de la Plateforme. Les modalités d'exécution de cette prestation sont définies à l'article 3 des présentes Conditions Générales.

**Prestation logicielle** : désigne, dans le cadre de la Solution globale, la prestation par laquelle N>T met la Plateforme à disposition du Client et des Utilisateurs, en assure ou sous-traite l'hébergement, la maintenance et l'accès au Service. Les modalités d'exécution de cette prestation sont définies à l'article 4 des présentes Conditions Générales.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**Plateforme ou Logiciel** : désigne la solution logicielle appartenant à N>T, accessible à distance sur internet en mode SaaS, permettant au Client d'avoir accès au Service.

**Service** : désigne le service fourni au Client par N>T dans le cadre de la Solution globale, au moyen de la Plateforme, accessible sur internet dont les fonctionnalités, caractéristiques et prix sont définies dans les Conditions Particulières et en Annexe 1.

**Base de connaissance** : désigne le site internet https://documentation.nouveauxterritoires.fr/ mis à la disposition du Client par N>T sur lequel il accède à l'ensemble de la documentation et le cas échéant aux formations relatives aux Prestations d'accompagnement et logicielle. L'accès à la Base de connaissance est soumis à inscription préalable.

**Utilisateurs** : désigne les utilisateurs de la Plateforme et du Service, qu'il s'agisse du Client, de son personnel ou de toute autre personne prévue aux Conditions Particulières. Cette notion est précisée pour chaque Service dans les Conditions Particulières

**Données** : désigne les données, informations, images, logos et/ou documents qui sont et resteront la propriété du Client, saisies par le Client et/ou l'Utilisateur et/ou N>T pour être intégrées dans la Plateforme pour l'utilisation du Service, ou issues des traitements réalisés à partir de la Plateforme et du Service.

**Incident** : désigne tout écart, dysfonctionnement, erreur ou non-conformité affectant tout ou partie de la Plateforme.

**Serveur** : désigne l'équipement informatique connecté au réseau Internet et hébergeant la Plateforme.

**Support** : désigne l'assistance fournie par N>T au Client définie en Annexe 3.

## Article 2 - Objet

Les présentes Conditions Générales ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles N>T fournit la Solution globale au Client.

Les modalités d'exécution de la Prestation d'accompagnement sont définies à l'article 3 des présentes Conditions Générales et détaillées dans les Conditions Particulières.

Les modalités d'exécution de la Prestation logicielle sont définies à l'article 4 des présentes Conditions Générales et détaillées dans les Conditions Particulières. Les niveaux de service, le support et la maintenance sont décrits en Annexe 3.

La description des coûts et Prestations de la Solution globale figure en Annexe 1.

## Article 3 - Prestation d'accompagnement

**3.1** Dans le cadre de la Solution globale, N>T prodigue au Client un accompagnement et des conseils en vue d'une utilisation optimale de la Plateforme et du Service.
**3.2** En sus des conditions énumérées ci-après, les droits et obligations des Parties au titre de la Prestation d'accompagnement sont fixés aux Conditions Particulières.

**3.3** La Prestation d'accompagnement relève d'une obligation de moyens.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**3.4** La Prestation d'accompagnement a pour seul but d'optimiser l'utilisation du Service objet de la Prestation logicielle telle que décrite à l'article 4 des présentes Conditions Générales et dans les Conditions Particulières. Dans ce contexte, le Client est informé et comprend que la Prestation d'accompagnement ne saurait être interprétée comme une prestation de conseil juridique.

**3.6** Le Client devra fournir à N>T, dans les meilleurs délais, toutes les informations, documents, fichiers et Données nécessaires à la Prestation d'accompagnement. Le Client reconnait que N>T ne saurait en aucun cas être tenue responsable des conséquences quelles qu'elles soient d'un retard du Client dans la fourniture d'informations, documents, fichiers et Données demandées par N>T.

**3.5** Lorsque N>T édite un document quel qu'il soit pour le Client, ce dernier dispose d'un droit de rectification et de modification pendant un délai de sept (7) jours ouvrés suivant la remise par N>T de la première version présentée au Client. Une fois ce délai écoulé, toute modification ultérieure sera facturée cinquante euros hors taxes (50 € HT).

## Article 4 - Prestation logicielle

**4.1** En sus des conditions énumérées ci-après, les droits et obligations des Parties au titre de la Prestation logicielle spécifiques à la Plateforme dont il est question sont fixés aux Conditions Particulières.

### 4.2 Mise en œuvre du Service

**4.2.1** Le Client devra fournir à N>T l'ensemble des Données nécessaires au paramétrage de la Plateforme et à la mise en œuvre du Service, incluant notamment les informations relatives aux Utilisateurs et, de manière générale, l'ensemble des Données utiles à la mise en œuvre du Service.

Le Client s'engage à collaborer de son mieux avec N>T et devra répondre dans les meilleurs délais aux demandes de N>T, notamment demandes d'informations ou de validation.

**4.2.2** Une intégration de Données dans la Plateforme par N>T, le Client et/ou les Utilisateurs peut être nécessaire à la mise en oeuvre et au fonctionnement du Service.

Le Client ou les Utilisateurs seront seuls responsables pour procéder aux corrections nécessaires des Données intégrées dans la Plateforme sur la base des recommandations qui auront été fournies par N>T.

Sous réserve que les Données soient intégrées dans la Plateforme et/ou que le Client ait communiqué l'ensemble des Données nécessaires au paramétrage de la Plateforme, le Service sera effectif dans les délais définis aux Conditions Particulières.

N>T ne pourra être tenue responsable d'un retard entraînant un glissement dans le calendrier qui ne lui est pas imputable, notamment en cas de retard du Client ou des Utilisateurs dans l'intégration et/ou la communication des Données nécessaires à l'effectivité du Service ou autre intervention demandée par le Client à N>T.

**4.2.3** Le Service sera accessible depuis la Plateforme via une URL déterminée aux Conditions Particulières.

Un compte sera nécessaire pour se connecter au Service depuis la Plateforme.

Les Conditions Particulières précisent les conditions d'initialisation ou de création des comptes du Client et des Utilisateurs.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

N>T et le Client s'engagent à tout mettre en œuvre pour assurer, chacun de leur côté, une confidentialité et une sécurité totale des codes d'accès. Le Client devra s'assurer que les Utilisateurs respectent cette obligation.

Le Client reconnaît expressément qu'il sera seul responsable en cas d'utilisation non-autorisée de ses mots de passe et lorsque l'utilisation de ses codes d'accès résulte d'une négligence qui lui est imputable relative aux règles de base de confidentialité et de sécurité des accès aux systèmes d'informations. Le Client se porte fort du respect de cette obligation par les différents Utilisateurs, la responsabilité de N>T ne pouvant être engagée à ce titre.

En outre, le Client s'engage à supprimer ou à informer N>T, sans délai, de la nécessité de supprimer le compte d'un Utilisateur, quel que soit le motif de cette suppression notamment en cas de départ de l'un de ses employés, préposés, collaborateurs qui disposait de codes d'accès au Service. N>T ne pourra en aucun cas être tenue responsable en cas d'utilisation du Service par une personne qui n'y était plus autorisée à y accéder.

**4.2.4.** Les Parties vérifieront les conditions d'accès et de fonctionnement du Service et la conformité du Service aux spécifications définies en Annexe 1 pendant un délai de trente (30) jours.

Les Incidents imputables à la Plateforme ou au Service qui seront éventuellement détectés feront l'objet, dans les meilleurs délais, d'une correction de la part de N>T.

A défaut de notification par le Client de difficultés ou d'Incidents dans le délai ci-dessus, le Client sera réputé disposer d'un Service conforme à ses besoins. Les éventuels Incidents pourront être corrigés dans le cadre de la maintenance.

### 4.3 Conditions d'utilisation de la Plateforme et du Service : licence

Pour la durée du Contrat, N>T concède au Client, à titre non-exclusif, personnel et incessible, le droit d'utiliser la Plateforme et le Service pour ses propres besoins et ceux des Utilisateurs.

Le Client s'engage à utiliser la Plateforme et le Service dans le respect des instructions fournies par N>T. Ces instructions sont composées :

- de l'ensemble de la documentation relative à l'utilisation de la Plateforme disponible sur la Base de connaissance,
- des éventuelles consignes données par N>T dans le cadre de l'assistance téléphonique via le Support et d'éventuelles formations.

### 4.4 Conditions de fourniture du Service

Le Service accessible depuis la Plateforme sera fourni dans le respect des garanties visées à l'article 7.

N>T s'engage à mettre en œuvre les moyens techniques et humains nécessaires pour assurer ou faire assurer le bon fonctionnement du Serveur permettant l'accès et l'utilisation de la Plateforme 24h/24 et 7jours/7, sous réserve des conditions stipulées à l'article 8 et à l'Annexe 3.

Pour ce faire, N>T assurera ou fera assurer l'hébergement du Serveur de manière à satisfaire la charge des demandes de consultations des Utilisateurs, quel que soit leur volume en termes de liaisons et de capacité matérielle.

Compte tenu de la nature et de la complexité des technologies mises en œuvre pour l'exécution du Contrat, notamment de la complexité d'Internet, de l'inégalité des capacités des différents réseaux,

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

de l'afflux à certaines heures des Utilisateurs, des différents « goulots d'étranglement » sur lesquels N>T n'a pas de maîtrise, chaque Partie :

- S'engage à apporter tout le soin raisonnablement possible à l'exécution du Contrat,
- Reconnaît que le Service fourni ne peut être exempt d'anomalies, de défaillances, d'interruptions et d'indisponibilités.

C'est pourquoi la responsabilité de N>T est limitée au fonctionnement du Serveur et de la Plateforme.

Dans ce contexte, N>T ne saurait être tenue en aucun cas pour responsable :
- des vitesses d'accès et de connexion du réseau de télécommunication,
- des ralentissements externes. Par « externe », il est entendu depuis le Client jusqu'au fournisseur d'accès internet de N>T,
- des mauvaises transmissions dues à une défaillance ou à un dysfonctionnement des réseaux ou équipements dont elle n'a pas la maîtrise ou ne résultant pas d'une acquisition ou d'une contractualisation de la part de N>T.

## Article 5 – Collaboration des Parties

**5.1** Les Parties reconnaissent que la bonne exécution du présent Contrat nécessite une collaboration active et régulière entre elles.

Les Parties s'engagent à se comporter en toutes circonstances de manière loyale l'une envers l'autre. Chaque Partie s'engage à collaborer de son mieux avec l'autre Partie tout au long de l'exécution du présent Contrat.

Si au cours de l'exécution du présent Contrat une difficulté apparaît, la collaboration nécessaire des Parties les engage à s'alerter et à se concerter le plus vite possible afin de mettre en place, dans les meilleurs délais, la solution la mieux adaptée.

**5.2** Chaque Partie désigne un (ou des) interlocuteur privilégié, qui devra, dans la mesure du possible, être contacté en priorité pour toute question ou problème relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du présent Contrat. Les interlocuteurs privilégiés respectifs désignés par les Parties figurent aux Conditions Particulières.

## Article 6 - Conditions financières

### 6.1 Prix - révision

En contrepartie des Prestations et de l'accès au Service, le Client paiera à N>T les sommes et redevances précisées en Annexe 1.

Le prix des Prestations et du Service est indiqué hors taxes, en euros et est communiqué au Client préalablement à sa souscription et est détaillé dans l'Annexe 1. La TVA s'applique au taux en vigueur lors de la souscription au Service. En toute hypothèse, les sommes payées d'avance ne sont pas des arrhes.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

Le prix sera révisé chaque année à sa date anniversaire suivant la formule suivante :

P1 = P0 x (S1/S0)

P1 : prix révisé (c'est-à-dire le montant révisé de la redevance annuelle)
P0 : prix d'origine (c'est-à-dire le montant de la redevance annuelle tel que fixé initialement lors de la conclusion du Contrat ou, en cas de renouvellement successif, tel que fixé lors du précédent renouvellement)
S1 : dernier indice SYNTEC révisé publié à la date de révision du Contrat
S0 : dernier indice SYNTEC révisé publié à la date de signature du Contrat ou, en cas de renouvellements successifs, du précédent renouvellement.

### 6.2 Conditions et moyens de règlement

Sauf dispositions contraires dans les Conditions Particulières, les factures sont payables par virement ou par chèque.

Les factures sont payables en euros, nettes et sans escompte, dans un délai de trente (30) jours à compter de leur date de réception.

Les factures peuvent être envoyées par courriel ou par le portail Chorus Pro. En cas d'envoi par courriel, la facture est réputée avoir été reçue par le Client à la date de l'envoi du courriel par N>T.

Le cas échéant, les Conditions Particulières précisent les informations complémentaires qui sont nécessaires pour que les factures soient envoyées par le portail Chorus Pro.

### 6.3 Retard de paiement

En cas de retard de paiement, des pénalités de retard seront exigibles de plein droit et sans qu'un rappel soit nécessaire, dès le lendemain de la date d'échéance de la facture, selon les conditions suivantes :

- Lorsque le Client est commerçant : Conformément à l'article L 441-10 du Code de Commerce, les pénalités de retard sont calculées au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 (dix) points de pourcentage, ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs, N>T peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

- Lorsque le Client est pouvoir adjudicateur au sens de l'article L2192-12 du Code de la commande publique : Conformément aux articles L2192-13 et R2192-31 du Code de la commande publique, les pénalités de retard sont calculées selon un taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros est applicable.

## Article 7 - Garanties

**7.1** En cas de dysfonctionnement affectant tout ou partie de la Plateforme ou du Service, N>T étudiera la situation et s'efforcera de procéder à la résolution du dysfonctionnement dans les conditions et sous les réserves définies en Annexe 3.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**7.2** N>T garantit une disponibilité de la Plateforme et du Service de quatre-vingt-dix-neuf pour cent (99%), dans les conditions et sous les réserves définies en Annexe 3.

Le Client reconnaît être informé de la complexité des réseaux mondiaux, de l'inégalité des capacités des différents sous-réseaux, de l'afflux à certaines heures des Utilisateurs, des différents « goulots d'étranglement » à certains endroits de l'Internet, que ces événements peuvent empêcher ou réduire la capacité de connexion à la Plateforme et au Service et qu'ils sont hors du contrôle de N>T.

**7.3** En conséquence, N>T ne garantit pas que le fonctionnement de la Plateforme et du Service sera ininterrompu ou exempt d'erreur ni que ceux-ci soient sécurisés de manière absolue ; toutefois, N>T recherchera des solutions pour améliorer la situation dans la limite de ce qui relève de son ressort, mais il est rappelé qu'en cas de mauvais fonctionnement ou de l'indisponibilité du réseau Internet, conformément aux dispositions de l'article 4.4 des présentes Conditions Générales, la responsabilité de N>T ne saurait être engagée.

**7.4** Les garanties et dispositions ci-dessus s'appliquent sous réserve du respect par le Client de ses obligations au titre du Contrat et des conditions, limites et exclusions qui y sont prévues, notamment à l'article 9 des présentes Conditions Générales et à l'Annexe 3.

**7.5** Le Client déclare avoir étudié et évalué, préalablement à la conclusion du Contrat, la pertinence de l'utilisation du Service par rapport à ses besoins et l'adéquation du Service à ses besoins, notamment eu égard au nombre d'Utilisateurs susceptibles d'utiliser la Plateforme et le Service. La responsabilité de N>T ne pourra en aucun cas être engagée au titre du refus des Utilisateurs d'utiliser la Plateforme et le Service ou en cas de nombre d'Utilisateurs ayant recours à la Plateforme et au Service jugé insuffisant par le Client.

**7.6** Chaque Partie garantit l'autre Partie :

- qu'à sa connaissance, au jour de l'entrée en vigueur du présent Contrat, rien ne s'oppose à sa conclusion, à sa régularisation ou à son exécution ;
- qu'à sa connaissance, elle ne fait l'objet d'aucune poursuite ou procédure qui aurait pour effet de remettre en cause l'économie du Contrat ;
- qu'elle dispose de toutes les autorisations ou licences requises pour permettre l'exécution de ses obligations contractuelles.

Chaque Partie s'engage en outre à exécuter ses obligations en conformité avec l'ensemble des lois et règlements en vigueur.

## Article 8 - Assistance et maintenance

N>T fournira une assistance et assurera la maintenance de la Plateforme et du Service dans les conditions définies à l'Annexe 3.

## Article 9 - Responsabilité

**9.1** Tout manquement à toute disposition du Contrat peut entraîner de plein droit la résiliation immédiate du Contrat selon les modalités et conditions précisées à l'article 15.2 ci-après, sans préjudice des dommages-intérêts que N>T ou le Client seraient en droit de réclamer.

**9.2** Il est rappelé que la Prestation d'accompagnement relève d'une obligation de moyens.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**9.3** N>T ne pourra être tenue pour responsable des préjudices subis par le Client, les Utilisateurs ou un tiers ou des manquements à ses obligations, objet du Contrat, lorsque ces préjudices ou manquements seront, dus :

(a) à un manquement, total ou partiel, du Client aux obligations mises à sa charge par les présentes, ou au retard apporté à leur exécution ;

(b) à des négligences, fautes, omissions ou comportement illicite des Utilisateurs ou du Client, de ses employés, préposés, collaborateurs, mandataires ou autres tiers non-placés sous l'autorité de N>T ;

(c) à un retard de fourniture, une inexactitude ou un manque de complétude des Données fournies par les Utilisateurs ou le Client à N>T ;

(d) le cas échéant, à un glissement du calendrier en raison d'un retard imputable aux Utilisateurs ou au Client ;

(e) aux Données fournies par le Client ou les Utilisateurs, notamment en cas d'inexactitude, erreur, fraude ou omission des Données transmises et/ou intégrés dans la Plateforme ;

(f) au défaut de mise en œuvre ou de fourniture, en temps et en heure, des informations, matériels, logiciels, équipements et personnels dont la fourniture ou mise en œuvre incombe au Client ;

(g) aux dysfonctionnements de logiciels, équipements ou matériels fournis ou mis en œuvre par le Client ou les Utilisateurs, notamment au système informatique ou à la connexion internet du Client ou des Utilisateurs ;

(h) aux conséquences de toute nature résultant d'une erreur de manipulation des Utilisateurs ou d'une utilisation de la Plateforme et du Service par le Client ou les Utilisateurs non conformes aux spécifications, au périmètre d'utilisation pour lequel le présent Contrat a été conclu ou aux instructions communiquées par N>T au Client relatives à l'utilisation, à la configuration, au paramétrage ou au fonctionnement du Service ;

(i) à la survenance d'un événement constitutif de force majeure entendue au sens de l'article 1218 du Code civil et de la jurisprudence française. Les Parties considèrent comme des cas de force majeure : toute défaillance de longue durée du réseau public de distribution d'électricité, grève, émeute, guerre, tempête, tremblement de terre, défaillance du réseau public de télécommunications, pertes de connectivité internet dues aux opérateurs publics ou privés dont dépend N>T, étant précisé que N>T dépend aussi bien de son propre opérateur que de celui du Client et des Utilisateurs ;

(j) à un évènement prévu à l'article 2 « Exclusions » de l'Annexe 3.

**9.4** Les dommages indirects sont exclus du champ de la responsabilité de N>T. De convention expresse, sont assimilés à des dommages indirects toutes pertes de revenus de bénéfices, de commandes ou de profits, non-réalisation de profits ou d'économies.

**9.5** Le Client sera seul responsable :

- des Incidents et de toutes les conséquences qui pourront résulter des Données et des éléments de son système d'information et de télécommunications utilisés dans le cadre de l'utilisation du Service ;

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

- de la vérification de la compatibilité du Service avec les éléments de son système d'information et de télécommunications ;

- de l'utilisation faite par le Client et les Utilisateurs des informations obtenues par le biais du Service ;

**9.6** En tout état de cause, quelle que soit la nature ou le fondement de l'action en responsabilité intentée contre N>T, dans le cas où la responsabilité de N>T serait engagée, le montant total des indemnités mises à sa charge ne pourra excéder le montant des sommes perçues par N>T au cours des douze (12) derniers mois précédant la réclamation du Client.

**9.7** Les Parties reconnaissent que la répartition des risques et des responsabilités opérées par le Contrat est raisonnable eu égard au contexte et aux conditions financières encadrant leur accord. Pour le surplus, le Client fait son affaire personnelle de souscrire en tant que de besoin toute assurance qu'il jugera utile lui permettant de garantir les dommages pour lesquels la responsabilité de N>T est exclue en application des dispositions du Contrat.

**9.8** Les Parties certifient avoir souscrit à une police d'assurance en responsabilité civile suffisante pour couvrir les risques issus du Contrat.

## Article 10 – Respect de la règlementation sociale

**10.1** Conformément aux dispositions de l'article R8222-1 du Code du travail, le présent article est applicable pour toute opération au titre du Contrat d'un montant supérieur ou égal à 5 000 euros hors taxes.

**10.2** Le personnel de N>T reste en toutes circonstances sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire exclusive de N>T. N>T assure donc, en sa qualité d'unique employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés intervenant dans l'exécution du Contrat. Ces derniers ne peuvent en aucun cas être assimilés aux salariés du Client.

**10.3** N>T déclare être en règle avec toute administration sociale et fiscale au titre de son activité et s'engage à garantir le Client contre toute réclamation qui pourrait lui être présentée à cet égard.

**10.4** Conformément aux dispositions des articles L. 8221-1, D. 8222-5 et D. 8254-2 du Code du travail et L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, N>T remettra au Client, à la date de signature du Contrat puis tous les six mois, les attestations et documents obligatoires mentionnés à ces articles.

## Article 11 - Sous-traitance

Le Client ne peut céder, en tout ou partie, le présent Contrat à quelque tiers que ce soit sans l'autorisation expresse et préalable de N>T.

Le Client reconnaît et accepte que N>T pourra avoir recours à des sous-traitants ou des fournisseurs tiers afin de fournir tout ou partie du Service. Le recours à de tels tiers n'exonérera pas N>T de ses obligations ou responsabilités au titre des présentes.

## Article 12 - Propriété Intellectuelle

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**12.1** N>T garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle sur la Plateforme et l'ensemble des contenus originaux conçus dans le cadre de la Prestation d'accompagnement, ou disposer de toutes les autorisations et/ou licences nécessaires.

**12.2** L'ensemble des contenus originaux conçus par N>T dans le cadre de la Prestation d'accompagnement, dont notamment les contenus originaux disponibles sur le Plateforme ainsi que les éventuels modèles et matrices de communication, sont mis à disposition du Client *intuitu personae* par N>T. Dans ce contexte, seul le Client, les Utilisateurs et, le cas échéant, les élus et offices du tourisme relevant de son territoire, sont autorisés à faire usage de ces contenus originaux. En conséquence, le Client s'engage à ne transmettre lesdits contenus à quiconque sans autorisation expresse et écrite de N>T.

**12.3** N>T conserve la pleine et entière propriété de la Plateforme et de toutes ses composantes présentes et à venir, telles que notamment base de données, logiciel, Indicateurs, programme, fichier, page Html ou page web quel que soit son format ou le langage de programmation utilisé, site internet, contenu web ou multimédia, données et autres contenus, le présent Contrat n'entraînant aucun transfert de propriété.

**12.4** Le Client conserve quant à lui la pleine et entière propriété des Données et de l'ensemble des éléments et Données de son système d'information qui auront été intégrés dans la Plateforme pour l'utilisation du Service.

**12.5** Le Client s'engage à ne pas porter atteinte directement ou indirectement aux droits de N>T sur la Plateforme et le Service et sera responsable du respect de cet engagement par les membres de son personnel, par ses collaborateurs et par tout tiers en relation contractuelle avec lui.

**12.6** Le Client s'interdit de contrefaire ou reproduire, traduire ou transcrire tout ou partie de la Plateforme ou du Service, de le modifier, de l'adapter ou de lui adjoindre quoique que ce soit, par n'importe quel moyen et sous n'importe quelle forme, sans l'autorisation préalable expresse de N>T.

**12.7** Il est rappelé que, conformément à l'article 9.1 des présentes Conditions Générales, tout manquement à toute disposition du Contrat peut entraîner de plein droit la résiliation immédiate du Contrat, sans préjudice des dommages-intérêts que N>T serait en droit de réclamer.

## Article 13 - Traitement des Données

### 13.1 Disponibilité des Données

N>T s'engage à stocker, à conserver, à donner accès à l'intégralité des Données du Service et ce pendant toute la durée du Contrat. Par cela, aucune donnée, en dehors des cas prévus par la loi, ne pourra être effacée, ou supprimée, par N>T ou un sous-traitant, sans l'accord du Client.

### 13.2 Export des Données

Un « export » est entendu comme l'extraction par N>T des Données et leur sauvegarde sur un support remis au Client.
N>T s'engage à proposer un export de l'ensemble des Données pouvant répondre aux obligations du Client en termes de mise à disposition (Open Data) ou en termes légaux de statistiques.
Une fois par an le Client pourra demander à N>T un export intégral des Données du Client pour l'année achevée. Le Client pourra moduler le contenu de l'export en fonction de la granularité, c'est à dire le niveau de détail, des Données contenues dans ledit export.

### 13.3 Données à caractère personnel

Les Données transmises aux fins d'utilisation du Service sont systématiquement stockées sur des serveurs situés sur le territoire français. Si ces Données comportent des Données à caractère

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

personnel, le Client garantit à N>T qu'il a procédé à l'ensemble des obligations qui lui incombent au terme de la législation en vigueur, en particulier la loi du 6 janvier 1978 dite « *Informatique & Libertés* » et le Règlement UE 2016/679 dit « *Règlement Général sur la Protection des Données* » (RGPD), et qu'il a informé les personnes physiques concernées de l'usage qui est fait desdites Données personnelles. A ce titre, le Client garantit N>T contre tout recours, plainte ou réclamation émanant d'une personne physique dont les Données personnelles seraient reproduites et hébergées via la Plateforme.
N>T a vis-à-vis du Client la qualité de sous-traitant de Données à caractère personnel ; les droits et obligations des Parties issus de cette relation de sous-traitance sont définis en Annexe 4.

### 13.4 Exploitation des Données

Le Client assure la responsabilité éditoriale éventuelle de l'utilisation du Service.
Le Client est seul responsable de la qualité, de la licéité, de la pertinence des Données et contenus qu'il transmet aux fins d'utilisation du Service. Il garantit en outre être prestataire des droits de propriété intellectuelle lui permettant d'utiliser les Données et contenus. En conséquence N>T dégage toute responsabilité en cas de non-conformité des Données et/ou des contenus aux lois et règlements, à l'ordre public ou encore aux besoins du Client.
Le Client garantit N>T à première demande contre tout préjudice qui résulterait de sa mise en cause par un tiers pour une violation de cette garantie.
Plus généralement, le Client est seul responsable des contenus et messages diffusés et/ou téléchargés via le Logiciel. Le Client demeure le seul propriétaire des Données.
Dans un strict but d'observation et d'optimisation, les métadonnées de déclaration anonymisées de Clients distincts peuvent être partagées et recoupées.

### 13.5 Sécurité des Données

Chacune des Parties s'engage à mettre en œuvre les moyens techniques appropriés et aux normes du marché pour assurer la sécurité des Données.
N>T s'engage à préserver l'intégrité et la confidentialité des Données intégrées dans la Plateforme. N>T mettra en place les mesures techniques et organisationnelles aux normes du marché de nature à empêcher tout accès ou utilisations fraudeuses des Données et à prévenir toutes pertes, altérations et destructions des Données.

### 13.6 Réversibilité

La clause de réversibilité sera activée quelles que soient les raisons de résiliation du présent Contrat.
Au terme du présent Contrat, N>T s'engage à transférer les Données au Client dans un délai de deux (2) mois suivant la demande de réversibilité des Données. Dans l'hypothèse où le Client ne demanderait pas la restitution des Données dans les six (6) mois à compter du terme du présent Contrat, N>T détruira lesdites Données.

## Article 14 – Confidentialité

De manière générale, sauf pour l'exécution du Contrat ou accord exprès, les Parties s'engagent à ne divulguer aucune information relative à la négociation et au contenu du Contrat.

Pendant toute la durée du Contrat puis une période de cinq ans après le terme de ce dernier, N>T s'engage à conserver confidentielles les Données, à ne pas les communiquer à des tiers, à l'exception de ceux dont l'intervention est nécessaire pour l'exécution du Contrat, et à ne pas les utiliser à quelque fin que ce soit autre que l'exécution du Contrat.

N>T s'engage à considérer comme confidentielles les informations de toute nature qu'il aura pu recueillir au sujet du Client au cours de l'exécution du -Contrat.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

De la même façon, sauf accord exprès, le Client s'engage, pendant la durée du Contrat puis une période de cinq ans à compter du terme de ce dernier, à ne divulguer aucune des informations dont il dispose concernant le Service, la Plateforme, les tarifs et toute activité de N>T.

## Article 15 – Durée et résiliation

**15.1** Le Contrat prend effet à la date de sa signature par la dernière des deux Parties.

Il est conclu pour une durée initiale fixée aux Conditions Particulières (ci-après la « Période initiale ») qui débute, sauf dispositions contraires dans les Conditions Particulières, le jour où N>T informe le Client de la fin du paramétrage du Service. (ci-après la « Date anniversaire »).

Sauf dispositions contraires dans les Conditions Particulières, à défaut de résiliation dans les délais et formes précisées ci-après, le Contrat sera ensuite tacitement reconduit à chaque Date anniversaire dans les mêmes termes et conditions pour des périodes successives dont la durée est fixée aux Conditions Particulières (ci-après la « Période de renouvellement »).

Chacune des Parties pourra résilier le Contrat avec un préavis signifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard six (6) mois avant la Date anniversaire de la Période initiale, puis avec un préavis de trois (3) mois avant la Date anniversaire de chaque Période de renouvellement.
Le préavis commencera à courir à compter de la date de la première présentation de ladite lettre recommandée.

**15.2** En cas d'inexécution par l'une des Parties de tout ou partie de ses obligations, le Contrat pourra être résilié unilatéralement de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception. Sauf dispositions contraires dans les Conditions Particulières, la résiliation sera effective à l'issue d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de la première présentation à la Partie défaillante d'une mise en demeure restée sans effet, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

**15.3** En cas de cessation des relations contractuelles quelle qu'en soit la cause,

- N>T désactivera les comptes et mots de passe du Client, des Utilisateurs et leur accès au Service depuis la Plateforme ;
- N>T restituera au Client toutes les Données collectées pour son compte selon les conditions de l'article 13.6 ;
- les dispositions des articles 12 et 14 survivront ;
- les droits des Parties nés préalablement à la cessation des relations contractuelles demeureront acquis.

## Article 16 – Documents contractuels

### 16.1 Divisibilité

Si l'un des articles du Contrat s'avérait nul ou inopposable en vertu d'une loi ou d'un règlement ou à la suite d'une décision de justice, les autres articles conserveront toute leur force et leur portée.
Les Parties s'engagent à convenir, d'un commun accord, de remplacer tout article invalide par des articles valides.

### 16.2 Intégralité

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

Le Contrat contient tous les engagements des Parties. Les documents, contrats, correspondances, offres et propositions relatifs à l'objet du présent Contrat et antérieurs à sa signature sont considérés par les Parties comme non-avenus.

**Article 17 – Résolution des différends**

Le présent Contrat est soumis au droit français. Il a été rédigé en langue française. En cas de traduction, seule la version française fait foi.

En cas de contestation ou de difficulté qui viendrait à naître entre les Parties relative à la validité, la formation, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du Contrat, les Parties s'engagent à se rencontrer et à coopérer avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable avant toute procédure judiciaire.

Pour ce faire, la partie s'estimant lésée notifie ses griefs à l'autre partie par courriel ou courrier recommandé avec avis de réception. En cas d'envoi par courriel, la notification est réputée avoir été reçue à la date de l'envoi du courriel.

A défaut de règlement amiable du litige dans le délai d'un (1) mois suivant la réception de la notification :

- dans l'hypothèse où le Client est commerçant au sens de l'article L121-1 du Code de commerce et de la jurisprudence française, le TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE sera exclusivement compétent pour en connaitre, y compris en cas de pluralité de défendeurs, référé ou appel en garantie.

- dans l'hypothèse où le Contrat est un contrat administratif, et conformément aux dispositions de l'article R312-11 alinéa 2 du Code de justice administrative, le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE sera exclusivement compétent pour en connaitre, y compris en cas de pluralité de défendeurs, référé ou appel en garantie.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**ANNEXE N° 3**
**NIVEAUX DE SERVICES, SUPPORT ET MAINTENANCE**

**PREAMBULE**

Le présent document a pour objet :

- De définir les critères et niveaux de service applicables à la fourniture du Service par N>T ainsi que les réparations dues par cette dernière dans l'hypothèse où ces niveaux ne seraient pas atteints pour des raisons qui lui sont exclusivement imputables,

- De définir les conditions dans lesquelles N>T assurera le Support et la maintenance du Service ;

- De préciser un certain nombre d'hypothèses constitutives d'événements indépendants de la volonté de N>T et, partant, qui ne lui sont pas imputables.

## 1. DISPONIBILITE ET PERFORMANCE DU SERVICE

### 1.1 Disponibilité du Logiciel

La disponibilité du Logiciel est au moins de quatre-vingt-dix-neuf pour cent (99%) (à l'exclusion des indisponibilités pour les raisons définies ci-après), au titre d'une obligation de moyens de N>T.

Par disponibilité, on entend le fait que les Utilisateurs soient effectivement en mesure de se connecter au Logiciel et d'utiliser l'ensemble des fonctionnalités souscrites par le Client.

Toute indisponibilité de tout ou partie du Service ou du Logiciel devra faire l'objet d'une notification écrite par le Client adressée à N>T par e-mail ou télécopie dans les huit (8) heures ouvrées de sa survenance, le Client devant à cette occasion fournir les informations relatives à la date et l'heure de sa survenance.

**Pénalités**

Si la durée d'indisponibilité cumulée sur le trimestre est supérieure à un pour cent (1%) (mesurée 24/24 heures, 7/7 jours), les pénalités suivantes seront applicables pour les indisponibilités totales du Service.

Une pénalité égale à 1/365e du montant annuel des redevances sera due pour chaque période de huit (8) heures d'indisponibilité sur le trimestre considéré, dans la limite de un douzième (1/12e) du montant annuel des redevances.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

**Exclusions**

Les indisponibilités consécutives aux événements visés ci-dessous seront exclues du calcul de disponibilité :

- Incident, défaillance ou indisponibilité des services de communication, des réseaux ou des circuits fournis par des tiers opérateurs, privés ou publics, de télécommunications dont dépend N>T, étant précisé que N>T dépend aussi bien de son propre opérateur que de celui du Client.

- Opérations de maintenance planifiées[1],

- Inexécution ou mauvaise exécution par le Client de ses obligations (ex : retard dans la fourniture à N>T des informations requises, modification du système informatique du Client, mauvaise utilisation du Logiciel par le Client ou les Utilisateurs ou utilisation non-conforme à la documentation ou aux recommandations de N>T),

- Cas de force majeure et, notamment, explosion, incendie, fait du prince, cas fortuits, intempérie et catastrophe naturelle et, en particulier, inondation, tremblement de terre, foudre ou autres événements, qu'ils soient ou non de même nature, indépendants de la volonté de N>T,

- Incident, défaillance ou indisponibilité causée en tout ou partie par les Données fournies par le Client ou les Utilisateurs, notamment en cas de saisie de données inexactes, incomplètes ou erronées,

- Incident, défaillance ou indisponibilité causée en tout ou partie par un matériel, logiciel ou autre équipement de toute nature non fourni par N>T,

- de manière générale, Incident, indisponibilité ou défaillance due en tout ou partie à une cause indépendante de la volonté de N>T ou dans les hypothèses prévues à l'article 2.2.4 ci-après.

### 1.2 Performance du Logiciel et temps de réponse

N>T s'efforce de fournir un service qui permette, dans des conditions de fonctionnement normales, de présenter, pour la majeure partie des fonctionnalités du Logiciel, un temps de réponse de moins de deux (2) secondes par transaction (on entend par « transaction » la réponse du serveur à une demande d'affichage de page web). N>T s'engage à dimensionner ses équipements et ports de télécommunications de manière à atteindre en général ces niveaux, dans la mesure du possible, au titre d'une obligation de moyens.

Il est cependant rappelé que le temps de réponse dépend très largement du réseau Internet et des systèmes de télécommunications de tiers et des Utilisateurs, éléments qui sont hors du contrôle de N>T. N>T ne saurait dès lors garantir un tel temps de réponse ; toutefois, si le Client est confronté, d'une manière permanente ou régulière, à un temps de réponse supérieur à l'objectif indiqué ci-dessus, N>T étudiera la situation et s'efforcera de procéder à des modifications de son environnement (serveur, applicatif et contrat avec son fournisseur d'accès internet) et/ou de recommander au Client des actions sur son système d'information ou sur son accès internet à mettre en œuvre en vue d'améliorer le temps de réponse.

## 2. SUPPORT, ASSISTANCE, MAINTENANCE CORRECTIVE

[1] Les opérations de maintenance de l'application et de son environnement d'hébergement sont planifiées entre 22h et 04 h GMT. Lorsque ces opérations rendent impossible l'accès à l'application pendant plus de deux heures N>T s'efforcera d'en informer le Client, par courriel à l'interlocuteur privilégié désigné dans les Conditions Particulières auquel est annexé le présent document, sept (7) jours avant leur déroulement. Une fois la maintenance terminée, N>T notifiera au Client par courriel les résultats de l'intervention.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

## 2.1 Contenu du Support

Le Support se décline en trois niveaux définis comme suit :

- **Support niveau 1** : Assistance de N>T au Client concernant des questions simples, relatives principalement à l'utilisation du Logiciel.

- **Support niveau 2** : Assistance de N>T au Client concernant des conseils, principalement d'ordre stratégique, méthodologiques ou organisationnels.

- **Support niveau 3** : Assistance de N>T au Client en cas de questions plus complexes nécessitant une expertise réalisée par un spécialiste, et consistant en un renvoi vers un expert. Ce niveau de support n'est jamais inclus dans la Solution globale, il s'agit d'une option.

Les Conditions Particulières précisent les niveaux de Support dont le Client bénéficie.

En cas de problème technique lié à la Prestation logicielle, le Client suit la procédure décrite à l'article 2.2 ci-après.

## 2.2 Procédure de Support en cas de problème technique lié au Logiciel

### 2.2.1 Support

Le Support est composé du personnel de N>T chargé d'apporter au Client une assistance en cas de problème technique lié à la Prestation logicielle.

Sauf dispositions contraires stipulées dans les Conditions Particulières, le Client peut contacter le Support, du lundi au vendredi, sauf jours non travaillés, entre 09h et 18h (GMT+1), dans les conditions ci-après :

- Par téléphone au 04 84 25 56 58
- Par l'ouverture d'un ticket depuis le gestionnaire de demandes : https://support.nouveauxterritoires.fr

Le Support peut être contacté par le Client soit en cas d'Incident, soit en cas de demande d'assistance à l'utilisation.

N>T s'efforcera de résoudre l'Incident signalé par le Client ou de répondre à sa demande d'assistance à l'utilisation selon la procédure suivante :

**• Traitement immédiat par le Support :**

Sauf dispositions contraires stipulées dans les Conditions Particulières, pour toute demande ou signalement d'Incident, le Support s'efforcera d'apporter une réponse au Client dans les meilleurs délais, par téléphone ou par réponse au ticket créé selon le souhait exprimé par le Client.

Dans toute la mesure du possible, lorsque le Client prend contact avec le Support par téléphone, il doit être connecté au Logiciel, de manière à permettre qu'un diagnostic et une résolution de l'Incident rencontré soient rapidement possibles.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

L'Incident doit être reproductible et le Client doit communiquer à N>T l'ensemble des informations permettant de la reproduire. Si un message d'erreur apparaît, il doit être noté par le Client et fourni au Support sur demande de ce dernier.

En cas d'appel, l'identité de l'appelant sera demandée et, dès que la qualification de l'incident sera effectuée, une demande de support sera enregistrée dans le système de suivi. Un numéro d'Incident sera alors attribué à l'incident, qui devra être utilisé pour toute correspondance avec le Support pendant le processus de résolution.

L'Incident ou la demande du Client sera traité aussi rapidement que possible et il appartient au Client de coopérer avec N>T, notamment en suivant les procédures qui lui seront indiquées pour aider au diagnostic et, dans toute la mesure du possible, reproduire l'Incident.

Si la demande ou l'Incident est résolu immédiatement par le Support, l'Incident est classé. Sinon, le Support appliquera la procédure suivante afin de le résoudre.

• **Résolution après transmission au service technique compétent :**

En cas d'Incident ou de demande ne pouvant être résolu immédiatement par le Support, elle sera transmise par le Support au personnel compétent de N>T afin d'être traitée dans les délais ci-après, qui sont fonction des niveaux de sévérité.

• **Intervention sur le site du Client :**

Le Support sur site, dans les locaux du Client, sera facturé, après accord réciproque, aux coûts journaliers en vigueur.

Toute demande de formation du Client, notamment pour l'assistance à l'utilisation du Logiciel, fera l'objet d'un devis spécifique.

### 2.2.2 Niveaux de sévérité des Incidents logiciels

Les Incidents sont classés selon leur niveau de gravité suivant :

**Incident de niveau 1** : Le Logiciel est indisponible, au sens de l'article 1 de la présente Annexe, pour des raisons imputables à N>T.

**Incident de niveau 2** : Les fonctionnalités essentielles du Logiciel sont indisponibles.

**Incident de niveau 3** : Le Logiciel est affecté dans certaines de ses fonctionnalités mais demeure opérationnel.

Les Incidents seront traités et résolus en fonction de leur gravité.

### 2.2.3 Délais d'intervention de traitement et résolution des Incidents logiciels

Les Incidents seront traités et résolus par N>T en fonction de leur gravité dans les conditions ci-après.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

- **Calcul et computation des délais :**

Incidents de niveau 1 :

Les Incidents de niveau 1 seront résolus en priorité et aussitôt que possible, dans les délais ci-après. Un consultant support est d'astreinte, en dehors des heures de travail normales, pour les problèmes de niveau 1. Le consultant support est automatiquement contacté par l'intermédiaire d'un email en cas d'indisponibilité de niveau 1.

Incidents de niveau 2 et 3 :

Pour les Incidents de niveau 2 et 3, tous les délais impartis sont décomptés sur la plage horaire suivante : entre 09 et 18 h GMT, du lundi au vendredi, sauf jours non travaillés.

Lorsque, pour les Incidents de niveau 2 et 3, un délai n'est pas entièrement consommé dans la plage horaire ci-dessus, le solde du délai est reporté sur le premier jour ouvré suivant (ainsi, à titre d'exemple, si le délai imparti est de 4 heures, et que l'appel a été reçu à 16h le vendredi, heure locale, le délai imparti à N>T court jusqu'au lundi 11 h, heure locale (pour autant que le lundi en cause ne soit pas un jour non travaillé).

- **Temps de réponse :**

A compter de la réception de la demande (c'est à dire à compter, selon le cas, soit du moment où l'appel a été décroché par un préposé de N>T, soit du moment où un préposé N>T a pris contact avec le Client suite à l'ouverture d'un ticket ou à un message vocal), N>T s'engage à effectuer le diagnostic de qualification du niveau de sévérité dans un délai maximal de 1 heure.

A compter de la qualification du niveau de sévérité, N>T s'engage à entreprendre, dans les délais définis ci-dessous, les actions nécessaires en vue de permettre la résolution de l'Incident signalé, dans la mesure du possible et au titre d'une obligation de moyens :

| ***Niveau de sévérité*** | ***Exemple*** | ***Délai maximal pour démarrer les actions de résolution d'incident signalé*** |
|---|---|---|
| Niveau 1 | L'utilisateur ne peut pas accéder au Logiciel | 1 heure |
| Niveau 2 | Les fonctionnalités essentielles du Logiciel sont inaccessibles | 8 heures |
| Niveau 3 | Le Logiciel est affecté dans certaines de ses fonctionnalités mais demeure opérationnel. | 16 heures |

1.En cas d'Incident de niveau 1, la prise en compte du signalement intervient sous une (1) heure ouvrée. N>T s'efforce de corriger l'Incident dans les meilleurs délais ou de proposer une solution de contournement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

2.En cas d'Incident de niveau 2, la prise en compte du signalement est effectuée dans les huit (8) heures ouvrables. N>T s'efforce de corriger l'incident ou de proposer une solution de contournement pouvant permettre l'utilisation des fonctionnalités en cause dans les trois (3) jours ouvrés.

3.En cas d'Incident de niveau 3, la prise en compte du signalement est effectuée dans les seize (16) heures ouvrables, et propose la correction de l'Incident dans une nouvelle version du Logiciel, qui sera livrée dans le cadre de la maintenance évolutive.

Les Incidents seront résolus par N>T dans les meilleurs délais à compter de la prise en charge, au titre d'une obligation de moyens. En cas de délai jugé trop long par le Client pour le rétablissement du Service ou la résolution d'un Incident, il ne pourra prétendre à aucune indemnité ou réparation autre que celles prévues à l'article 1 ci-dessus en cas d'indisponibilité, et ce uniquement si l'indisponibilité ou l'Incident est dû à un manquement de N>T et relève de sa responsabilité exclusive.

### 2.2.4 Exclusions

En matière de support logiciel, l'assistance et la maintenance sont exclues en cas de :

- Appels ayant pour objet des Incidents non liés au Service ou motivés par des raisons hors du contrôle de N>T,

- Appels effectués par des personnes autres que les utilisateurs du Service dûment autorisés par le Client,

- Cas dans lesquels il est impossible à N>T d'apporter une réponse en raison d'une défaillance des moyens de télécommunications,

- Evénements tels que la survenance d'une attaque Internet majeure, affectant une partie substantielle des réseaux et de leur utilisateur au moins dans la région de N>T et/ou du Client, notamment par propagation de virus, d'attaque en dénis de services et de toute technique ayant pour objectif de bloquer, ralentir ou faire dysfonctionner les réseaux,

- Incident, défaillance ou indisponibilité des services de communication, des réseaux ou des circuits fournis par des tiers opérateurs, privés ou publics, de télécommunications,

- Inexécution ou mauvaise exécution par le Client de ses obligations (ex : retard dans la fourniture à N>T des informations requises, modification du système informatique du Client, mauvaise utilisation du Logiciel par le Client ou les Utilisateurs ou utilisation non-conforme à la documentation ou aux recommandations de N>T),

- Cas de force majeure et, notamment, explosion, incendie, fait du prince, cas fortuits, intempérie et catastrophe naturelle et, en particulier, inondation, tremblement de terre, foudre ou autres événements, qu'ils soient ou non de même nature, indépendants de la volonté de N>T,

- Incident, défaillance ou indisponibilité causée en tout ou partie par les Données fournies par le Client ou les Utilisateurs, ou par un matériel, logiciel ou autre équipement de toute nature non fourni par N>T ou sur lequel N>T ne dispose pas des Droits de Propriété Intellectuelle ou autres droits ou autorisations lui permettant d'intervenir pour résoudre l'Incident,

- Erreur de manipulation du Client ou des Utilisateurs, ou autre erreur ou négligence imputable au Client ou aux Utilisateurs, notamment en cas d'utilisation non-conforme à la documentation ou

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

aux recommandations fournies par N>T, utilisation dans des conditions anormales, mauvaise utilisation, erreur d'utilisation, données inexactes ou erronées.

Toute prestation de maintenance fournie à la suite d'un tel évènement, relative ou consécutive à un tel évènement, devra être préalablement acceptée par N>T et sera considérée comme une prestation optionnelle hors forfait faisant l'objet d'une facturation supplémentaire aux tarifs en vigueur.

N>T ne sera pas tenu de fournir les prestations de maintenance si d'une manière générale le Client ne respecte pas ses obligations au titre du Contrat.

N>T ne peut être tenue pour responsable des erreurs de manipulation par le Client ou les Utilisateurs, notamment en cas d'utilisation non-conforme à la documentation ou aux recommandations fournies par N>T ni de leurs conséquences dommageables, notamment des pannes, incidents, pertes de données consécutives à de telles erreurs.

**Maintenance évolutive :**

Les services de support, d'assistance et de maintenance corrective décrits ci-dessus n'incluent pas les demandes de nouvelles fonctionnalités ou de changements du dispositif qui feront l'objet de devis spécifiques.

**Connexion Internet du Client et des Utilisateurs :**

N>T n'offre pas de support pour la connexion du Client et des Utilisateurs à l'Internet et ne peut être tenue pour responsable des performances du réseau du Client ou des Utilisateurs, de leur connexion Internet et de leur équipement informatique, qui relèvent de leur propre responsabilité.

## 3. SAUVEGARDES, SECURITE, MAINTENANCE PREVENTIVE

### 3.1 Sauvegardes

#### 3.1.1 Niveaux de service de sauvegarde

N>T effectue des sauvegardes du Logiciel et des données traitées par le Logiciel selon plusieurs procédures pour sécuriser au mieux l'intégrité des données et pour restaurer les données le plus rapidement possible en fonction de l'Incident.

Il est précisé que les procédures de sauvegarde mises en œuvre par N>T sont destinées à permettre à N>T de restaurer le Service dans l'hypothèse de la survenance d'un événement majeur (« désastre »), c'est à dire un événement affectant l'ensemble des utilisateurs et non le seul Client. Ces sauvegardes ne sont en aucun cas destinées à se substituer aux procédures de secours d'urgence du Client.

Si des Données du Client sont supprimées, perdues ou endommagées et nécessitent un rétablissement individuel, il n'est pas toujours possible de rétablir ces Données.
En cas d'incident grave entrainant la destruction de Données importantes, la responsabilité de N>T se limite à rétablir la situation à partir des sauvegardes les plus à jour dont il dispose.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

En cas de demande de rétablissement à une situation antérieure demandée par le Client sans qu'un aléa de fonctionnement soit imputable à N>T, cette demande sera considérée comme étant hors contrat, l'opération de rétablissement fera l'objet d'un devis spécifique.

#### 3.1.2 Procédures de sauvegarde

Une sauvegarde quotidienne des données des serveurs de production est effectuée sur un (ou des) serveur distant offrant ainsi une sécurisation maximale des Données. Les Données sont sauvegardées tous les jours entre minuit et cinq heures du matin. En plus, N>T conservera six (6) copies des Données sauvegardées : une copie des quatre derniers jours, une copie des 1er jour du mois en cours et du mois précédent.

N>T s'engage à fournir au Client les informations concernant les incidents de sauvegardes.

### 3.2 Sécurité

Ce qui suit est une vue d'ensemble des mesures et des processus que N>T emploie pour sécuriser les Données. Elle ne détaille pas la configuration exacte des systèmes ou des contre-mesures, car cette information, pour des raisons de sécurité, n'est pas distribuée en dehors des personnes qui contrôlent le service chez N>T.

Les attaques de virus ou les infractions de sécurité sont traitées dans une procédure interne de gestion des Incidents.

Les procédures de sécurité peuvent être sujettes à modification.

#### 3.2.1 Sécurité des accès physiques

Le Serveur est hébergé dans un environnement sécurisé et climatisé. Seuls les opérateurs autorisés disposent d'un badge d'accès.

#### 3.2.2 Sécurité des données

Les Données et Services logiciels sont hébergés dans un centre de données (data center) situé sur le territoire français.

Les Données demeurent, à tout moment, la propriété du Client. Les employés de N>T ne modifieront pas ou ne supprimeront pas des Données sans accord préalable du Client (sous réserves des modifications effectuées dans le cadre de l'utilisation normale du Logiciel).

Les employés de N>T accédant, au nom, pour le compte ou dans les intérêts du Client, aux Données se conformeront strictement aux engagements de confidentialité prévus dans le Contrat. N>T s'assurera que de tels accès seront limités à des employés intervenant uniquement pour l'exécution des engagements du Contrat.

Les consultants Support peuvent, occasionnellement, consulter les Données enregistrées et/ou s'identifier, au nom du Client, dans le système pour diagnostiquer un Incident.

#### 3.2.3 Sécurité du Logiciel

Les restrictions d'accès au Logiciel couvrent deux domaines :

- accès clavier au Serveur,
- accès Internet au Serveur.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

Les accès clavier et à distance sont protégés par l'utilisation de mots de passe. Tout accès à distance est crypté.

### 3.2.4 Firewalls et anti-virus

N>T utilise des logiciels Firewalls standard pour protéger le Serveur. Tous les logiciels du Serveur et les machines des administrateurs sont scannés par des anti-virus.

### 3.2.5 Contre-mesures

N>T surveillera les applications, le réseau et les fichiers log afin de diagnostiquer toute activité non autorisée cherchant à ouvrir une brèche dans la sécurité du Serveur ou à dégrader le fonctionnement du Service. N>T déploiera immédiatement des contre-mesures lors de la détection de l'activité non autorisée afin d'éviter l'intrusion d'un tiers dans le système, l'affaiblissement, le vol, la destruction et/ou l'accès aux données du Client par un tiers non autorisé.

## 3.3 Maintenance préventive

Des interventions de maintenance préventives et curatives sont effectuées afin de veiller au bon fonctionnement du Serveur.

Cela intègre les mises à jour du système et des logiciels serveurs et la correction des éventuels problèmes.

Un monitoring permanent est effectué pour la surveillance des processus et pour la réalisation des statistiques de fréquence de consultation, de charge des différents processus, de l'état du système et des processus en cours. Ce monitoring permet une analyse sur la durée des éléments systèmes principaux et de s'assurer de la bonne santé et du bon dimensionnement de la solution.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

# ANNEXE N° 4
# CONVENTION DE SOUS-TRAITANCE DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de ses Services N>T est amené à collecter et traiter des données à caractère personnel pour le compte du Client.
N>T a réalisé sa mise en conformité aux nouvelles disposition rendue applicable par le Règlement Européen sur la Protection des Données, a nommé un DPO et a adopté une Politique de Confidentialité accessible à l'adresse : https://www.nouveauxterritoires.fr/politique-de-confidentialite-de-protection-donnees-a-caractere-personnel-de-nouveaux-territoires/
N>T réalise les traitements objet du Contrat dans le cadre d'une mission de « sous-traitant » de données à caractère personnel telle que cette notion est définie par la législation en vigueur, le Client étant le Responsable de traitement que N>T met en œuvre pour son compte, dans le cadre de ses services.

## I. Objet

La présente Annexe a pour objet de préciser les obligations contractuelles des Parties notamment en matière de confidentialité et de traitement des données personnelles. Elle définit les conditions dans lesquelles N>T, le Sous-traitant, s'engage à effectuer pour le compte du Client, le Responsable de Traitement, les opérations portant sur des données à caractère personnel définies.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « *le Règlement Européen sur la Protection des Données* » ou « RGPD ») et la législation nationale applicable aux traitements de données à caractère personnel.

Les Parties conviennent que les dispositions de la présente Annexe s'appliquent au(x) Contrat(s) existant en abrogeant, complétant ou remplacent ses/leurs stipulations.

Les mots et expressions du présent avenant auront la signification que prévoit le RGPD dans son article 4.

## II. Fourniture ou collecte des données

Le Contrat fixe la nature des données que N>T est chargée de collecter pour le compte du Client qui assure avoir le droit les collecter sur la base d'un des fondements autorisés par la législation.
Le Responsable du traitement est seul responsable de la qualité, de la licéité, de la pertinence des données et contenus qu'il collecte fait collecter par N>T ou transmet aux fins d'utilisation des Services en ligne. Il garantit en outre être titulaire des droits de propriété intellectuelle lui permettant d'utiliser les données et contenus.
En conséquence le Client dégage N>T, hors de ses propres engagements contractuels, de toute responsabilité en cas de non-conformité des données et/ou des contenus aux lois et règlements ou à l'ordre public.

## III. Exploitation des Données

Le Responsable du traitement assure la responsabilité éditoriale de l'utilisation des Services en ligne.
Le Responsable du traitement garantit N>T à première demande contre tout préjudice qui résulterait de sa mise en cause par un tiers pour une violation de cette garantie.
Le Responsable du traitement garantit n'exploiter les données pour lesquelles il charge N>T de procéder à leur collecte que pour les seules finalités qui seront annoncé aux Personnes Concernées dans la politique de Confidentialité du responsable de Traitement ou du Sous-Traitant lorsque N>T par défaut leur communiquera la sienne.

## IV. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

a. Les Services en ligne de N>T peuvent avoir pour objet la réalisation des traitements de données à caractère personnel suivants :

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

- Des services de collecte et le paiement de la taxe de séjour, le suivi de l'activité touristique du territoire, des statistiques, la délivrance d'un numéro d'identification des meublés, l'optimisation de la gestion du temps passé par le personnel (intérêts légitimes) et/ou l'optimisation du temps passé à traiter les demandes de classement de meublés de tourisme, des services d'hébergement et de maintenances de solutions Saas.
- Pour des traitements de consultation / modification / archivage / suppression / anonymisation / export

b. N>T est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour dans le cadre des traitement suivants ;

- Import de données
- Export de données
- Exécution de traitements de masse en base de données
- Modification de données en base de données suite à une erreur de manipulation

En tant que Sous-traitant, N>T ne peut traiter directement les données personnelles gérées par ses Services en ligne que sur instruction documentée du Responsable du traitement telles qu'elles sont stipulées dans le Contrat.

Ainsi, N>T ne manipule pas (sauf sur instruction documentée du Responsable de traitement), ne diffuse pas, ne commercialise pas et ne partage pas pour son compte les données collectées au travers des Services en lignes.

**V. Obligations de N>T, Sous-traitant, vis-à-vis du Responsable de traitement**

Le Sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui font l'objet de la sous-traitance

2. Traiter les données conformément aux instructions documentées du Responsable de traitement. Si le Sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Responsable de traitement. En outre, si le Sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le Responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. **Garantir la confidentialité des données** à caractère personnel traitées dans le cadre du Contrat.

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du Contrat s'engagent à **respecter la confidentialité** ou soient soumises à **une obligation légale appropriée de confidentialité** et reçoivent une formation appropriée concernant la protection des données à caractère personnel,

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, **les principes de protection des données dès la conception (privacy by design) et de protection des données par défaut (privacy by default)**.

6. **Sous-traitance** : Le Sous-traitant est autorisé à faire appel aux entités suivantes (ci-après, les « Sous-traitant ultérieur ») pour mener les activités de traitement suivantes :

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

- Evolix : Hébergement, sécurisation et sauvegarde des données personnelles
- No Parking : Hébergement, sécurisation et sauvegarde des données personnelles, maintenance

En cas de recrutement d'autres Sous-traitants ultérieurs, le Sous-traitant doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique du Responsable de traitement.
Le Sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du Contrat pour le compte et selon les instructions du Responsable de traitement. Il appartient au Sous-traitant initial de s'assurer que le Sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement européen sur la protection des Données. Si le Sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le Responsable de traitement de l'exécution par l'autre Sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées** : il appartient au Responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8. **Exercice des droits des personnes** : dans la mesure du possible, le Sous-traitant doit aider le Responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Le Sous-traitant met à disposition du Responsable de traitement des outils intégrés à ses Services applicatifs qui lui permettent de s'acquitter de ces obligations.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel** : Le Sous-traitant notifie dans les meilleurs délais au Responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

10. **Aide du Sous-traitant dans le cadre du respect par le Responsable de traitement de ses obligations :** Le Sous-traitant fournit au Responsable de traitement une documentation des mesures prise dans le cadre du respect de ses obligations.

11. **Mesures de sécurité :** Le Sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité telles que décrites dans l'annexe 3 du Contrat.

12. **Sort des données :** Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Sous-traitant s'engage suivant le choix du Client à :
    - Détruire toutes les données à caractère personnel ou
    - À renvoyer toutes les données à caractère personnel au Responsable de traitement

    Le renvoi s'accompagne de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Sous-traitant. Une fois détruites, le Sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

13. **Délégué à la protection des Données (DPO) :**
    Maître Nicolas COURTIER est le délégué à la Protection des données personnelles de N>T

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_121-DE

- Mail : dpo@nouveauxterritoires.fr
- Adresse : DPO de la société Nouveaux Territoires
  36, rue Antoine Maille, 13005 MARSEILLE

**14.Registre des catégories d'activités de traitement :**

Le Sous-traitant s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectués pour le compte du Responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du Responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels Sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - Le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - La pseudonymisation des données ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

**15.Documentation :** Le Sous-traitant met à disposition du Responsable de traitement une documentation visant à démontrer le respect de ses obligations. Cette documentation est disponible dans la Base de connaissance.

## VI. Obligations du Responsable de traitement vis-à-vis du Sous-traitant

Le Responsable de traitement s'engage à :

1. Fournir au Sous-traitant les données prévues dans le Contrat
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Sous-traitant
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, lors de son utilisation des Services applicatifs, au respect de ses obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données
4. Superviser les traitements confiés au Sous-traitant

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Rapporteur** : M. Philippe de BEAUREGARD

**Délibération n°2023-122**
**Rapport annuel 2022 du service des déchets ménagers / APPROBATION**

Le rapporteur expose :
En vertu des articles L. 2224-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, modifiés par le décret n°2015-1827 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets, les collectivités en charge du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ont obligation de présenter un « *rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés* ». Ce rapport annuel vise un double objectif :
- rassembler et mettre en perspective, dans une logique de transparence, les données existantes sur le sujet ;
- permettre l'information des citoyens sur le fonctionnement, le coût, le financement et la qualité du service et, ce faisant, la prise de conscience par les citoyens des enjeux de la prévention et du tri des déchets, mais aussi de l'économie circulaire et de leur propre rôle dans la gestion locale des déchets.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

**Délibération n°2023-122 Rapport annuel 2022 du service des déchets ménagers / APPROBATION**

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés pour l'année 2022, joint en annexe, assorti des indicateurs techniques et financiers règlementaires.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve le rapport 2022 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés joint en annexe,
Dit que ce rapport sera transmis aux Maires en vue de son adoption par leur conseil municipal,

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Le Président

Julien MERLE

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

Aygues Ouvèze EN PROVENCE
Communauté de communes
CAMARET-SUR-AYGUES
LAGARDE-PARÉOL
PIOLENC
SAINTE-CÉCILE-LES-VIGNES
SÉRIGNAN-DU-COMTAT
TRAVAILLAN
UCHAUX
VIOLÈS

# RAPPORT ANNUEL 2022

## Service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés



Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

# Préambule

En vertu du code général des collectivités territoriales (articles D2224-1 et suivants), modifié par le décret n°2015-1827, les collectivités en charge du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ont obligation de présenter un « rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ».

Ce rapport annuel vise un double objectif :

- Rassembler et mettre en perspective, dans une logique de transparence, les données existantes sur le sujet ;
- Permettre l'information des citoyens sur le fonctionnement, le coût, le financement et la qualité du service et, ce faisant, favoriser la prise de conscience par les citoyens des enjeux de la prévention et du tri des déchets, mais aussi de l'économie circulaire et de leur propre rôle dans la gestion locale des déchets.

Ce rapport est aussi un élément illustrant l'intégration de la question des déchets dans la politique « développement durable » de la collectivité. Il doit lui permettre d'optimiser le fonctionnement et le coût du service de prévention et de gestion des déchets à travers le développement et le suivi d'indicateurs techniques et financiers.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

# Sommaire

## Présentation générale du service

PARTIE 1 LES INDICATEURS TECHNIQUES ..... 5
1.Le territoire desservi ..... 6
1.1 Présentation du périmètre ..... 6
1.2 Compétences ..... 7
2. Organisation du service de collecte ..... 7
2.1 Collecte des Ordures Ménagères Résiduelles, Emballages Ménagers Recyclables, Verre, Papier et Biodéchets ..... 8
2.2 Collectes spécifiques ..... 13
3. Les déchetteries ..... 15
3.1 Les horaires d'ouverture ..... 15
3.2 Type de déchets acceptés ..... 16
3.3 Équipements disponibles liés aux apports en déchetteries ..... 17
3.4 L'accès aux déchetteries pour les professionnels ..... 18
3.5 Fréquentation des déchetteries ..... 18
4. Producteurs de déchets non ménagers ..... 18
5. Bilan des tonnages ..... 19
5.1 Les déchets ménagers ..... 19
5.2 Les Déchets issus des déchetteries ..... 21
6. Prévention des déchets ménagers et assimilés ..... 22
7. Le Traitement ..... 22
7.1. Localisation des unités de traitement ..... 22
7.2 Nature des traitements et des valorisations ..... 23
7.4 Indice de réduction des quantités de déchets non dangereux non inertes ..... 25
8. Mesures de prévention des effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement ..... 25
PARTIE 2 : LES INDICATEURS FINANCIERS ..... 26
1. Modalités d'exploitation du service ..... 27
2. Montants annuels ..... 29
2.1 Montants annuels des dépenses et des recettes ..... 29
2.2 Montant annuel des principales prestations rémunérées à des entreprises ..... 29
3. Modalités d'établissement de la TEOM ..... 30
4. Produits du service de gestion des déchets ..... 30
4.1 Produits de droits d'accès aux centres de traitement pour les déchets assimilés ..... 30
4.2 Produits des régies des déchets ..... 30
6. Aides et soutiens ..... 30
7. Recettes perçues au titre de la valorisation ..... 31
8. Coût aidé ..... 31

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

9. Coût complet par étapes techniques ..... 32

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

# PARTIE 1 LES INDICATEURS TECHNIQUES

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

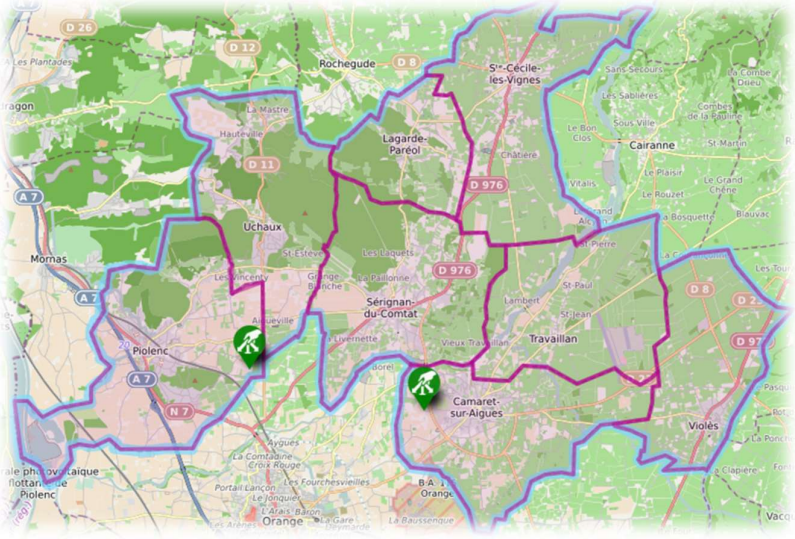
# 1.Le territoire desservi

## 1.1 Présentation du périmètre

La Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) composé de huit communes : Camaret-sur-Aygues, Lagarde-Paréol, Piolenc, Sainte-Cécile-les-Vignes, Sérignan-du-Comtat, Travaillan, Uchaux et Violès, sur un territoire à dominante rurale de 142 km² pour 20 244 habitants. La Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence est considérée comme un territoire mixte à tendance rurale.




**8** communes **20 244** habitants **2** déchetteries



Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

## 1.2 Compétences

Les compétences en matière d'élimination des déchets sont :

- La **collecte des déchets ménagers** effectuée en porte-à-porte ou en apport volontaire.
- La **gestion des déchetteries**. La Communauté de communes compte deux déchetteries qui fonctionnent en régie, la première à Camaret-sur-Aygues et la seconde à Piolenc.
- Le **traitement des déchets ménagers**.

# 2. Organisation du service de collecte

Il existe plusieurs modes de collecte en fonction des flux de déchets.

| Type de déchets | Mode de collecte | | |
|---|---|---|---|
| | Porte à porte | Apport volontaire | Déchetterie |
| ***Ordures ménagères résiduelles*** | ✓ | ✓ | |
| ***Emballages ménagers recyclables*** | ✓ | ✓ | |
| ***Papier*** | | ✓ | ✓ |
| ***Verre*** | | ✓ | ✓ |
| ***Biodéchets*** | | ✓ | |
| ***Cartons*** | ✓ | | ✓ |
| ***Encombrants*** | ✓ | | ✓ |
| ***Déchets verts*** | | | ✓ |
| ***Gravats*** | | | ✓ |
| ***Bois*** | | | ✓ |
| ***D.E.E.E.*** | | | ✓ |
| ***Déchets dangereux*** | | | ✓ |
| ***Textiles*** | | ✓ | ✓ |
| ***Ferraille*** | | | ✓ |
| ***Huile de vidange*** | | | ✓ |
| ***Piles*** | | ✓ | ✓ |

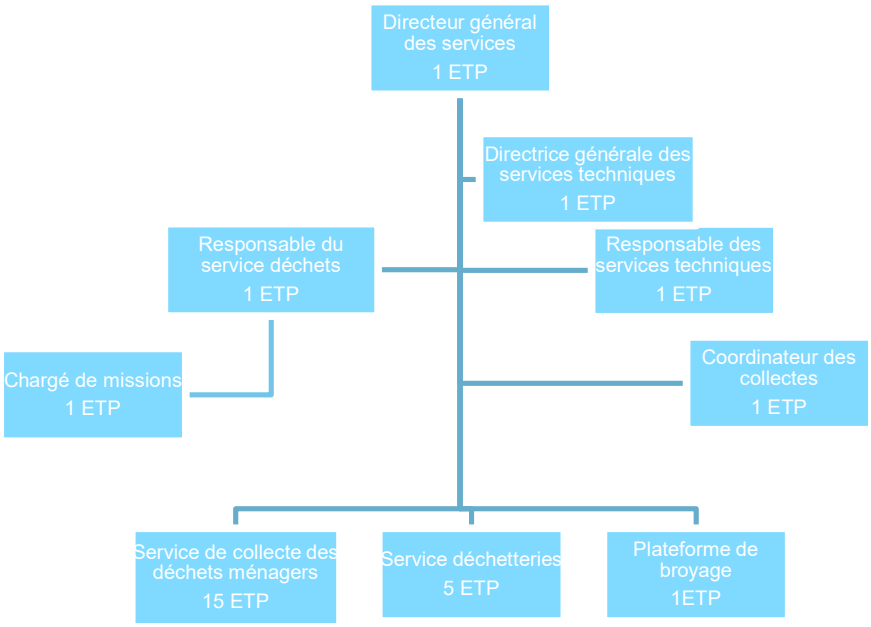
Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

## 2.1 Collecte des Ordures Ménagères Résiduelles, Emballages Ménagers Recyclables, Verre, Papier et Biodéchets

La Communauté de communes assure la collecte des déchets ménagers de façon séparative selon les flux suivants :

- Ordures ménagères résiduelles : (OMR),
- Emballages ménagers recyclables : (EMR),
- Papier,
- Verre,
- Biodéchets,
- Cartons.

27 agents sont affectés au service de gestion des déchets suivant l'organigramme ci-dessous.




Il existe deux modes de collecte : le porte à porte et l'apport volontaire avec pour objectif la généralisation de l'apport volontaire sur tout le territoire à l'horizon 2024-2025. La collecte en point d'apport volontaire est en augmentation depuis 2018.

*Évolution de la population desservie par le service ces 5 dernières années*

| Période | Population | Population en PAP | Population en AV | % AV |
|---|---|---|---|---|
| **2018** | 19 325 | 8938 | 10 387 | 53,75 |
| **2019** | 19 506 | 7938 | 11 568 | 59,30 |
| **2020** | 19 817 | 7507 | 12 310 | 62,12 |
| **2021** | 20 013 | 7531 | 12 482 | 62,37 |
| **2022** | 20 244 | 7155 | 13 089 | 64,66 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

| Communes | Collecte en porte à porte (OMR e EMR) | Collecte en point d'apport volontaire |
|---|---|---|
| **Camaret-sur-Aygues** | En zone rurale | ✓ |
| **Lagarde Paréol** | | ✓ |
| **Piolenc** | En zone rurale | ✓ |
| **Sainte-Cécile-les-Vignes** | * | ✓ |
| **Sérignan-du-Comtat** | En zone rurale | ✓ |
| **Travaillan** | ✓ | |
| **Uchaux** | ✓ | ✓ |
| **Violès** | ✓ | Lotissements et Camping |

*Gros producteur exclusivement.

L'apport volontaire est composé de colonnes enterrées pouvant recevoir les flux de déchets suivants : les ordures ménagères résiduelles, les emballages ménagers recyclables, le verre, le papier, les biodéchets.
Certains points d'apport volontaire sont également équipés d'une colonne à carton depuis le mois d'octobre 2022.



Les points d'apport volontaire ont été mis en fonctionnement pour les secteurs les plus urbanisés (centre-ville) des communes de Camaret-sur-Aygues, Piolenc, Sérignan-du-Comtat, Uchaux ainsi que lors de l'aménagement de nouveaux lotissements de plus de 10 lots, ce qui a permis à la commune de Violès d'être équipée de son premier point d'apport volontaire en 2019. En ce qui concerne les communes de Lagarde-Paréol et de Sainte-Cécile-les-Vignes, elles sont intégralement couvertes par le mode de collecte en apport volontaire.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

72 points d'apport volontaire ont été aménagés, avec au minimum 5 colonnes :

- une ou plusieurs pour les ordures ménagères résiduelles,
- une ou plusieurs pour les emballages ménagers recyclables,
- une pour le verre,
- une pour le papier,
- une pour les biodéchets.

10 sites ont été équipés en 2022 de colonnes aériennes pour les cartons.

La collecte est effectuée principalement en régie, à l'exception de deux flux dont la collecte a été confiée à la société Vial du 1er janvier au 30 juin 2022. Depuis le 1er janvier 2022, ces deux flux sont collectés en régie.

| Mode de collecte | En Porte à porte | En Point d'apport volontaire colonnes enterrées | En Point d'apport volontaire colonnes enterrées | En Point d'apport volontaire colonnes enterrées | En Point d'apport volontaire colonnes aériennes et enterrées | En Point d'apport volontaire colonnes aériennes et enterrées | En Point d'apport volontaire colonnes aériennes et enterrées |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Collecte | Régie | | Régie | | Régie | Prestataire (Société VIAL) jusqu'au 30 juin 2022 puis régie | Prestataire (Société VIAL) jusqu'au 30 juin 2022 puis régie |

### *2.1.1 Fréquences de collecte*

Les fréquences de collecte de chaque flux sont définies comme suit :

| Flux | ORDURES MENAGERES | EMBALLAGES MENAGERS RECYCLABLES | | | BIODECHETS | VERRE | PAPIER | Encombrants |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mode de collecte** | En Porte à porte | En apport volontaire colonnes enterrées | En apport volontaire colonnes enterrées | En apport volontaire colonnes enterrées | En apport volontaire colonnes enterrées | En apport volontaire colonnes aériennes et enterrées | En apport volontaire colonnes aériennes et enterrées | Sur inscription conformément au règlement en vigueur |
| **Fréquence de collecte** | 1 fois par semaine | 2 fois par semaine | 1 fois par semaine | 2 fois par semaine | 1 fois par semaine | Tous les 15 jours | Tous les 15 jours | 1 fois par mois |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

### 2.2.2 Calendrier de collecte

Un calendrier de collecte est établi par commune pour la collecte en porte à porte. La collecte en point d'apport volontaire peut être adaptée en fonction de la vitesse de remplissage des colonnes grâce à l'ajout de collecte au besoin ou à la modification des jours de collecte.

| Communes | Ordures Ménagères Résiduelles en point d'apport volontaire | Ordures Ménagères Résiduelles en point d'apport volontaire | Emballages Ménagers Recyclables en porte à porte | Emballages Ménagers Recyclables en point d'apport volontaire | Biodéchets en point d'apport volontaire | Verre en point d'apport volontaire | Papier en point d'apport volontaire |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Camaret-sur-Aygues** | Lundi | Lundi, jeudi | Mercredi | Mardi, vendredi | Mercredi | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne |
| **Lagarde-Paréol** | - | Lundi, jeudi | - | Mardi, vendredi | Mercredi | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne |
| **Piolenc** | Jeudi | Lundi, jeudi | Mercredi | Mardi, vendredi | Mercredi | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne |
| **Sainte-Cécile-les-Vignes** | - | Lundi, jeudi | - | Mardi, vendredi | Mercredi | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne |
| **Sérignan-du-comtat** | Mardi | Lundi, jeudi | Mercredi | Mardi, vendredi | Mercredi | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne |
| **Travaillan** | Mardi | Lundi, jeudi | Mercredi | Mardi, vendredi | Mercredi | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne |
| **Uchaux** | Vendredi | Lundi, jeudi | Mercredi | Mardi, vendredi | Mercredi | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne |
| **Violès** | Vendredi | Lundi, jeudi | Mercredi | Mardi, vendredi | Mercredi | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne | Jour de collecte adapté au remplissage de la colonne |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

### 2.2.3 Équipements disponibles liés à la collecte en porte à porte et apport volontaire

| 2022 | Ordures ménagères | | Emballages ménagers recyclables | | Biodéchets | Verre | Papier |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre de contenants disponibles** | 2 890 | 125 | / | 120 | 64 | 82 | 81 |
| **Type de contenant** | Bacs 140 litres | Colonnes enterrées | Sacs jaunes | Colonnes enterrées | Colonnes enterrées | Colonnes | Colonnes |
| **Ratio du nombre de contenants par habitant** | 1 pour 6,45 | 1 pour 219 | / | 1 pour 222,36 | 1 pour 328,08 | 1 pour 230,03 | 1 pour 214,12 |
| **Tonnage collecté (en t)** | 1739,7 | 2127,18 | 264,44 | 317,58 | 93,78 | 776,88 | 308,74 |

### 1.3.1 La pré-collecte

Plusieurs contenants sont distribués aux administrés afin de faciliter le tri à la source en fonction du type de collecte (porte à porte ou point d'apport volontaire).

| Types | Distribution | Types de collecte concernés | Lieux de distribution |
|---|---|---|---|
| **Sac** | Deux rouleaux de sacs jaunes sont distribués par foyer de 4 personnes (distribution en mairie) | Porte à porte | Mairies |
| **Cabas** | Un cabas est distribué par foyer lors de la mise en place de la collecte en apport volontaire pour la collecte des Emballages Ménagers Recyclables | Apport volontaire | Siège de la Communauté de communes |
| **Bio-seau** | Un bio-seau est distribué par foyer lors de la mise en place de la collecte en apport volontaire pour la collecte des biodéchets | Apport volontaire | Siège de la Communauté de communes |
| **Bac** | Un bac d'Ordures Ménagères Résiduelles est distribué pour chaque habitation (ou déjà sur place) | Porte à porte | Demande à effectuer à la Communauté de communes |
| **Composteur** | La Communauté de communes met à disposition des foyers un composteur de 320L moyennant une participation de 15€ | - | Siège de la Communauté de communes |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

La Communauté de communes met notamment à disposition des foyers qui le souhaitent un composteur, moyennant une participation de 15€. Au total, depuis le début de l'opération en 2017,326 foyers se sont équipés d'un composteur dont 44 en 2022.

## 2.2 Collectes spécifiques

### *2.2.1 La collecte pour les personnes à mobilité réduite*

Le service de collecte des déchets pour les personnes à mobilité réduite (PMR) est destiné à permettre aux personnes qui n'ont pas les moyens physiques de se rendre aux différents points d'apport volontaire, de se débarrasser de leurs déchets ménagers. Il s'agit d'un service gratuit.
Il s'adresse donc uniquement aux personnes à mobilité réduite, aux handicapés, aux personnes isolées sans aide connue.
Occasionnellement, une personne isolée et n'ayant aucune aide connue, peut demander à bénéficier de ce service en cas d'accident ou d'opération lui provoquant une immobilisation temporaire. En sont exclues toutes les personnes aptes à se déplacer.

| Communes concernées | Nombre de foyers concernés au 31/12/2022 |
|---|---|
| **Camaret-sur-Aygues** | 39 |
| **Lagarde-Paréol** | 5 |
| **Piolenc** | 35 |
| **Sainte-Cécile-les-Vignes** | 21 |
| **Sérignan-du-Comtat** | 16 |
| **Uchaux** | 5 |
| **TOTAL** | 121 foyers |

121 foyers ont bénéficié de ce service en 2022. Ce nombre est voué à être constamment en évolution. La collecte s'effectue une fois par semaine pour chaque foyer concerné.

### *2.2.2 Collecte des encombrants pour les personnes en difficulté de mobilité*

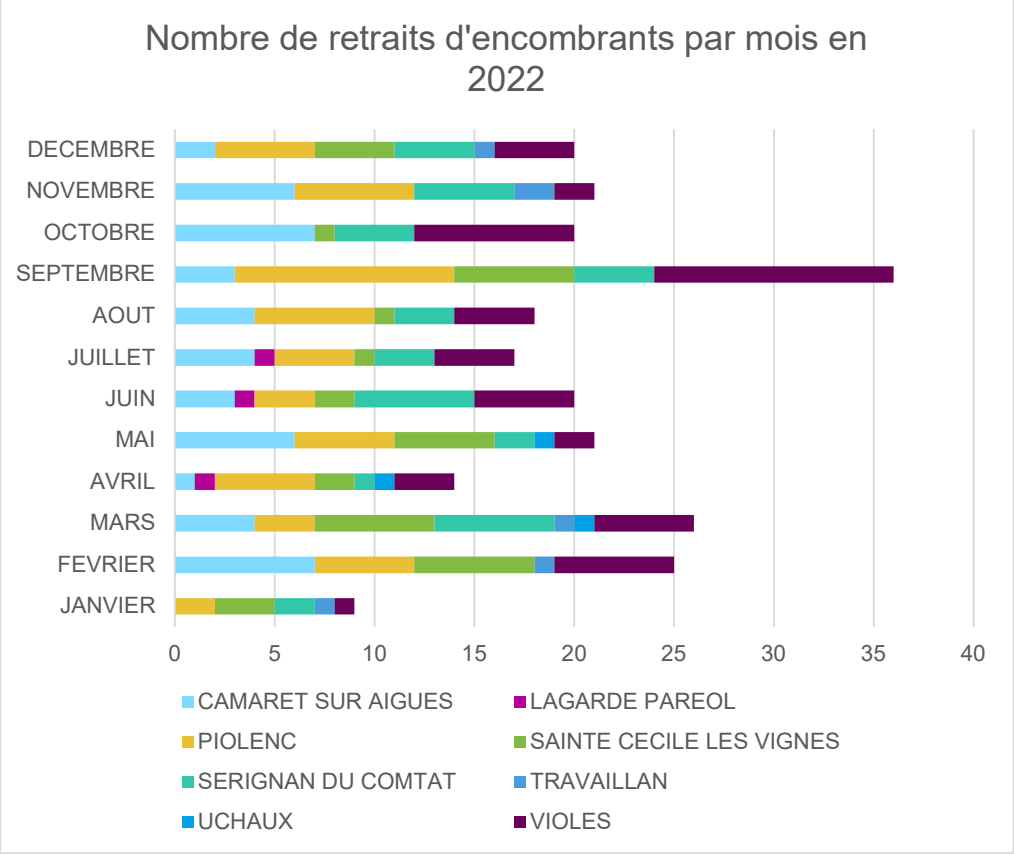
En cas de difficulté de mobilité, une collecte à domicile des encombrants (mobilier, cartons vides, déchets d'équipements électriques et électroniques (D.E.E.E.)) est effectuée gratuitement après inscription dans les mairies ou sur le site internet de la Communauté de communes (http://www.ccayguesouveze.com).

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

Cette collecte est réalisée une fois par mois suivant le calendrier suivant :

| Communes | Camaret sur Aygues | Sainte Cécile les Vignes | Sérignan du comtat | Travaillan | Piolenc | Uchaux | Violès | Lagarde Paréol |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Jours de collecte** | 2ème mardi | 1er mardi | 2ème mardi | 1er mercredi | 1er jeudi | 1er jeudi | 1er mercredi | 1er mardi |

En 2022, 247 collectes d'encombrants ont été effectuées pour des personnes ne pouvant se déplacer en déchetterie, soit une augmentation de7,8% par rapport à 2021.




### *2.2.3 Service de broyage des déchets verts à domicile*

Le service de broyage des déchets verts à domicile a été mis en place en 2020. Ce service est exclusivement destiné aux particuliers.

La prestation de broyage est limitée à 5 m³ de branchages pour un montant de 50 €, le m³ supplémentaire s'élève à 15 €.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

Une prestation complémentaire pour enlèvement, transport et dépôt sur la plateforme de broyage est proposée pour 45 €. Le but est tout de même que les usagers puissent utiliser le broyat dans leur jardin afin qu'il y soit valorisé.

| Service de broyage à domicile des déchets verts - 2022 | | |
|---|---|---|
| **Nombre de prestations** | Volume de broyat | Recette |
| **20** | 129,5 m³ | 1 600€ |

Les interventions de broyage à domicile sont effectuées : au printemps du 1er mars au 31 mai et en automne du 1er octobre au 30 novembre. La réservation de ce service s'effectue sur demande, au siège de la Communauté de communes ou par mail.

Nombre de prestation réalisées en 2022 :20, soit 6 de plus qu'en 2021.

# 3. Les déchetteries

L'accès aux déchetteries est gratuit pour les particuliers et les services municipaux des communes membres de la Communauté de communes. Depuis le 1er novembre 2011, chaque foyer dispose d'une carte d'accès à la déchetterie. Cette carte d'accès donne droit à un nombre limité de passages dans le temps (52 passages par an) et limité à 2 m³ par semaine. En cas de perte de cette carte, le renouvellement est payant (10 €).

## 3.1 Les horaires d'ouverture

Pour tenir compte des contraintes liées à la durée hebdomadaire du temps de travail, tout en offrant aux usagers un service de qualité, les jours et les horaires d'ouverture des déchetteries sont :

- Déchetterie de Camaret-sur-Aygues : lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi (jour de fermeture le mardi).
- Déchetterie de Piolenc : lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi (jour de fermeture le jeudi).

Les jours de fermeture sont consacrés au nettoyage intégral des sites, à l'entretien et à la maintenance du matériel.

De plus, des horaires d'hiver et d'été ont été mis en place à chaque changement d'heure.

- Horaires d'hiver (du 1er octobre au 31 mai) : de 8 h 00 à 12 h et de 14 h à 17 h
- Horaires d'été (du 1er juin au 31 septembre) : de 7 h à 14 h (journée continue)

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

## 3.2 Type de déchets acceptés



Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

## 3.3 Équipements disponibles liés aux apports en déchetteries

| 2022 | Gravats | Encombrants | Végétaux | Ferraille | Carton | Bois | Déchets dangereux | Textile | Mobilier |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre de contenants disponibles** | 6 | 4 | 5 | 2 | 2 | 4 | 2 | 6 | 2 |
| **Type de contenant** | Benne en déchetterie | Benne en déchetterie | Benne en déchetterie | Benne en déchetterie | Benne en déchetterie | Benne en déchetterie | Armoire | Colonne | Benne déchetteries |
| **Ratio du nombre de contenants par habitant** | 1 pour 3374 | 1 pour 5061 | 1 pour 4048 | 1 pour 10 122 | 1 pour 10 122 | 1 pour 5061 | 1 pour 10 122 | 1 pour 3374 | 1 pour 10 122 |
| **Tonnages collectés 2022** | 2800,1 | 1397 | 2583 | 344 | 331 | 325 | 18 | 53 | 540 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

## 3.4 L'accès aux déchetteries pour les professionnels

L'accès est payant pour les professionnels suivant le type de matériaux apportés. Seuls les professionnels ayant leur siège social dans l'une des communes de la Communauté de communes peuvent accéder aux déchetteries. Chaque professionnel qui fait au préalable la demande, possède une carte avec lecture informatisée qui fonctionne par prépaiement. Ces cartes sont créditées de 1 à 20 unités et sont débitées à chaque passage. Ces cartes peuvent être rechargées en se rendant au siège de la Communauté de communes.

*Tarifs pour les professionnels*

| | Tarifs en € |
|---|---|
| **Gravats** | 25 € / $m^3$ |
| **Encombrants** | 50 € / $m^3$ |
| **Végétaux** | 25 € / $m^3$ |
| **Bois de classe B** | 25 € /$m^3$ |
| **Cartons et ferrailles** | Gratuit |

## 3.5 Fréquentation des déchetteries

Suite à plusieurs pannes du système d'accès et à des détériorations des barrières, le nombre de passages réels sur l'année 2022 n'a pas pu être quantifié. On peut toutefois l'étirer à 33 000 passages pour la déchèterie de Piolenc et 49 000 passages pour la déchèterie de Camaret-sur-Aygues.

# 4. Producteurs de déchets non ménagers

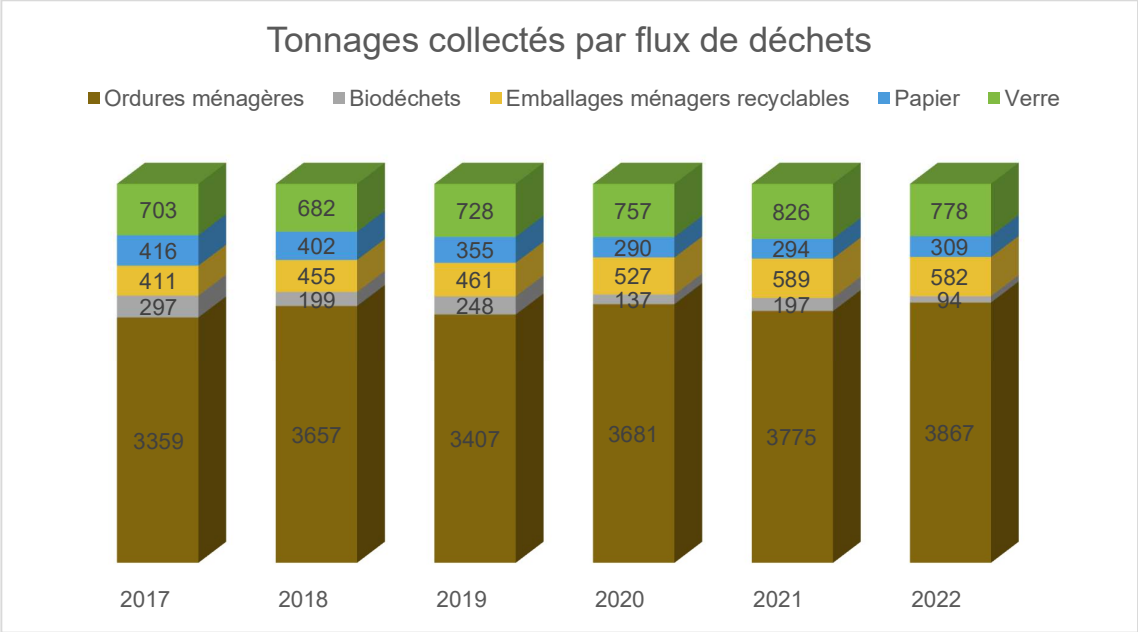
En 2022, aucun seuil de collecte a été appliqué pour les producteurs non ménagers.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

# 5. Bilan des tonnages

## 5.1 Les déchets ménagers

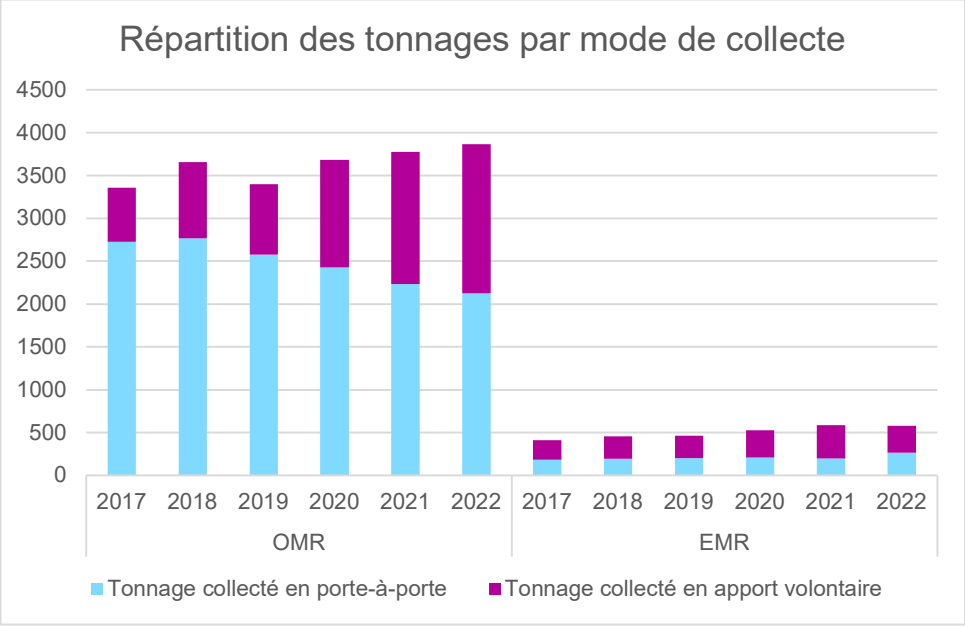
| Déchets ménagers | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Années** | **Ordures ménagères** | **Biodéchets** | **Emballages ménagers recyclables** | **Papier** | **Verre** | **Total** |
| **2017** | 3359 | 297 | 411 | 416 | 704 | 5187 |
| **2018** | 3657 | 199 | 455 | 402 | 681 | 5395 |
| **2019** | 3407 | 248 | 460 | 355 | 728 | 5199 |
| **2020** | 3681 | 137 | 527 | 290 | 757 | 5393 |
| **2021** | 3775 | 197 | 589 | 294 | 826 | 5681 |
| **2022** | 3866 | 94 | 582 | 309 | 778 | 5629 |
| **Evolution 2022/2021** | 2,44% | -52,48% | -1,14% | 4,86% | -5,77% | -0,91% |




| Kg/habitant | Ordures ménagères | Biodéchets | Emballages ménagers recyclables | Papier | Verre | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **2017** | 174 | 15 | 21 | 22 | 37 | 269 |
| **2018** | 189 | 10 | 23 | 21 | 35 | 279 |
| **2019** | 174 | 13 | 24 | 18 | 37 | 266 |
| **2020** | 186 | 7 | 26 | 14 | 38 | 272 |
| **2021** | 188 | 10 | 29 | 15 | 41 | 284 |
| **2022** | 191 | 5 | 29 | 15 | 38 | 280 |
| **Evolution 2021/2020** | 1,27% | -53,02% | -2,27% | 3,67% | -6,85% | -1,14% |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

| | Années | Tonnage collecté en porte-à-porte | Tonnage collecté en apport volontaire | Pourcentage de tonnage collecté en point d'apport volontaire (en %) | Pourcentage de tonnage collecté en porte à porte (en %) |
|---|---|---|---|---|---|
| **OMR** | 2017 | 2728 | 632 | 19 | 81 |
| | 2018 | 2768 | 888 | 24 | 76 |
| | 2019 | 2579 | 822 | 24 | 76 |
| | 2020 | 2427 | 1254 | 34 | 66 |
| | 2021 | 2233 | 1541 | 41 | 59 |
| | 2022 | 2127 | 1740 | 45 | 55 |
| **EMR** | 2017 | 185 | 226 | 55 | 45 |
| | 2018 | 194 | 262 | 57 | 43 |
| | 2019 | 202 | 262 | 56 | 44 |
| | 2020 | 209 | 318 | 60 | 40 |
| | 2021 | 197 | 391 | 66 | 34 |
| | 2022 | 264 | 318 | 55 | 45 |



Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

| Kg/habitant | Ordures ménagères | Biodéchets | Emballages ménagers recyclables | Papier | Verre |
|---|---|---|---|---|---|
| **2017** | 174 | 15 | 24 | 21 | 36 |
| | | | 43 | | |
| **2018** | 189 | 10 | 23 | 21 | 35 |
| | | | 44 | | |
| **2019** | 174 | 13 | 24 | 18 | 37 |
| | | | 42 | | |
| **2020** | 186 | 7 | 27 | 14 | 38 |
| | | | 41 | | |
| **2021** | 188 | 10 | 29 | 15 | 41 |
| | | | 44 | | |
| **2022** | 191 | 5 | 29 | 15 | 38 |
| | | | 44 | | |
| **Valeur moyenne en milieu MIXTE RURAL en 2021** | 335 | 12 | 47 | | 32 |
| **Valeur moyenne en région PACA en 2021** | 363,1 | 0,12 | 40,18 | | 26,05 |

## 5.2 Les Déchets issus des déchetteries

| | Ferraille | Carton | Bois (palette, souches et troncs) | Mobilier | D3E | Gravats | Végétaux | DNV | Bois de palette |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **2017** | 364 | 281 | 351 | 417 | 175 | 3069 | 2443 | 1253 | / |
| **2018** | 384 | 293 | 257 | 537 | 208 | 2758 | 2402 | 1611 | / |
| **2019** | 414 | 307 | 306 | 517 | 181 | 2293 | 2425 | 1504 | / |
| **2020** | 407 | 287 | 409 | 435 | 188 | 2495 | 2145 | 1375 | 211 |
| **2021** | 394 | 321 | 496 | 558 | 209 | 2427 | 2615 | 1478 | 227 |
| **2022** | 344 | 331 | 325 | 540 | 215 | 2801 | 2583 | 1397 | 306 |
| **Evolution 2022-2021 (en %)** | -13 | 3 | -34 | -3 | 3 | 15 | -1 | -5 | 35 |

| Déchets issus des déchetteries | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Kg/habitant** | **Gravats** | **Végétaux** | **DNV** | **Ferraille** | **Carton** | **Bois** | **Eco Mobilier** | **D3E** | **Bois de palette** |
| **2017** | 159 | 127 | 65 | 19 | 15 | 18 | 22 | 9 | / |
| **2018** | 143 | 124 | 83 | 20 | 15 | 13 | 28 | 11 | / |
| **2019** | 118 | 124 | 77 | 21 | 16 | 16 | 27 | 9 | / |
| **2020** | 126 | 108 | 69 | 21 | 14 | 21 | 22 | 9 | 11 |
| **2021** | 121 | 131 | 74 | 20 | 16 | 25 | 28 | 10 | 11 |
| **2022** | 138 | 128 | 69 | 17 | 16 | 16 | 27 | 11 | 15 |
| **Evolution 2021/2022** | 14 | -2 | -7 | -14 | 2 | -35 | -4 | 155 | 34 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

# 6. Prévention des déchets ménagers et assimilés

En 2022, avec les 2/3 de la population couverte par la collecte en apport volontaire, les tonnages de déchets ménagers et assimilés sont de 14 447 tonnes pour 20 244 habitants, soit un ratio de 715kg/an/hab.
Les DMA correspondent aux OMR, aux biodéchets, aux déchets des collectes sélectives et aux déchets collectés en déchetterie, soit la totalité des déchets des ménages et des activités économiques pris en charge par le service public.

| | 2010 | 2022 | Evolution 2022/2010 (en %) | Indice de réduction 2022 |
|---|---|---|---|---|
| *Nombre d'habitants* | 17318 | 20244 | 17 | |
| *Types de déchets en tonnes* | | | | |
| *OMR* | 4501 | 3867 | -14 | 86 |
| *EMR* | 258 | 582 | 126 | 226 |
| *Papier* | 361 | 309 | -15 | 85 |
| *Verre* | 558 | 778 | 39 | 139 |
| *Gravats* | 2477 | 2801 | 13 | 113 |
| *Végétaux* | 1739 | 2583 | 49 | 149 |
| *Ferraille* | 301 | 344 | 14 | 114 |
| *Batteries* | 1 | 5 | 296 | 396 |
| *Encombrants* | 1317 | 1397 | 6 | 106 |
| *Bois* | 538 | 325 | -40 | 60 |
| *Mobilier* | / | 540 | / | / |
| *D.E.E.E.* | 133 | 215 | 61 | 161 |
| *Cartons* | 189 | 331 | 75 | 175 |
| *Bio-déchets* | / | 94 | / | / |
| *Bois de palette* | / | 306 | / | |
| Total | **12184** | **14477** | **19** | **119** |

# 7. Le Traitement

## 7.1. Localisation des unités de traitement

Une fois collectés, les déchets sont transportés dans des centres de traitement agréés, soit pour élimination, soit pour valorisation matière.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

| Flux | Site de traitement | Type de traitement |
|---|---|---|
| **OMR** | Centre Novergie à Vedène | Unité de valorisation énergétique |
| **EMR** | Paprec à Orange | Quai de transfert |
| | Paprec à Nîmes | Centre de tri |
| **Papier** | Paprec à Pujaut | Centre de tri |
| **Verre** | OI Manufacturing à Vergèze | Plateforme de recyclage |
| **Biodéchets** | Sotreco à Châteaurenard | Plateforme de déconditionnement en soupe pour préparation à la méthanisation |

## 7.2 Nature des traitements et des valorisations

***Traitement des OMR***

Les ordures ménagères résiduelles sont transportées vers le pôle de valorisation énergie-matières à Vedène.

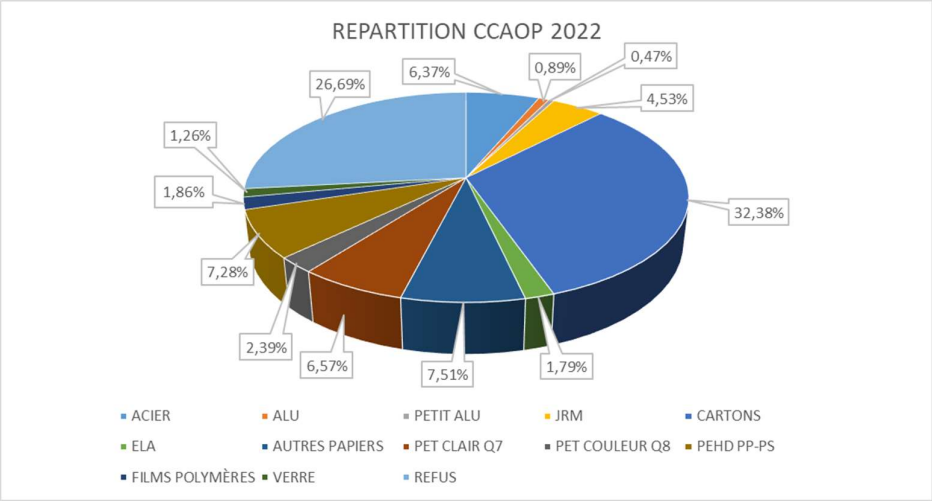
***Valorisation des EMR et des papiers***

Les EMR sont transportés vers le site de Paprec à Nîmes.
Depuis 2019, tous les emballages en plastiques (pots et barquettes, films plastiques, suremballages) ont pu être ajoutés aux emballages déjà collectés séparément. Les papiers sont transportés jusqu'au centre PAPREC de Pujaut.
Le geste de tri s'en trouve considérablement simplifié puisque, sur le territoire de la Communauté de communes, tous les emballages se recyclent.

Chaque mois, une caractérisation d'un échantillon d'EMR (minimum 35kg) est effectué.
Il s'agit de trier par catégorie les matériaux présents : acier, aluminium, cartonnettes, briques alimentaires, papier, plastiques, verre et refus.

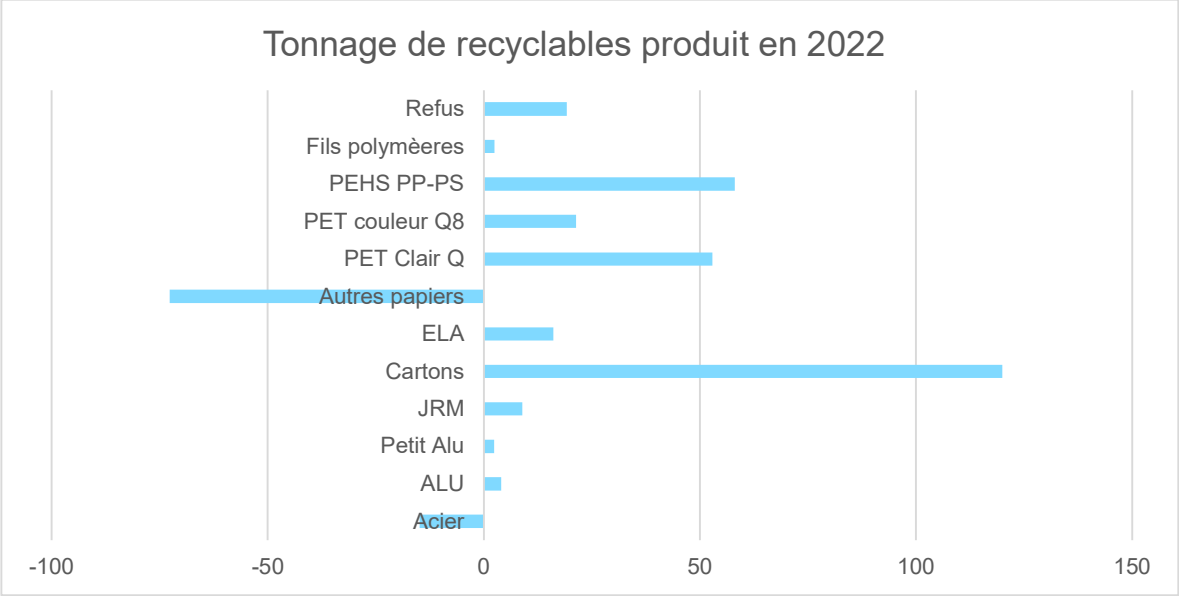
La composition du gisement est donnée par les caractérisations et corrélée avec les résultats réels de tri.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE




L'évacuation de déchets recyclables pour l'année 2022 est de 652 tonnes.

La quantité de refus traité en 2022 est de 199 tonnes pour 582 tonnes collectées.



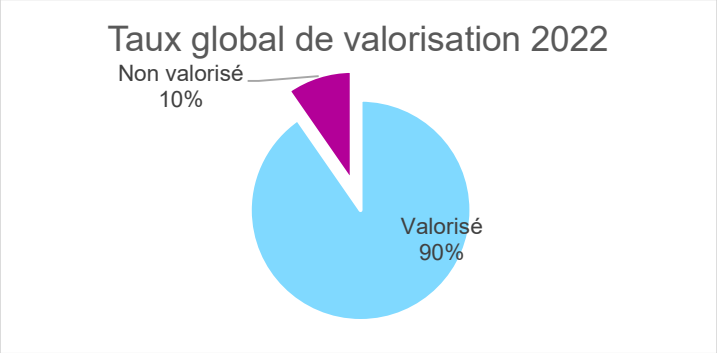

***Traitement du verre***

Le verre est acheminé vers l'usine OI Manufacturing à Vergèze. Il y est transformé en matières premières secondaires (calcin) qui est utilisable dans les fours verriers.

7.3 Taux global de valorisation matière et valorisation énergétique

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

Le taux global de valorisation matière et énergétique s'établit à 92,42 % de valorisation matière et énergétique.
Les ordures ménagères sont incinérées, ce qui est considéré comme une valorisation énergétique.




## 7.4 Indice de réduction des quantités de déchets non dangereux non inertes

La quantité de déchets non dangereux non inertes en installation de stockage a diminué de 84,18% sur la période 2010-2022. Pour 2022, nous ne comptons que les déchets non valorisés.

| 2010 (en t) | 2022 (en t) | Évolution (en %) | Indice de réduction |
|---|---|---|---|
| **8833,69** | 1397 | -84,18 | 15,82 |

## 8. Mesures de prévention des effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement

Au cours de l'année 2022, la Communauté de communes a souhaité réduire l'impact environnemental de la gestion des déchets par plusieurs actions :

- 3ème édition d'un concours de collecte de piles dans les écoles ayant répondu favorablement au concours ;
- Changement progressif des tambours des colonnes OMR 30L en 80L afin de faciliter les dépôts des ordures ménagères et de limiter l'obstruction des colonnes ;
- Communication sur le World Cleanup day;
- Mise en place de colonnes aériennes pour le flux carton sur des points d'apport volontaire stratégiques sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

# PARTIE 2 : LES INDICATEURS FINANCIERS

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

# 1. Modalités d'exploitation du service

| | OMR | Verre | JRM | Emballages | Biodéchets | Déchetteries | Encombrants | Déchets des professionnels Cartons |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Fréquence*** | C1 en porte-à-porte à C2 en Apport Volontaire | 1 fois tous les 15 jours | 1 fois tous les 15 jours | C1 en porte-à-porte à C2 en Apport Volontaire | C1 | 2 déchetteries en régie | 1 fois par mois | C1 |
| ***Collecte et contenants*** | Collecte gérée en régie Conteneurisation pour le porte-à-porte Colonnes enterrées pour l'Apport Volontaire | Apport Volontaire collecté par la société VIAL jusqu'au 30 juin puis Régie | Apport Volontaire collecté par la société VIAL jusqu'au 30 juin puis Régie L | Collecte gérée en régie - Sacs en porte-à-porte - Colonnes enterrées pour l'Apport Volontaire | Collecte gérée en régie<br><br>Colonnes enterrées pour Apport Volontaire | | Porte à Porte en régie | Porte à Porte en régie |
| ***Transport*** | Régie | Société VIAL jusqu'au 30 juin puis Régie | Société VIAL jusqu'au 30 juin puis Régie | Régie et PAPREC | Régie | Régie | Régie | Régie et PAPREC |
| ***Traitement*** | Incinération SUEZ de Vedène | OI Manufacturing | Centre de tri de Pujaut | Centre de tri Valréna de Nîmes | Nextri - Chateaurenard | Divers traitements | SUEZ - Montfavet | Centre de tri Valréna de Nîmes |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

*Population desservie et quantités de déchets collectés par la collectivité*

| 2022 | OMR | Verre | JRM | Emballages | Biodéchets | Déchetteries | Encombrants |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Population desservie*** | 20 244 | 20 244 | 20 244 | 20 244 | 20 244 | 20 244 | 247 demandes |
| ***Tonnage*** | 3866,88 | 778,02 | 308,74 | 582,02 | 93,78 | 8842 | NC |
| ***Kg/hab. collectivité*** | 191,01 | 38,43 | 44,00 | | 4,63 | 436,77 | NC |
| ***Kg/hab. Données région Sud PACA***** | 363 | 26 | 40 | | / | 300 | / |

* Données Observatoire régional des déchets PACA 2021

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

# 2. Montants annuels

## 2.1 Montants annuels des dépenses et des recettes

Les dépenses et les recettes du service se sont élevées à:

- Fonctionnement :

Dépenses : 2 490 495 €
Recettes : 2 807 382 € (dont TEOM 2 450 246 €)

- Investissement :

Dépenses : 2 048 623 € (études, fournitures de colonnes, travaux de génie civil, véhicules) dont 1,1 M€ de restes à réaliser 2021.

## 2.2 Montant annuel des principales prestations rémunérées à des entreprises

| Nom de l'entreprise | Nature de la prestation | Montant annuel en € TTC en 2022 |
|---|---|---|
| **avr-84** | Traitement des gravats | 14 579,10 |
| **Alcyon** | Traitement du bois | 19 348,60 |
| **CHIMIREC SOCODELLI** | Traitement des déchets dangereux | 2 584,20 |
| **Delorme** | Traitement des gravats | 6 530,51 |
| **FAUN** | Location camions de collecte | 149 472,00 |
| **Flotelle** | Transport des encombrants | 34 296,00 |
| **MICROTERRA** | Valorisation des déchets verts | 43 896,78 |
| **NEXTRI** | Valorisation des biodéchets | 3 442,00 |
| **PAPREC** | Tri et transport des EMR, transport du carton, conditionnement du papier | 302 468,63 |
| **PASINI** | Transport des encombrants | 1 063,20 |
| **PASINI** | Transport du verre | 1 411,96 |
| **SUEZ Istres** | Traitement des encombrants | 282 010,79 |
| **SUEZ RV Méditerranée Vedène** | Traitement des OM | 649 931,70 |
| **VIAL** | Collecte du verre | 23 347,65 |
| **VIAL** | Collecte du papier | 3 794,98 |
| | **TOTAL** | 1 538 178,10 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

# 3. Modalités d'établissement de la TEOM

Le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ne fait pas l'objet d'un budget annexe. Cependant, afin de financer ce service, la Communauté de communes a décidé d'instaurer la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).
Le taux de TEOM fixé par l'assemblée délibérante chaque année, est de 10%. Il n'a plus augmenté depuis 2009. Le produit de cette taxe s'est élevé en 2022 à 2 450 246€.

# 4. Produits du service de gestion des déchets

## 4.1 Produits de droits d'accès aux centres de traitement pour les déchets assimilés

Les professionnels font l'objet d'une facturation à chaque dépôt de matières en déchetteries dont les quantités sont estimées visuellement par les gardiens des déchetteries en accord avec eux. Les tarifs sont modulés en fonction du flux.
Les facturations des professionnels des 2 déchetteries ont apporté une recette de 25 175€ en 2022.

## 4.2 Produits des régies des déchets

Bilan de la régie de gestion des badges et des cartes d'accès aux déchetteries perdus et des composteurs :

| | Montant des régies - 2022* |
|---|---|
| **Badges perdus** | 1840 |
| **Cartes accès déchetteries perdues** | 1510 |
| **Composteurs** | 660 |
| **TOTAL** | 4 010 € |

* Montant versé au Trésor Public.

# 6. Aides et soutiens

Les soutiens sont les montants versés à la collectivité par les éco-organismes dans le cadre de la Responsabilité Élargie des Producteurs (soutiens à la tonne triée et/ou aux tonnes de matériaux valorisés), y compris les soutiens à la communication, aux ambassadeurs du tri, pour les caractérisations et pour les études d'optimisation.
Les aides sont les reprises de subventions d'investissement, les subventions de fonctionnement ou des aides à l'emploi, quel que soit leur origine.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

| Flux | Soutiens d'Eco-organismes et aides perçues en 2022 |
|---|---|
| EMR + Papier | 106 147,94 € |
| Déchetteries | 318 70,51 € |
| TOTAL | 138 018,45 € |

# 7. Recettes perçues au titre de la valorisation

Les recettes perçues au titre de la valorisation sont les ventes de matériaux ou d'énergie.

| | Vente de Produits (2022) |
|---|---|
| EMR | 31 203,24 € |
| Verre | 21 625,2 € |
| Papier | 19 024,88 € |
| Cartons | 23 335,12 € |
| Déchets en déchetterie | 23 866,03 € |
| Total | 11 9054,47 € |

# 8. Coût aidé

Le coût aidé du service public est le coût qui reste à la charge de la collectivité. C'est le coût complet de l'ensemble des charges (charges de structure, de communication, de prévention, de collecte, de traitement dont les amortissements), déduction faite des produits (vente de matériaux, d'énergie), des soutiens des sociétés agréées (éco-organismes) et des aides diverses (subventions). Il s'exprime en € et en €/hab.

| | Coût aidé en euros arrondi en €TTC/hab - 2022 |
|---|---|
| OM en porte à porte | 80,6 |
| OM en apport volontaire | 39 |
| Verre | 5,5 |
| EMR en porte à porte | 23 |
| EMR en apport volontaire | 15,7 |
| Papier | 4,7 |
| Déchets des déchetteries | 39,4 |
| Biodéchets | 18,6 |
| Déchets des marchés | 0,7 |
| Cartons des professionnels | 2,3 |
| Cartons en Apport volontaire | 1,2 |
| Encombrants | 1,3 |

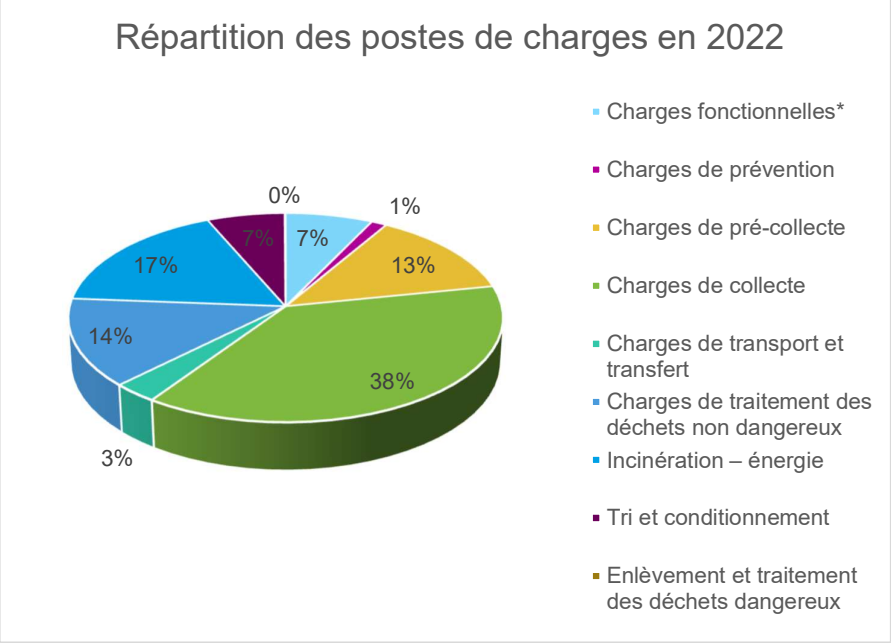
Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_122-DE

# 9. Coût complet par étapes techniques

Le coût complet correspond à la totalité des charges hors TVA, amortissements compris. Ce coût permet de rendre compte du niveau des charges liées au service rendu par la collectivité, sans tenir compte par exemple des produits industriels qui peuvent fluctuer d'une année sur l'autre.
Il peut s'exprimer tous flux confondus ou par flux et être détaillé par étapes techniques. Les différentes étapes techniques sont la pré-collecte, la collecte, le transport et le traitement.

| Postes des charges | En Euros -2022 |
|---|---|
| Charges fonctionnelles* | 233 353 € |
| Charges de prévention | 41 655 € |
| Charges de pré-collecte | 432 554 € |
| Charges de collecte | 1 222 371 € |
| Charges de transport et transfert | 98 636 € |
| Charges de traitement des déchets non dangereux | 441 977 € |
| Incinération – énergie | 561 305 € |
| Tri et conditionnement | 207 908 € |
| Enlèvement et traitement des déchets dangereux | 2 349 € |
| Total des charges | 3 242 108 € |

*Charges de structures + charges de communication



Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**EXTRAIT DU RE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Rapporteur :** M. Philippe de BEAUREGARD

**Délibération n°2023-123**
**Nouveau contrat filière REP ameublement / APPROBATION**

Le rapporteur expose :

En application de l'article L. 541-10-6 du Code de l'environnement mettant en œuvre le principe de la responsabilité élargie des producteurs pour les éléments d'ameublement, la prévention et la gestion des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) doivent être assurées par ceux qui les mettent sur le marché. Ces derniers doivent s'organiser soit par la mise en place d'un système individuel, soit collectivement au sein d'un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, sur la base d'un cahier des charges venant définir réglementairement les objectifs et modalités de la filière.

Le nouveau cahier des charges de la filière adopté par l'arrêté interministériel du 12 octobre 2023 fixe de nouveaux objectifs ainsi que les barèmes de soutiens pour la collecte séparée et non séparée.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**Délibération n°2023-123 Nouveau contrat filière REP ameublement / APPROBATION**

ECOMAISON, VALDELIA et VALOBAT ont fait acte de candidature à l'agrément.

Il est proposé aux collectivités et à leurs groupements de conclure un nouveau contrat : le contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets pour la période 2024-2029 avec les éco-organismes lorsqu'ils seront agréés.

Ce contrat a pour objet de définir les modalités opérationnelles et financières de la prise en charge par les éco-organismes précités, de la gestion des DEA collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets (SPGD), ainsi que des soutiens relatifs aux actions en faveur du réemploi des éléments d'ameublement et de la communication.

Dans l'attente des agréments, un contrat type est proposé.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve le contrat type joint en annexe relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets pour la période 2024-2029 à passer avec les éco-organismes lorsqu'ils seront agréés,

Autorise le Président à entreprendre toutes les démarches en vue de la signature de ce dit contrat qui pourra être modifié de manière non substantielle, lorsque l'éco-organisme agréé sera connu.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Le Président

Julien MERLE

**Julien MERLE**

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**Version non signable**

**Projet de contrat sous réserve d'agrément par les Pouvoirs Publics**

# Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets

## CONDITIONS PARTICULIÈRES

**ARTICLE 1 |IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITÉ**

Intitulé complet :
Adresse du Siège administratif :
Siren :
Représentée par:

- Nom – Prénom :
- Fonction/Qualité :
- Habilitation :
  - Dûment habilité(e) à l'effet de conclure le présent contrat du fait de ses statuts

  OU
  - Titulaire d'une délégation de pouvoir / de signature à cet effet (à joindre).

**ARTICLE 2 | IDENTIFICATION DES AUTRES COLLECTIVITES MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ SIGNATAIRE DU CONTRAT**

Si nécessaire, les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

**ARTICLE 3 | IDENTIFICATION DES DÉCHETERIES ET DES ZONES DE REEMPLOI OU REUTILISATION**

Si nécessaire, les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

**ARTICLE 4 | ÉCO-ORGANISME DÉSIGNÉ**

Les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

Fait à _____, le _____

Pour la Collectivité

Prénom Nom _____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

Pour ECOMAISON

Prénom Nom_____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

Pour VALDELIA

Prénom Nom _____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

Pour VALOBAT

Prénom Nom_____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

# CONDITIONS GENERALES

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L541-10, L541-10-1 (10°), et R543-240 et suivants du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière de responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ecomaison, société par actions simplifiée au capital de 200 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 538 495 870 RCS Paris, ayant son siège social 50 avenue Daumesnil, 75012 PARIS, représentée par Madame Dominique MIGNON, agissant en qualité de Présidente et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Ecomaison** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ---------- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

Valdélia, société par actions simplifiée au capital de 154.000 euros, dont le siège social est sis ZAC de l'Hers, rue du Lac (31670) Labège, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 537 406 373 R.C.S. Toulouse, représentée par Monsieur Arnaud Humbert-Droz, agissant en qualité de Président et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Valdelia »**), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ---------- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

Valobat, société par actions simplifiée au capital de 1.000.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 902 722 172 RCS Nanterre, ayant son siège social à La Tour Opus 12, 77 Esplanade du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX, représentée par Monsieur Hervé de Maistre, agissant en qualité de Président et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Valobat** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ---------- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

L'OCA est l'organisme coordonnateur, agréé par arrêté du ---------- au titre de la filière à responsabilité élargie des producteurs pour répondre aux exigences fixées par le Cahier des charges annexé à l'arrêté du 12 octobre 2023 précité.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes et des systèmes individuels de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, Ecomaison, Valdélia et Valobat, ont conjointement arrêté les termes du présent contrat relatif à la prise en charge des DEA mentionnés à l'article R543-240 du Code de l'environnement par les collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets, sous l'égide de l'OCA.

La Collectivité a mis en place, dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une Collecte des DEA et des EA usagés, et souhaite contracter avec un éco-organisme agréé afin de bénéficier des financements et des services qu'il propose pour la gestion de ceux-ci.

A la date du signature du présent Contrat, en application des dispositions des articles L541-10 II et R. 541-108 du Code de l'environnement et de l'annexe III de l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement, il appartient à un éco-organisme désigné aux Conditions particulières en sa qualité d'éco-organisme agréé (« l'Eco-organisme désigné») d'assurer auprès de la Collectivité la prise en charge de la Collecte des DEA qui lui incombe.

C'est dans ces conditions que les Parties se sont réunies aux fins des présentes.

Ceci expose, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**ARTICLE PRELIMINAIRE : DEFINITIONS**

Font partie intégrante du Contrat, l'ensemble des procédures disponibles dans le Système d'information et les annexes.

Chaque fois qu'ils sont utilisés, les termes suivants, employés avec une majuscule, au singulier ou au pluriel, auront le sens défini ci-après :

**- Acteurs du réemploi ou de la réutilisation :** désigne les Opérateurs du Réemploi ou de la Réutilisation ayant accès, à une Zone dédiée au réemploi ou à la réutilisation des Eléments d'ameublement, dans les conditions prévues par une convention établie avec un ou plusieurs de ces Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation. Les Acteurs du réemploi ou de la réutilisation sont au moins ou prioritairement des entreprises relevant des articles 1 et 2 de la loi N° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,

**- Autres collectivités** : désigne les Collectivités membres ou adhérentes de la Collectivité signataire.

- **Benne** : désigne les Contenants en bas de quai pour la collecte des EA

- **Bordereau de transport** : désigne la lettre de voiture visée à l'article L 132-9 du code de commerce.

**- Cahier des charges** : désigne l'annexe I à l'arrêté ministériel du 12 octobre 2023 portant cahier des charges d'agrément des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à Responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement désignés à l'article R.543-240 du Code de l'environnement, en application des articles L.541-10, L.541-10-1 (10°) et R.543-240 et suivants du Code de l'environnement,

- **Collecte non séparée** : la collecte des flux de DEA avec d'autres types de déchets issus de produits ne relevant des obligations de responsabilité élargie des producteurs, ou de déchets issus de produits relevant de ces obligations pour lesquels l'éco-organisme n'est pas agréé, et respectant les conditions de l'article D. 543-281.

- **Collecte séparée** : la collecte des flux de DEA qui sont séparés des autres flux de déchets, ou qui sont collectés conjointement avec d'autres flux de déchets issus de produits relevant des obligations de responsabilité élargie des producteurs, pour lesquels l'éco-organisme est agréé, et respectant les dispositions de l'article D. 543-281 du code de l'environnement ;

**- Collectivité :** désigne la collectivité ou le groupement de collectivités territoriales titulaire de la compétence collecte et/ou traitement dans le cadre du SPGD sur la totalité du Périmètre du Contrat.

- **Comité de concertation** : désigne le comité de conciliation associant des Représentants de collectivités territoriales chargées du SPGD.

- **Contenant** : désigne les Bennes ou autres équipements de stockage et de transport destinés à la gestion des DEA ou d'EA usagés mis à la disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme désigné.

**- Contrat :** désigne le présent Contrat multipartite, incluant les conditions générales et les conditions particulières, et leurs annexes, et leurs éventuels avenants.

- **DEA** : désigne les déchets d'Eléments d'ameublement.

- **Déchèterie :** désigne une installation publique de gestion des déchets ménagers et assimilés constituée d'un espace aménagé et protégé où les usagers peuvent déposer leurs déchets qui ne peuvent être collectés avec les ordures ménagères en raison de leur volume, de leur poids ou de leur nature (toxique). La Déchèterie publique au sens du Contrat s'inscrit dans le Périmètre défini aux Conditions particulières.

**- Détenteur :** au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, le Détenteur est entendu comme tout producteur des déchets et/ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets. Dans le cadre du Contrat, la détention est définie par le fait, pour une personne physique ou morale, de se trouver en possession de déchets. Concerne uniquement le Détenteur au sens de l'article L541-1-1 C. Env qui apporte lui-même les DEA ou les EA en Déchèterie.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**- Détenteur professionnel :** désigne le professionnel se trouvant en possession de DEA ou d'AE usagés qu'il apporte en Déchèterie. Concerne uniquement le Détenteur professionnel disposant d'une carte pro)

**- Eco-organisme désigné :** désigne l'Eco-organisme désigné par l'OCA pour gérer les DEA de la Collectivité. L'éco-organisme désigné peut changer en cours de Contrat, sans que cela n'ait d'incidence sur la continuité du SPGD. L'Eco-organisme désigné figure aux Conditions particulières du Contrat.

- **Eco-organismes signataires** : désigne les sociétés titulaires d'un Agrément signataires du Contrat.

- **Eléments d'ameublement ou EA** : désigne les éléments d'ameublement couverts par les dispositions des articles L. 541-10, L. 541-10-1 (10°) et R. 543-240 suivants du C. Env.

**- Enlèvement** : désigne l'opération lors de laquelle un Opérateur de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec un Eco-organisme désigné, procède, à la suite d'une demande de la Déchèterie, à la collecte gratuite des DEA et les achemine vers un centre de tri ou de traitement.

**- Enlèvement et traitement par l'Eco-organisme désigné :** désigne la prise en charge par l'Eco-organisme désigné de l'ensemble des opérations de gestion des DEA, à compter de leur Enlèvement par un Opérateur de gestion des déchets missionné par l'Eco-organisme désigné. Dans cette hypothèse, l'Eco-organisme désigné apporte un soutien opérationnel à la Collectivité.

**- Interface administrative unique :** désigne l'interface mise à disposition de la Collectivité. Elle a notamment pour objet de centraliser les données administratives de la Collectivité, de proposer le Contrat aux Collectivités et de les mettre en relation avec le Système d'information de l'Eco-organisme désigné. En 2024 au minimum, le portail TERRITEO assurera le rôle d'Interface administrative unique pour les données administratives générales, ce qui concerne le portail TERRITEO.

**- Liquider/liquidation** : désigne la détermination par l'Eco-organisme désigné du montant des soutiens financiers porté sur la facture pro forma des soutiens téléchargeables dans le Système d'information.

**- OCA :** désigne l'éco-organisme coordonnateur agréé de la filière de REP EA.

- **Opérateur de gestion des déchets :** désigne le prestataire de l'Eco-organisme désigné, chargé de l'Enlèvement des DEA ou d'autres opérations de gestion des déchets.

**- Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation** : désigne la personne morale réalisant des opérations de réemploi et de réutilisation au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, et favorisant la prévention des déchets.

**- Périmètre :** désigne le territoire de la Collectivité couvert par le Contrat, tels que définis aux articles 2, 3 et 4 des Conditions particulières.

**- Prélèvement :** désigne l'action de prélever tous les EA qui peuvent faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation.

- **Règlement de collecte** : règlement de collecte adopté par la Déchèterie

**- Règlementation :** désigne toute disposition juridique normative en vigueur s'imposant aux Parties dans le cadre du Contrat.

**- REP EA :** désigne la filière de responsabilité élargie du producteur des éléments d'ameublement.

**- Représentants :** désigne les représentants des collectivités territoriales, à savoir notamment l'AMF, Régions de France, le CNR, AMORCE et Intercommunalités de France.

**- SPGD :** désigne le service public de gestion des déchets.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**- Système d'information** : désigne le portail internet mis à disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme désigné. Il permet notamment d'assurer la gestion financière et opérationnelle du Contrat.

- **TERRITEO** : désigne le portail administratif commun aux éco-organismes permettant la centralisation des informations administratives relatives aux collectivités.

- **Zone de réemploi ou réutilisation** : désigne la zone au stockage temporaire d'EA usagés susceptibles de faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation, fermée, sécurisée.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT**

Le Contrat a pour objet de régir les relations entre les Eco-organismes signataires et la Collectivité qui assure la reprise des DEA et des EA usagés dans le cadre du service public de gestion des déchets, dans le cadre des articles R541-102, R541-104 et R541-105 du code de l'environnement et de l'arrêté. Il intervient dans le cadre des obligations qui pèsent sur les metteurs en marché des EA à l'égard de la Collectivité.

Les Parties reconnaissent expressément que le Contrat constitue l'unique document contractuel pour la gestion des DEA et de EA pour toute la période 2024-2029 à l'égard de la Collectivité.

Le Contrat est constitué des documents suivants, par ordre d'importance :

- Les présentes Conditions générales
- Les Conditions particulières
- Les annexes suivantes :

  Annexe 1 - Périmètre du Contrat
  Annexe 2 - Schéma de collecte
  Annexe 3 - Conditions techniques et niveaux de services
  Annexe 3A - Conditions d'enlèvements et mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants
  Annexe 3B - Barème de soutiens
  Annexe 4 - Communication
  Annexe 5 - Caractérisations, Bilans matières et justificatifs
  Annexe 6 - RGPD

Les documents du Contrat sont disponibles dans le système d'information de l'Eco-organisme désigné. La Collectivité déclare expressément avoir pris connaissance de l'ensemble de ces documents préalablement à la conclusion du Contrat.

En complément du Contrat, l'ensemble des procédures est disponible dans les Systèmes d'information de l'Eco-organisme désigné.

**Article 2 : CHAMP D'APPLICATION DU CONTRAT**

Le Contrat s'applique sur l'ensemble du territoire de compétence de la Collectivité en charge du SPGD. Tous les DEA collectés et/ou traités par la Collectivité seront pris en charge financièrement ou opérationnellement, par l'Eco-organisme désigné.

L'Eco-organisme désigné est identifié aux Conditions particulières.

Le territoire de la Collectivité est déterminé par référence aux données reportées par la Collectivité sur TERRITEO au moment de la contractualisation, figurant aux Conditions particulières. En cas de modification du Périmètre, l'Eco-organisme désigné en est informé dans les conditions prévues à l'article 12 des Conditions générales.

Le Contrat est applicable sur le territoire métropolitain et sur le territoire des départements-régions d'outre-mer (DROM) et des collectivités d'outre-mer (COM) sur lesquels la règlementation relative à la filière de REP EA s'applique.

**Article 3 : DATE DE PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT**

Le Contrat entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de signature par la Collectivité et prend fin au plus tard le 31 décembre 2029.

Par exception pour 2024, lorsque la Collectivité signe le Contrat en 2023, le Contrat entre en vigueur au plus tôt le 1er janvier 2024. Si la Collectivité était en Contrat lors du précédent agrément, le Contrat entre en vigueur au 1er janvier 2024.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

Par exception, en cas de renouvellement de l'agrément d'au moins un des Eco-organismes signataires du Contrat après le 31 décembre 2029, le Contrat continuera de produire ses effets jusqu'à la signature du nouveau contrat prévu par le renouvellement des agréments et au plus tard jusqu'à 31 mars 2030.

Il peut prendre fin de manière anticipée dans les conditions précisées à l'article 13 des Conditions générales.

Aucune stipulation du Contrat ne peut s'interpréter comme obligeant l'Eco-organisme désigné à demander le renouvellement de son agrément, ni comme pouvant tenir l'Eco-organisme désigné responsable des conséquences directes ou indirectes d'un refus de renouvellement de son agrément.

## Article 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

### 4.1 : ENGAGEMENTS DE L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ VIS-À-VIS DE LA COLLECTIVITÉ

#### 4.1.1 : Collecte Séparée dans les Déchèteries

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre en place la Collecte Séparée dans les Déchèteries selon les modalités décrites en annexe 2 des Conditions Générales.

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre en œuvre les soutiens relatifs aux Bennes prévus au Cahier des charges concernant les EA usagés et les DEA faisant l'objet d'une Collecte séparée sur les Déchèteries entrant dans le Périmètre du Contrat, conformément aux Annexes 1 et 2 des Conditions générales. Les informations concernant les Déchèteries sont transmises par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné via TERRITEO.

Selon les dispositions du Contrat, l'Eco-organisme désigné s'engage à :

- équiper les Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée en mettant gratuitement à disposition de la Collectivité volontaire les Contenants de collecte et de pré-collecte destinés au dépôt des DEA faisant l'objet de la Collecte séparée,
- organiser l'Enlèvement et le traitement des DEA collectés séparément,
- liquider et verser les soutiens financiers conformément aux annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B) des Conditions générales,
- accompagner et soutenir financièrement les opérations de communication de la Collectivité conformément aux annexes 3 (3, 3A et 3B) et 4.
- fournir à la Collectivité les données statistiques de collecte et de valorisation compatible avec le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public.

Pour les Déchèteries qui, à la date de signature du présent contrat, ne sont pas équipées de deux Contenants, un plan d'évolution vers le schéma cible est défini en commun.

L'Eco-organisme désigné propose à la Collectivité un accompagnement technique pour la mise en place de la Collecte séparée lorsque celle-ci n'a jamais été mise en œuvre précédemment.

#### 4.1.2 : Collectes non séparées en Déchèterie et la Collecte des encombrants en porte à porte

**Principes**
L'Eco-organisme désigné s'engage à soutenir financièrement, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B), les DEA collectés et valorisés par les Collectivités, provenant des Collectes non séparées.

Les DEA soutenus financièrement sont exclusivement issus de dispositifs de Collectes non séparées suivants :

- Dispositifs de collecte d'encombrants en porte à porte du Périmètre valorisant des DEA, visés à article 1.3 de l'annexe 1 aux Conditions générales (collecte régulière en porte à porte ou sur appel) sous réserve que cette Collecte d'encombrants en porte à porte concoure à la réutilisation ou au recyclage de ces Déchets.
- Collecte en mélange des EA inertes et ferrailles avec d'autres types de déchets, dont le traitement est assuré par la Collectivité, dont les conditions de soutien sont définies en annexe 3B.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

Collecte en mélange des EA hors inertes et hors ferrailles avec d'autres types de déchets, dont le traitement est assuré par la Collectivité, dont les conditions de soutien sont définies en annexe 3B.

**Evaluation des quantités de DEA collectés non séparément**

Pour les DEA collectés non séparément, il est déterminé une estimation conventionnelle des quantités de DEA contenus dans une Collecte non séparée de déchets, désignée comme le « tonnage équivalent DEA ». Le « tonnage équivalent DEA » est calculé comme le produit des quantités de déchets collectés non séparément et contenant des DEA par un taux de présence moyen conventionnel de DEA, fonction des modalités de collecte non séparée (notamment déchèterie accueillant uniquement des ménages, déchèterie accueillant des ménages et des professionnels, collecte en porte-à-porte). Les taux de présence moyen conventionnel de DEA sont déterminés suivant un protocole établi en concertation avec les Représentants et présenté dans l'annexe 5 aux Conditions générales, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisation, précisions des résultats et délais de réalisation. Le protocole n'est pas individualisé pour la Collectivité.

Chaque taux de présence moyen conventionnel de DEA est actualisé au plus une fois par an, à partir des résultats d'une campagne complète de caractérisations de déchets collectés non séparément et contenant des DEA diligentée par l'OCA conformément aux dispositions de l'annexe 5 aux Conditions générales.

Les taux de présence moyens conventionnels de DEA applicables pour le calcul des soutiens financiers dus au titre de la collecte de l'année N sont les taux déterminés selon les dispositions susvisées, issus de la campagne de caractérisation de l'année N-1. Ils sont validés par l'OCA.

Après chaque campagne, les résultats détaillés et les taux de présence moyens conventionnels en résultant sont transmis par mail par l'Eco-organisme désigné à la Collectivité. Ces taux s'appliquent sur la période de collecte débutant l'année suivante, avec un délai de prévenance minimal d'un mois avant le début de l'année concernée.

Lorsque la Collectivité participe à une campagne de caractérisations en Collecte non séparée diligentée par l'Eco-organisme désigné ou par l'OCA, la Collectivité facilite, à l'Eco-organisme désigné ou à toute personne mandatée par L'Eco-organisme désigné, l'accès à ses sites et à ceux de ses prestataires.

**4.2.2 : Collecte par les services de Propreté Urbaine de la Collectivité**

L'Eco-organisme désigné s'engage à prendre en charge opérationnellement le traitement des EA préalablement triés, collectés par les services de la Propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants), en donnant accès à ses centres de tri pour un dépôt des EA.

Si les tonnages d'EA collectés par les services de la Propreté Urbaine le justifient, l'Eco-organisme désigné s'engage également à prendre en charge opérationnellement l'Enlèvement et le traitement des EA préalablement triés, collectés par les services de la Propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants), en mettant à disposition deux Contenants pour les « EA bois » et les « EA multi-matériaux » sur un site de type Centre Technique Municipal, désigné par la Collectivité, sous réserve de la conformité règlementaire de ce site. Le tri devra être effectué par les services de la Collectivité conformément aux consignes transmises par l'Eco-organisme désigné. Des expérimentations seront menées en 2024 afin de proposer les modalités de mise en œuvre de cette collecte.

Si le règlement de collecte de la Déchèterie l'autorise et que les tonnages d'EA collectés par les services de la Propreté Urbaine ne dégradent pas la performance de collecte, ceux-ci pourront être déposés dans les Contenants. Afin d'assurer la traçabilité de ce flux, la Collectivité devra prévenir préalablement l'Eco-organisme désigné et lui transmettre les éléments justificatifs.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

## 4.2 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ VIS-À-VIS DE L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ

### 4.2.1 : Dispositions générales

Le Cahier des charges fixe des prescriptions respectées par l'Eco-organisme désigné dans le cadre de son agrément au titre de l'article R 543-240 et suivants du Code de l'environnement, à charge pour l'Eco-organisme désigné de mettre en œuvre ces prescriptions via le présent contrat-type pour la filière[1].

En application des dispositions de l'Arrêté prévoyant des conditions de contractualisation uniques entre les Eco-organismes signataires et les collectivités territoriales, la Collectivité s'engage d'une part à contribuer aux objectifs règlementaires de recyclage et de valorisation des DEA dans le cadre de ses relations contractuelles, et d'autre part à mettre en œuvre ses obligations contractuelles le tout conformément aux dispositions qui suivent, de manière à permettre à l'Eco-organisme désigné de respecter ses obligations au titre de son agrément.

### 4.2.2 : Collecte séparée dans les Déchèteries

**Mise en place de la Collecte séparée**
La Collectivité s'engage à étudier les moyens à mettre en place pour la Collecte séparée au titre du Contrat, et à préparer la liste des Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée de deux Contenants.

**Gestion de la Collecte séparée**
Dès lors que la Collecte séparée est mise en place, la Collectivité s'engage à collecter les DEA et à utiliser les Contenants mis à sa disposition par l'Eco-organisme désigné selon les consignes de collecte, et à remettre les DEA ainsi collectés exclusivement à l'Eco-organisme désigné ou à son Opérateur de gestion des déchets.

En tant que dépositaire des Contenants, la Collectivité en a la garde et doit les restituer dans l'état dans lequel ils lui ont été confiés, sauf usure normale, et en faire un usage normal, conforme à leur destination. Elle met en place la signalétique et la communication nécessaire, conformément aux recommandations de l'Eco-organisme désigné, afin de sensibiliser les usagers à la prévention, au réemploi et de l'informer du devenir des meubles jetés dans le Contenant dédié. Elle s'assure que les agents aient une connaissance exacte des consignes de tri. Pour ce faire elle peut notamment utiliser des supports mis à disposition par l'Eco-organisme désigné.

La Collectivité s'engage à conserver les DEA dans leur état au moment de leur collecte. La Collectivité interdit tout prélèvement de DEA sur les Déchèteries, sauf Prélèvements en vue d'un réemploi ou d'une réutilisation, effectués conformément à l'article 8 des Conditions générales. La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des Enlèvements et s'engage à respecter les conditions de mise à disposition et d'Enlèvement, conformément à l'Annexe 2 aux Conditions générales.

Le Contrat ne peut en aucune manière s'interpréter comme conférant à l'Eco-organisme désigné le titre d'exploitant ou de chef d'établissement des Déchèteries, ni d'employeur du personnel employé sur les Déchèteries, ni de donneur d'ordre des prestataires de la Collectivité, de telle manière que la Collectivité conserve seule les obligations relatives à la conformité à la Règlementation des déchèteries et à la sécurité des personnes (agents, usagers, prestataires notamment).

La Collectivité décide et met en œuvre les moyens adaptés afin de prévenir les vols, dans la limite des contraintes économiques et techniques. En cas d'incidents graves et répétés, la Collectivité informe l'Eco-organisme désigné et entame les procédures nécessaires.

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné s'informent réciproquement des dysfonctionnements, des incidents et des sanctions administratives ou pénales dont ils ont connaissance, impactant la collecte, la mise à disposition des Contenants et l'Enlèvement des DEA collectés séparément (fermeture de la Déchèterie lors de l'Enlèvement, retard de l'Opérateur de gestion des déchets, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison des Contenants par exemple). Le cas échéant, les Parties examinent ensemble les mesures nécessaires pour remédier à ces incidents, à l'initiative de la Partie la plus diligente.

[1] "*Les activités du titulaire sont menées dans un souci de cohérence générale de la filière des déchets susvisés. Elles impliquent pleinement le détenteur, et sont conduites dans le cadre d'une démarche partenariale qui associe l'ensemble des acteurs de la filière REP des DEA […]*".

PROJET DE CONTRAT – NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

Dans le cadre du déploiement de points de collecte complémentaires de proximité par L'Eco-organisme désigné, visé au 1.4 de l'annexe 1 aux Conditions générales, la Collectivité s'engage à participer à la démarche de développement et de communication sur la mise en œuvre de ces points de Collecte et à accompagner l'Eco-organisme désigné dans leur mise en place, selon ses moyens.

La Collectivité autorise l'Eco-organisme désigné à prendre des images (photographies et films) des points de collecte permanents et temporaires de Collecte séparée, et autorise L'Eco-organisme désigné, ou toute personne mandatée par l'Eco-organisme désigné, à accéder à ces points de collecte aux fins de prendre ces images, dans le respect des règles de sécurité. L'Eco-organisme désigné s'engage à informer la Collectivité préalablement. L'Eco-organisme désigné s'engage à respecter le droit à l'image de toute personne présente sur le point de Collecte.

Ces images peuvent notamment être enregistrées dans une base de données propriété de l'Eco-organisme désigné et peuvent être exploitées par L'Eco-organisme désigné ou toute personne mandatée à cette fin, uniquement dans le cadre de ses activités soumises à agrément et après information de la Collectivité, sans paiement autre que les soutiens financiers versés par L'Eco-organisme désigné à la Collectivité.

**4.2.3 : Collecte non séparée**

**Organisation de la collecte et du traitement**
La Collectivité organise la Collecte non séparée des DEA, puis leur traitement. La Collectivité s'engage à recycler et valoriser les flux comprenant les DEA faisant l'objet d'une Collecte non séparée afin que cette Collecte non séparée concoure soit au moins aux objectifs de réutilisation ou de recyclage des DEA.

Le soutien à la Collecte non séparée est du par l'Eco-organisme conformément aux dispositions annexe 3A des conditions générales

**Traçabilité des DEA faisant l'objet d'une Collecte non séparée**
La Collectivité s'engage à assurer la traçabilité du recyclage et de la valorisation des DEA collectés non séparément et des déchets qui sont issus de ce recyclage et de cette valorisation, depuis leur collecte jusqu'à leur exutoire final, que les DEA soient gérés en régie ou par des tiers. Elle identifie, pour chaque modalité de collecte, les installations de traitement final et transmet à l'Eco-organisme désigné, dès la signature du Contrat, la liste des prestataires de collecte et de traitement, ainsi que la description des modalités opérationnelles de collecte et de traitement. La Collectivité actualise périodiquement ces informations via le Système d'information, au plus tard lors des déclarations semestrielles dans les conditions de l'article 6.1.2 en cas de changement d'exutoires et a minima une fois par an.

**Collecte des DEA des détenteurs professionnels**
Dans le respect du règlement intérieur de la Déchèterie, la Collectivité, dès lors qu'elle donne accès à ses déchèteries aux détenteurs professionnels DEA, s'engage à accepter les dépôts de DEA par les professionnels sans frais pour ces détenteurs dès lors qu'ils présentent leur carte d'accès nominative en cours de validité, délivrée par l'Eco-organisme désigné et qu'ils respectent et les conditions techniques d'accès définies par la Collectivité. Si l'apport d'un professionnel perturbe le fonctionnement de la Déchèterie, la Collectivité informe le l'Eco-organisme désigné.

**4.2.4 : Non-respect des engagements de la Collectivité**
Lorsque la Collectivité ne respecte pas l'une des obligations définies au Contrat, l'Eco-organisme désigné peut mettre en demeure la Collectivité de respecter ses obligations, même à bref délai. La mise en demeure explicite les dispositions du Contrat qui n'ont pas été respectées, et mentionne le délai dans lequel la Collectivité pourra faire valoir ses observations par écrit. A l'issu de ce délai et sans accord entre les parties, à défaut de satisfaire à ses obligations, et sans préjudice du droit l'Eco-organisme désigné à réparation de son préjudice, la Collectivité s'expose à l'arrêt des versements des soutiens, en fonction de la gravité de ses manquements. A la levée de la mise en demeure, le versement de soutiens est rétabli par l'Eco-organisme désigné pour l'intégralité des tonnages conformes enlevés par l'éco-organisme désigné

**4.2.5 : Actualisation des informations administratives de la Collectivité**
Sans préjudice des dispositions de l'article 14, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais et exclusivement via TERRITEO, à informer l'Eco-organisme désigné de toute modification administrative nécessaire à l'exécution du Contrat, notamment de son périmètre.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

La Collectivité s'oblige à identifier les contacts opérationnels permanents de l'Eco-organisme désigné par leurs fonctions au sein de la Collectivité, et à les mettre à jour dans les meilleurs délais pour la bonne exécution du Contrat.

**Article 5 : COMMUNICATION**

L'Eco-organisme désigné accompagne la Collectivité dans les opérations de communication de proximité relatives aux Eléments d'ameublement. Les actions éligibles aux soutiens figurent dans l'annexe n°4 aux Conditions générales.

Les supports et outils de communication à destination des citoyens et des personnels des Déchèteries (kits de formation) sont mis à disposition gratuitement via le site internet de l'Eco-organisme désigné ou du Système d'information.

L'Eco-organisme désigné favorise l'échange de bonnes pratiques de communication et le retour d'expériences entre collectivités. Dans cet objectif, la Collectivité peut être associée, si elle le souhaite, à des réunions de travail et de restitution, proposées par l'Eco-organisme désigné.

**Article 6 : DÉCLARATIONS ET LIQUIDATION DES SOUTIENS FINANCIERS ET RAPPORTS ANNUELS**

**6.1 : SOUTIENS FINANCIERS**

**6.1.1 : Cas général**

L'Eco-organisme désigné s'engage à Liquider et verser semestriellement les soutiens financiers relatifs à la Collecte séparée, à la Collecte non séparée et au traitement des déchets issus de la Collecte non séparée et à la Communication, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B) et aux dispositions du présent article.

**6.1.2 : Déclaration Collecte non séparée et données de collecte séparée**

La Collectivité doit procéder à une déclaration, selon le « *mode d'emploi déclaration* », disponible dans le Système d'information, qui précise le contenu et le format de la déclaration et les justificatifs à joindre à la déclaration. La Collectivité dispose pour ce faire d'une période de déclaration de 60 jours au terme de chaque semestre civil.

Les déclarations et ses justificatifs doivent permettre d'assurer la traçabilité des DEA depuis leur collecte et par mode de collecte (le cas échéant, avec l'indication de la Déchèterie) jusqu'au traitement final, en indiquant les modalités de traitement.

Elles doivent être établies à fréquence semestrielle, précisant les quantités totales de déchets contenant des DEA et leurs exutoires finaux, par mode de collecte (pour chaque Déchèterie en Collecte non séparée et pour la collecte en porte-à-porte) ainsi que les quantités par mode de traitement (réutilisation, recyclage, valorisation ou élimination), avec les justificatifs de cette déclaration. La déclaration comprend notamment :

- l'identification précise du/des sites de traitement intermédiaires et finaux et l'identité du/de leurs exploitants, pour chaque prestataire de la Collectivité,
- le détail des tonnages collectés par site et par mois,
- le bilan matière détaillé du traitement réalisé pour le compte de la Collectivité, suivant les modalités de calcul de l'Annexe 5 et que le ou les sites désignés par cette dernière,
- les arrêtés d'exploitation des sites de traitement final par combustion (chaudières), en cas d'évolution de ces derniers,
- la performance énergétique –(PE) des UVE utilisées par la Collectivité.

Les justificatifs à joindre à la déclaration sont précisés dans l'Annexe 5 aux Conditions générales.

Au terme de chaque semestre civil, l'Eco-organisme désigné dispose de 45 jours après validation par la Collectivité pour Liquider les soutiens variables relatifs à la Collecte séparée (A.1.2 de l'annexe 3B).

A compter de la soumission de la déclaration par la Collectivité, l'Eco-organisme désigné dispose de 45 jours, soit pour Liquider les autres soutiens après contrôle et validation de la déclaration, soit pour procéder à des demandes

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

d'informations ou de justificatifs complémentaires, soit encore pour informer la Collectivité des motifs pour lesquels les autres soutiens ne peuvent être liquidés. Les autres soutiens ne peuvent pas être liquidés, et donc payés, tant que la déclaration (en cela compris ses justificatifs) n'est pas complète et conforme aux exigences de déclaration.

Les soutiens financiers qui peuvent être Liquidés et versés par l'Eco-organisme désigné le sont par période semestrielle échue.

**6.1.2 : Paiement des soutiens**

La Collectivité peut émettre un titre de recette dès la Liquidation d'un soutien par l'Eco-organisme désigné. Les soutiens Liquidés sont versés par l'Eco-organisme désigné dans un délai de 30 jours à réception du titre de recettes émis par la Collectivité conformément à l'état communiqué par l'Eco-organisme désigné.

Lorsque subsiste un désaccord notamment sur la déclaration de la Collectivité ou sur les justificatifs fournis, ou en l'absence des justificatifs correspondants, les soutiens ne peuvent être liquidés et payés, et les Parties procèdent selon les modalités de règlement amiable des litiges de l'article 21.

Le paiement des soutiens par l'Eco-organisme désigné est effectué sans préjudice de réclamation des trop-perçus dont l'Eco-organisme désigné pourrait avoir connaissance ultérieurement, notamment du fait de contrôles. Les trop-perçus par la Collectivité sont liquidés par imputation sur les versements de soutiens non échus ou ultérieurs.

Les Parties se conforment à la législation applicable en matière de TVA au moment de son fait générateur, étant précisé à titre informatif qu'en l'état de la législation, les soutiens ne sont pas assujettis à la TVA conformément à l'instruction 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006 de la Direction générale des impôts.

**6.2 : RAPPORT D'ACTIVITES**

Pour la Collecte séparée, l'Eco-organisme désigné met à disposition de la Collectivité au travers du Système d'information les données relatives aux Enlèvements réalisés et aux tonnages collectés séparément et enlevés par l'Eco-organisme désigné.

L'Eco-organisme désigné dresse semestriellement un état récapitulatif des tonnages collectés séparément et enlevés par l'Eco-organisme désigné et met à disposition chaque année un rapport d'activités, via e Système d'information, des tonnages soutenus, des soutiens versés, des résultats atteints dans un format et un délai compatible avec la réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de Gestion des Déchets ménagers et assimilés.

**6.3 : DEMATERIALISATION**

Les déclarations et les transmissions de justificatifs sont dématérialisées via le Système d'information.

La Collectivité a accès en permanence au décompte des tonnages collectés opérationnellement dans le Système d'information.

## Article 7 : RECOURS À DES TIERS

Chaque Partie peut, de plein droit, missionner tout tiers de droit privé pour réaliser toute ou partie des tâches nécessaires à l'exécution du Contrat.

Chaque Partie demeure responsable vis-à-vis de l'autre Partie de toute inexécution ou exécution fautive du Contrat, du fait et des fautes des tiers qu'il a missionnés et de ses préposés, sauf cas de force majeure.

La Collectivité s'engage à ce que l'Eco-organisme désigné puisse procéder, le cas échéant, aux contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales auprès des tiers missionnés par la Collectivité et par les Autres Collectivités pour la Collecte et le cas échéant les Enlèvements et le traitement des DEA.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**Article 8 : RECOURS AUX ACTEURS DU RÉEMPLOI ET DE LA RÉUTILISATION**

Le Cahier des charges prévoit de favoriser l'accès au gisement de DEA aux Acteurs du réemploi ou de la réutilisation dans le cas où la demande d'EA usagés excède l'offre.

Dans cet objectif, si la Collectivité a un partenariat avec un Acteur du réemploi et de la réutilisation, elle s'engage à travailler à la mise en place des dispositions nécessaires afin de préserver l'intégrité et de permettre le prélèvement, avant mise en benne dans les Déchèteries, des EA usagés en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par cet Acteur du réemploi et de la réutilisation ou la Collectivité elle-même.

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné la liste des Déchèteries sur lesquelles elle organise un tel prélèvement, ainsi que la liste des Acteurs du réemploi et de la réutilisation concernés par ce prélèvement.

Les dons des particuliers, faits directement aux Acteurs du réemploi et de la réutilisation hors des Déchèteries, ainsi que les marchés de collecte en porte à porte ou sur appel entre la Collectivité et les Acteurs du réemploi et de la réutilisation, ne rentrent pas dans le cadre de cet article.

**Article 9 : RESPONSABILITÉS, TRANSFERT DES RISQUES ET DE LA PROPRIÉTÉ DES DÉCHETS**

**9.1 : Collecte séparée**

En tant que détentrice des DEA au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement jusqu'à leur Enlèvement, la Collectivité assure la garde des DEA jusqu'à leur Enlèvement par l'Eco-organisme désigné, le transfert de la propriété ayant lieu à l'issue du chargement du Contenant dédié aux DEA sur le véhicule effectuant l'Enlèvement des DEA sur le point de collecte.

La Collectivité s'engage à céder gratuitement la propriété des DEA collectés séparément à l'Eco-organisme désigné ou tout Opérateur de gestion des déchets qu'il se substitue, la cession des DEA par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné ayant lieu avec le transfert du risque.

Toutefois, il n'y a jamais transfert de la garde et cession pour des DEA qui seraient contaminés au sens de la règlementation en vigueur de telle sorte que les caractéristiques de danger des DEA soient modifiées par cette contamination, ou qui seraient radioactifs, ou pour des déchets autres que des DEA et en mélange avec les DEA. Toute non-conformité visant la cession de DEA contaminés ou radioactifs fera l'objet de l'émission d'un dysfonctionnement le cas échéant au travers du Système d'information de l'Eco-organisme désigné et d'une procédure d'isolement au plus tard lors de la première rupture de charge sur le site de l'Opérateur de gestion des déchets intervenant pour l'Eco-organisme désigné. Dans le cas ci-dessus, la Collectivité prend en charge le contenu du Contenant s'il est contaminé ou radioactif.

Les Opérateurs de gestion des déchets conservent seuls la possession des Contenants mis à disposition de la Collectivité pour la Collecte séparée. La Collectivité en assure seule la garde sur le point de collecte jusqu'à leur chargement lors de l'Enlèvement, et est responsable de ce fait de tout dommage du fait des Contenants ou aux contenants, sauf à prouver que le dommage a pour cause une défaillance du Contenant ou de l'Opérateur de gestion des déchets ou en cas de force majeure. Cette disposition ne s'applique pas à l'usure normale du Contenant.

La Collectivité s'engage pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à :

- Utiliser les Contenants mis à sa disposition conformément aux consignes d'utilisation figurant dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné, et informer ce dernier des éventuelles difficultés rencontrées dans leur utilisation ;
- Prendre soin desdits Contenants, ceux-ci étant la propriété de l'Opérateur de gestion des Déchets, et à garantir leur intégrité.

**9.2 : Collecte non séparée**

La Collectivité est seule gardienne propriétaire et détentrice des DEA collectés non séparément, jusqu'à leur élimination ou valorisation finale par ses soins ou toute entité qu'elle se sera substitué.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**9.3 : Disposition commune à la collecte séparée et à la collecte non séparée**

Sans préjudice des articles 9.1 et 9.2, la désactivation d'une Déchèterie, conformément au point 1.2.2 de l'Annexe 1 aux Conditions générales, ne peut donner lieu à aucune réparation du préjudice pendant la période de désactivation, financièrement ou en nature, par l'une des Parties en faveur de l'autre Partie.

Sans préjudice des articles 9.1 et 9.2, lorsque les Parties conviennent d'un commun accord de maintenir active une Déchèterie ne respectant pas les obligations de ladite annexe 1 dans le dispositif de collecte : la Collectivité demeure seule responsable des conséquences d'un éventuel manquement à la Réglementation vis-à-vis de l'administration.

## Article 10 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES D'INFORMATION DU PUBLIC

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R. 543–248 du Code de l'environnement. Ils informent également sur les filières mises en place pour développer le réemploi des EA usagés, ainsi que la réutilisation, le recyclage et la valorisation des DEA.

## Article 11 : CONTRÔLES

La Collectivité s'engage à mettre en œuvre tout dispositif de contrôle propre à assurer la validité des données qui servent au calcul des soutiens, à prendre toutes dispositions correctives et à aviser l'Eco-organisme désigné de tout fait ayant une incidence sur l'exécution du Contrat.

L'Eco-organisme désigné peut mandater des tiers pour effectuer les contrôles sur pièces ou/et sur place (visites et entretiens), sur ses sites ou le cas échéant ceux des prestataires de collecte et de traitement de la Collectivité, ou repreneurs opérant pour le compte de celle-ci, ainsi qu'auprès des Opérateurs de gestion des déchets en charge des Enlèvements et du traitement des DEA de la Collectivité, et de ceux des Autres Collectivités. Les contrôles doivent permettre de vérifier la véracité des déclarations et des justificatifs fournis par la Collectivité ou par des prestataires ou repreneurs opérant pour le compte de la Collectivité et des Autres Collectivités, y compris par rapprochement avec les justificatifs de repreneurs. A cette fin, la Collectivité s'engage à aménager dans ses contrats avec ses prestataires et repreneurs un droit de contrôle de l'Eco-organisme désigné conforme aux exigences de contrôle du Contrat, et à faire aménager un droit identique dans les contrats susvisés des Autres Collectivités.

La Collectivité, si elle fait partie d'une campagne d'audit, est informée par l'Eco-organisme désigné, le mois qui précède le contrôle.

Le tiers diligenté par l'Eco-organisme désigné procède à ces contrôles selon les méthodes habituelles d'audit.

A l'occasion de ces contrôles, la Collectivité s'engage à fournir tout document justificatif original (bordereaux de suivi, contrats, factures…) lié à l'ensemble des opérations concernées par le Contrat, à l'Eco-organisme désigné ou au tiers mandaté par l'Eco-organisme désigné à cet effet. L'Eco-organisme désigné informera la Collectivité et/ou les Autres Collectivités et/ou les prestataires visés au présent article de ses demandes, au moins 48 heures à l'avance, de façon à ne pas gêner l'exploitation. Lorsque les documents justificatifs existent uniquement sur un support dématérialisé, le tiers mandaté peut procéder aux vérifications nécessaires permettant de s'assurer de la véracité des documents dématérialisés.

Suite à ces contrôles, l'Eco-organisme désigné s'engage à transmettre un bilan des contrôles effectués, à charge pour la Collectivité de répondre aux divergences constatées dans ce bilan. La Collectivité peut demander à être entendue par l'Eco-organisme désigné, assistée du conseil de son choix.

Lorsque la Collectivité accepte les résultats du contrôle, elle prend les mesures correctives le cas échéant. Le bilan des tonnages déclarés par la Collectivité et soumis pour validation à l'Eco-organisme désigné en vue du calcul du soutien, tient compte du résultat de cet audit. En cas de trop-perçus de soutiens par la Collectivité, la régularisation pourra intervenir lors de la déclaration semestrielle suivante, sauf si le Contrat prend fin à l'expiration du semestre en cours ou si les trop-perçus excèdent le montant prévisionnel des soutiens pour le semestre suivant, la régularisation deviendra immédiatement exigible.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

A défaut de transmission du plan d'actions correctif ou de mise en œuvre des actions correctives prévues par ce plan, l'Eco-organisme peut suspendre le versement des soutiens sur les Flux concernés jusqu'à ce que ledit plan soit remis et exécuté, y compris les Enlèvements, ou résilier le Contrat dans les conditions prévues à l'article 15 des Conditions générales. Préalablement à la résiliation, l'Eco-organisme désigné saisit le Comité de concertation.

## Article 12 : MODIFICATION DU CONTRAT

### 12.1 : Modification des conditions générales et de leurs annexes

Les Conditions générales et leurs annexes peuvent être modifiées.
Ces modifications font l'objet d'une concertation entre les Eco-organismes signataires et les représentants des collectivités dans le cadre du Comité de concertation.

Les Eco-organismes signataires notifient par tout moyen à la Collectivité toute modification des conditions générales ou de leurs annexes, avec la date de la prise d'effet de cette modification, au plus tard un (1) mois calendaire avant sa prise d'effet sous réserve des dispositions qui suivent.

En cas de refus de cette modification, la Collectivité résilie son Contrat avec l'Eco-organisme désigné, dans le mois précédant la prise d'effet, de façon à ce que le Contrat prenne fin la veille de la prise d'effet de la modification. A défaut de résiliation dans le délai prévu au présent article, la modification des conditions générales ou de leurs annexes prend effet, sans nécessité d'un avenant, et sans que l'absence d'une nouvelle délibération de la Collectivité soit opposable à l'Eco-organisme désigné.

Par exception aux alinéas précédents, les annexes liées aux modalités d'exécution du Contrat et qui ne modifient pas son économie générale, telles que les procédures de demandes de Contenants, d'Enlèvement, de déclaration ou d'utilisation du Système d'information, peuvent être modifiées par l'Eco-organisme désigné avec un préavis de 15 jours et après concertation et avis des Représentants.

### 12.2 : Modification des conditions particulières du Contrat

La Collectivité communique via TERRITEO toute modification de son Périmètre (fonctionnelles et territoriales) au plus tard un (1) mois calendaire avant sa prise d'effet. La Collectivité tient à disposition les justificatifs de l'évolution du Périmètre. L'Eco-organisme désigné prend connaissance et met à jour le Système d'information à partir de ces données. Dans ce délai, l'Eco-organisme désigné et l'OCA se tiennent mutuellement informés de l'évolution du Périmètre afin de s'assurer des impacts sur les règles d'équilibrage.

En dérogation au délai d'un (1) mois mentionné ci-avant, il est entendu que l'ajout comme la suppression d'un Déchèterie, prendra effet à une date fixée par l'Eco-organisme désigné concerné par ladite modification, notamment en fonction des contraintes liées à la disponibilité ou la libération des Contenants.

A compétences constantes, les modifications des dispositifs de collecte (Déchèteries ou collecte d'encombrants en porte à porte) ou des modes de collecte ne sont pas considérées comme des modifications du Contrat, et relèvent des dispositions contractuelles relatives à l'exécution de la collecte.

Les informations figurant aux Conditions particulières ou en annexe 1 à celles-ci, spécifiques à la Collectivité, peuvent être modifiées unilatéralement par la Collectivité sur le portail TERRITEO, et le cas échéant sur les Système d'information de l'Eco-organisme désigné, chaque fois que l'information est signalée comme modifiable dans ceux-ci, dans le respect du délai d'un (1) mois prévu ci-avant. Dans ce délai, l'Eco-organisme désigné et l'OCA se tiennent mutuellement informés de l'évolution du Périmètre afin de s'assurer des impacts sur les règles d'équilibrage.

### 12.3 : Autres modifications du Contrat

Toute autre modification, y compris des compléments au Contrat, par exemple pour des expérimentations, nécessite la conclusion par les Parties d'un échange préalable et écrit spécifique.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**Article 13 – CONTRACTUALISATION**

**13.1 : Conditions administratives relatives à la contractualisation**

**13.1.1 Fourniture des données administratives par le portail TERRITEO**

La Collectivité renseigne ses données administratives générales sur le portail TERRITEO, conformément à l'article 13.2 ci-après.

Elle y fait sa demande de mise en relation contractuelle avec les éco-organismes agréés pour la filière de REP EA, le portail TERRITEO ayant le rôle de Guichet unique qui centralise l'ensemble des demandes des Collectivités.

**13.1.2 Procédure d'élaboration du Contrat avec l'OCA**

Lorsque la Collectivité effectue une demande de mise en relation contractuelle pour la filière de REP EA sur le portail TERRITEO, elle accepte expressément que les données administratives relatives à cette demande soient transférées à l'Eco-organisme désigné.

Dans ce système d'information de l'Eco-organisme désigné, la Collectivité suit le procédé administratif de signature qui est mis en place par l'Eco-organisme désigné.

Elle assure la conformité des données administratives déclarées sur le portail TERRITEO, renseigne ses données administratives particulières prévues au Contrat, et fournit les justificatifs nécessaires à la préparation du Contrat.

**13.1.3 Procédure de signature du Contrat**

La Collectivité signe le Contrat avec tous les Eco-organismes agréés sur la filière de REP EA.

Un guide produit par les Eco-organismes agréés présente les différentes étapes de la procédure de contractualisation qui doivent être suivies par la Collectivité à partir de la saisine effectuée dans le cadre du Guichet unique, jusqu'à la mise en service opérationnelle du Contrat.

Il est expressément précisé que le Système d'information de l'Eco-organisme désigné, est un moyen de communication d'informations et de documents. La demande de Contrat puis sa conclusion emporte l'obligation pour la Collectivité de respecter les conditions d'utilisation du Système d'information de l'Eco-organisme désigné et du portail TERRITEO (www.territeo.com), consultables sur ces systèmes d'information, ainsi que les notices et modes d'emploi disponibles en ligne sur les sites internet concernés.

Pour tout nouveau Contrat, à réception du dossier de demande complété par la Collectivité et après vérification des rubriques du Système d'information de l'Eco-organisme désigné dûment remplies, avec l'ensemble des justificatifs, l'Eco-organisme désigné vérifie que la demande est complète dans les meilleurs délais, ou informe la Collectivité que son dossier est incomplet, toute erreur étant assimilée à un dossier incomplet.

**13.1.4 Modalités de signature du Contrat**

La conclusion du Contrat est formalisée par une signature électronique ou, à titre exceptionnel, par la signature originale d'une version imprimée du Contrat qui fera l'objet d'une numérisation.

De convention expresse valant convention sur la preuve et conformément aux dispositions des articles 1174, 1366 et 1367 du Code civil, les Parties conviennent qu'en cas de signature électronique du Contrat par le biais d'une interface spécifique, chacune s'accorde pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que sa signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du Contrat par le service d'une interface. Les Parties se dispensent donc de la signature d'un quelconque exemplaire original.

**13.2 : Informations administratives de la Collectivité**

Les informations administratives suivantes sont renseignées par la Collectivité sur le portail TERRITEO.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

- Données générales de la Collectivité : Statut, nom légal, numéro SIREN, milieu ADEME, Président, adresse du siège, …
- Périmètre contractuel de la Collectivité identifié aux conditions particulières du Contrat : identification des communes et le cas échéant des EPCI de Collecte dans le périmètre du contrat
- Liste des Déchèteries identifiées aux Conditions particulières du Contrat : dénomination, numéro SINOE, adresse, horaires, existence d'une Zone de réemploi ou réutilisation, existence d'un accès aux détenteurs professionnels.
- Les Contacts de la collectivité pour la mise en œuvre du Contrat, et a minima le signataire du Contrat, le référent administratif et le référent technique du compte de la Collectivité.

La Collectivité complète les informations nécessaires sur le Système d'information de l'Eco-organisme désigné en vue de signer son Contrat, pour chacune des Déchèteries identifiées aux Conditions particulières du Contrat, notamment :

- les choix de gestion des DEA compris dans le Périmètre du Contrat, parmi la liste des choix possibles précisés à l'annexe 2 aux Conditions générales,
- les modalités d'organisation et de gestion de la Zone de réemploi ou réutilisation acceptant les EA usagés dans les conditions prévues au Contrat, ainsi que la désignation des Acteurs du réemploi et de la réutilisation en contrat avec la Collectivité (dénomination, SIRET, adresse)
- l'acceptation ou non des Détenteurs professionnels,

La Collectivité s'engage à effectuer, lorsqu'elles surviennent, toutes les mises à jour nécessaires, concernant notamment l'évolution du Périmètre, sur TERRITEO, sur le portail de contractualisation de l'OCA, et sur le Système d'information de l'Eco-organisme désigné pour toute autre information y figurant, dans le respect des dispositions décrites aux Conditions générales en matière de modification du Contrat.

**Article 14 : FIN DU CONTRAT**

Le Contrat prend fin à l'arrivée de son terme ou du fait de sa fin anticipée dans les conditions qui suivent.

**14.1 : Principe général**

Le Contrat continue de produire ses effets dès lors que la Collectivité et un éco-organisme au moins demeurent Parties au Contrat.

Dans cette hypothèse, le Contrat cesse de produire ses effets dès lors qu'il est résilié totalement par la Collectivité.

**14.2 : Suspension, retrait ou non renouvellement d'un agrément**

**14.2.1.** Dans le cas où un Eco-organisme signataire du Contrat se voit suspendre son Agrément, le Contrat cesse de produire ses effets, pour ce seul Eco-organisme signataire, durant toute la durée de ladite suspension.

Le Contrat reste en vigueur et continue à produire ses effets pour les autres Eco-organismes signataires, Parties au Contrat.

Si l'Eco-organisme signataire dont l'Agrément a été suspendu est l'Eco-organisme désigné, l'OCA désigne dans les plus brefs délais les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

**14.2.2.** Dans le cas où l'Agrément d'un Eco-organisme signataire du Contrat est retiré ou n'est pas renouvelé, le Contrat cesse de produire ses effets, pour ce seul Eco-organisme signataire. Le Contrat reste en vigueur et continue à produire ses effets pour les autres Parties au Contrat.

Si l'Eco-organisme signataire dont l'Agrément a été retiré ou n'a pas été renouvelé est l'Eco-organisme désigné, l'OCA désigne dans les plus brefs délais les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**14.2.3.** Le Contrat est résilié de plein droit si l'Agrément de tous les Eco-organismes signataires du Contrat est retiré ou non renouvelé.

**14.3 : Force majeure**

Le Contrat pourra être suspendu ou résilié de plein droit par la Collectivité en cas de survenance d'un évènement de force majeure (i) dont la durée excèderait trois (3) mois à compter de sa notification par celle-ci aux autres Parties, et (ii) empêchant de façon temporaire ou définitive l'exécution du Contrat. Chaque Eco-organisme signataire pourra suspendre ou se retirer du Contrat dans les mêmes conditions.

**14.4 : Résiliation du contrat par la Collectivité**

La Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement le Contrat, avec un préavis minimum de trois (3) mois, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée. La résiliation prend effet au 31 décembre de l'année en cours et est prononcée sans indemnité de quelque nature que ce soit.

**14.5 : Manquement grave des Parties**

**14.5.1**. De convention expresse, les manquements graves ne peuvent porter que sur les engagements dont l'inexécution rend impossible ou dangereuse pour les Parties ou les tiers l'exécution du Contrat. De tels manquement peuvent justifier la résiliation du Contrat totale ou partielle, après mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de quinze (15) jours.

**14.5.2.** En cas de manquement grave par l'Eco-organisme désigné ou par la Collectivité, à l'une quelconque de leurs obligations aux termes du Contrat, le Comité de concertation sera saisi de manière à organiser une réunion de conciliation dans les conditions de l'article 21 des Conditions générales.

En cas d'urgence, la Collectivité informe l'OCA des manquements de l'Eco-organisme désigné en matière d'enlèvement afin de traiter le manquement et désigner un autre Eco-organisme Désigné.

**14.5.3**. A défaut d'accord résultant de la saisine du Comité de concertation, dans l'hypothèse où le manquement constaté est imputé à un Eco-organisme désigné, la Collectivité a la faculté d'imposer le retrait dudit Eco-organisme désigné qui a manqué à ses obligations, sans qu'aucune action judiciaire ne soit requise, trente (30) jours après l'envoi' d'une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La Collectivité pourra, en outre, demander auprès des juridictions compétentes, la réparation de l'intégralité de son préjudice.

Il est convenu que la Collectivité ne peut solliciter le retrait ou la réparation de son préjudice auprès du ou des Eco-organismes signataires qui n'ont pas commis de manquement. Les Parties conviennent que les Eco-organismes signataires ne sont responsables qu'au titre des obligations qui leur incombent respectivement.

**14.5.4.** A défaut d'accord résultant de la saisine du Comité de concertation, que le manquement constaté soit imputé à un Eco-organisme désigné ou à la Collectivité, l'Eco-organisme désigné aura la faculté de se retirer.

**14.5.5** Si le retrait est confirmé, le retrait est acté sans qu'aucune action judiciaire ne soit requise, trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et accompagné d'un courriel.

Dans cette hypothèse, l'OCA désigne dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant le délai précité, les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

Toute Partie lésée pourra, en outre, demander auprès des juridictions compétentes, la réparation de l'intégralité de son préjudice. Le règlement des litiges s'opère dans les conditions prévues à l'article 21 des Conditions générales.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**Article 15 : EQUILIBRAGE DE LA FILIERE ET ENGAGEMENT DE L'ECO-ORGANISME DESIGNE**

**15.1. –** La Collectivité est informée que la Règlementation prévoit que des mesures d'équilibrage peuvent être entreprises, entrainant des modifications au Contrat, telles qu'une nouvelle répartition géographique. Dans la mesure du possible, dans le cas où les déséquilibres demeurent faibles, l'OCA privilégiera un équilibrage financier afin de limiter les changements d'éco-organisme en cours d'année.

La Collectivité est également informée qu'une règle d'équilibrage peut conduire à ce qu'un autre Eco-organisme signataire du Contrat devienne un Eco-organisme désigné.

Les Eco-organismes signataires s'engagent à ce que la prise en charge des DEA se fasse suivant le même schéma, financier ou opérationnel, qu'auparavant et à ce que le changement d'Eco-organisme désigné soit sans incidence sur la continuité du SPGD.

La proposition de répartition des zones géographiques du territoire national est élaborée par l'OCA en concertation avec un comité de concertation associant des représentants de collectivités territoriales chargés du service public de gestion des déchets. La substitution d'un Eco-organisme désigné par un autre Eco-organisme signataire du Contrat est formalisée sous la forme d'un avenant au Contrat.

**15.2** La Collectivité est informée par tout moyen qu'un équilibrage est entrepris au moins un (1) mois à l'avance, avec la date de prise d'effet en début du semestre suivant des modifications au Contrat. Les nouvelles modalités techniques et opérationnelles dans la prise en charge des DEA collectés sur son territoire sont portées à sa connaissance dans le même délai. La Collectivité est notamment informée dans les meilleurs délais des changements de Contenants à intervenir, des changements d'Opérateurs de gestion des déchets ou d'un changement de Système d'information.

La Collectivité donne expressément son accord, par la présente, à tout changement d'un Eco-organisme désigné à la demande de l'OCA.

La substitution d'Eco-organismes désigné, dans les conditions qui précèdent, ne peut intervenir que dans le cadre d'une mesure d'équilibrage. En particulier, aucune substitution ne saurait intervenir en cas de défaillance d'un autre éco-organisme. En toute hypothèse, le nouvel Eco-organisme désigné ne saurait être tenu responsable des éventuels manquements commis par son prédécesseur. Chaque éco-organisme fera ses meilleurs efforts afin que la transition permette d'assurer le respect du principe de continuité du SPGD.

**15.3** Le Comité de concertation est également informé des règles d'équilibrage mises en place.

**ARTICLE 16 : RGPD**

Les dispositions en matière de SPGD sont jointes en annexe 6 des Conditions Générales.

**ARTICLE 17 : ACCES AU SITE INTERNET ET AU SYSTEME D'INFORMATION**

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre le Système d'information à la disposition de la Collectivité, et de toute personne disposant de ses codes d'accès, dans les conditions ci-après.

Les codes d'accès qui sont choisis par la Collectivité lors de la création de son compte pour lui permettre de s'identifier et de se connecter lui sont personnels et confidentiels. En conséquence, la Collectivité est entièrement responsable de l'utilisation des codes d'accès. Toute connexion au Système d'information et toute transmission, effectuées au moyen des codes d'accès de la Collectivité seront par conséquent réputées avoir été effectuées par la Collectivité, et avec son autorisation.

La Collectivité s'engage à communiquer à L'Eco-organisme désigné des informations complètes et exactes notamment celles figurant aux Conditions particulières. Ainsi, la Collectivité s'engage à signaler et à renseigner sous sa responsabilité sans délai dans le Système d'information, tout changement concernant les caractéristiques de son entité, qu'elles constituent des comparutions ou des informations administratives. Cette mise à jour est réalisée par les personnes

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

dûment habilitées engageant la Collectivité. La Collectivité reconnaît être responsable de la mise à jour, dans son compte sur le Système d'information, des informations relatives à ses contacts, telles que les coordonnées et adresses électroniques et notamment de l'adresse électronique du destinataire de la facturation émise par L'Eco-organisme désigné. La Collectivité s'engage à effectuer les éventuelles mises à jour nécessaires lorsqu'elles surviennent.

L'Eco-organisme désigné s'engage à faire ses meilleurs efforts pour sécuriser l'accès, la consultation et l'utilisation du Système d'information et du site Internet conformément aux règles d'usages de l'Internet, notamment concernant la protection contre les virus. L'Eco-organisme désigné fera ses meilleurs efforts pour que le Système d'information soit accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf en cas de force majeure ou de survenance d'un événement hors du contrôle de L'Eco-organisme désigné et sous réserve des éventuelles pannes affectant le site Internet et des opérations de maintenance nécessaires à son bon fonctionnement. Les interventions de maintenance pourront être effectuées sans que la Collectivité en soit préalablement avertie.

La Collectivité déclare accepter les caractéristiques et les limites de l'Internet, et en particulier reconnaître que :

- il lui appartient de prendre toutes mesures nécessaires pour s'assurer que les caractéristiques techniques de son équipement lui permettent la consultation du Système d'information et du site Internet et le téléchargement des données ;
- elle a connaissance de la nature de l'Internet, en particulier de ses performances techniques et des temps de réponse nécessaires pour consulter, interroger ou transférer des informations ;
- il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de ses propres données et/ou logiciels contre la contamination par tout virus circulant éventuellement à travers le Système d'information et le Site Internet ;
- son utilisation du Système d'information et du Site Internet se fait sous sa seule responsabilité ; le Système d'information et le Site Internet lui sont accessibles "en l'état" et en fonction de leur disponibilité ;
- elle est seule responsable de ses téléchargements et des éventuels dommages subis par son ordinateur et/ou de toute perte de données consécutifs à ses téléchargements ou, de façon plus générale, à la consultation du Système d'information et du Site Internet ;
- la communication de ses codes d'accès ou d'une manière générale de toute information jugée confidentielle est faite sous sa propre responsabilité.

**ARTICLE 18 : DISPOSITIONS GENERALES**

Les Parties s'obligent à respecter la Règlementation en vigueur, notamment relative au droit de l'Environnement, au droit du travail, à la protection de la santé et à la sécurité.

La Collectivité, pour le personnel en régie et, le cas échéant, le prestataire de service exploitant la Déchèterie, assure la direction et la formation du personnel des Déchèteries. La Collectivité met à disposition du personnel de la Déchetterie les consignes et supports communiqués par l'Eco-organisme désigné.

Aucun fait de tolérance de l'Eco-organisme désigné, même répété, ne saurait constituer une renonciation de celui-ci à l'une des stipulations ci-dessus définies.

En cas de nullité de l'une quelconque des dispositions des présentes, les Parties chercheront de bonne foi des dispositions équivalentes valables. En tout état de cause, les autres stipulations demeureront en vigueur.

**ARTICLE 19 : FORCE MAJEURE**

La responsabilité des Parties ne pourra être recherchée si l'exécution du Contrat est suspendue, retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, au sens qui lui est donné à l'article 1218 du Code civil et par les juridictions françaises de l'ordre judiciaire, du fait de l'autre Partie ou d'un tiers.

La Partie qui entend faire état d'un tel cas de force majeure, doit sans délai et par tout moyen en informer les autres Parties en confirmant cette information par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze (15) jours. La notification de l'information précise les faits invoqués, les conséquences de l'évènement en cause et la durée

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

prévisibles de ses conséquences. La Partie qui invoque la survenance d'un cas de force majeure prendra toutes les mesures qui s'imposent pour en limiter les impacts.

Si, par suite d'un cas de force majeure, l'une des Parties était conduite à suspendre l'exécution du Contrat, cette interruption ne pourrait être supérieure à trois (3) mois, sous peine d'autoriser l'autre Partie à résilier le Contrat en application des dispositions de l'article 10.3 ci-avant.

**ARTICLE 20 : INTÉGRALITÉ**

Le Contrat exprime l'intégralité de la volonté des Parties.

Tous contrats ou accords antérieurs portant sur les mêmes objets sont révoqués et remplacés en toutes leurs stipulations par le Contrat.

**ARTICLE 21 : RÈGLEMENT DES LITIGES ET NOTIFICATIONS**

Les Parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, relatif à la conclusion, l'interprétation ou l'exécution du Contrat, et examiner de bonne foi les conséquences de tout changement de circonstance imprévisible lors de la conclusion du Contrat. La Partie la plus diligente pourra notamment demander l'intervention d'un tiers conciliateur pour tenter un règlement amiable du litige. En cas de différend, la conciliation sera portée devant le Comité de concertation avec les Représentants.

Les litiges qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable sont déférés devant le tribunal compétent du lieu du siège social de l'Eco-organisme désigné.

Toute notification prévue par le Contrat est effectuée par courrier recommandée avec accusé de réception.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

# ANNEXE 1 AUX CONDITIONS PARTICULIERES : PERIMETRE DU CONTRAT

**IDENTIFICATION DES AUTRES COLLECTIVITES MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ SIGNATAIRE DU CONTRAT**

Pour les groupements de collectivités territoriales, identification des membres de la Collectivité signataire du Contrat :

| N°INSEE ou SIREN | Intitulé complet de la collectivité membre de la Collectivité signataire du Contrat : |
|---|---|
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

**IDENTIFICATION DES DÉCHETERIES ET DES ZONES DE RÉEMPLOI OU REUTILISATION**

L'adresse des Déchèteries et Zones dédiées au réemploi ou à la réutilisation des EA est celle communiquée au public pour déposer ses EA.

Déchèteries :

| Nom de la Déchèterie : | N° INSEE ou SIREN de la collectivité de rattachement : | Adresse de la Déchèterie – code postal - ville : |
|---|---|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Zones de réemploi ou réutilisation :

| Liste des Déchèteries ayant une Zone réemploi ou réutilisation |
|---|
| |
| |
| |
| |
| |

**ÉCO-ORGANISME DÉSIGNÉ : ……**

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

# ANNEXE 1 AUX CONDITIONS GENERALES : PERIMETRE DU CONTRAT

## 1.1 Les collectivités territoriales du Périmètre

Le Contrat s'applique aux DEA collectés sur le territoire sur lequel la Collectivité exerce sa compétence en matière de gestion des déchets, ainsi que, lorsque la Collectivité est une structure de coopération intercommunale, sur les territoires des Autres Collectivités, ci-après le Périmètre du Contrat.

La Collectivité doit renseigner impérativement les informations relatives à son Périmètre dans le portail TERRITEO.

La Collectivité est titulaire du « compte » et crée les « sous-comptes » associés aux Autres Collectivités disposant elles-mêmes d'une compétence en matière de gestion des déchets pour la gestion opérationnelle. L'Eco-organisme désigné mettra à disposition une fiche dans le Système d'information sur l'utilisation opérationnelle.

## 1.2 Les Déchèteries du Périmètre

**1.2.1** Nonobstant les Autres Collectivités entrant dans le Périmètre du Contrat, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu à mise en place de Contenants par L'Eco-organisme désigné, d'Enlèvements, de soutiens financiers pour la Collecte séparée, ou de soutiens financiers pour la Collecte non séparée de la part de l'Eco-organisme désigné, que les Déchèteries respectant tant au moment de la conclusion du Contrat que tout au long de son exécution les exigences de la Règlementation en vigueur, et notamment des prescriptions applicables, générales ou spécifiques, en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques 2710-1 et 2710-2.

**1.2.2** Chacune des Parties peut décider, seule, de suspendre la Déchèterie du dispositif de collecte (Déchèterie dite "*désactivée*"), dans un délai fonction de la gravité des manquements, jusqu'à ce que la Collectivité démontre avoir mis fin aux manquements reprochés, sauf délais spécifiques plus longs laissés par la DRIEE ou DREAL pour réaliser la mise en conformité du site.

Lorsque le ou les manquements à l'exigence susvisée n'entraîne pas de mise en demeure visant la suspension de la collecte par l'Inspection des Installations Classées, les Parties peuvent convenir d'un commun accord de maintenir la Déchèterie ne respectant pas les obligations susvisées dans le dispositif de collecte, moyennant :

- le respect des mesures provisoires prescrites à l'exploitant de la Déchèterie, le cas échéant, par l'Inspection des Installations Classées,
- la mise en œuvre des mesures compensatoires et d'un plan d'actions à court terme pour mettre fin aux manquements constatés, convenus entre les Parties.

Chaque Partie conserve à sa charge les coûts des mesures provisoires, compensatoires et les mesures du plan d'actions qui lui reviennent, pour la Collectivité du fait de sa qualité d'exploitant ou de propriétaire de la Déchèterie, pour l'Eco-organisme désigné les mesures ayant trait, le cas échéant, à la fourniture de Contenants ou aux Enlèvements de DEA dans le cadre de la Collecte séparée.

**1.2.3** Les informations à communiquer par la Collectivité pour chacune des Déchèteries du dispositif de collecte sont notamment :
- la dénomination et l'adresse de la Déchèterie,
- les modalités de prélèvement pour réutilisation, lorsque celui-ci est permis par la Collectivité,
- l'acceptation ou non des professionnels, pour permettre l'accès aux détenteurs de Carte PRO, conformément au Contrat, et utiliser les taux de présence moyens conventionnels de DEA adéquats, conformément à l'article 4.1.2 des Conditions générales du Contrat,
- les modalités d'Enlèvement : contact, jours et horaires d'accès à la Déchèterie pour les Enlèvements.
- les modalités d'accès pour les usagers : jours et horaires d'ouverture.

## 1.3 Les Collectes non séparées en porte à porte du Périmètre

Nonobstant les collectivités du Périmètre, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu aux soutiens financiers de la part de l'Eco-organisme désigné, que les Collectes non séparées régulières d'encombrants en porte à porte sur tournée ou sur appel.

PROJET DE CONTRAT – NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

### 1.4 Autres points de collecte

Des collectes complémentaires auprès d'autres apporteurs peuvent être mises en place en accord entre la Collectivité et l'Eco-organisme désigné.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

# ANNEXE 2 : SCHEMAS DE COLLECTE

**2.1 Principes généraux**

**Durant la période couverte par le Contrat, le schéma de collecte cible passera d'une collecte par filière (benne DEA) à une collecte par matériaux (benne bois, collecte séparée des métaux par exemple).**

Pour faciliter les opérations de tri et améliorer les performances de recyclage des EA, l'Eco-organisme désigné propose une évolution cible dans l'organisation de la prise en charge des EA, par rapport au contrat 2018-2023. Cette évolution est proposée en cohérence avec les modalités de collecte proposées pour d'autres filières REP telles que la filière des Produits et Matériaux de Construction pour le Bâtiment, mais aussi de la filières des articles de bricolage et de jardin (hors produits du peintre et articles thermiques) et jouets.

A la signature du Contrat, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné établissent conjointement un plan d'évolution du schéma actuel vers le schéma cible ou vers un schéma adapté à la situation et aux possibilités de chaque Déchèterie. Ce plan d'évolution est élaboré par Déchèterie ou par groupe de déchèteries.

Le schéma de collecte cible de collecte par matériaux a pour objectifs :

- de revenir à une consigne de tri par matériau, plus lisible par les usagers,
- de maintenir les dispositifs de traitement efficaces pré-existants, gérés par la Collectivité,
- de mettre en place une Collecte séparée pour les EA composés de matériaux soumis à des objectifs croissant de recyclage et de valorisation pendant la durée de l'agrément.

Il est proposé de mixer la prise en charge de certains EA en Collecte non séparée (collecte et traitement par la Collectivité) et d'autres en Collectes séparées, conformément aux dispositions du cahier des charges.

**2.2. L'organisation cible pour les 4 filières PMCB-DEA-JOUETS-ABJ**

L'organisation cible vise à trier par matériau majoritaire les déchets sous REP PMCB, DEA, ABJ et JOUETS, soit dans des contenants gérés par la Collectivités et soutenus financièrement au prorata des déchets sous REP contenus dans ces bennes, soit dans des contenants gérés opérationnellement par un Eco-organisme désigné, qui dispose le cas échéant d'un mandat d'un autre Eco-organisme pour collecter des déchets soumis à REP dans cette benne.

Les matériaux majoritaires concernés sont : les Métaux, le Bois, les Plastiques (si les déchèteries sont équipées de contenant pour ces flux).

Ainsi, on aurait les flux suivants, avec les modalités de prise en charge suivantes :

| FLUX | MODALITES DE PRISE EN CHARGE | PRODUITS SOUS REP ACCEPTES | PRODUITS HORS REP ACCEPTES |
|---|---|---|---|
| Inertes | Financier | PMCB - ABJ | Terres et déblais (au choix de la Collectivité) |
| Métaux | Financier | PMCB – DEA – ABJ – JOUETS | Oui |
| Bois | Financier<br>Ou | PMCB – DEA – ABJ – JOUETS | Oui (palettes, souches…) |
| | Opérationnel | MULTI-REP : PMCB – DEA – ABJ – JOUETS | Non |
| Plastiques | Financier<br>ou | PMCB – DEA – ABJ – JOUETS | Oui (bidons, cagettes…) |
| | Opérationnel | MULTI-REP : PMCB – DEA – ABJ – JOUETS | Non |
| Mobilier/Literie/ABJ/Jouets | Opérationnel | DEA – ABJ – JOUETS non pris en charge dans les autres flux | Non |
| Menuiseries vitrées | Opérationnel | PMCB | Non |
| Plâtre | Opérationnel | PMCB | Non |

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| Petits Jouets / Articles de Bricolage Jardin | Opérationnel (en caisse palettes) | ABJ - JOUETS | Non |
| Couettes, Oreillers, tapis, rideaux | Pré-collecte avant mise en benne Mobilier/Literie/ABJ/Jouets | DEA | Non |

**Impact pour le schéma de collecte actuel des DEA sur la période d'agrément 2024-2029**

Concrètement, il est proposé que les DEA ne soient plus collectés en mélange quel que soit leur matériau, mais qu'ils soient triés selon leur matériau majoritaire, et soient collectés/gérés par l'Eco-organisme (collecte séparée – opérationnelle), dans des contenants mono- et/ou multi-matériaux qui devront être triés ultérieurement, gérés par l'Eco-organisme (collecte séparée – opérationnelle). Par ailleurs, dans certains cas spécifiques (en préfiguration du nouveau schéma de collecte cible, une partie des DEA pourra être collectée et traité par la Collectivité dans des contenants mono-matériaux gérés par la Collectivité (collecte non séparée – soutenue financièrement).

Pour certains DEA (PRAC et DT), une pré-collecte en sacs sera nécessaire avant mise dans le contenant DEA.

**2.3 Modalités de collecte des DEA**

**2.3.1 Schéma cible avec Collecte séparée**

Les modalités proposées sont les suivantes :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** seront pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité** dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité. Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une Déchèterie, les EA composés de métaux seront collectés dans le Contenant « multi-matériaux »
- Les autres EA seront pris en charge via une **Collecte séparée** dans **deux Contenants distincts au minimum**.
  Les deux Contenants obligatoires sont :
  - Un Contenant pour les « EA bois » (bois massif, panneau de particules et autres dérivés de bois)
  - Un Contenant pour les autres « EA multi-matériaux ».

  Un Contenant pour les « EA plastiques » et/ou les « EA literie » pourront être mis en place, après étude de faisabilité avec la Collectivité, et sous réserve de la validation technico-économique de l'Eco-organisme désigné.
- Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de fibres textiles synthétiques ou naturelles, seront pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Le schéma de collecte cible pourra être mis en place dès l'entrée en vigueur du Contrat, après mise à jour de la signalétique et formation des agents d'accueil en Déchèterie. Les soutiens concernés par ce schéma cible avec Collecte séparée sont ceux définis au 3B2 de l'annexe 3B.

Dans le cas où le schéma cible n'est pas réalisable pour des raisons techniques, telle que **l'absence et l'impossibilité de mettre en place une benne pour le flux Bois**, la Collectivité qui a déjà une benne pour la Collecte séparée des DEA pourra **maintenir ce schéma de collecte en une seule benne**.

Pour les cas où **la Déchèterie dispose d'un flux bois, le schéma cible est considéré comme réalisable**, dès lors que la contractualisation de la Collectivité aura été effective sur la filière PMCB et que la Déchèterie aura été activée pour une prise opérationnelle du flux Bois. Durant cette période transitoire, deux schémas de collecte sont proposés en triant à la source les « EA bois » et en maintenant leur prise en charge par l'Eco-organisme désigné.

Ces schémas de collecte seront proposés de manière ciblée selon le potentiel d'optimisations et les délais prévisionnels de la période transitoire.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**2.3.2 Schémas de collecte**

Pour assurer une transition entre le schéma de collecte en place à la fin de la période d'agrément précédente et le schéma cible pour chaque Déchèterie, les Collectivités pourront demander, dans le cadre de ce Contrat, la mise en place d'un schéma transitoire, pour une durée maximale **jusqu'à la date d'activation du contrat PMCB pour la Déchèterie concernée**, après étude technico-économique menée avec l'éco-organisme désigné.

Deux schémas transitoires sont proposés :

**2.3.2.1 Schéma transitoires alternatif n°1 :**

- Les EA composés majoritairement de **métaux** sont pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité**, dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité
  Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une déchèterie, les EA composés de métaux seront collectés dans le Contenant « multi-matériaux »
- Les EA composés majoritairement de bois sont pris en charge via une **Collecte non séparée,** dans le(s) **Contenant(s) Bois de la Collectivité (dans le cadre d'une préfiguration du schéma cible)**
  L'éco-organisme désigné soutient financièrement cette collecte, selon les modalités prévues au contrat, dans l'Annexe 3.
- Les EA multi-matériaux (hors EA bois) sont pris en charge via une **Collecte séparée opéré par l'éco-organisme désigné,** dans un Contenant mis à disposition par l'éco-organisme.
  Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de textile synthétiques et naturels, sont pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Les soutiens concernés par ce schéma alternatif n°1 sont le soutien forfaitaire définis au 3B2 de l'annexe 3B, les soutiens des variables définis au 3B2 et 3B3.

Dans le cas de la mise en place du schéma transitoire alternatif n°1, la Collectivité s'engage à mettre en place la signalétique et à transmettre les consignes à ses agents d'accueil en Déchèterie, afin de faire appliquer les consignes de tri pour le Contenant géré en Collecte séparée. La présence d'EA bois dans le Contenant « multi-matériaux » sera considérée comme une erreur de tri, et pourra donner lieu au signalement de dysfonctionnements visés à l'article 3.1.2.2 de l'annexe 3 de la Convention. En cas de manquement réitéré, il sera fait application des dispositions de l'article 1.2.1 de l'annexe 1 du Contrat.

**2.3.2.2 Schéma de collecte à la fin du précédent agrément modifié :**

- Les EA composés majoritairement de **métaux** sont pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité**, dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité
  Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une déchèterie, les EA composés de métaux sont collectés dans le Contenant « multi-matériaux ».
- Les EA hors métaux (bois, matelas, rembourrés, plastiques…) sont pris en charge via une **Collecte séparée opéré par l'éco-organisme désigné,** dans un Contenant mis à disposition par l'éco-organisme.
- Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de textiles synthétiques et naturels, sont pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Les soutiens concernés par ce schéma alternatif n°2 sont les soutiens forfaitaire et variable définis au 3B2 de l'annexe 3B.

**2.3.3 Schéma sans collecte séparée (collecte et traitement par la Collectivité)**

La Collectivité a également la possibilité de ne pas mettre en place de Collecte Séparée et de choisir d'être en intégralité en Collecte Non Séparée des EA.

Les soutiens concernés par ce schéma sans Collecte séparée sont les soutiens forfaitaire et variable définis au 3B3 de l'annexe 3B.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**2.3.4 Cohérence du schéma avec les autres filières REP pour lesquelles l'Eco-organisme désigné est agréé**

Dans le cadre d'expérimentations menées avec des déchets de même nature relevant d'autres filières REP, comme prévu dans le cahier des charges, l'Eco-organisme désigné met en place des Contenants mono-matériaux accueillant à la fois des DEA et des déchets relevant d'autres filières REP, et prend en charge opérationnellement les déchets déposés au sein de ce Contenant, sous réserve qu'ils relèvent bien des filières concernées par l'expérimentation et les consignes de tri qui ont été transmises. Dans le cadre de l'expérimentation, l'Eco-organisme désigné peut donner mandat à l'Eco-organisme agréé sur la filière REP PMCB pour prendre en charge de manière opérationnelle le flux EA bois.

Les dispositions en matière de Caractérisation décrites dans l'annexe 5 des Conditions générales s'appliquent, ainsi que l'ensemble des dispositions des conditions générales en matière d'audits et de contrôle.

**2.3.5 Processus de décision pour le passage d'une collecte par filière (benne DEA) à une collecte par matériaux**

- **Étape 1** : La Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent au moment de la signature du Contrat pour chaque Déchèterie, celles qui peuvent mettre en place le schéma de collecte cible, celles qui mettent en place le schéma alternatif 1 au regard des contraintes opérationnelles de la Déchèterie, celles qui demeurent dans le schéma de collecte de fin d'agrément modifié au regard de l'impossibilité d'opter pour le schéma cible ou le schéma transitoire alternatif 1 et celles qui demeurent en Collecte non séparée au regard des contraintes techniques et de l'impossibilité d'opter pour l'un des autres schéma. La Collectivité et l'Eco-organisme désigné peuvent faire évoluer les Déchèteries de Collecte non séparée vers de la Collecte séparée au fur et à mesure de la mise en place des nouvelles filières sous réserve du respect des délais de mise en œuvre du schéma cible. Le plan d'évolution pourra être révisé entre les Parties à la demande de l'une ou l'autre des Parties.
- **Étape 2** : Pour les Collectivités qui souhaitent passer certaines Déchèteries en deux flux pour la filière EA sans signer les autres filières ou qui ont demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent les modalités de mise en place du schéma cible pour chaque Déchèterie concernée ;
- **Étape 3** : Pour les Collectivités ayant demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent pour chaque Déchèterie ayant opté pour le schéma alternatif n°1 le plan d'évolution du schéma précédent modifié vers le schéma cible au regard des contraintes techniques de la Collectivité et de la mise en place de la filière PMCB ;
- **Étape 4** : Pour les Collectivités ayant demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent pour chaque Déchèterie ayant opté pour rester sur le schéma précédent modifié le plan d'évolution de ce schéma actuel vers le schéma cible au regard des contraintes techniques de la Collectivité et de la mise en place de la filière PMCB ;

  Dans le cas où la Déchèterie ne respecterait pas le plan d'évolution décidé d'un commun accord, l'Eco-organisme désigné, après échange avec la Collectivité, pourra basculer la Déchèterie en schéma alternatif 1, sauf retard dans le plan d'évolution non imputable à la Collectivité.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

# ANNEXE 3 AUX CONDITIONS GENERALES : CONDITIONS TECHNIQUES ET NIVEAUX DE SERVICE RENDUS

**3.1 Conditions de la Collecte séparée en Déchèterie**

**3.1.1 Déchèteries équipées pour la Collecte séparée**

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné définissent conjointement, parmi les Déchèteries, la liste des Déchèteries pouvant être équipées d'au moins deux Contenants dédié à la Collecte séparée, dans le cadre du plan de déploiement de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat.

**3.1.2 Engagements de la Collectivité**

3.1.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte séparée :

Dispositif d'entreposage de ces déchets :

i) Présence d'une signalétique visible, spécifique et dédiée pour la Collecte séparée et rappel des consignes de Collecte séparée à la source dans un support de formation pour les agents de Déchèteries
ii) Si la Déchèterie est équipée d'un quai, positionnement des Contenant au quai sauf accord explicite et justifié des Parties pour un autre positionnement
iii) Si la Déchèterie est dotée par L'Eco-organisme désigné d'un Contenant spécifique pour les Articles de literie, ce Contenant est positionné en haut de quai

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

iv) Présence d'un dispositif antichute adapté
v) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
vi) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

Ouverture et fermeture des Contenants :

vii) Les Contenants dédiés fournies par l'Eco-organisme désigné lorsqu'ils sont équipés d'un dispositif de couverture doivent être ouverts et fermés chaque jour par les agents de la Déchèterie de façon à préserver les EA des intempéries.

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

3.1.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'Enlèvement au travers du Système d'information conformément aux critères d'Enlèvement suivant :

i) Les Contenants doivent être remplis de façon à réduire les impacts environnementaux, conformément au cahier des charges.
ii) Le contenu du Contenant ne doit pas faire l'objet d'opération de compaction (notamment les opérations de type packmatage ou rollpackage) sans l'accord préalable de l'éco-organisme désigné. Toutefois, l'Eco-organisme désigné autorise un régalage du Contenant (action d'égaliser le contenu du Contenant).
iii) Le contenu du Contenant ne doit comporter que des DEA conforment aux consignes de tri disponibles sur le Système d'information.

Dans le cas des collectes conjointes prévues à l'article 3.9 du Cahier des charges, les DEA seront collectés avec les déchets couverts par la ou les autres filières REP pour lesquelles l'EO est titulaire d'un agrément, conformément aux collectes de tri des différentes filières concernées.

iv) La Collectivité ou son représentant atteste de l'Enlèvement du Contenant par l'Opérateur de gestion des déchets, en indiquant sur le Bordereau de transport, qu'elle signe, la date et l'heure effective de l'Enlèvement, les défauts de matériel s'ils sont constatés en plus des dysfonctionnements signalés dans le Système d'information.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

Le respect des critères indiqués au ii) et iii) est attesté par l'absence de dysfonctionnement émis par l'Opérateur de gestion des déchets sur le Système d'information lors de la livraison du Contenant sur son site et validé par L'Eco-organisme désigné. Le remplissage du Contenant indiqué au i) est mesuré par la pesée réalisée par l'Opérateur de gestion des déchets à la livraison sur le site de tri, de préparation ou de traitement, et saisie dans le Système d'information. Le respect du critère iv) est attesté par L'Eco-organisme désigné lors des opérations de contrôle des opérations réalisées par les Opérateurs de gestion des déchets.

Le non-respect des critères d'Enlèvement ii) et iii) constaté à la livraison du Contenant sur le site par l'Opérateur de gestion des déchets, entraine l'absence de versement du soutien variable tel que prévu au A.1.2 du 3B.2 de l'annexe 3B aux Conditions générales.

En cas de non-respect du critère iv), les éventuels dysfonctionnements relatifs aux Enlèvements, émis conformément au 3.4 de la présente annexe ne pourront pas être validés par l'Eco-organisme désigné.

3.1.2.3 En l'absence de quai, lorsqu'une alvéole est dédiée à la Collecte séparée par la Collectivité, celle-ci s'engage à réaliser, à ses frais, le chargement du Contenant mis à disposition par L'Eco-organisme désigné avant l'Enlèvement des DEA. La Collectivité s'engage également à préserver l'intégrité du gisement lors de ces opérations de chargement.

3.1.2.4 Sur demande de l'Eco-organisme désigné et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux articles de literie et articles de décoration textile soumis à la filière de REP des EA. La Collectivité s'engage à positionner le Contenant en haut de quai et à respecter les consignes d'utilisation préconisées par L'Eco-organisme désigné. Le Contenant mis à disposition sert au pré-stockage des articles de literie et articles de décoration textile précités avant leur collecte via le Contenant DEA ou via une collecte spécifique.

**3.1.3 Engagements de l'Eco-organisme désigné**

3.1.3.1 Suivant le plan de déploiement découlant de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat, L'Eco-organisme désigné s'engage à équiper de Contenants de 30 m3 minimum pouvant être munis d'un dispositif de couverture, installé en zone dédiée aux Contenants, chaque Déchèterie retenue pour être équipée pour la Collecte séparée. A la demande d'L'Eco-organisme désigné et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries en Collecte séparée peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux Articles de literie et articles de décoration textile en haut-de-quai. L'Eco-organisme désigné transmettra les préconisations d'utilisation en même temps que l'installation du Contenant dédié aux Articles de literie et articles de décoration textile.

En préalable à l'équipement de la Déchèterie, puis à la fréquence décidée conjointement par les Parties, une visite de la Déchèterie peut être organisée par la Collectivité avec L'Eco-organisme désigné (ou le tiers diligenté par elle) afin de pouvoir définir l'emplacement des Contenants, les règles d'accessibilité, les interlocuteurs, et réaliser toutes les diligences relatives à la prévention des risques de co-activité avec l'Opérateur de gestion des déchets pour procéder aux dotations en Contenants et aux Enlèvements.

3.1.3.2 L'Eco-organisme désigné s'engage à réaliser les Enlèvements dans les conditions définies dans l'annexe 3.A aux Conditions générales.

3.1.3.3 L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre à disposition de la Collectivité à fréquence mensuelle les données relatives à ses Enlèvements et notamment concernant les tonnages par Contenant à l'Enlèvement.

3.1.3.4 L'Eco-organisme désigné s'engage à réaliser un suivi des seuils de remplissage des Contenants à l'Enlèvement et des conditions d'Enlèvement de l'ensemble des collectivités au minimum deux fois par an dans le cadre du Comité de concertation avec les Représentants.

**3.1.4 Engagements communs**

En cas de récurrence d'Enlèvements ne répondant pas aux critères figurant à l'article 3.1.2.2 ci-avant, les Parties peuvent réaliser un diagnostic, conjointement avec l'Opérateur de gestion des déchets. A l'issue du diagnostic, les Parties élaborent un plan d'actions en vue d'améliorer le remplissage des Contenants.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**3.2- Conditions de collecte et de traitement des DEA collectés non séparément**

**3.2.1 Déchèteries en Collecte non séparée**

Les Déchèteries ne pouvant pas être équipées de Contenants dédiés à la Collecte séparée en deux flux distincts des DEA par l'Eco-organisme désigné ou dans l'attente de l'équipement d'un Contenant dédié à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné dans le cadre du Plan de déploiement découlant de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat du Contrat, ainsi que les déchets encombrants collectés en porte à porte visés à l'article 1.3 de l'annexe 1 aux Conditions générales et le flux métal font partie du dispositif de Collecte non séparée.

**3.2.2 Engagements de la Collectivité**

**3.2.2.1** La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte non séparée :

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

i) Présence d'un dispositif antichute adapté
ii) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
iii) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

**3.2.2.2** La Collectivité s'engage à réaliser des opérations de recyclage ou de valorisation sur le flux métaux, tout venant et/ou sur le flux Bois de chaque Déchèterie réalisant la Collecte non séparée afin de contribuer aux objectifs de la filière. L'existence d'opération de recyclage ou de valorisation est appréciée sur la base des déclarations semestrielles soumises par la Collectivité sur le Système d'information et validées par l'Eco-organisme désigné et peut faire l'objet des contrôles indiqués à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

**3.3 Informations et suivi opérationnel**

Lorsque la Collectivité rencontre un dysfonctionnement lors d'une opération relative à la Collecte séparée (opération de dotation ou opération de ramassage), elle procède au signalement dans le Système d'information en indiquant le motif du dysfonctionnement et joint le cas échéant des pièces justificatives. Tous les dysfonctionnements relatifs aux délais de ramassage sont traités par l'Eco-organisme désigné dans un délais de dix (10) jours ouvrés maximum. Après analyse contradictoire, l'Eco-organisme désigné valide ou abandonne le dysfonctionnement. Lors de l'analyse contradictoire, les Bordereaux de transport renseignés avec les dates et horaires effectifs sont communiqués par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné à sa demande.

La Collectivité et l'Opérateur de gestion des déchets, si ce dernier est concerné, reçoivent par courriel une copie du dysfonctionnement émis ainsi que la suite qui y est donnée par l'Eco-organisme désigné (validation ou rejet).

Pour les opérations de ramassage, lorsque la Collectivité émet un dysfonctionnement mettant en cause l'Opérateur de gestion des déchets en charge de l'Enlèvement, que le motif du dysfonctionnement est de nature à impacter la capacité de la Collectivité à atteinte les seuils de remplissage du Contenant et que la réalité et le dysfonctionnement est validé par l'Eco-organisme désigné, l'obligation du i) du 3.1.2.2 ci-avant n'est pas applicable.

**3.4. : Zones de réemploi ou réutilisation**

**Dispositions générales**

En application du 3.5.3 du Cahier des charges, lorsque la Collectivité dispose sur la Déchèterie d'une zone dédiée à la collecte des EA usagés susceptibles de faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation, au sens de l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement, et lorsque cette zone garantit la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA ainsi collectés et stockés, notamment en cas d'intempéries, un soutien financier est proposé en accompagnement de la Collectivité pour couvrir la mobilisation d'une partie des Zones de réemploi ou réutilisation en Déchèterie et les coûts de gestion y afférents.

Le barème de soutien à la mise en œuvre d'une Zone de réemploi ou réutilisation, ainsi que les modalités de versement des soutiens financiers figurent en annexe 3B des Conditions générales. L'ensemble des soutiens financiers à la Zone de réemploi ou réutilisation des EA est versé annuellement après acquittement par la Collectivité de sa déclaration annuelle

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

validée par l'Eco-organisme désigné, et suivant la procédure et les délais précisés à l'article 5.2. des Conditions générales, ainsi qu'à l'annexe 3 aux Conditions générales.

Les EA usagés susceptibles d'être réemployés ou les DEA réutilisés qui sont déposés dans cette zone sont mis à la disposition des Opérateurs du réemploi et de la réutilisation qui en font la demande, et au moins des entreprises relevant de l'article 1er de la loi n°2014- 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

La Zone de réemploi ou réutilisation doit être accessible aux Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation.

Les dispositions du présent article s'adressent exclusivement aux Déchèteries équipées d'une Zone de réemploi ou réutilisation sur laquelle les DEA et des EA usagés sont acceptés.

**Déclaration de la Zone de réemploi ou réutilisation**

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné, à la signature du Contrat, puis chaque année à l'occasion d'une mise à jour en fin d'année civile, la liste des Déchèteries disposant d'une zone de réemploi ou réutilisation au sein de leur installation ou sur un site contigu à celle-ci, sur laquelle les EA usagés doivent être déposés et stockés de manière temporaire en vue de leur réemploi ou réutilisation, et si possible le détail des EA concernés.

La Collectivité précise dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné ou le cas échéant dans le portail de déclaration de l'OCA, les caractéristiques de la Zone de réemploi ou réutilisation pour chaque Déchèterie équipée d'une telle Zone de réemploi ou réutilisation, afin de bénéficier des soutiens correspondants. Dans le cas où la Zone de réemploi ou réutilisation est installée sur un site contigu, la Collectivité précise notamment les horaires d'ouverture, le nom et les coordonnées du gestionnaire.

Les dépôts de DEA réalisés par les Détenteurs conformément aux dispositions du Règlement de collecte de la Déchèterie, directement auprès d'un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation, hors d'une Zone de Réemploi ou réutilisation des Déchèteries ou sur appel entre la Collectivité et un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation, ne rentrent pas dans le cadre de cette disposition.

Sous réserve de la production par la Collectivité sur demande des/de l'Eco-organisme(s) désigné(s) des justificatifs permettant d'étayer le respect des conditions qui précèdent, les modalités de versement des soutiens figurent en annexe 3B aux Conditions générales.

**Prélèvement des EA/DEA sur la Zone de réemploi ou réutilisation**

Tout contrat conclu avec un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation pour la mise à disposition des EA usagés sur la Zone de réemploi ou réutilisation, oblige la Collectivité à s'engager à prendre les mesures nécessaires afin de préserver l'intégrité des EA concernés, et de permettre le prélèvement, des EA en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par ledit Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation.

La Collectivité s'engage également à mettre les EA concernés à disposition des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation qui en font la demande, sans frais et dans des conditions transparentes, équitables, non discriminatoires et respectueuses du principe de proximité, en privilégiant les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

**Modalités de contractualisation avec les Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation**

Dès lors qu'une Zone de réemploi ou réutilisation est mise en œuvre pour la collecte des EA en Déchèterie, et que la Collectivité est en contrat, ou souhaite signer un contrat, avec un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation pour la gestion des EA déposés sur ladite Zone de réemploi ou réutilisation, la Collectivité doit préalablement s'assurer que l'Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation en question dispose d'un contrat avec au moins un éco-organisme agréé de la filière REP EA pour bénéficier du soutien défini à l'annexe 3B aux Conditions générales. L'Eco-organisme désigné s'engage à tenir informé la Collectivité de la liste des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation titulaires d'un contrat conclu avec un Eco-organisme.

Conformément à l'article 5.6 du Cahier des charges, la Collectivité s'engage à contracter avec chacun des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation précités, auquel elle donne accès à la Zone de réemploi ou réutilisation situées au sein de ses installations ou sur un site contigu à celles-ci.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

Dans le cas où la demande excède l'offre, les critères de choix par la Collectivité des Opérateurs de Réemploi et de la Réutilisation ayant accès à la Zone de réemploi ou réutilisation, sont déterminés suivant les conditions minimales suivantes :

- Critères de choix entre les Opérateurs du Réemploi ou de la Réutilisation en privilégiant les acteurs de l'économie sociale et solidaire (entendus comme les acteurs relevant de l'article 1er de la loi n°2014- 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire), classés par ordre d'importance décroissante :

  - Appartenance de l'acteur au secteur de l'économie sociale et solidaire
  - Proximité
  - organisation, moyens, compétences
  - Méthodologie proposée pour atteindre les performances fixées de réemploi et réutilisation
  - Méthodologie proposée permettant d'assurer la traçabilité des flux prélevés à des fins de réemploi ou de réutilisation.

- Performances attendues concernant les opérations de réemploi et de préparation en vue de la réutilisation des EA usagés avec un taux minimum de 60% de réemploi ou réutilisation. Cet objectif est défini comme étant la quantité (en masse) de EA usagés qui ont fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation durant l'année considérée rapportée au gisement défini comme la quantité (en masse) de DEA prélevée.

- Engagement de déclaration et de traçabilité des Flux prélevés à des fins de réemploi ou de réutilisation et qui ont effectivement fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation et production aux Eco-organisme désignés des justificatifs correspondants.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

# ANNEXE 3A – CONDITIONS D'ENLEVEMENT

Les dispositions qui suivent définissent les conditions d'Enlèvement des Contenants de Collecte séparée et les mesures mises en place par l'Eco-organisme désigné en faveur de l'amélioration du remplissage des Contenants à l'Enlèvement.

**3A.1 Modalités de révision de l'annexe**

Les « conditions d'Enlèvement » fixées dans la présente annexe peuvent être ajustées chaque année après information du Comité de concertation avec les Représentants.

Après information du Comité de concertation avec les Représentants la présente annexe peut être le cas échéant modifiée dans les conditions définies par l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

Les conditions d'Enlèvement fixées dans la première version de la présente annexe sont compatibles avec les clauses des contrats en cours entre l'Eco-organisme désigné et les Opérateurs de gestion des déchets. Le Comité de concertation avec les Représentants sera informé par l'Eco-organisme désigné de l'élaboration des clauses relatives aux Enlèvements en Déchèteries avant chaque renouvellement par appel d'offres des contrats opérateurs de gestion des déchets. L'Eco-organisme désigné, lors du changement de la dotation initiale du Contenant, s'engage à mettre à la disposition de la Collectivité un contenant présentant les meilleures conditions de remplissage.

Les « mesures d'accompagnement au remplissage des bennes » fixées dans la présente annexe, notamment le tonnage minimal conditionnant la dotation d'une seconde benne sur une Déchèterie peuvent être ajustées chaque année dans le cadre du Comité de concertation avec les Représentants.

**3A.2 Fixation des conditions d'Enlèvement**

La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'Enlèvement conformément aux modalités décrites dans le Système d'information de l'Eco-organismes désigné, sous réserve d'observer les dispositions prévues par ailleurs au Contrat.

Les conditions et modalités d'Enlèvement des Contenants par les Opérateurs de gestion des déchets les ayant mis à disposition, doivent respecter les standards de reprise et de tri des DEA, et répondre aux engagements minimums ci-dessous :

| Demande d'enlèvement passée sur le SI des Eos | | Enlèvement |
|---|---|---|
| Journée | Plage | au plus tard |
| Du lundi au vendredi* | avant midi | Au plus tard le soir de J+1 |
| Du lundi au jeudi* | après-midi | Au plus tard le soir de J+2 |
| le vendredi* | après-midi | Au plus tard le mardi soir (J+4) |
| le samedi* | | Au plus tard le mardi soir (J+3) |
| le dimanche | | Au plus tard le mardi soir (J+2) |

*sauf jours fériés

Par ailleurs, la Collectivité doit préciser dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné auprès duquel l'Enlèvement est demandé :

- les horaires et modalités d'accès des Déchèteries pour la réalisation des Enlèvements, précisées dans le protocole de sécurité (plan de prévention) de la Déchèterie,
- les plages horaires préférentielles d'Enlèvement (matin ou après-midi), sous réserve de respecter les conditions précitées, qui seront prises en compte dans mesure du possible par les Opérateurs de gestion des déchets.

Dans tous les cas, l'Enlèvement réalisé selon ces délais maximum devra s'accompagner du Bordereau de transport correspondant dument complété et signé par l'Opérateur de gestion des déchets et la Collectivité. Ce document fait partie des éléments justificatifs de la bonne réalisation des Enlèvements demandés et pourra être communiqué par l'Opérateur de gestion des déchets à l'Eco-organisme désigné, au même titre que les tickets de pesées. Une copie du bordereau de transport est laissée à la Déchèterie par l'Opérateur de gestion des déchets.

PROJET DE CONTRAT – NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

Les dispositions opérationnelles et logistiques seront décrites dans un mode opératoire dans le Système d'information.

Une révision du rythme de collecte, après validation des Parties, est mise en œuvre dans les meilleurs délais possibles, et en tout état de cause dans un délai ne pouvant être inférieur à 15 jours à compter de sa validation par les Parties.

En ce qui concerne les interdictions préfectorales ou les ouvertures de certain point de collecte le dimanche, la Collectivité, l'Opérateur de gestion des déchets et l'Eco-organisme désigné feront leur meilleur effort pour trouver une solution spécifique.

Les Enlèvements ont lieu pendant les heures d'ouverture de la Déchèterie. Sous réserve d'accord de Parties, les Enlèvements peuvent avoir lieu en dehors des heures d'ouverture.

**3A.3 Mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants et d'évitement des débordements**

**3A.3.1 Doublement d'un Contenant**

Sur demande de la Collectivité et après un examen préalable sur le besoin, la faisabilité technique et la disponibilité foncière pour l'entreposage, l'Eco-organisme désigné peut doter les Déchèteries, d'un doublement de Contenant pour l'une des fractions de DEA (bois ou hors bois). Le fonctionnement sur deux Contenants pour la même fraction permet d'optimiser les remplissages et supprimer les risques de débordement. Les mouvements des Contenants à l'intérieur du périmètre de la Déchèterie sont de la responsabilité de la Collectivité ou de son délégataire, dans le respect des conditions normales de gestion de ce contenant.

. Dans le cas où au bout de 6 mois, le second contenant demeure sous utilisé, le second Contenant pourra être retiré après diagnostic effectué par l'Eco-organisme désigné et en accord la Collectivité.

**3.A.3.2 Mise en place de planning d'Enlèvement**

Sur demande de la Collectivité, il est possible de prévoir des Enlèvements programmés et réguliers sous la forme d'un « planning »

Cette organisation doit faire l'objet d'un accord entre l'Eco-organisme désigné, l'Opérateur de gestion des déchets et la Collectivité sous la forme d'un planning spécifique à chaque Déchèterie concernée (jour et créneau horaire d'Enlèvement). Le planning est alors formalisé dans le Système d'information afin d'être visible par toutes les parties et de permettre la création automatique des opérations de ramassage.

Le planning peut être différent en fonction de la saison et devra être revu régulièrement au moins une fois par an pour l'adapter aux évolutions des apports sur la Déchèterie.

En plus des demandes planifiées à l'avance, des demandes complémentaires peuvent être réalisées si besoin par la Collectivité.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

# ANNEXE 3B AUX CONDITIONS GENERALES : BAREME DE SOUTIENS

## 3B.1 Dispositions générales

Lorsque les barèmes de la présente annexe fixent, conformément à l'annexe A du cahier des charges, des montants en valeur annuelle[2], ces montants sont appliqués *prorata temporis*, en fonction de la date d'entrée en vigueur ou la date à laquelle le contrat prend fin, ou en fonction de la date à laquelle une déchèterie est activée ou désactivée du dispositif de collecte de l'Eco-organisme désigné.

Pour l'application des montants des barèmes, il convient de se rapporter aux dispositions du Contrat et des annexes « Périmètre » et « Conditions techniques et niveaux de service ».

## 3B.2 Soutiens financiers pour la Collecte Séparée par l'Eco-organisme désigné

| Nom du soutien | | Type de soutien | Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du Cahier des charges et aux annexes 3 et 3A des Conditions générales du Contrat | Montant | Justificatifs et mode de calcul |
|---|---|---|---|---|---|
| A.1.1. | Forfait déchèterie (Déchèterie fixe ouverte au public) | Soutien à la part fixe des coûts liés à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné | Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 3 | 3 050 € par an par Contenant de 30m3 réceptionnant des flux de DEA | Saisie des données dans le Système d'information et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié. Le montant est proratisé en cas de Contenant multi-rep |
| A.1.2. | Part variable (Déchèterie fixe ouverte au public) | Soutien à la part variable des coûts liés à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné des DEA proportionnels aux quantités de DEA dans le Contenant | Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et enlèvement conforme aux critères d'enlèvement définis à l'Annexe 3A | 24,4 €/t | Prise en compte des données relatives à la collecte saisie par les Opérateurs<br>Calcul du montant du soutien chaque semestre |
| A.1.3. | Information et communication | Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage | Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4 | 0,01 € par an /par habitant | Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 4 |

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

[2] Cf. annexe A du Cahier des charges, articles A.1.1, A.2.1.1, A.1.3, A.2.3

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

| | |
|---|---|
| **Enlèvement non conforme signalé par un dysfonctionnement par l'Opérateur et validé par l'Eco-organisme désigné Montant de la part variable visée au A.1.2** | 0 €/t |

#### 3.2.1 CALCUL DU SOUTIEN

Pour chaque semestre civil, le soutien lié au soutien A.1.2 versé par Déchèterie est :
— La somme des soutiens par application du montant unitaire associé (€/tonne) au tonnage constaté pour chaque enlèvement, conformément aux dispositions du tableau ci-avant

#### 3.2.1.1 OUTRE MER

Les soutiens à l'Enlèvement par l'Eco-organisme désigné (part forfaitaire, part variable, et soutien financier à l'information et à la communication locale) sont multipliés par 2,4.

### 3B.3 Soutiens financiers pour la Collecte non séparée

| Nom du soutien | | Type de soutien | Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du Cahier des charges et aux annexes 1, 2 et 3 des Conditions générales du Contrat | Montant | Justificatifs et mode de calcul |
|---|---|---|---|---|---|
| A.2.1.1 | Part forfaitaire | Soutien à la Collecte non séparée | Collecte non séparée pour une déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 | 1525€ / déchèteries fixes ouvertes au public ayant l'ensemble des flux en Collecte non séparée | Saisie des données dans le Système d'information et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié. |
| A.2.2.1. | Part variable relative au recyclage (Déchèterie) | Soutien au recyclage des EA collectés en Collecte non séparée par la Collectivité en Déchèterie | Collecte non séparée pour une déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 | 79 € par tonne de EA recyclée (tous flux sauf flux ferraille) | Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre |
| A.2.2.1. | Part variable relative au recyclage (porte-à-porte) | Soutien au recyclage des EA Collectés en Collecte non séparée par Collectivité en porte à porte | Collecte non séparée en Porte à Porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 | 140 € par tonne de EA recyclée (tous flux sauf flux ferraille s) | Saisie des données dans Le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre |

PROJET DE CONTRAT NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| A.2.2.2. | Part variable relative à la valorisation énergétique R1 (porte-à-porte) | Soutien à la valorisation R1 des EA collectés en Collecte non séparée en porte à porte | Collecte non séparée en porte à porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 | 98 € par tonne de EA valorisée (1) | Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre |
| A.2.2.2. | Part variable relative à la valorisation énergétique R1 (Déchèterie) | Soutien à la valorisation R1 des EA collectés en Collecte non séparée pour une Déchèterie | Collecte non séparée en Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 | 43 € par tonne de EA valorisée (1) | Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre |
| A.2.3. | Information et communication | Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage | Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4 | 0,01 € par an par habitant | Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 4. |

(1) La valorisation R1 des EA comprend les tonnes envoyées vers des unités d'incinération (IPCE 2791) réalisant des opérations de valorisation conformes à l'arrêté du 03/08/2010, la valorisation combustible du Bois en chaudière industrielle et la valorisation sous forme de combustible solide de récupération.
Les quantités de EA collectés non séparément sont calculées en application de l'article 3.2.2 2 de l'annexe 3 aux Conditions générales du Contrat.

- Conditions d'éligibilité

Si les conditions sont remplies, l'ensemble des soutiens sera versé sous réserve de la déclaration semestrielle par la Collectivité des tonnages collectés et validation de cette dernière suivant la procédure et selon les délais précisés dans le Contrat. En particulier, la Collectivité devra assurer la justification que les tonnages réceptionnés et collectés ont bien fait l'objet d'un traitement selon le mode de valorisation déclaré. Tout DEA collecté mais dont l'exutoire de valorisation ne pourra justifier le traitement ne pourra bénéficier de soutiens, ni à la reprise, ni au transport, ni au traitement.

Les soutiens forfaitaires et variables sont dus par l'Eco-organisme désigné sous réserve que la performance des différents modes de valorisation des DEA ainsi collectés en Collecte non séparé est au moins équivalente aux objectifs ci-dessous:

| **Année concernée (à compter de)** | **2024** | **2026** | **2028** |
|---|---|---|---|
| Taux de valorisation | 90 % | 92% | 94% |

| **Année concernée (à compter de)** | **2024** | **2026** | **2028** |
|---|---|---|---|
| Taux de recyclage | 51% | 53% | 55% |

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

Cette disposition ne s'applique pas lorsque la Déchèterie combine des contenants en Collecte séparé et en Collecte Non séparé.

**3B.4 Autres soutiens financiers**

**3B.4.1 Soutien à la zone de réemploi et de réutilisation**

| Libellé du soutien | Type de soutien | Conditions d'éligibilité | Montant | Progressivité | Justificatifs / mode calcul |
|---|---|---|---|---|---|
| Soutien à la zone de réemploi et de réutilisation | Soutien aux surfaces dédiées à la dépose de EA potentiellement destinés au réemploi ou à la réutilisation en Déchèterie | Ensemble des Déchèteries conformes aux prescriptions du Contrat.<br><br>Espace réemploi ou réutilisation installé en Déchèterie, sur un site contigu ou de proximité) | 200 € /an et par Déchèterie | Soutien versé après la date de prise d'effet du Contrat, à la date d'activation fixée conformément au Contrat pour les Déchèteries concernées, | Soutien annuel versé en proportion du nombre de points de reprise activés disposant d'un espace réemploi et réutilisation. |

- Conditions d'éligibilité

Le soutien est accordé sous réserve, d'une part, que l'espace réemploi et réutilisation de la Déchèterie est bien référencé Système d'information de l'Eco-organisme désigné et, d'autre part, qu'il répond aux exigences minimales fixées par le Contrat et détaillées en annexe 1.
Le soutien est versé annuellement en une fois en début d'année N pour l'année N-1 par l'Eco-organisme désigné à cette fin.

- Modalité de calcul / versement

Le montant des soutiens annuels est calculé en fonction du nombre de points de reprise disposant d'un espace réemploi répondant aux conditions d'éligibilité et des montants forfaitaires du barème ci-dessus.

L'ensemble des soutiens à la mise en œuvre d'une zone dédiée au réemploi et à la réutilisation de EA est versé annuellement après renseignement par la Collectivité de sa déclaration annuelle de demande de soutiens et validation de cette dernière suivant la procédure et selon les délais précisés dans le Contrat.

La demande de soutiens est faite par la Collectivité sur le Système d'information et doit être accompagnée pour chaque Déchèterie concernée :

Pour une première demande de soutiens au réemploi et à la réutilisation ou concernant un point de reprise nouvelle doté :

- d'une description documentée des caractéristiques de la zone dédiée justifiant son dimensionnement ainsi que des équipements mis en œuvre sur celle-ci nécessaires à la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA collectés et stockés, notamment en cas d'intempérie ;
- d'une présentation de la méthode mise en œuvre par le Collectivité pour déterminer la ré-employabilité ou le caractère réutilisable des EA éligibles mis à disposition sur la zone ;

Pour toute demande de renouvellement des soutiens au réemploi et à la réutilisation faisant suite à une première demande déjà réalisée et validée au titre du Contrat :

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

- de la déclaration par la Collectivité que les espaces réemploi et réutilisation des Déchèteries préalablement enregistrés dans la déclaration de l'année précédente sont toujours actifs. Cette attestation sera réalisée en ligne sur le portail de la Collectivité.
- d'une description documentée des caractéristiques de la zone dédiée pour toute nouvelle Déchèterie équipée d'un espace réemploi et réutilisation justifiant son dimensionnement ainsi que des équipements mis en œuvre sur celle-ci nécessaires à la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA collectés et stockés, notamment en cas d'intempérie ;

**3B.5 Révision des soutiens**

**3B.5.1 Modalités de calcul et de révision des soutiens**

Les soutiens financiers pour la Déchèterie, tels que détaillés au paragraphe I, feront l'objet de révisions pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques de la Collecte et du traitement des Déchets issus de EA sur la durée du Contrat, en considération de l'évolution des indices de référence détaillés au III.2 de la présente annexe, et selon les modalités de calcul détaillées au III.3 ci-dessous au sein du même document. Les révisions de soutiens seront calculées chaque année en prenant en compte les valeurs d'indices de référence publiées à la date de la révision, par rapport à l'indice d'origine de l'année 2024. Elles seront calculées dès la publication des valeurs de l'ensemble des indices correspondants, pour une année N, et appliqués à l'ensemble des soutiens de l'année N après une information préalable à la Collectivité.

**3B.5.2 Indice de révision**

3B.5.2.1 Pour la révision des soutiens forfaitaires à chaque Déchèterie

Les soutiens forfaitaires aux Points de reprise en Déchèterie correspondant à la part fixe des coûts liés à la gestion des Déchets EA en Déchèterie publique seront révisés en tenant compte de l'indice de référence de la construction suivant :

**INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état base 2010 - identifiant 001710986**

Indice d'origine : INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état de janvier 2024

3B.5.2.2 Pour la révision des soutiens variables à la réception des Déchets EA en Déchèteries

Les soutiens variables à la réception des déchets EA correspondant à la part variable des coûts liés à l'accueil, la réception des Déchets EA et à la prise en compte des charges courantes en Déchèterie seront révisés en tenant compte des indices de référence de la construction et de la main d'œuvre suivants :

**INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état base 2010 - identifiant 001710986**

Indice d'origine : INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état de janvier 2024

**INSEE ICHT-E : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges – base 100 en décembre 2008 : identification 0015655187**

Indice d'origine : INSEE ICHT-E : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges de janvier 2024

3B.5.2.3 Pour la révision des soutiens variables au transport et au recyclage de Déchets EA en déchèteries

Les soutiens variables au transport et au recyclage de EA correspondant à la part variable des coûts liés au transport, à la préparation en vue de recyclage seront révisés en tenant compte des indices de référence métiers suivants :

- **Métaux EA : Variation mensuelle E40 des ferrailles broyées (platinage, vieilles tôles) – l'Usine Nouvelle par région.**

Il est défini un indice de suivi national comme suit :

**Variation annuelle E40 de l'année N = ∑(r) (variations de cotation mensuelles de l'indice E40 par région (r) entre le 1er janvier de l'année N et le 1er janvier 2024 x tonnages de métaux de EA par région (r) pour l'année N)/ ∑(tonnages de métaux de EA des régions (r) pour l'année N),**

avec r définie comme étant la région concernée par la valeur d'indice à prendre en compte :

- régions Nord, Est et IDF,
- régions Centre, Sud-Est, Sud-Méditerranée,
- région Bretagne,
- région Sud-Ouest Atlantique, Midi-Pyrénées.

Indice d'origine : base 100 au 1er janvier 2024.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

- **Bois EA ; Variation mensuelle des coûts de traitement du bois déchets (B) - Recyclage et récupération.**

Il est défini d'un indice de suivi national comme suit :
**Variation annuelle de l'indice de coût de traitement bois déchets (B) de l'année N = ∑(r) (variations de cotation mensuelles du coût de traitement bois déchets (B) par région (r) entre le 1er janvier de l'année N et le 1er janvier de l'année N+1 x tonnages de bois de EA par région (r) pour l'année N)/ ∑(tonnages de bois de EA des régions (r) pour l'année N),**
avec r définie comme étant la région concernée par la valeur d'indice à prendre en compte :

- régions Nord, Est et IDF,
- régions Centre, Sud-Est, Sud-Méditerranée,
- région Bretagne,
- région Sud-Ouest Atlantique, Midi-Pyrénées.

Indice d'origine : au 1er janvier 2024.

- Compte tenu de l'absence d'indice de référence sur les matériaux inertes, il n'est pas proposé d'indice de révision des soutiens au recyclage pour ce Flux.

**3B.5.3 Formules de calcul**

3B.5.3.1 Pour la révision des soutiens forfaitaires aux points de reprise

Les soutiens forfaitaires aux points de reprise seront recalculés chaque année selon la formule suivante :
**Forfait année N = (60% + 40% x (1+Index BT01 (janvier année N/janvier année 2024)) x Forfait année 2024**
Les soutiens forfaitaires révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N

3B.5.3.2 Pour la révision des soutiens variables à la réception des Déchets EA

Les soutiens variables à la réception des Déchets EA seront recalculés chaque année selon la formule suivante :
**Soutien réception année N = (80% x (1 + Index ICHT-E (janvier année N/janvier année 2024) + 20% x (1 + Index BT01 (janvier année N/janvier année 2024)) x Soutien réception année 2024**
Les soutiens variables révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N.

3B.5.3.3 Pour la révision des soutiens variables au transport et au recyclage de EA

- Pour les déchets de métaux de EA :

Les soutiens variables au transport et au recyclage des déchets métalliques pourront faire l'objet d'une prise en charge exceptionnelle en cas de forte dégradation des cours de reprise des métaux. Les conditions d'éligibilité, les modalités de calcul, la période de versement du soutien et les conditions de suspension du soutien sont définis au paragraphe 3.2.2.2 de l'annexe 3 aux Conditions générales.
Le déclenchement du soutien exceptionnel est proposé dès lors que :
**∑(N) (Variation annuelle E40 de l'année N pour (N = année 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029)) +100 < 0.**

- Pour les déchets de bois de EA :

Les soutiens variables au transport et au recyclage des déchets de bois seront recalculés chaque année selon la formule suivante :
**Soutien recyclage bois année N = ∑(N) (Variation annuelle coût de traitement bois déchets (B) de l'année N pour (N = année 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029)) x Soutien recyclage bois année 2024.**
Les soutiens variables révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N.

**3B.5.4 Suivi des formules de révision**

Dans le cadre de l'application de ces formules de révision il sera proposé un point de suivi annuel de leur mise en œuvre dans le cadre du comité de concertation des Collectivités locales.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

# ANNEXE 4 AUX CONDITIONS GENERALES - COMMUNICATION

L'Eco-organisme désigné accompagne la Collectivité dans la sensibilisation et la communication de proximité destinée à présenter le réemploi, la Collecte séparée et le recyclage des DEA en développant des outils et supports de communication clés en main portant notamment sur :

- la mise en place de la signalétique appropriée en Déchèterie,
- l'application des consignes de tri conformément aux standards de la filière de REP DEA,
- l'information et la communication vers les Détenteurs de DEA.
- La formation des personnels des Déchèteries.

L'Eco-organisme désigné propose également à la Collectivité des éléments de contenu clefs en main, qui permettent d'unifier la communication à l'attention des Détenteurs, sur l'ensemble du territoire national,

Parmi ces outils de communication, L'Eco-organisme désigné propose :

i) des infographies pédagogiques permettant de présenter le fonctionnement de la Collecte séparée, du tri, du réemploi, de la réutilisation, du recyclage ou encore de la valorisation des DEA,
ii) des reportages vidéos, sous forme de films courts présentant les techniques de tri, les méthodes ou de préparation à la réutilisation, le recyclage…
iii) des campagnes de communication web ou des animations, pour sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux relatifs au recyclage des DEA.

Ces outils de communication sont conçus et réalisés par L'Eco-organisme désigné et mis à disposition de la Collectivité sous format numérique.

D'autres outils de communication, tels que des supports écrits ou une banque d'images et de pictogrammes seront mis à disposition sur le Système d'information.

Les outils, méthodes et actions destinées à la formation de la Collectivité sont notamment :
- des actions d'accompagnement pour les agents d'accueil en Déchèterie et les techniciens
- des outils de signalétique : panneaux, affiches avec les consignes de tri adaptées
- des outils de formation : consignes de tri, vidéos de formation, affiches mémo pour les locaux…
- des sessions de formation : webinaires et parcours de formation adaptés.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

# ANNEXE 5 AUX CONDITIONS GENERALES : CARACTERISATIONS, BILANS MATIERE ET JUSTIFICATIFS

## 5.1 Caractérisations

Le protocole de caractérisations et de calcul des taux de présence moyens conventionnels présenté ci-après a été établi en concertation avec les Représentants et validé par les pouvoirs publics, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisations, précisions des résultats et délais au cours de la période d'agrément 2013-2017.

Le cas échéant, ce protocole peut faire l'objet de modification sur demande des Représentants, sur demande d'L'Eco-organisme désigné ou des ministères signataires de l'agrément. Toute modification du présent protocole est soumise à l'avis des Représentants, est transmise aux ministères signataires de l'agrément et donne lieu à une modification de la présente annexe en application de l'article 12 des Conditions générales du contrat.

Le plan d'échantillonnage a été actualisé de manière à refléter les configurations de collecte et de type d'habitat des collectes non séparées sur la période 2018-2023. Il est accessible sur le Système d'information.

## 5.2 Bilans matière

En collecte non séparé des DEA, lorsque le flux comprenant les DEA est orienté vers un process de tri le bilan matière appliqué au DEA est calculé et justifié suivant l'une des méthodologies suivantes.

### 5.2.1. Utilisation des résultats issus d'une campagne de tri dédiée

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié en réalisant à une fréquence au moins semestrielle une campagne de tri dédié (appelée batch) sur un échantillon représentatif avec mesure du bilan matière.

Afin de pouvoir utiliser les résultats d'une campagne dédiée de tri réalisée par un Opérateur de gestion des déchets sur un flux de la Collectivité contenant des DEA en collecte non séparée (flux tout-venant de Déchèterie, flux bois de Déchèterie ; collecte d'encombrant en porte à porte) cette dernière doit respecter les points suivants :

- réalisation au cours du semestre objet de déclaration ;
- réalisation dans les conditions de traitement/préparation habituelles de l'opérateur ;
- Pesée des flux sortants issus de cette campagne (métaux, bois, plastique, non recyclables, déchets valorisables ne contenant pas de mobilier)
- Calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, …)
- Rédaction et conservation d'enregistrements (compte rendu, photos et tickets de pesées).

Le compte-rendu de la campagne dédiée est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

### 5.2.2 Utilisation des données d'une ligne de traitement dédiée :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié lorsque la ligne de tri est dédiée à un flux.

Afin de pouvoir utiliser les performances d'une ligne de traitement ou de préparation dédiée au flux (flux tout-venant de Déchèterie ou flux bois de Déchèterie ou collecte d'encombrant en porte à porte) le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données spécifique à la ligne de traitement/préparation (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestres objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, …)
- conservation des enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

#### 5.2.3 Utilisation des données du site dans son ensemble :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié sur la base du bilan matière de l'ensemble du centre de tri. Afin de pouvoir utiliser les performances de l'ensemble du centre de tri, le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données du site (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestre objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, …)
- conservation d'enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) pourra être demandé par L'Eco-organisme désigné lors des contrôles.

#### 5.2.4 Règle d'utilisation du bilan matière déclaré pour le calcul de soutiens

Pour chaque flux faisant l'objet d'une étape de tri, La Collectivité déclare dans le Système d'information L'Eco-organisme désigné la méthode de calcul et de justification du bilan matière utilisée ainsi que le process de tri (chaîne de tri, machine de tri automatique, tri à la pelle).

### 5.3 Justificatifs à produire pour les déclarations et les contrôles

Dans le cas de la collecte non séparée des DEA en Déchèterie et en porte-à-porte, la Collectivité déclare, pour chaque point de collecte, les flux collectés contenant du DEA, le tonnage mensuel collecté, les sites et modes de traitement de ces flux ainsi que les exutoires finaux.

La Collectivité doit également fournir des attestations de collecte et de traitement pour les tonnages non collectés par L'Eco-organisme désigné, établies par ses Opérateurs de gestion des déchets, et conformes à la déclaration.

L'ensemble de ces éléments fait l'objet de vérification systématique par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration, ou lors de l'application de l'article 11 des Conditions générales du Contrat.
Les éléments à justifier auprès d'L'Eco-organisme désigné devront permettre de :

- tracer de façon certaine les tonnages des flux collectés ;
- vérifier les bilans matière des centres de tri et/ou de préparation sous contrat avec la collectivité ;
- attester les modalités de traitement des flux.

L'Eco-organisme désigné met à la disposition de la Collectivité des modèles d'attestation, disponibles sur le Système d'information.

Les justificatifs permettant d'attester les tonnages des flux collectés sont de manière non exhaustive :

Pour les vérifications réalisées par L'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- le détail des tonnages collectés sur la période concernée par flux, site et mois,
- le nom et les coordonnées du/des prestataire(s) en contrat avec la collectivité concernant la collecte,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les tickets de pesées
- les factures des prestataires des collectes
- les plannings des collectes (notamment dans le cadre des collectes en porte à porte)
- le schéma opérationnel de la gestion de la collecte sur le territoire

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

Les justificatifs permettant d'attester des bilans matière des centres de tri ou de préparation sous contrat avec la collectivité

Pour les vérifications réalisées par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- les noms et les coordonnées des prestataires en contrat avec la Collectivité concernant la préparation et le traitement des flux,
- les adresses des sites de traitement et de préparation,
- les bilans matières détaillés des sites de traitement (part du recyclage, de la valorisation énergétique, de valorisation combustible, de l'élimination…),

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les tickets de pesées (entrées et sorties)
- les registres des entrées et sorties
- la méthodologie appliquée et le détail des calculs des bilans matière en application de l'article 5.2 de la présente annexe
- les autorisations administratives des sites de traitement et de préparation

Les justificatifs permettant d'attester les modalités de traitement des flux

Pour les vérifications réalisées par L'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- les coordonnées des sites des exutoires finaux,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les autorisations administratives des sites de traitement et des exutoires.

* * *

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

**ANNEXE 6 - RGPD**

**DISPOSITIONS GENERALES**

En application du Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD ») (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, il est expressément entendu entre les Parties que les données à caractère personnel, tel que définies par la législation en vigueur, qui sont recueillies de manière licite, loyale, transparente, adéquate, pertinente et limitée par chacune des Parties, en qualité de responsable du traitement, à l'occasion de la signature du Contrat et de son exécution, sont nécessaires à la mise en place et à l'exécution de celui-ci.

Chacune des Parties qu'elle ait la qualité de responsable du traitement et /ou de sous-traitant dans le cadre du Contrat, fait son affaire des formalités préalables lui incombant au titre de la législation relative à la protection des données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel recueillies telles que les noms, prénoms, adresses, téléphones et mail des représentants de chacune des Parties et des interlocuteurs des Parties, le cas échéant leurs identifiants, mots de passe, et dates de connexion à le Système d'information, communiquées en application du Contrat, pourront faire l'objet de traitements informatisés et être utilisées par les services et personnes qui ont à les connaître, pour les finalités suivantes : gestion du Contrat, recouvrement, évaluation et gestion du risque, suivi du respect des obligations environnementales.

Les données à caractère personnel recueillies seront conservées par les Parties pendant le temps nécessaire à l'exécution du Contrat et postérieurement en cas de différend dans le respect des obligations de conservation et de documentation résultant notamment du Code de Commerce, du Code des Impôts ainsi que de la législation bancaire et anti-blanchiment en vigueur.

Le traitement n'est pas susceptible d'impliquer des transferts hors de l'Espace Economique Européen (EEE). Il peut en être autrement sous réserve de l'accord expresse des Parties organisant les conditions du transfert dans le respect et conformément à la législation en vigueur sur la protection des données personnelles.

Ces données à caractère personnel seront couvertes par le secret professionnel. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, les Parties pourront être tenues de communiquer des données à caractère personnel à des autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. En outre, chaque Partie autorise expressément les autres Parties à partager les données à caractère personnel la concernant et leurs mises à jour éventuelles, avec toute entité de son Groupe, à des fins administratives internes.

Chaque Partie peut, à tout moment, accéder aux données à caractère personnel la concernant ou concernant ses préposés, les faire rectifier, supprimer, s'opposer à ou limiter leur traitement, s'opposer à leur communication à des tiers ou à leur utilisation par les autres Parties à des fins commerciales ou obtenir la liste des entités du groupe des autres Parties susceptibles d'être bénéficiaires desdites données à caractère personnel, en écrivant à l'adresse de domiciliation de l'autre Partie, ou bien à l'adresse suivante pour l'Eco-organisme désigné : rgpd@[raison sociale de l'Eco-organisme désigné].fr. Chaque Partie et/ou ses préposés ont en outre la faculté de saisir la CNIL de toute demande concernant les données à caractère personnel la concernant ou celles de ses préposés.

**DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ**

L'Eco-organisme désigné est autorisé à traiter les données à caractère personnel (ci-après « les données ») nécessaires à la réalisation des obligations qui lui incombent dans les conditions suivantes :

- traiter ou consulter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du Contrat.

| Nature du (des) traitement(s) | Finalité du (des) traitement(s) | Type de Données Personnelles traitées | Catégorie de personnes concernées |
|---|---|---|---|

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| Contrat conclu | Echanges entre les Parties en application du Contrat | Noms, prénoms, qualités et coordonnées des signataires et personnes à contacter, concernant la Collectivité | Représentant légal et/ou personnels dûment habilités par la Collectivité |
| Système d'information de l'Eco-organisme désigné | Accès à le Système d'information en vue de permettre à la Collectivité de procéder à la conclusion du Contrat, et aux demandes d'Enlèvement, mais également d'accéder à la documentation mise à disposition par l'Eco-organisme désigné et à toutes informations le concernant en vue le cas échéant de sa mise à jour par ses soins | Noms, prénoms, données personnelles de connexion (dates et heures), adresse mail, adresse IP, identifiant et mot de passe | Personnels dûment habilités par la Collectivité |

- Garantir la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du Contrat, en mettant en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées. Les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté concerneront, à titre d'exemple lorsqu'elles sont possibles :

  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation hors des finalités retenues notamment détournée, malveillante ou frauduleuse des Données à Caractère Personnel et des fichiers objet du traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et à l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique et technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement.

- Traiter les données conformément aux instructions ci-dessus.

- Veiller ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du Contrat s'engagent à respecter et respectent la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services/prestations informatiques, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Ne pas, sans autorisation de la Collectivité, insérer dans les traitements des données à caractère personnel étrangères à celles confiées par la Collectivité, ni réaliser de copie ou de stockage des données confiées par la Collectivité, ni louer ou vendre les données confiées par la Collectivité.

- Faire appel le cas échéant à tout sous-traitant au sens du RGPD pour mener les activités de traitement qui lui incombent. Dans ce cas, il en informe préalablement la Collectivité de manière à recueillir son accord préalable. Il en est de même concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_123-DE

- Notifier les éventuelles violations de données à caractère personnel dans un délai maximal de 72 heures après en avoir pris connaissance. La notification contient au moins :

  - la description de la nature de la violation de Données à Caractère Personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données à Caractère Personnel concernés.
  - le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact chez l'Eco-organisme désigné auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
  - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des conséquences probables de la violation de Données à Caractère Personnel,
  - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des mesures prises ou que l'Eco-organisme désigné propose de prendre pour remédier à la violation de Données à Caractère Personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, l'Eco-organisme désigné s'engage à notifier à la Collectivité toute information complémentaire relative à la violation de manière échelonnée, sans autre retard indu, et à collaborer avec la Collectivité en vue de la résolution de la violation.

**Sort des données**

Au terme des obligations prévues au Contrat, chaque Partie procède à la destruction de toutes les copies des données à caractère personnel existantes dans ses systèmes d'information, dont la conservation ne serait pas nécessaire pour les finalités exprimées par le présent Contrat, doit justifier par écrit de leur destruction.

La Collectivité convient toutefois que les informations et données le concernant sont nécessaires à la gestion de son compte, à l'exécution du Contrat et aux obligations de l'Eco-organisme désigné à l'égard des pouvoirs publics et qu'elles pourront ainsi être conservées par l'Eco-organisme désigné pendant cinq (5) ans après le terme du Contrat.

**Transferts des Données à Caractère Personnel vers un Pays Tiers**

Dans tous les cas, aucune Partie ne peut transférer des données confiées par l'autre Partie vers un Pays Tiers ou une Organisation Internationale sans l'accord préalable et écrit de cette dernière.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_124-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Rapporteur** : Mme Brigitte MACHARD

**Délibération n°2023-124**
**Fixation des tarifs 2024 de la redevance d'assainissement collectif / APPROBATION**

Le rapporteur expose :

Depuis le 1er janvier 2019, le service d'assainissement est exploité en régie pour l'ensemble du périmètre de la Communauté de communes.

Le conseil communautaire doit délibérer chaque année avant le 31 décembre pour fixer le montant de la redevance d'assainissement collectif applicable l'année suivante et dont le produit est intégralement perçu par la Communauté de communes.

Les tarifs proposés au vote de l'assemblée délibérante pour 2024 ont été validés par la Commission assainissement lors de sa réunion du 14 novembre 2023. Ils n'ont plus augmenté depuis 2019.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_124-DE

**Délibération n°2023-124 Fixation des tarifs 2024 de la redevance d'assainissement collectif / APPROBATION**

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver les montants des parts fixe et variable de la redevance d'assainissement collectif, tels qu'ils figurent ci-dessous, qui vont être applicables à compter du 1er janvier 2024 :

| MONTANTS DES PARTS FIXE ET VARIABLE COMMUNAUTAIRES | | |
|---|---|---|
| | Part fixe (abonnement) € HT/an | Part variable (consommation) € HT |
| Camaret-sur-Aygues | 47,00 | 2,48 |
| Lagarde-Paréol | 47,00 | 2,48 |
| Piolenc | 47,00 | 2,48 |
| Ste-Cécile-les-Vignes | 47,00 | 2,48 |
| Sérignan-du-Comtat | 47,00 | 2,48 |
| Travaillan | 47,00 | 2,48 |
| Uchaux | 47,00 | 2,48 |
| Violès | 47,00 | 2,48 |

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve les montants des parts fixe et variable de la redevance d'assainissement collectif, tels qu'ils figurent sur le tableau ci-dessus, applicables à compter du 1er janvier 2024,

Précise que cette redevance sera facturée par l'intermédiaire du délégataire du service de distribution de l'eau potable et que la recette sera inscrite au budget annexe assainissement 2024, à l'article 70611 des recettes d'exploitation.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Le Président,

Le Président

Julien MERLE

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_125-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE[illegible]**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-125**
**Fixation des tarifs 2024 de la redevance assainissement collectif pour les usagers non domestiques / APPROBATION**

**Rapporteur** : Mme Brigitte MACHARD

Le rapporteur expose :

La Communauté de communes perçoit le produit de la redevance d'assainissement collectif dont doivent s'acquitter les usagers non domestiques (industriels, caves particulières, etc.) et il appartient au conseil communautaire d'en fixer chaque année les tarifs.
Le conseil communautaire est donc appelé à approuver la fixation des tarifs 2024 de cette redevance d'assainissement collectif, selon les simulations établies, jointes en annexe, et qui ont été validées par la commission assainissement lors de sa réunion du 14 novembre 2023.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_125-DE

**Délibération n°2023-125 Fixation des tarifs 2024 de la redevance assainissement collectif pour les usagers non domestiques / APPROBATION**

Approuve les montants des parts fixe et variable de la redevance d'assainissement collectif pour les usagers non domestiques, tels qu'ils figurent sur le tableau joint en annexe,

Précise que cette redevance sera facturée, conformément aux conventions avec ces usagers, par les services de la Communauté de communes,

Dit que la recette sera inscrite au budget annexe assainissement 2024, à l'article 70611 des recettes d'exploitation.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Le Président

Julien MERLE

**Julien MERLE**

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_125-DE

# Simulation redevance usagers non domestiques

| | Abonnement €/an | Part proportionnelle €/kg DCO | *Recettes 2022* | |
|---|---|---|---|---|
| **SAS BERENGIER** | 47 | 1,25 | *1 934,08* | *€/an* |
| **SAS Conserveries provençales** | 28 000 | 1,25 | *97 665,76* | *€/an* |
| **RAYNAL & ROQUELAURE** | 28 000 | 1,25 | *100 240,49* | *€/an* |
| **COMPTOIR DE MATHILDE** | 1 000 | 1,25 | 24 029,63 | €/an |
| **CHABERT GUEZE** | 47 | 1,25 | *13 918,44* | *€/an* |
| **Friedmann** | 47 | 1,25 | *4 526,75* | *€/an* |
| **Cave Moun Pantai** | 47 | 1,25 | *236,75* | *€/an* |
| **Cave Grand Bois** | 47 | 1,25 | *637,15* | *€/an* |
| **Cave Damase** | 47 | 1,25 | *135,90* | *€/an* |
| **Cave Lou Moulin** | 47 | 1,25 | *367,08* | *€/an* |
| **Cave Mavettte** | 47 | 1,25 | *0* | *€/an* |
| **Cave Tourbillon** | 47 | 1,25 | *417,13* | *€/an* |
| **Cave Vialles** | 47 | 1,25 | *159,08* | *€ / an* |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_125-DE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_126-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-126**
**Demande de prolongation de la durée de validité de la subvention accordée à un usager pour la réhabilitation de son installation d'assainissement non collectif**
**/ AVIS DU CONSEIL**

**Rapporteur :** Mme Brigitte MACHARD

Le rapporteur expose :
La Communauté de communes a mis en place un programme d'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Le conseil communautaire a approuvé le règlement de cette opération par la délibération n°2020-125 du 29 octobre 2020.
L'article n°5 de ce règlement prévoit que *« une fois notifiée la décision d'attribution des aides financières, le propriétaire de l'installation disposera d'un délai de deux (2) ans pour réaliser les travaux de mise en conformité et fournir les justificatifs demandés. »*

A la suite du contrôle de son installation d'assainissement non collectif, une administrée de Lagarde-Paréol a sollicité les services de la Communauté de communes afin d'obtenir une subvention dans le cadre de ce programme pour réhabiliter sa filière d'assainissement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_126-DE

**Délibération n°2023-126**
**Demande de prolongation de la durée de validité de la subvention accordée à un usager pour la réhabilitation de son installation d'assainissement non collectif**
**/ AVIS DU CONSEIL**

Le conseil communautaire, lors de sa séance du 7 décembre 2021, lui a accordé une subvention, valable deux ans, soit jusqu'au 7 décembre 2023.

Aujourd'hui, elle sollicite une prolongation de la validité de la subvention accordée par le conseil communautaire, compte tenu du retard pris par le chantier en raison de difficultés personnelles.

Le conseil est appelé à se prononcer sur cette demande.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Accepte de prolonger à titre exceptionnel, le délai de validité de la subvention accordée à cet usager, pour une durée de six mois non renouvelables, sous réserve qu'il s'engage très précisément sur un planning de réalisation des travaux qui, en tout état de cause, devront être achevés au plus tard le 7 juin 2024.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,
Le Président

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Julien MERLE

**Julien MERLE**

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_127-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-127**
**Attribution d'aides financières pour les réhabilitations d'installation d'assainissement non collectif / APPROBATION**

**Rapporteur** : Mme Brigitte MACHARD

Le rapporteur expose :

Par délibération n°2020-125 du 29 octobre 2020, le conseil communautaire a approuvé le règlement de l'opération programmée d'aides à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.
La commission assainissement s'est réunie le 14 novembre en vue d'examiner les demandes de subventions des propriétaires qui s'engagent à réhabiliter leur installation d'assainissement non collectif, en fonction des critères d'éligibilité définis dans le règlement de l'opération, à savoir :

- Installations présentant un risque de pollution,
- Installations des propriétés équipées d'un forage ou d'un puits non raccordé au réseau public d'adduction en eau potable,
- Installations pour lesquelles le propriétaire est en mesure d'indiquer le lieu d'implantation de l'installation et la filière de traitement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_127-DE

**Délibération n°2023-127 Attribution d'aides financières pour les réhabilitations d'installation d'assainissement non collectif / APPROBATION**

Les aides financières sont accordées avec un plafond de travaux fixé à 7000 € TTC.

Le montant de l'aide accordée par la Communauté de communes est fixé à 30 % du montant des travaux et plafonné à 2100 €.

Le conseil communautaire est amené à approuver le versement de ces aides aux propriétaires éligibles, sur la base du tableau joint en annexe.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve le versement de ces aides aux propriétaires éligibles, sur la base du tableau joint en annexe,

Précise que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget annexe assainissement 2024, à l'article 658 des dépenses d'exploitation.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Le Président
Le Président,

Julien MERLE

**Julien MERLE**

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_127-DE

**Attribution d'aides financières de la Communauté de communes pour la réhabilitation de filières d'assainissement non collectif après la réunion de la commission assainissement du 14/11/2023**

| Nom prénom | Adresse | |
|---|---|---|
| Sophie VAN BELLINGHEN | 1127, route de Gardiole | 84290 LAGARDE-PAREOL |
| Georges BERENGUIER | 2699, route des Iles | 84420 PIOLENC |
| Cyrille LATOUR | 11, chemin de la Bruge | 84420 PIOLENC |
| Vincent CHARVET | 525, chemin de Caffin | 84290 SAINTE-CECILE-LES-VIGNES |
| Lauren et Sylvie GAUTHIER | 602, route de Valréas | 84290 SAINTE-CECILE-LES-VIGNES |
| Michel MESTRINER | 207, chemin des Rogations | 84290 SAINTE-CECILE-LES-VIGNES |
| Franck et Nathalie FLAYEUX | 473, chemin du Gué | 84830 SERIGNAN-DU-COMTAT |
| Sébastien BOUCHE | 15, rue des Tourterelles<br>Lotissement Hauteville | 84100 UCHAUX |
| Jean-François DISCOURS | 235, chemin des Syrah | 84150 VIOLES |
| Thérèse HUGUES | 366, chemin de Bel Air | 84150 VIOLES |
| Hervé JOUANNIC | 851, chemin des Platriers | 84150 VIOLES |
| Marion LLORET | 356, chemin Bel Air | 84150 VIOLES |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_128-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-128**
**Reconduction de l'opération programmée d'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif du règlement du service public d'assainissement / APPROBATION**

**Rapporteur** : Mme Brigitte MACHARD

Le rapporteur expose :

Par délibération n°2020-125 du 29 octobre 2020, le conseil communautaire avait approuvé le règlement de l'opération programmée d'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif, qui prend fin le 31 décembre 2023.
Après avis favorable de la commission assainissement du 14 novembre dernier, le conseil communautaire est amené à approuver aujourd'hui la reconduction de cette opération programmée d'aide et son règlement, joint en annexe.
Il est rappelé que cette opération est réservée aux propriétaires de résidences principales (y compris celles mises en location) situées sur le territoire de la communauté de communes qui ne sont pas raccordés au réseau public de collecte des eaux usées et dont l'installation d'assainissement est considérée non conforme, entrant dans les critères d'éligibilité ci-dessous définis et listés, sachant que les critères de ressources ne sont pas pris en compte.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_128-DE

**Délibération n°2023-128 Reconduction de l'opération programmée d'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif du règlement du service public d'assainissement / APPROBATION**

Les critères d'éligibilité restent inchangés.

Les aides financières seront accordées selon les modalités suivantes :

- Plafond de travaux fixé à 10 000 € TTC (au lieu de 7 000 €TTC dans le précédent règlement),
- Aide octroyée fixée à 30 % du montant des travaux et plafonnée à 3000 € (au lieu de 2 100 €TTC dans le précédent règlement).

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve la reconduction de l'opération programmée d'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif et son règlement, joint en annexe,

Précise que la durée de la nouvelle opération programmée est fixée à trois ans à compter du 1er janvier 2024, soit jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Le Président

Julien MERLE

**Julien MERLE**

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_128-DE

Aygues Ouvèze EN PROVENCE
Communauté de communes
CAMARET-SUR-AYGUES
LAGARDE-PARÉOL
PIOLENC
SAINTE-CÉCILE-LES-VIGNES
SÉRIGNAN-DU-COMTAT
TRAVAILLAN
UCHAUX
VIOLÈS

# REGLEMENT

## Opération programmée d'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif

**Approuvé par délibération n°2023-XX du 7 décembre 2023**

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_128-DE

**Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et les modalités de fonctionnement de l'opération programmée d'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.**

## ARTICLE 1 : ORGANISATION

Depuis le 1er janvier 2007, la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence (CCAOP), dans le cadre de son Service public d'assainissement non collectif (SPANC), a mis en place une opération programmée d'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

## ARTICLE 2 : BENEFICIAIRES

Cette opération est réservée aux propriétaires de résidences principales (y compris celles mises en location) situées sur le territoire de la Communauté de communes qui ne sont pas raccordés au réseau public de collecte des eaux usées et dont l'installation d'assainissement est considérée non conforme, entrant dans les critères d'éligibilité ci-dessous définis et listés, sachant que les critères de ressources ne sont pas pris en compte.

## ARTICLE 3 : CRITERES D'ELIGIBILITE

Sont éligibles à l'opération programmée les installations d'assainissement non collectif répondant aux caractéristiques suivantes :

- Installations présentant un risque de pollution (risques environnementaux et sanitaires),
- Installations des propriétés équipées d'un forage ou d'un puits non raccordées et non raccordables au réseau public d'adduction en eau potable,
- Installations pour lesquelles le propriétaire est en mesure d'indiquer le lieu d'implantation de l'installation et la filière de traitement,

*Remarque : si toutes ces caractéristiques ne sont pas réunies, les dossiers seront hiérarchisés en fonction du risque de pollution.*

## ARTICLE 4 : CONDITIONS D'INSTRUCTION

Les propriétaires devront fournir un dossier comprenant :

- une attestation de contrôle de leur installation établi par l'agent du Service public de l'assainissement non collectif de la Communauté de communes ou par un agent du prestataire de la communauté de communes pour réaliser les contrôles des installations d'assainissement non collectif,
- une étude hydrogéologique particulière de la parcelle doit être réalisée afin de déterminer la filière technique et le dimensionnement de l'installation à mettre en place (adaptée au flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble et de la parcelle)
- un devis de mise en conformité de leur installation.

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_128-DE

Ces dossiers seront examinés par la commission assainissement qui statuera sur leur éligibilité avant d'être présentés en conseil communautaire. La commission assainissement se réunira une fois par an.

Les usagers souhaitant bénéficier de la subvention intercommunale devront compléter une attestation de demande d'aide à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif (modèle en annexe) afin que leur dossier soit présenté en commission assainissement.

**ARTICLE 5 : DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX**

Une fois notifiée la décision d'attribution des aides financières, le propriétaire de l'installation disposera d'un délai de deux (2) ans pour réaliser les travaux de mise en conformité et fournir les justificatifs demandés. Ce délai ne pourra pas être prorogé.

**ARTICLE 6 : MONTANT ET PLAFOND DES AIDES**

Les aides financières seront accordées dès que le dossier aura été jugé recevable par la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence, avec un plafond de travaux fixé à 10 000 € TTC. Il est précisé que les travaux doivent être réalisés par un professionnel et que le coût de l'étude hydrogéologique n'est pas pris en compte dans le calcul du montant de la subvention.
Le montant de l'aide accordée par la Communauté de communes est fixé à 30 % du montant des travaux et plafonné à 3000 €.

**ARTICLE 7 : VERSEMENT DES AIDES**

Les aides seront versées directement par la Communauté de communes qui émettra un mandat de paiement au bénéficiaire.

**ARTICLE 8 : DUREE DE L'OPERATION PROGRAMMEE**

La durée de l'opération programmée est fixée à trois ans à compter du 1er janvier 2024, soit jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard.

Le Président,

**Julien MERLE**

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_128-DE

Communauté de communes
CAMARET-SUR-AYGUES
LAGARDE-PARÉOL
PIOLENC
SAINTE-CÉCILE-LES-VIGNES
SÉRIGNAN-DU-COMTAT
TRAVAILLAN
UCHAUX
VIOLÈS

# Annexe

## ATTESTATION DE DEMANDE D'AIDE A LA REHABILITATION DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Je soussigné (e) ……

Domicilié (e) ……
……
……
……

déclare demander l'inscription au programme d'aides financières mis en place par la Communauté de communes pour la réhabilitation des filières d'assainissement non collectif pour l'année ……. pour mon habitation située
……
……

NB : merci de préciser le nom de l'ancien propriétaire en cas d'achat de l'habitation récent
……
……
……

Le …….. à ……

Signature

Projet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_129-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-129**
**Convention passage d'un réseau électrique ENEDIS sous la voirie intercommunale de la ZAE *Joncquier et Morelles* / APPROBATION**

**Rapporteur** : M. Julien MERLE

Le rapporteur expose :

Un réseau électrique a été mis en place par ENEDIS sous la voirie de la zone d'activité économique *Joncquier et Morelles* à Camaret-sur-Aygues (parcelles AZ n°373 et 381) afin de raccorder un bâtiment.

Le conseil communautaire est appelé à approuver la convention, jointe en annexe, qui vise à régulariser administrativement le passage de ce réseau sous la voirie intercommunale et à autoriser le Président à la signer.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_129-DE

**Délibération n°2023-129 Convention passage d'un réseau électrique ENEDIS sous la voirie intercommunale de la ZAE *Joncquier et Morelles* / APPROBATION**

Approuve la convention jointe en annexe,

Autorise le Président à la signer,

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,
Le Président

Julien MERLE
**Julien MERLE**

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_129-DE

100789001
JBB/SD/

**L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,**
**LE**

**A** CAMARET-SUR-AIGUES (84850), ZA Jonquier et Morelles Allée de Lavoisier, **pour le représentant de la communauté et à l'étude du notaire soussigné pour le représentant d'ENEDIS, le représentant de l'intervenant et le notaire soussigné.**

**Maître Sophie DOURLENT, Notaire au sein de la Société par actions simplifiée « Office Notarial Jean-Baptiste BOREL », titulaire d'un Office Notarial à la Résidence d'ORANGE (84100),**

**A RECU LE PRESENT ACTE CONTENANT CONSTITUTION DE SERVITUDE.**

**- "BENEFICIAIRE DU DROIT" -**

La Société dénommée **ENEDIS**, Société anonyme au capital de 270.037.000,00 €, dont le siège est à PARIS LA DEFENSE CEDEX (92079), 34 place des Corolles, identifiée au SIREN sous le numéro 444608442 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE.

**- "PROPRIETAIRE DU FONDS »**

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE**, Autre collectivité territoriale, dont l'adresse est à CAMARET-SUR-AIGUES (84850), ZA Jonquier et Morelles Allée de Lavoisier, identifiée au SIREN sous le numéro 248400160.

**PRESENCE - REPRESENTATION**

- La Société dénommée ENEDIS est représentée à l'acte par Monsieur Cédric BOISSIER directeur de la DR PADS qui a donné mandat, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du 24 mars 2022, renouvelé tacitement dont une copie est demeurée annexée à la minute des présentes, à Madame Lucie MOLIERE, clerc de l'étude de Maître Jean-Baptiste BOREL pour établir et signer au nom et pour le compte d'ENEDIS, les actes authentifiant les conventions de servitudes de passage relatives aux ouvrages de distribution conformément aux dispositions du décret n°55-52 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière. Il est à cet égard précisé

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_129-DE

que Monsieur BOISSIER agit en vertu des pouvoirs qui lui ont été consentis par décision du 1er janvier 2020 par le président du Directoire et par le Directoire d'ENEDIS.

- La COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE, est représentée à l'acte par Monsieur **********, autorisé à l'effet des présentes par délibération en date du ********* 2023 dont une expédition a été transmise par voie électronique à Monsieur le Préfet du Vaucluse ainsi que le déclare le représentant de la commune le **********

Une copie demeure annexée à la minute des présentes.

## TERMINOLOGIE

- Le terme **"BENEFICIAIRE DE LA SERVITUDE"** désigne le fournisseur d'énergie.
- Le terme **"PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT"** désigne le ou les propriétaires du fonds servant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

## DECLARATIONS DES PARTIES

Les parties attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent exactes les énonciations qui précèdent les concernant.

Le propriétaire du fonds servant déclare qu'il n'y a aucune opposition à la constitution de la présente servitude par suite de :

- procès en cours portant sur l'assiette de sa propriété ;
- existence d'une inscription et défaut d'autorisation préalable du créancier à la présente constitution de servitude ;
- servitude de même usage et de même assiette déjà consentie auprès d'un tiers et non révélée ;
- impossibilité naturelle connue par lui de consentir une servitude de cette nature.

## DESIGNATION DU FONDS SERVANT

### DÉSIGNATION

A CAMARET-SUR-AIGUES (VAUCLUSE) 84850 joncquier et Morelles Est,
Une parcelle de terre à usage de voirie
Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---|---|---|---|
| AZ | 373 | joncquier et Morelles Est | 00 ha 09 a 82 ca |
| AZ | 381 | joncquier et Morelles Est | 00 ha 01 a 98 ca |

Total surface : 00 ha 11 a 80 ca

Un plan demeure annexé à la suite des présentes.

### EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte reçu par Maître PANAYE notaire à PIOLENC le 5 avril 2011, publié au service de la publicité foncière de AVIGNON 1 le 20 avril 2011, volume 2011P, numéro 1638.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_129-DE

**CONSTITUTION DE SERVITUDE(S)**

Aux termes d'un acte sous seing privé demeuré ci annexé à la minute, en date pour ENEDIS du 11 janvier 2023, et en date pour la communauté du 15 septembre 2022, ce dernier a donné son accord pour la présente convention, destinée à être réitérée par acte authentique.

CECI EXPOSE, les parties conviennent ce qui suit:

" ***ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis***

*Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :*

*1.1/ Etablir à demeure dans une bande de 1 mètres de large, 2 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 29mètres ainsi que ses accessoires.*

*1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage.*

*1.3/ Sans coffret*

*1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.*

*1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).*

*Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.*

*Enedis veille à laisser la (les) parcelles concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des présentes.*

*Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.*

***ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire***

*2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er.*

*Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.*

*Il pourra toutefois:*

*• élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'ouvrage(les ouvrages) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur*

*• planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.*

***ARTICLE 3 - Indemnités***

*3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, ENEDIS s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 7 ci-après*

*• au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de vingt neuf euros (29€).*

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_129-DE

*Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles conclus entre la profession agricole et ENEDIS, en vigueur à la date de signature de la présente convention.*

*3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.*

***ARTICLE 4 - Responsabilité***

*ENEDIS prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.*

*Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.*

***ARTICLE 5 - Litiges***

*Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.*

***ARTICLE 6 - Entrée en vigueur***

*La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.*

*En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise ENEDIS à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.*

***ARTICLE 7 - Formalités***

*La présente convention ayant pour objet de conférer à ENEDIS des droits plus étendus que ceux prévus par l'article L323-4 du Code de l'Energie, pourra être authentifiée, en vue de sa publication au service de la Publicité Foncière, par acte notarié, les frais dudit acte restant à la charge d'ENEDIS.*

*Elle vaut, dès sa signature par le propriétaire, autorisation d'implanter l'ouvrage décrit à l'article 1er.*

*Nonobstant ce qui précède, le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.*

*Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif à la parcelle concernée, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention."*

## RESEAUX DE COMMUNICATION

Les parties sont informées que les articles 45-9 et 48 du Code des postes et télécommunications électroniques permettent à un opérateur d'installer la fibre optique en profitant de droits de passage définis par convention, dans la mesure où cette installation n'accroît pas l'atteinte portée à la propriété privée.

## CHARGES ET CONDITIONS

La constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions relatées aux présentes.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_129-DE

## SITUATION HYPOTHÉCAIRE

Un renseignement sommaire hors formalité en date du 27 septembre 2023 ne révèle aucune inscription.

Le propriétaire du bien ci-dessus désigné déclare que la situation hypothécaire résultant du renseignement sus visé est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

## ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien ci-dessus désigné apaprtient à la communauté de commune ci-dessus visée par suite de l'acquisition qu'elle en a faite avec un plus grand ensemble de :

Madame Jacqueline Gabrielle Marie BRUNET née à NOCE Le 10 mai 1928
Monsieur Jacky Alain Pierre DUPEYRE né à ORANGE le 6 aout 1953
Suivant un acte reçu par Maître PANAYE notaire à PIOLENC le 5 avril 2011,
Ladite acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte.
Une expédition dudit acte a été publiée au service de la publicité foncière de AVIGNON 1 le 20 avril 2011, volume 2011P, numéro 1638.

## ORIGINE ANTERIEURE DE PROPRIETE

Une note demeure annexée à la suite des présentes

## RAPPEL DE SERVITUDE

Une note demeure annexée à la suite des présentes

## INDEMNITÉ

La mise à disposition est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de vingt neuf euros (29,00 €) que le bénéficiaire du droit a payé comptant ce jour par la comptabilité de l'office notarial.

## DECLARATIONS FISCALES

Pour la perception des droits d'enregistrement, les parties précisent que les immeubles en cause n'entrent pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, et que, par suite des circonstances de l'espèce il y a lieu d'appliquer les dispositions de l'article 1045 3° du Code général des impôts qui dispense de la taxe de publicité foncière.

### DROITS

| | | | | Mt à payer |
|---|---|---|---|---|
| *Taxe départementale* 0,00 | x | 0,70 % | = | 0,00 |
| *Frais d'assiette* 0,00 | x | 2,14 % | = | 0,00 |
| | | | **TOTAL** | **0,00** |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_129-DE

## TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces au fournisseur d'énergie s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes constituant son domicile aux termes de la loi.

La correspondance auprès du propriétaire du fonds servant s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes constituant son domicile aux termes de la loi.

## FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par ENEDIS.

## POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

## PUBLICITÉ FONCIÈRE

L'acte sera publié au service de la publicité foncière d'AVIGNON 1

## ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur demeure ou siège respectif.

Toutefois, pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant, domicile est élu en l'office notarial.

## AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs convenues.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant stipulation d'indemnité non rapportée aux présentes.

## MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, les données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_129-DE

- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Délégué à la protection des données désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

## CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

## FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

**DONT ACTE sur sept pages**

**Comprenant** — **Paraphes**

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_129-DE

Fait et passé aux lieu(x), jour(s), mois et an ci-dessus indiqués.
Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_130-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-130**
**Création d'un emploi d'adjoint administratif à temps non complet / APPROBATION**

**Rapporteur :** M. Julien MERLE

Le rapporteur expose :
En raison du départ de l'agent qui exerçait les fonctions d'assistante de direction, effectif depuis le 30 novembre dernier, le conseil communautaire est appelé à approuver la création d'un emploi d'adjoint administratif contractuel à temps non complet.

L'agent amené à la remplacer va être recruté sur le grade d'adjoint administratif, par la voie d'une mise en disponibilité de sa collectivité d'origine, le Conseil départemental de Vaucluse, pour une durée d'un an, sur un temps de travail équivalent à 80 % d'un temps complet (28 h par semaine) et sur l'indice majoré 361 de la grille indiciaire de la Fonction publique.

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver la création de cet emploi avec prise d'effet au 1er janvier 2024.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_130-DE

**Délibération n°2023-130**
**Création d'un emploi d'adjoint administratif à temps non complet / APPROBATION**

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve la création d'un emploi d'adjoint administratif à temps non complet par la voie d'une mise en disponibilité pour une durée d'un an, à compter du 1er janvier 2024,

Précise que cet agent sera rémunéré sur la base de l'indice majoré 361 de la grille indiciaire de la Fonction publique et affilié au régime de retraite de la CNRACL,

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Julien MERLE

Le Président
Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_131-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-131**
**Création de deux emplois d'adjoint technique contractuels à temps complet / APPROBATION**

**Rapporteur** : M. Julien MERLE

Le rapporteur expose :

En vue d'assurer la continuité des services techniques, le conseil communautaire est appelé à approuver la création de deux emplois d'adjoints techniques contractuels à temps complet, le premier pour accroissement saisonnier d'activité, le second pour accroissement temporaire d'activité, sur le fondement de l'article L.332-23 du Code général de la Fonction publique.

Il est précisé que ces deux agents sont déjà en poste et que ces contrats permettent de prolonger leur durée de recrutement avant d'envisager leur éventuelle titularisation.

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver la création de ces deux emplois :

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_131-DE

**Délibération n°2023-131 Création de deux emplois d'adjoint technique contractuels à temps complet / APPROBATION**

- Le premier sous la forme d'un contrat à durée déterminée de 6 mois pour accroissement saisonnier d'activité, sur la base de l'indice majoré 361, à compter du 31 janvier 2024,
- Le second sous la forme d'un contrat à durée déterminée de 12 mois pour accroissement temporaire d'activité, sur la base de l'indice majoré 364, à compter du 12 décembre 2023.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve la création deux emplois d'adjoints techniques contractuels à temps complet, le premier pour accroissement saisonnier d'activité, le second pour accroissement temporaire d'activité, sur le fondement de l'article L. 332-23 du Code général de la Fonction publique,

Précise que ces agents seront rémunérés, pour le premier, sur la base de l'indice majoré 361 de la grille indiciaire de la Fonction publique et, pour le second, sur la base de l'indice majoré 364 de la même grille indiciaire, et qu'ils seront tous les deux affiliés au régime de retraite de l'IRCANTEC,

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Le Président

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_132-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS :** M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER :** MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT :** M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-132**
**Convention de mise à disposition d'un agent pour le service commun des ADS / APPROBATION**

**Rapporteur :** M. Julien MERLE

Le rapporteur expose :
Un agent de la Commune de Camaret-sur-Aygues est mis à disposition à temps partiel en qualité d'agent instructeur du service commun d'instruction des autorisations du droit des sols (ADS).
La précédente convention de mise à disposition de cet agent prend fin le 31 décembre 2023.

Le conseil communautaire est appelé à approuver la nouvelle convention de mise à disposition de cet agent, jointe en annexe, prévue pour une durée de 3 ans, du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Il est précisé que la quotité du temps de travail que cet agent consacre au service commun des ADS a été légèrement réduite, passant de 44,44 % à 33,33 %, soit un jour et demi par semaine.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_132-DE

**Délibération n°2023-132**
**Convention de mise à disposition d'un agent pour le service commun des ADS / APPROBATION**

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Approuve la nouvelle convention de mise à disposition d'un agent de la Commune de Camaret-sur-Aygues en charge de l'instruction des autorisations du droit des sols au sein du service commun des ADS de la Communauté de communes,

Autorise le Président à la signer,
Dit que cette convention est prévue pour une durée de 3 ans, du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026,

Précise que les crédits correspondant au remboursement du temps de travail effectué au sein du service commun des ADS seront inscrits au budget principal 2024 et suivants à l'article 6217 des dépenses de fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

Le Président

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Julien MERLE

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_133-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Délibération n°2023-133**
**Attribution du marché de travaux visant à mettre en place un dispositif de traitement sur un poste de relevage / APPROBATION**

**Rapporteur** : M. Julien MERLE

Le rapporteur expose :
La société VEOLIA, exploitant des réseaux d'assainissement, a constaté des dégradations sur les ouvrages du réseau d'assainissement à l'aval du refoulement du poste de relevage des eaux usées situé sur le site de l'ancienne station d'épuration de Sérignan-du-Comtat.

Ce poste collecte l'ensemble des effluents de la Commune de Sérignan-du-Comtat et il assure leur transfert vers la station d'épuration intercommunale de Camaret-sur-Aygues.

La Communauté de communes a donc décidé de publier un marché pour mettre en place un dispositif de traitement préventif par injection de nitrate de calcium, qui permettra d'éviter la formation de disulfure d'hydrogène au sein des ouvrages.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_133-DE

**Délibération n°2023-133 Attribution du marché de travaux visant à mettre en place un dispositif de traitement sur un poste de relevage / APPROBATION**

Lors de sa réunion du 28 novembre, la commission d'appel d'offres a décidé d'attribuer ce marché à l'entreprise MICHELIER SAS et son sous-traitant GASNAULT BTP, pour un montant de 84 690 € HT (101 628 € TTC).

Le conseil communautaire est appelé à entériner la décision de la commission d'appel d'offres et à autoriser le Président à signer le marché, ainsi que les éventuels avenants qui en découleraient.

Le rapporteur entendu,

Le conseil délibère,

Entérine la décision de la commission d'appel d'offres qui a décidé d'attribuer à l'entreprise MICHELIER SAS et son sous-traitant GASNAULT BTP le marché portant sur la mise place d'un dispositif de traitement préventif par injection de nitrate de calcium, pour un montant de 84 690 € HT (101 628 € TTC),

Autorise le Président à notifier le marché à l'entreprise attributaire, ainsi que les éventuels avenants pouvant en découler,

Précise que les crédits correspondants ont été inscrits au budget primitif assainissement 2023 à l'article 2315 / opération 14 des dépenses d'investissement et resteront disponibles jusqu'à la réalisation des travaux par le mécanisme des restes à réaliser.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AYGUES OUVÈZE EN PROVENCE

Julien MERLE

**Julien MERLE**

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_134-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Rapporteur** : M. Julien MERLE

**Délibération n°2023-134**
**Attribution de l'accord-cadre portant sur les travaux de branchement et de remise à la cote du réseau d'assainissement / APPROBATION**

Le rapporteur expose :
**Vu** le Code de la commande publique,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le rapport d'analyse des offres présenté devant la Commission d'appel d'offres le 28 novembre 2023,

**Considérant que**, dans le cadre de l'exercice de la compétence assainissement, la Communauté de communes réalise des travaux de branchements sur le réseau d'assainissement collectif et de mise à la cote de regards.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_134-DE

**Délibération n°2023-134**
**Attribution de l'accord-cadre portant sur les travaux de branchement et de remise à la cote du réseau d'assainissement / APPROBATION**

**Considérant que** le marché public actuel arrive à échéance au 31 décembre 2023,

Une nouvelle consultation a été lancée sous la forme d'un accord-cadre pour assurer la continuité de cette prestation à compter du 1er janvier 2024 et pour les quatre prochaines années, avec un minimum de 100 000 € HT et un maximum de 600 000 € HT sur la durée totale du marché.

**Considérant que** lors de sa réunion du 28 novembre 2023, la Commission d'appel d'offres a décidé d'attribuer ce marché à l'entreprise BASSO TP.

Le conseil communautaire est appelé à entériner la décision de la commission d'appel d'offres et à autoriser le Président à notifier le marché à l'attributaire.

Le rapporteur entendu,

Le Conseil délibère,

Entérine la décision de la commission d'appel d'offres qui a décidé d'attribuer le marché de travaux de branchements sur le réseau d'assainissement collectif et de remise à la cote de regards, à l'entreprise BASSO TP.

Autorise le Président à notifier le marché à l'entreprise attributaire, ainsi que les éventuels avenants pouvant en découler,

Précise que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif assainissement 2024 et le seront aux budgets primitifs suivants, à l'article 21532 des dépenses d'investissement.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,
Le Président

COMMUNAUTE DE COMMUNES ARGUES OUVEZE EN PROVENCE

Julien MERLE
**Julien MERLE**

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_135-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**EXTRAIT DU RE**
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence**

**Séance ordinaire du 7 décembre 2023**

**Nombre de membres**
Afférents au conseil communautaire : 33
En exercice : 33
Qui ont pris part à la délibération : 26
**Pour : 32**
**Contre : 0**
**Abstention : 0**

**L'an deux mille vingt-trois**
**et le sept décembre à dix-huit heures**

**Date de convocation**
Le 30 novembre 2023

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de

**Date d'affichage**
Le 30 novembre 2023

**M. Julien MERLE, Président**

**PRESENTS** : M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. HERVE AURIACH, MME SYLVETTE GILL, M. JEAN-MICHEL MARLOT, MME FRANÇOISE VIRLOUVET, M. FABRICE LEAUNE, MME BRIGITTE MACHARD, M. ROLAND ROTICCI, MME GERALDINE ORTEGA, M. GEORGES BOUTINOT, M. VINCENT FAURE, MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY, M. PASCAL CROZET, MME LYDIE CATALON, M. MARC GABRIEL, MME MARIE-FRANCE ESTIVAL, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME ISABELLE DALADIER-MARTIN, MME PATRICIA LISPAL-GONDRAN, MME CHRISTINE LANTHELME, M. ANDRE GUIGUE, MME JACQUELINE JOURDAIN, MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. CHRISTOPHE CANO, MME FLORENCE GOURLOT

**AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER** : MME LILIANE DIAZ A M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, MME CHRISTINE WINKELMANN A MME SYLVETTE GILL, M. LOUIS DRIEY A M. ROLAND ROTICCI, M. PATRICK PICHON A MME GERALDINE ORTEGA, MME FRANÇOISE CARRERE A MME BRIGITTE MACHARD, MME DOMINIQUE FICTY A MME ANNE-JOËLLE ROBERT-VACHEY

**ABSENT** : M. MICHEL VIDAL

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Sylvette GILL

**Rapporteur** : M. Julien MERLE

**Délibération n°2023-135**
**Attribution du marché de nettoyage des colonnes enterrées / APPROBATION**

Le rapporteur expose :
**Vu** le Code de la commande publique,
**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le rapport d'analyse des offres présenté devant la Commission d'appel d'offres le 28 novembre 2023,

**Considérant qu'**une consultation initiale a été déclarée sans suite pour cause d'infructuosité à la suite de la réception d'une offre inappropriée,

**Considérant** que le conseil communautaire du 28 septembre 2023 a entériné la décision de la Commission d'appel d'offres, réunie le même jour, d'user de l'article R.2122-2 du Code de la commande publique pour attribuer ce marché sans publicité ni mise en concurrences préalables,

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 15/12/2023
ID : 084-248400160-20231207-DEL2023_135-DE

**Délibération n°2023-135 Attribution du marché de nettoyage des colonnes enterrées / APPROBATION**

**Considérant que** trois entreprises locales ont été sollicitées pour remettre une offre,

**Considérant que** la commission d'appel d'offres réunie pour l'occasion le 28 novembre 2023 a décidé d'attribuer ce marché à l'entreprise ORTEC Environnement pour un montant de 135 €HT (162 €TTC) par colonne nettoyée.

Le conseil communautaire est appelé à entériner la décision de la Commission d'appel d'offres et à autoriser le Président à notifier le marché à l'attributaire.

Le rapporteur entendu,

Le Conseil délibère,

**Entérine** la décision de la commission d'appel d'offres d'attribuer à la société ORTEC ENVIRONNEMENT le marché de désinfection des colonnes enterrées pour un montant de 135 €HT (162 €TTC) par colonne nettoyée,

**Autorise** le Président à signer et notifier le marché à l'entreprise attributaire, ainsi que les éventuels avenants pouvant en découler.

**Précise** que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif principal 2024 et suivants à l'article 611 des dépenses de fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Le secrétaire de séance,

Le Président,
Le Président

COMMUNAUTE DE COMMUNES AYGUES OUVEZE EN PROVENCE

Julien MERLE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
Le : 15/12/2023
Et publié
Le : 15/12/2023

Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr